

# Le Monde

7, rue des Halles, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE N° 13334 - 4,50 F

MERCREDI 15 NOVEMBRE 1989

FC DATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Les bouleversements en Europe de l'Est et la concertation européenne avant le sommet Bush-Gorbatchev

## Un sursaut

M. MITTERRAND a eu l'air de ne pas céder à la vanité et d'inviter les chefs de gouvernement des onze partenaires européens de la France à venir discuter samedi prochain à Paris, avec leurs ministres des affaires étrangères et M. Jacques Delors, des événements qui agitent le monde communiste. Même s'il paraît donner en grande partie raison à M. Giscard d'Estaing, qui avait proposé dimanche dernier au « Grand Jury RTL-le Monde » la tenue d'un conseil européen extraordinaire avant la rencontre Bush-Gorbatchev à Malte, les 2 et 3 décembre. Même s'il a mis en mauvaise posture M. Guidoni, le secrétaire du Parti socialiste responsable des affaires étrangères, qui avait cru pouvoir ironiser à propos de la proposition de l'ancien chef de l'Etat, en lui reprochant un peu trop vite qu'un conseil européen ne s'organise pas « comme un week-end en Savoie ».

Cela dit, la réunion de samedi - le dîner, pour être plus exact - ne donnera lieu à aucune décision. Quelques heures d'entretiens sur fond de couteaux et fourchettes seront suffisantes pour cette indispensable mise à plat des problèmes que pose cette nouvelle Europe en voie de gestation ? C'est peu probable, car les divergences sont notables entre les Douze. Séduits toutefois par cet effort du dernier moment pour s'empêcher entre Européens d'un si crucial dossier avant que n'ait lieu le sommet Bush et Gorbatchev, deux semaines plus tard.

Un élan d'esprit des uns et des autres, il est probable que la rencontre de Paris se soldera par quelques vœux pieux : réaffirmation par le chancelier Kohl, au grand soulagement des Européens, qui commencent à se désoler, d'appuyer sur le train, que la réunification politique des deux Etats allemands n'est pas un programme, promesse de mieux harmoniser l'aide européenne aux pays de l'Est en vue de la libéralisation ; engagement à « aménager les nouveaux équilibres autour de la CEE, pôle d'attraction de cette grande Europe en train de renaître », pour reprendre l'expression de M. Hubert Védrine, le porte-parole de l'Elysée.

IRA-T-ON plus loin ? Eclaircie-t-on, en particulier, la question des compétences exactes dans le dossier interallemand de la CEE, de l'alliance atlantique, de l'Union européenne occidentale, des quatre garants du statut de Berlin que sont Washington, Moscou, Londres et Paris ? Ce n'est pas certain, puisque M. Thatcher nie toute compétence en la matière à la Communauté. Ce serait pourtant fort utile, tant la confusion règne dans les esprits.

C'est la même M<sup>me</sup> Thatcher, il est vrai, qui s'apprête à se battre bec et ongles au conseil européen de Strasbourg, les 8 et 9 décembre, contre le projet d'union économique et monétaire nécessaire au renforcement politique de l'Europe des Douze. L'occasion sera bonne pour les Allemands de l'Ouest de traduire dans les faits leurs professions de foi européennes. Le moins qu'on puisse dire, à ce stade, c'est qu'ils traînent encore beaucoup les pieds.

M 0147-11150-4,50 F



3790147004500 11150

## ● Un gouvernement de coalition va être formé en RDA ● M. Mitterrand organise à l'Elysée un « dîner des Douze »

Malgré l'ouverture de la frontière et les promesses de réformes du régime, plus de deux cent mille Allemands de l'Est se sont de nouveau rassemblés dans la soirée du lundi 13 novembre dans les rues de Leipzig pour réclamer des élections libres et exiger que le Parti communiste renonce à son rôle dirigeant. Le nouveau premier ministre, M. Hans Modrow, a annoncé la formation d'un gouvernement de coalition, sans fournir d'autres détails.

Cependant, M. Mitterrand a invité les onze chefs de gouvernement de la Communauté européenne - qui ont répondu favorablement - à un dîner samedi 18 novembre à l'Elysée, pour discuter de la crise du monde communiste et définir - avant le sommet Bush-Gorbatchev - le rôle de la CEE dans l'élaboration d'un nouvel ordre européen.



## Les nouvelles cartes de la sécurité

par Michel Tatu

Les bouleversements des derniers jours en RDA ne changent pas, en principe, le cadre juridique de l'ordre européen d'après-guerre. Telle est du moins la version officielle, propagée jusqu'à nouvel ordre dans les capitales concernées, de Moscou à Washington en passant par Paris.

En réalité, de nombreux éléments-clés de ce cadre prennent un contenu politique entièrement nouveau, les cartes ont

changé de couleur. On examinera ci-dessous les principales d'entre elles.

● ALLEMAGNE. - Les dernières négociations sur la « question allemande » avaient buté, en 1959, sur le refus par l'Est de la principale revendication occidentale : des élections libres dans la zone d'occupation soviétique. Deux ans plus tard, la construction du mur avait donné à ce refus un caractère « définitif », au point que l'accord d'aménagement du statut de

Berlin, en 1971, tout comme les traités signés à la même période par la République fédérale avec Moscou et les autres capitales du pacte de Varsovie (y compris Berlin-Est) avaient laissé dans l'ombre cette question.

Aujourd'hui, M. Egon Krenz promet en principe ces élections libres, ce qui leverait l'obstacle des premières négociations et nous ramènerait, paradoxalement, à la préhistoire de l'Ostpolitik du chancelier Brandt. Car qui dit élections libres dit non

seulement pluralisme et alternance au pouvoir, mais aussi autodétermination.

La question allemande passe de la sphère des gouvernements à celle des peuples, elle est donc bien posée, quelle que soient les déclarations des uns ou des autres : les derniers sondages en RDA (avec 59 % de réponses favorables à la réunification) confirment que même les dirigeants de l'opposition est-allemande ne pourront l'éluder.

Lire la suite page 5

## Les accords de Matignon au jour le jour

RPCR et indépendantistes canaques se découvrent des affinités... au grand dam du haut-commissariat

NOUMÉA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

C'est une trêve de paix que l'on croque avec gourmandise, avec même un hâte un peu brochant. Sait-on seulement combien de temps cela va durer ? Alors chacun s'abandonne aux effets euphorisants d'un miracle qui se prolonge. Il faut le dire : les accords de Matignon sont plus solides que ne le suggèrent certains. Ils ont survécu à un accroissement indéfini aux forces, d'un double assassinat politique, trépassé à peine aux révolutions d'un scandale pourtant bien frais. Ils se verront à coup sûr concéder un nouveau sursis par la frénésie un peu irrationnelle du moment.

Frénésie des promoteurs immobiliers bétonnant le front de mer de Nouméa de marines et d'hôtels de luxe. Frénésie des consommateurs s'offrant ce premier semestre un tiers de plus de voitures que l'an passé.

Frénésie des fonctionnaires du Haut-Commissariat distribuant des concertos aux jeunes loubirds qui, en témoignage de gratitude, font circuler une pétition dans les quartiers populaires, réclamant le maintien en poste du délégué du gouvernement. Frénésie de l'intelligentsia locale qui se réunit en colloque pour percer les mystères de la « temporalité canaque ». Frénésie des coureurs cyclistes qui repartent vaillamment à l'assaut des pistes de brousse, hier infréquentables.

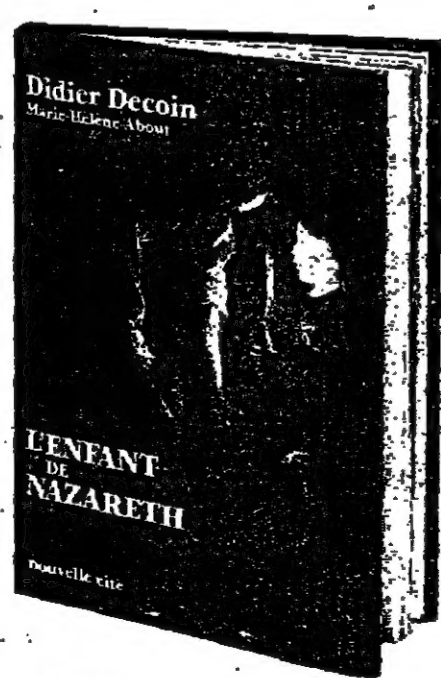
Cela engouffrait tant d'énergie que l'on a perdu jusqu'au goût des empoignades politiques, incongruité qui mériterait un colloque à elle toute seule.

La Nouvelle-Calédonie a décidément l'humour indéchiffrable. Qui pouvait imaginer que la mise en œuvre au quotidien des accords de Matignon prendrait une tournure à ce point insolite ?

Il avait été annoncé un redéploiement des forces de type « casques bleus » : à droite le RPCR, à gauche le FLNKS, au centre l'Etat-arbitre, force d'interposition.

FRÉDÉRIC BOBIN

Lire la suite ainsi que « Détochements en tous genres au tribunal de Nouméa » page 10



Avec des artistes de tous les temps, l'histoire toujours nouvelle de l'Enfant le plus célèbre.

97 illustrations couleurs, 160 pages, 280 F

nouvelle cité, paris

## Don Giovanni des rues

Louards, prostituées, drogue... A Bobigny, la musique de Mozart jure avec les situations imaginées par Peter Sellers

L'action se passe à Harlem, dans un décor assez fort et misérable de George Tsypin : une église à gauche, une porte vitrée, sans doute de bordel, une façade lépreuse aux fenêtres béantes, avec un écran où défile le « catalogue » d'un sex-shop, des logements en sous-sol.

On ne serait pas étonné que Donna Elvira soit une prostituée (peut-être en congé...) : en minijupe et bas rouges épais, elle fait une grosse coiffe et maltraite son baluchon ; au deuxième acte, elle joue les Marilyn Monroe à la fenêtre.

Quant à Donna Anna, pour supporter sa douleur, elle s'injecte quelque drogue dans le bras en se roulant par terre, tandis que le pauvre Ottavio, policeman détroqué, sombre de plus en plus dans le délire et la schizophrénie.

Invention prétendument géniale du metteur en scène : Don Giovanni et Leporello sont de vrais jumeaux, donc interchangeables, ce qui excuse Elvira et Masetto de les prendre l'un pour l'autre (et pour elle de coucher avec l'un et l'autre). Hélas ! cela n'explique pas comment l'un est le patron, l'autre le valet, même si le premier paie le

second avec des sachets de cocaïne. Quant à Anna, on comprend mal comment elle ne reconnaît pas, sans masque, celui qui l'a copieusement violée, là, dans la rue, sous nos yeux.

Si vous voulez vous payer des dépensements de ce genre pour éprouver, de temps en temps, de petites secousses électriques, agréables ou non, allez à Bobigny voir et entendre la troupe de Peter Sellers (*Le Monde* du 9 novembre).

L'entreprise n'a pas un statut très solide : c'est à peu près comme si on montait *Porgy and Bess*, de Gershwin, dans un chalet rococo, en perruques poudrées. Car la musique de Mozart jure sans cesse avec les décors, les situations, les attitudes des personnages auxquels on l'associe.

C'est bien sûr la transgression, le « sacrilège », qui fait mouche, et c'est lui qui réintroduit un côté *gioco* inattendu où Sellers a bel et bien voulu inscrire un drame, plus sombre le plus souvent que le *dramma* de Da Ponte.

JACQUES LONCHAMPT

Lire la suite page 18 - section B

## SCIENCES ♦ MÉDECINE

- La sonde Ulysse aux portes du Soleil
- Une expédition au large des Comores sur la piste du coelacanth
- Les fouilles dans le quartier du Carrousel

pages 19 à 21 - section B

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Australie/Népal, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,80 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA DNY, 1,50 \$ ; USA (local), 2 \$.

سكزا من الامم



هكذا من الاجل

2 Le Monde • Mercredi 15 novembre 1989 •

## DÉBATS

Résistance : la controverse sur le « Jean Moulin » de Daniel Cordier

# Les biographies les plus longues ne sont pas forcément les meilleures

par Henri Noguères

**D**EUX volumes sur six... le premier tiers de l'ouvrage monumental consacré par Daniel Cordier à Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon, vient enfin de paraître (1). Encore quatre mille pages et Jean Moulin aura cessé d'être, pour nous, un inconnu. Daniel Cordier, lui, n'en est déjà plus un...

La communauté historique, écrivait récemment Jean-Pierre Azéma, attendait avec intérêt la sortie de ces six volumes. Elle avait été mise en appétit par deux conférences faites par Daniel Cordier, qui avait évoqué son itinéraire « de l'acteur à l'historien », et défini sa méthode, laquelle consistait à tenir pour négligeables (ou à tout le moins suspects...) les témoignages et à privilégier les documents d'archives. Ceux qui, s'agissant de la même trame d'histoire, ont été amenés à suivre le même itinéraire n'ont pas été conduits jusqu'ici à adopter la même méthode.

Il n'est pas, en effet, qu'en raison même des conditions dans lesquelles avaient vécu et agi les résistants, les documents d'archives sont trop rares pour que l'on puisse se passer des témoignages oraux et des écrits des mémorialistes. Ainsi, Henri Michel, en qui Daniel Cordier a salué le meilleur historien de la Résistance (ce qui n'a dû réjouir qu'à moitié ses amis de l'Institut d'histoire du temps présent...), a coigné avec Marie Gracq une monographie de Combat pour laquelle ont été exploités cent trente-huit témoignages. Il était donc intéressant de savoir si Daniel Cordier, passant de la théorie à la pratique, pourrait maintenir son parti pris du « tout-document ». On constate, en confrontant ses deux premiers tomes aux multiples déclarations qu'il a faites à leur sujet, qu'il a choisi un moyen terme : il a réaffirmé avec force sa volonté de ne s'appuyer que sur des documents... mais il a, dans ses livres, fait une large place aux témoignages, à commencer par le sien.

Autre sujet d'interrogation : comment Daniel Cordier allait-il parvenir à concilier la motivation avérée de son entreprise — faire justice des accusations de « crypto-communisme » formulées par Frey — à l'encontre de Moulin — et la sérénité que l'on est en droit d'attendre de celui qui se veut historien. On peut parfaitement, en effet, à l'âge de la préhistoire, s'improviser historien... Mais si cette vocation tardive est assuée par un déchaînement d'adrénaline, l'objectivité historique risque de s'en ressentir.

On trouve dans ces deux premiers tomes plusieurs œuvres distinctes... Tout d'abord, sur près de trois cents pages — c'est-à-dire l'équivalent d'un volume de dimension courante — un texte, curieusement baptisé « préface », qui est, en réalité, le condensé des six volumes parus et à paraître. Puis vient, sous le titre « Histoire d'un livre », un avant-propos de vingt-cinq pages retraçant la conception laborieuse et l'accouchement difficile de l'œuvre entreprise par Daniel Cordier. Enfin, occupant le reste du premier volume et la totalité du deuxième, c'est le début de la biographie proprement dite de Jean Moulin.

L'« Histoire d'un livre », qui eût dû logiquement venir en tête, présente surtout l'intérêt de confirmer l'état d'esprit qui a animé Daniel Cordier lorsqu'il a décidé de se consacrer « à temps plein » à cette biographie : c'est après avoir entendu Henri Frey dire sa conviction intime du double jeu auquel se serait livré Moulin que Daniel Cordier s'est engagé dans sa croisade anti-Frey, qui est vite devenue une croisade anti-Combat. Cordier, aujourd'hui, soutient en

toute occasion (et les occasions ne lui font pas défaut...) que son entreprise, purement historique, ne peut en aucune façon être assimilée à un règlement de comptes. On comprend qu'il l'affirme... Mais, comprendre n'est pas forcément croire. Et il faut bien admettre que c'est cette démarche vengeresse qui donne son véritable sens à une « préface » sans laquelle la publication de ces deux premiers volumes n'aurait probablement pas justifié le terme de « biographie-événement », relevé dans la presse.

C'est donc sur cette préface qu'il convient surtout de se pencher. Un journaliste lui disant avoir trouvé des révélations, « Je ne dis pas à toutes les pages, mais en tout cas à tous les chapitres », Cordier a rétorqué avec autant d'assurance que de modestie : « à toutes les pages ».

Le moins que l'on puisse dire est que beaucoup de ces « révélations » n'en sont pas. En effet, les historiens et surtout les mémorialistes qui ont précédé Daniel Cordier n'ont pas tous occulté autant qu'il veut bien le laisser dire les tensions des rivalités de personnes, les affrontements idéologiques, les divergences de conception qui, tout au long de la vie clandestine, ont opposé des hommes et des femmes qui tendaient vers le même objectif mais ne pensaient pas tous pouvoir l'atteindre par les mêmes chemins.

### L' affaire du manifeste »

D'autres « révélations », et c'est plus grave, sont sérieusement contestables, à commencer par ce que l'on appelle déjà « l'affaire du manifeste ».

De quoi s'agit-il ? Dès les premières pages de sa pseudo-préface, Daniel Cordier cite abondamment un « manifeste » dont il affirme qu'il aurait été rédigé par Henri Frey « en novembre 1940 » (la date, on le verra, a son importance). Il revient à ce texte un peu plus loin, et le cite encore dans son deuxième tome, avec une sorte de délectation.

La référence donnée dans les notes de la préface : « La Libération Nationale », Londres 10 juillet 1941, BCRA 376 p. 2 » est reportée dans les notes du tome 2 avec, en outre, cette précision : « Ce document est publié en annexe du 71 ». Force est de constater qu'il n'y figure pas.

Ce « manifeste » permet à Daniel Cordier de présenter Henri Frey non seulement comme un fervent « marshalliste », mais surtout comme un homme qui, non content de souscrire « à l'ensemble des grandes réformes qui ont été entreprises » par Pétain et son gouvernement, se serait refusé à un tel « abandon de Montoire à « rompre délibérément » avec le Maréchal, et aussi comme un chef de mouvement appliquant aux juifs de strictes mesures discriminatoires : « Les juifs, lit-on dans le « manifeste », serviront dans nos rangs s'ils ont effectivement combattu dans l'une des deux guerres ». Les commentaires de Daniel Cordier (qui se targue courageusement d'avoir été maurassien et antisémite) sont cinglants : « Il faut rappeler, écrit-il, que, parmi les grandes réformes du Maréchal à cette époque il y avait la suspension de la vie parlementaire, le remplacement des municipalités et des conseils généraux élus par des commissions nommées, la suppression des libertés démocratiques, la dissolution des sociétés secrètes (franc-maçonnerie), les mesures xénophobes de retrait de la nationalité française et l'abominable statut des juifs. »

Et Cordier d'ajouter, à propos de la distinction entre juifs combat-

tants et juifs non combattants, que « c'était là « mot pour mot le critère retenu par Vichy pour distinguer les « bons » des « mauvais » juifs ». On ne peut que partager la sainte indignation de Daniel Cordier, même si, comme l'a souligné Gilles Porraut, le rapport entre ce « manifeste » et la biographie de Jean Moulin n'est pas évident.

Mais une chose est de s'indigner devant ce texte, et une autre d'en attribuer la paternité au fondateur de Combat. En d'autres termes, il est permis de se demander si le biographe de Jean Moulin est en mesure d'établir avec une certitude historique qu'Henri Frey est bien l'auteur de ce texte.

Les hasards de la vie clandestine ont fait que je n'ai jamais appartenu à Combat. Mais je dois dire que devant cette attaque je me sens si totalement solidaire de Frey que je regrette de ne pouvoir revendiquer mon appartenance à son mouvement.

C'est cette agression n'est pas fondée, il est aisé de le démontrer.

D'abord en se référant au document lui-même. Dans une lettre en date du 30 octobre 1989 dont il espérait qu'il serait fait état lors d'une émission de télévision, Charles Ronsac, ami et éditeur d'Henri Frey, apportait cette précision : « Aux archives de France, où il est classé, ce texte ne porte aucune indication de source, aucun nom, aucune signature, aucune annotation d'aucune sorte. Selon Mme de Tourtler-Bonazzi qui, aux archives, auprès de Jean Frey, s'occupe de cette documentation, rien ne permet d'attribuer ce document à Henri Frey. Pourquoi, alors, Cordier a-t-il ajouté (2) le nom de Frey ? » On pourrait poser une autre question : pourquoi Daniel Cordier, qui exprime sa gratitude à Mme de Tourtler-Bonazzi pour l'accès de son texte à sa science et de sa bienveillance, n'a-t-il pas tiré meilleur parti de ces bonnes relations ?

Il semble que Daniel Cordier — c'est tout au moins ce qu'il a dit à Charles Ronsac — ait estimé pouvoir, d'autorité, attribuer ce « manifeste » à Henri Frey en raison d'une lointaine analogie entre la dernière phrase du document d'archives et celle dont Frey avait conservé le souvenir et qu'il cite dans « La nuit finira » (p. 26) lorsqu'il évoque ce manuscrit perdu. Dans un cas (« La nuit finira ») c'est : « Puisse le maréchal Pétain vivre assez longtemps pour assister au couronnement de notre œuvre », et dans l'autre, c'est : « Puisse le maréchal Pétain avoir une vie suffisamment longue pour nous soutenir de sa haute autorité et de son incomparable prestige. »

Ces deux phrases, mis à part le souhait de longue vie, n'expriment absolument pas la même idée. Il est donc déjà bien léger de déduire de la comparaison de deux textes qu'il s'agit du même.

Mais il y a plus. Comme Ronsac l'a fait remarquer à Daniel Cordier, pour que ce document d'archives puisse être attribué à Frey, il fallait, puisqu'il est question de Montoire, qu'il ait été écrit après la fin octobre 1940. Or Frey avait conservé le souvenir et qu'il cite dans « La nuit finira » (3) a bien précisé, en se référant au souvenir d'un fait qui l'avait marqué (le rejet par Churchill des avances de Hitler), qu'il avait écrit son manifeste le soir du 28 juillet 1940.

Il en faut plus pour ébranler les certitudes de Daniel Cordier : il répondra à Ronsac que « Frey a pu se tromper de date ».

Ronsac ajoute : « Aucun de ceux qui ont bien connu Frey ne le reconnaît dans le document cité par Cordier. L'officier qui a étudié au centre d'études germaniques de Strasbourg et à la Meis Kampf a été anti-nazi, non anti-allemand, et Européen avant la lettre, et la mot « boche », cité dans le texte, n'a jamais fait partie de son vocabulaire. Berty Albrecht qui l'a rejoint à la direction de Combat, et qui a été son grand amour avant la guerre, n'aurait jamais toléré la discrimination antisémite, faite dans le texte, entre les juifs « qui ont combattu » et les autres ».

Avant d'en terminer avec ce texte, je voudrais répondre à une affirmation imprudente de Daniel Cordier dans une interview publiée dans le Point. A la question : « A l'époque, ce manifeste avait-il été vraiment diffusé ? », Daniel Cordier a son seulement répondu : « Bien sûr, qu'il a été diffusé ».

mais il n'a pas craint d'ajouter... « d'ailleurs, Moulin le connaissait ».

Daniel Cordier n'avancant rien qu'il ne puisse prouver, il serait intéressant de connaître les documents sur lesquels il se fonde pour formuler cette double affirmation. Il y a, par contre, à défaut de documents, un témoignage : celui de Laure Moulin (4). Il montre Jean Moulin très attentif à l'orientation des mouvements et aux « dérives » possibles de leurs fondateurs.

Ce n'est ni de Combat ni de Frey qu'il s'agit, mais d'un mouvement de la zone nord. « Moulin, écrit-elle, ne tarda pas à être au courant de ce mouvement dont il appréciait peu l'orientation à droite et surtout désapprouvait l'antisémitisme qu'il avait officiellement déclaré. » Il est vrai que Daniel Cordier a, par avance, récusé ce témoignage en écrivant que Laure Moulin n'avait « rien connu par son frère de la Résistance » (sic).

Les autres « révélations » qui figurent dans cette même préface appellent moins de commentaires : il s'agit, en effet, de deux autres « affaires », celle dite « de Suisse » et celle de Caluire ; or, dans les deux cas, Pierre de Bénouville, directement mis en cause, a su fort bien répondre — et n'a manifestement pas été gêné pour le faire.

### De Gaulle et Moulin

A propos de la délégation des MUR en Suisse — bientôt devenue délégation de la Résistance tout entière, force est de constater qu'elle a admirablement rempli son office jusqu'à la Libération, ce qui tendrait simplement à prouver que Jean Moulin (dont Cordier est seul à croire qu'il était infallible...) avait eu grandement tort de vouloir la supprimer.

Il y a d'ailleurs une leçon à tirer de cette « affaire de Suisse », une leçon qui s'étend à l'ensemble des différends ayant opposé de Gaulle et Moulin aux dirigeants de la Résistance intérieure, qu'il s'agisse de l'armée secrète, de l'action immédiate ou du « cloisonnement » de même que le général de Gaulle — on le sait assez — s'est « toujours fait une certaine idée de la France », il s'est toujours fait une certaine idée de la Résistance... une idée à laquelle adhérait Jean Moulin, mais qui n'était pas la sienne. Le conflit, comme l'a souligné Claude Serreilles (5), ne pouvait être évité parce que les uns (de Gaulle et Moulin) raison-

naient en termes d'État... et les autres en termes de nation.

Quant à l'affaire de Caluire, puisque Daniel Cordier annonce, avec son sixième volume, des « révélations », attendons patiemment de savoir de quoi accouchera la montagne de documents.

Jusqu'à maintenant, les documents dont Cordier a prétendu faire des « preuves » n'en sont pas. Par contre, on trouve sous sa plume l'aveu d'une imprudence singulièrement moins discutable que toutes celles qu'il a cru, jusqu'ici, pouvoir démentir. Il révèle en effet — et, pour le coup, c'est bien une révélation — que Jean Moulin aurait appris dès le 15 juin 1943 le retour à Lyon de René Hardy, et qu'il aurait mis en garde ses collaborateurs à son propos. Sans doute Daniel Cordier aura-t-il à cœur de nous expliquer, dans son sixième tome, pourquoi les collaborateurs de Jean Moulin — ou à défaut Jean Moulin lui-même — n'ont pas jugé bon de communiquer cette information essentielle et cette mise en garde aux dirigeants de Combat et pourquoi ces mêmes collaborateurs, dûment informés par Moulin, n'ont tenu aucun compte de ces directives lorsqu'ils ont vu Hardy arriver à Caluire.

A Caluire où, on semble l'oublier, une violation par Jean Moulin des règles essentielles de sécurité — trois quarts d'heure de retard à un rendez-vous — a rendu possible l'opération conduite par Barbie... lui-même arrivé trois quarts d'heure après l'heure prévue pour la réunion.

A Caluire, enfin, où les groupes francs — dont Cordier déplore l'inaction — s'étaient vu refuser la mise en place du dispositif de protection qu'ils proposaient.

### Minute d'entomologiste

Les développements qui viennent d'être consacrés à la « préface » du tome I ne laissent guère de place aux commentaires portant sur le début de la biographie proprement dite de Jean Moulin. Il n'y a sans doute rien là qui doive surprendre — ni décevoir — Daniel Cordier : il a fait ce qu'il fallait pour qu'il en soit ainsi.

Au débutant les quelque mille cinq cents pages dans lesquelles sont évoquées les trente-sept premières années de la vie de Jean Moulin ne présentent, il faut bien le dire, qu'un intérêt limité... voici pourquoi :

— d'une part, ce qui est important — l'aide à l'Espagne, la courageuse défense de Pierre Cot à

Rodez, l'héroïque attitude de Jean Moulin au moment de l'entrée des Allemands à Chartres — était déjà connu de façon assez complète.

— d'autre part, le reste, non seulement n'apprend rien d'essentiel sur Jean Moulin, mais risque de tenir inutilement sa mémoire.

En effet, Cordier évoque avec une patience et une minutie d'entomologiste, non seulement les détails sur la vie politique locale à Chambéry, Albertville, Châteaulin, Amiens, Rodez, mais aussi les innombrables manifestations de carrière qui ont permis à Jean Moulin d'être le plus jeune sous-préfet, puis le plus jeune préfet de France — un « doublé » qui ne s'obtient pas, chacun le sait, par le seul mérite. Cette évocation « historique » s'achève, en outre, sur cette constatation : au moment même où Cordier, se fondant sur un « document » suspect, dresse le catalogue des actes condamnationnels imputables à Pétain, et reproche à Frey de les avoir approuvés, Jean Moulin, fonctionnaire d'autorité, représentait lui, indiscutablement, ce même gouvernement dont il a exécuté les ordres aussi longtemps qu'il n'a pas été révoqué.

Je ferai appel pour ma conclusion à l'arithmétique. Daniel Cordier ayant dit tout le bien qu'il pensait du petit « Que sais-je ? » dans lequel Henri Michel a évoqué l'histoire de la Résistance, j'ai eu la curiosité de rechercher combien de pages, sur les cent vingt de mon édition (1950), étaient consacrées à Jean Moulin. En comptant largement, j'en ai trouvé six... Ce qui revient à dire que si Cordier consacre six mille pages à Jean Moulin, l'histoire de la Résistance en mériterait cent vingt mille.

On ne peut devant ces chiffres vertigineux que regretter, avec Jean Lacouture (6) dont nul ne contestera qu'il soit, avec Jean Orieux ou Henri Troyat, l'un des princes de la biographie, que Cordier ait préféré « l'empilage à la sélection », et n'ait pas, selon le mot de Voltaire, « pris le temps de faire court. »

(1) Le Monde des 28, 31 octobre et 7 novembre.

(2) C'est Ronsac qui souligne.

(3) Dont la première édition remonte à 1973.

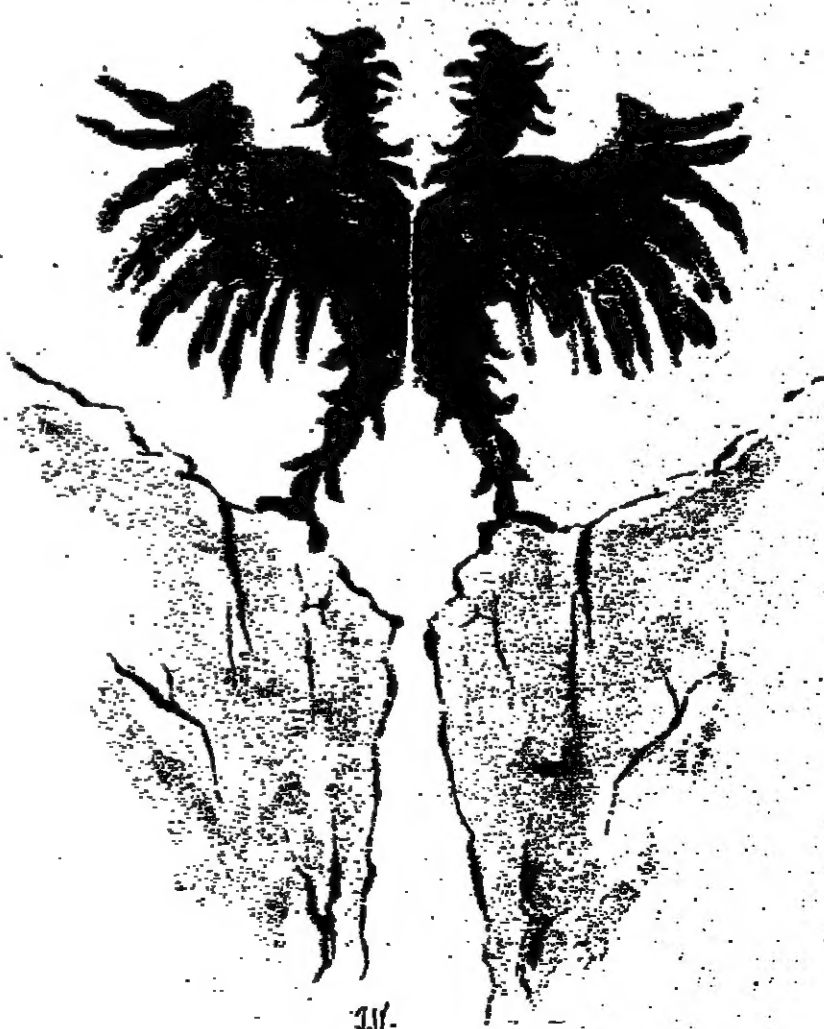
(4) In Jean Moulin, mon frère, p. 380.

(5) Discours au Panthéon le 17 juin 1975.

(6) In Le Nouvel Observateur 19/25 novembre 1989.

► Henri Noguères est avocat à la cour de Paris, historien de la Résistance.

## TRAIT LIBRE



## Le Monde

Édité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet  
Corédacteur en chef : Claude Salas  
Administrateur général : Bernard Woutet

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-97-27

Telex MONDPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81





## L'évolution du régime est-allemand et ses conséquences

- M. Modrow veut former un gouvernement de coalition
- Nouvelles manifestations de masse à Leipzig

La Chambre du peuple — le Parlement est-allemand — a élu comme premier ministre M. Hans Modrow, qui a aussitôt annoncé son intention de former un gouvernement de coalition. Les députés ont, en revanche, créé la surprise en élevant à la présidence du Parlement M. Günter Maleuda, alors que le favori pour ce poste était le plus libéral Hans Gerlach. Des manifestations en faveur d'une accélération des réformes se poursuivent cependant à travers le pays.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

M. Hans Modrow, le plus populaire des dirigeants communistes est-allemands, a annoncé qu'il entamerait mardi des consultations avec les autres partis représentés au Parlement pour former un gouvernement de coalition qui pourrait comporter également des experts non appartenant à la composition de son gouvernement lors d'une nouvelle session de la Chambre du peuple qui se tiendra les 17 et 18 novembre.

La réunion du Parlement a été un bel exemple du psychodrame qui secoue maintenant en permanence un parti dont la plupart des membres ignorent pas qu'ils vont être balayés dans les semaines ou les mois à venir par les changements en cours. Il y avait dans la salle tout le grès de l'ancien régime Honecker, tous ces septuagénaires en bout de course qui ont régné pendant deux décennies sur le pays. L'épouse de l'ancien numéro un, la redoutable Margot Honecker, était à sa place, les cheveux teints en bleu comme d'habitude. Seul Erich Honecker a totalement disparu depuis son limogeage à la fin octobre. Ces débats publics, retransmis en direct à la télévision, offraient un spectacle étonnant.

De nombreux députés sont montés à la tribune pour exprimer la frustration permanente dans laquelle ils ont été tenus jusqu'à présent pour revendiquer leur droit à devenir d'honnêtes représentants du peuple et réclamer des comptes aux anciens dirigeants. On a eu droit à de brutales mises en accusation des ministres démissionnaires, sommés de venir s'expliquer à la barre, tel le ministre sortant des finances, von Brockdorff, quelques chiffres d'une vie pénible. On a eu droit à des anecdotes de circonstance des présidents sortants du gouvernement et du Parlement.

MM. Willi Stoph et Horst Sindermann, les deux anciens premiers ministres, estimaient qu'ils n'avaient pas tout fait, mais qu'ils l'avaient fait en bonne conscience.

La séance avait commencé lundi matin par une rébellion des députés, car c'est bien ainsi qu'il faut interpréter l'élection-surprise au poste de l'Assemblée d'un représentant de la nomenklatura, M. Günter Maleuda, président du Parti démocrate paysan. M. Maleuda a réuni sur son nom 246 voix contre 230 au chef du Parti démocrate-libéral, M. Manfred Gerlach, dont le choix ne semblait pourtant pas faire l'ombre d'un doute. A la fin de la séance, M. Gerlach avait pourtant été l'un des tout premiers dirigeants politiques du pays à présenter que les temps étaient mûrs pour des changements et à s'engager personnellement dans cette voie. Il avait été, à ce titre, invité à prendre la parole lors de la grande manifestation du 4 novembre à Berlin-Est.

Le Parti paysan, courtoisie de transmission

M. Maleuda est une personnalité très peu connue. Comme le Parti national-démocrate allemand (NPD), le Parti paysan dont il assume la présidence depuis 1987 avait été créé en 1948 par les communistes pour faire contrepoids au sein du Bloc national au parti chrétien-démocrate et au parti libéral, dont les dirigeants manifestaient encore à l'époque quelques velléités d'autonomie. Théoriquement, il est là pour servir de courroie de transmission avec le monde agricole, mais il ne se rattache à aucune tradition et n'est jamais sorti de son rôle d'allié pur et simple.

Le scénario avait été apparemment soigneusement préparé. D'abord, le groupe parlementaire communiste n'avait pas présenté de candidat, et M. Maleuda avait demandé — démocratie oblige — un vote à bulletin secret. Jamais, de mémoire de parlementaire est-allemand, les formes d'une élection n'auraient été aussi respectées. Cinq candidats représentant cinq des dix groupes parlementaires de la Chambre du peuple étaient en lice. Il y eut un second tour. Le député libéral des bulletins, déposés dans une urne transparente, s'est fait en direct à la télévision.

Il ne fallait sans doute pas attendre d'une assemblée élue en 1986, en des temps bien différents, qu'elle se passe elle-même la corde

au cou. Mais cette élection va peut-être obliger à accélérer les réformes. Elle va accroître les pressions pour l'avancement de la date des prochaines élections législatives, prévues pour le moment en 1991 seulement. Malgré la réticence de certains dirigeants de l'opposition, comme M. Barbel Boyley de Neues Forum, qui s'estiment encore insuffisamment préparés pour cette échéance, l'appel à des élections libres devient populaire.

Deux cent mille manifestants comme d'habitude

Il a dominé la manifestation de lundi à Leipzig, qui a réuni, comme d'habitude, deux à trois cent mille personnes. C'était le premier rendez-vous important de la rue après l'ouverture du mur, et il a montré que la mobilisation pour les réformes ne se relâchait pas. L'adoption d'une nouvelle loi électorale sera l'un des grands thèmes à venir. Elle est liée, comme cela a été souligné lundi lors de plusieurs interventions au Parlement, à une révision de la Constitution. Des élections « totalement libres » seraient en effet en contradiction avec l'ancien premier de la Constitution, qui reconnaît au SED un rôle dirigeant en RDA.

Sans doute faudra-t-il attendre le congrès extraordinaire du Parti communiste, convoqué du 15 au 17 décembre, pour voir se dessiner les contours d'une nouvelle loi électorale. Réuni une nouvelle fois en session spéciale, le comité central du SED a approuvé lundi la tenue de ce congrès qui avait été proposé la veille par le bureau politique sous la pression des éléments les plus réformateurs du parti. A son ordre du jour figurent l'élection d'un nouveau comité central et la préparation du congrès ordinaire de mai prochain, qui devrait adopter une révision du programme et des statuts du parti.

D'ici là, c'est à M. Modrow et à son futur gouvernement qu'il reviendra de contenir les exigences de plus en plus pressantes de changements immédiats. L'ancien patron du Parti communiste à Dresde jouit au départ d'une bonne réputation, due en grande partie à la résistance qu'il avait opposée ces derniers mois à l'équipe Honecker. Pour le reste, on le connaît finalement assez peu, comme tous les dirigeants sortis de l'appareil du parti. Lundi soir, après son élection, il a indiqué qu'il s'était toujours entouré de spécialistes en économie et de directeurs de combinats, et qu'il entendait continuer à les consulter. Ses deux priorités seront la préparation de l'important travail législatif qui

s'impose pour mettre en œuvre les réformes du système politique et juridique annoncées. La restructuration de l'économie — dont plus personne n'ignore à présent qu'elle se trouve dans un état beaucoup plus catastrophique qu'on ne le disait — l'ouverture de la frontière avec la RFA, posent en outre des problèmes que le gouvernement devra régler d'urgence, notamment en matière monétaire, s'il ne veut pas se retrouver, comme l'a souligné M. Modrow, confronté au même genre de difficultés qui avaient amené les dirigeants de l'époque à construire le mur en 1961.

L'élection de M. Maleuda à la présidence du Parlement semble indiquer que M. Modrow ne bénéficiera peut-être pas de la part de l'Assemblée de tout le soutien qui lui serait peut-être nécessaire. Néanmoins, les représentants des principaux groupes parlementaires qui se sont exprimés lors des débats, notamment M. Jarowski pour le Parti communiste, se sont tous prononcés en faveur de réformes de fond. M. Jarowski a souligné que le travail parlementaire allait prendre une nouvelle importance et a lui-même estimé que le renouveau du socialisme en cours nécessiterait des changements de la Constitution. Il a affirmé que son parti était prêt à participer à une large coalition et s'est même déclaré disposé à s'associer aux discussions des partis non représentés à l'Assemblée, s'estimant encouragé en ce sens par l'attitude des nouveaux mouvements apparus, comme Neues Forum.

HENRI DE BRESSON

Lothar de Maizière, nouveau président de la CDU est-allemande. — Par 92 voix sur 118 exprimées, M. Lothar de Maizière a été élu président de la CDU est-allemande. Il remplace Gerald Götting, soixante-six ans, qui avait démissionné de son poste, qu'il détenait depuis vingt-trois ans à la suite de vives critiques internes.

Lothar de Maizière était le candidat du groupe des réformateurs du parti qui revendique 140 000 membres. Il est étroitement lié à l'Eglise protestante est-allemande, et membre du synode de l'Eglise évangélique depuis 1985. Son élection a été annoncée par l'organe officiel du SED, Neues Deutschland. M. de Maizière entend « réformer » son parti et définir une ligne politique propre face au Parti communiste. A cette fin, des « journées du renouveau » devraient avoir lieu en mars ou en avril 1990.

## L'ouverture de la frontière ne suffit pas à inciter les réfugiés au retour

GRAFENAU (Bavière)

de notre envoyé spécial

C'est ici, dans une taverne grise nichée au fin fond de la forêt bavaroise, que les dérangés retrouvailles du week-end ont eu leurs spectateurs les plus attentifs. Ils sont quelque cent quarante à s'être pressés jour et nuit dans la salle de télévision pour dévorer des yeux le spectacle ininterrompu des folies berlinoises. C'est peu dire qu'ils en sont restés sans voix. Eux aussi viennent de RDA, mais ils se sont enfuis quelques jours, voire quelques heures avant le moment fatidique de l'annonce de l'ouverture des frontières. Ils sont les derniers de ces hardis émigrants qui ont, ces derniers mois, effectué le « grand tour » par la Tchécoslovaquie ou la Hongrie.

On imagine aisément que leur joie, à voir ainsi s'écrouler le mur, n'a pas été tout à fait sans mélange. Regrets lancinants de ne pas se trouver au cœur de la grande fête ; remords de n'être pas partis vingt-quatre ou quarante-huit heures plus tard et, pour certains, des doutes rétrospectifs sur le bien-fondé de leur décision : tout cela se bousculait dans leur tête.

Vingt-quatre heures plus tard, non seulement ils se seraient épargnés le détour, mais ils auraient pu emporter cette voiture qu'ils ont dû vendre — à perte — à des amis et qui leur manque si cruellement aujourd'hui. Et aussi le chat, l'argenterie, des chaussures chaudes pour l'hiver. Tout ce qu'ils ont dû abandonner dans leur fuite pour ne pas éveiller les soupçons des gardes-

frontières. Vingt-quatre heures plus tard, ils auraient pu se donner le temps de la réflexion, pousser des points de reconnaissance jusqu'à Hambourg ou Munich pour tâter le terrain sur le marché du logement ou de l'emploi. Bref, faire le grand saut peut-être, mais avec un parachute.

Et pourtant, ils restent. Tous. Résolument. Pas une seconde l'ouverture des frontières ne les a fait vaciller dans leur volonté de recommencer leur vie. « Il y a tellement de survivants de l'ancien système dans le personnel politique, dit Frank, vingt-neuf ans, typographe, que cela peut revenir en arrière à n'importe quel moment. » Et quand bien même en RDA le processus de réforme se poursuivrait-il, il faudrait au minimum dix ou quinze ans pour que ça devienne vivable », estime Hans, quarante-sept ans, ingénieur chauffagiste. « Même si la porte de la cellule est désormais ouverte, je ne veux pas continuer à habiter dans une cellule », résume Thomas, quarante et un ans, pédicure.

Parmi les griefs envers la RDA qu'ils énumèrent avec une application soignée de ne rien oublier, d'abord, bien sûr, le quadrillage policier ; le conditionnement des enfants dès la crèche — par l'apprentissage par exemple de chants patriotiques — et les éternelles pénuries de fruits et de viande qui, ces dernières années, semblent avoir rapproché leur pays du modèle polonois, épouvantail absolu aux yeux des Allemands de l'Est. Mais aussi, de façon plus insistante, les problèmes de la pollution, qui semble avoir atteint dans beaucoup d'endroits un niveau critique.

### L'obsession de fuir

Certes, les réfugiés ne veulent pas préjuger l'avenir. Ils tardent à trouver un emploi et surtout un appartement qui en soit proche ou des places de crèche pour les enfants. Et peut-être, lorsqu'ils se dirigeront vers le pays natal. Mais, pour l'instant, la nouvelle vie qui les attend scintille de trop de reflets pour qu'ils ne tentent pas toutes leurs chances.

Ils ont tant attendu cet instant ! Fuir était devenu pour eux une obsession de plusieurs années. Mirko, vingt-trois ans, électronicien, avait déjà effectué une tentative l'an dernier : arrêté par la police tchèque, il a purgé six semaines de prison et s'est vu par la suite dans son usine interdire toute formation professionnelle. Hans, lui, attend depuis... vingt-sept ans. En 1962, il avait payé une évasion manquée de huit semaines d'emprisonnement et de l'interdiction d'apprendre le métier de son choix : pilote.

Petra, vingt-huit ans, libraire, et son mari Hans, trente-sept ans, graphiste, ont pris leur décision voici deux ans. Deux ans à échafauder des plans, à enchaîner les préparatifs et toujours dans le secret le plus absolu. Un mot de trop, une demi-confiance même aux plus proches, et tout peut être perdu. Une semaine encore avant leur départ, ils évaluaient avec leurs meilleurs amis de proches « vacances ».

« Où allez-vous ? »

« En Hongrie (rires). Il paraît que c'est magnifique. Et vous ? »

« Aussi en Hongrie (rires). »

Les regarder, tous ensemble, ces réfugiés, par exemple à l'heure du déjeuner au réfectoire du camp de Grafenau, c'est réaliser à quel point le désir de fuir a traversé toute la société ouest-allemande, n'épargnant aucun âge, aucune profession.

### Des concitoyens

L'immense majorité d'entre eux ne semblent pas idéaliser le destin qui les attend. Ils savent très bien que, de ce côté-ci, les médecins ont peut-être l'arrêt de travail moins facile qu'en face. Ils se doutent que les journées de huit heures durent plus souvent dix ou douze que trois ou quatre comme en face. Mais, comme dit Mirko : « Toute la différence, c'est qu'ici avec de l'argent on peut s'acheter des choses. »

De toute façon, avec ses qualités et ses défauts, ce pays est le leur, et si eux n'ont pas d'autre seconde. Certes, on signale bien ici ou là des cas d'agences immobilières ayant finalement, après accord initial, refusé de louer l'appartement tant convoité, après avoir appris que les candidats locataires arrivaient « de l'autre côté » et étaient donc supposés dépourvus de moyens ; certes, dans la petite communauté embryonnaire des réfugiés, on commence donc à murmurer qu'il vaut

mieux se faire passer pour naïf de Hanovre ou de Stuttgart lorsqu'on cherche un logement.

Mais globalement, force est de constater qu'un pays tout entier pour l'instant se met en quatre pour accueillir dignement l'autre moitié de lui-même. Dans le hall des camps d'accueil s'empilent les offres d'emplois les plus variées que les employeurs sont venus tout spécialement y afficher à l'usage exclusif des réfugiés.

Tout indique que ce ne sont pas des émigrants que l'on reçoit, mais bien des concitoyens que l'on tire d'un mauvais pas, comme s'ils avaient été victimes d'un incendie ou d'une inondation. Jusqu'au tout-puissant Automobile Club qui vient de lancer une campagne : « Freinons pour les Trabis », pour inciter les conducteurs de grosses cylindrées à lever le pied par mesure de prudence envers le tact de l'Est.

DANIEL SCHNEIDERMAN

### Près d'un tiers de la population a obtenu un visa

Près d'un tiers de la population de RDA avait obtenu lundi 13 novembre, en milieu de journée, le visa permettant de voyager en RFA, a indiqué le ministère est-allemand de l'intérieur. 5 188 510 visas ont été délivrés, pour une population de 15,7 millions d'habitants.

Selon les autorités est-allemandes, 10 754 autorisations de sortie définitive ont été accordées depuis vendredi. Mais les services ouest-allemands estiment que le nombre d'Allemands de l'Est ayant choisi de rester en RFA s'élève à 26 700 pour le week-end, et à 3 000 pour la journée de lundi. Ces chiffres portent à 153 000 le nombre de réfugiés est-allemands arrivés en RFA depuis que, fin août, la Hongrie leur a ouvert sa frontière avec l'Autriche. L'association médicale de Berlin-Ouest a indiqué lundi qu'environ 10 % des 40 000 médecins est-allemands avait quitté leur pays. (AFP, UPI).

■ Aide américaine et canadienne. — Après le Canada, les Etats-Unis ont mis trois de leurs installations militaires en RFA à la disposition des réfugiés est-allemands, a annoncé à Washington M. Pete Williams, porte-parole du Pentagone. Cette décision a été prise à la demande des autorités allemandes. Ces installations peuvent abriter neuf cent quatre-vingt personnes — pour six mois maximum.

## SPECIAL INGENIEURS

**ENTREE GRATUITE**

**4<sup>e</sup> SALON DE LA FONCTION INGENIEUR**

**65 STANDS / CONFERENCES**

**17 et 18 novembre - Espace Champerret - 75017 Paris**

Vendredi 17 novembre : 9h30-19h. - Samedi 18 novembre : 9h30-18h.

INGENIEURS, votre métier évolue !

Perspectives de carrière... ouverture européenne... Rémunération... Mobilité... Emploi... Secteurs porteurs... Accroissement des responsabilités...

Venez faire le point sur votre fonction :

**TOP INGENIEURS est organisé par**

**L'USINE NOUVELLE**

**Accès facile bus, métro, périphérique: Porte de Champerret, grand parking.**

A travers les conférences et les dialogues sur les stands, vous saurez comment vous situer et bouger dans l'environnement technologique et économique actuel.

Pour toute information

**TEL: 43 87 13 19 MINITEL: 36 15 code CTL \* TOP**



## EUROPE

L'évolution du régime est-allemand et ses conséquences

### Controverse au sein du SPD sur l'opportunité d'une conférence des quatre grandes puissances sur la « question allemande »

Une controverse a éclaté, lundi 13 novembre, en Allemagne fédérale, après que plusieurs dirigeants du Parti social-démocrate (SPD) eurent réclamé la réunion d'une conférence consacrée à la « question allemande », avec la participation des quatre puissances responsables de l'Allemagne dans son ensemble (Etats-Unis, URSS, France, Grande-Bretagne). Pour M. Egon Bahr, député SPD, qui s'exprimait lundi à la radio, « il est temps que nous nous débarrassions des vieux restes de l'époque de l'occupation ». Il serait bon que les quatre « définissent la liberté des deux Etats allemands disposent réellement ».

Le ministre ouest-allemand (libéral) des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a estimé qu'une telle conférence serait « absolument prématurée », la priorité étant pour l'heure de « faire avancer le processus de désarmement et celui de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ».

C'est l'ancien représentant permanent de la RFA à Berlin-Est, M. Günter Gaus, qui avait lancé le premier, lundi, dans l'*International Herald Tribune*, l'idée d'une conférence des quatre. Celle-ci pourrait déboucher à ses yeux sur une « confédération d'Europe centrale » au sein de laquelle les relations interallemandes pourraient se développer en paix.

Mais cette proposition est contestée dans les rangs mêmes du SPD. M. Anke Fuchs, secrétaire générale du parti, a estimé que ce n'était pas le moment de mener un tel débat. Pour l'un de

ses collègues députés, M. Norbert Gansel, ce serait « un manque de souveraineté » pour la RFA de se comporter comme si elle attendait des quatre qu'ils résolvent des questions importantes pour la RFA et la RDA.

L'ancien chancelier Willy Brandt, de son côté, ne pense pas non plus cette conférence soit d'une « nécessité brûlante », compte tenu du prochain sommet américano-soviétique en Méditerranée. « L'unité des deux Allemagnes, a-t-il ajouté, devrait se faire sous une forme que je préfère encore laisser ouverte. (...) Rien ne sera plus jamais comme auparavant, et nous ne nous rendons pas aux formes étatiques ayant existé précédemment sur le sol allemand. » Selon l'artisan de l'Ostpolitik, « la prochaine phase de l'évolution entre la RFA et la RDA sera de savoir comment elles peuvent parvenir à des relations plus étroites dans le cadre des structures étatiques existantes ». — (AFP.)

## Les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze vont discuter, à Paris, de l'évolution des pays de l'Est

Le président Mitterrand a convié ses onze partenaires de la CEE à venir, le samedi 18 novembre, à Paris, pour faire le point, au cours d'un dîner de travail, sur les événements récents en RDA et en Europe de l'Est, a annoncé l'Elysée, lundi soir 13 novembre.

Cette rencontre — qui interviendra à deux semaines du sommet américano-soviétique de Malte et à trois semaines de la réunion du conseil européen de Strasbourg, prévue pour les 8 et 9 décembre — doit être l'occasion pour les Douze de faire un « tour d'horizon » de la situation créée par les derniers développements de la situation entre les deux Allemagnes et plus largement en Europe de l'Est, a-t-on indiqué à l'Elysée.

Le dîner de travail du 18 novembre « n'est en aucune manière un conseil européen avancé et ne se substitue nullement à celui prévu à Strasbourg les 8 et 9 décembre », a indiqué lundi le porte-parole de l'Elysée, M. Hubert Védrine, en affirmant que les Douze devraient traiter à Strasbourg les dossiers prioritaires que sont l'Union économique et monétaire (UEM) et la charte sociale européenne.

A la veille de l'annonce de cette réunion des Douze, auxquels se joindront le président de la Commission, M. Jacques Delors, et les ministres des affaires étrangères de la Communauté, l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing avait suggéré à M. Mitterrand de convoquer un conseil européen avant le sommet Bush-Gorbatchev, puis d'aller le 2 décembre à Malte pour informer les présidents américains et soviétiques des résultats de ce conseil européen.

### « Sauver Strasbourg »

Se référant à ce prochain sommet américano-soviétique, l'ancien chef de l'Etat avait assuré qu'il n'était pas acceptable que la première analyse sur les événements (de RDA) soit le fait des Américains et des Soviétiques et non des Européens.

A cet égard, on affirme à l'Elysée que la prochaine réunion des Douze à Paris n'est pas liée à la rencontre Bush-Gorbatchev, dont l'objet principal, estime-t-on de même source, est de « faire avancer les dossiers américano-soviétiques » tels que l'aide économique de Washington à Moscou et la relance des négociations START

sur le désarmement. A Washington, cependant, la Maison Blanche faisait savoir au même moment que la question de l'Europe de l'Est serait un sujet majeur des discussions entre MM. Bush et Gorbatchev, sans pour autant « faire de Malte un nouveau Yalta ».

La rencontre européenne de Paris, ajoute-t-on dans l'entourage de M. Mitterrand, était « en préparation depuis plusieurs jours », et on fait état de contacts avec les dirigeants espagnols et irlandais, soulignant que la France se devait de consulter ses onze partenaires avant d'annoncer la réunion. Cette « concertation » préalable a été conduite par le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas. Rappelons que c'est l'Irlande qui assurera la présidence de la Communauté à partir du 1<sup>er</sup> janvier, à l'expiration du mandat français.

Les dirigeants français redoutaient que le sommet de Strasbourg ne soit dominé par la situation en Europe de l'Est, comme l'avait suggéré samedi le chancelier Helmut Kohl, au risque de permettre aux adversaires de l'Union économique et monétaire, au premier rang desquels M<sup>me</sup> Margaret Thatcher, d'obliger les Douze à différer leurs décisions sur ce dossier capital. « Il

fallait sauver Strasbourg », disent-ils.

### « Week-end en Solange »

A Cannes, où il participait aux travaux du groupe libéral, démocratique et réformateur du Parlement européen, M. Giscard d'Estaing a exprimé sa satisfaction. « Je me réjouis de cette décision. Je l'aurais proposée parce qu'elle me paraissait raisonnable », a-t-il dit. Son groupe a, d'autre part, décidé de demander au président du Parlement européen, M. Enrique Barón, d'organiser, au cours de la session qui aura lieu la semaine prochaine à Strasbourg, « un débat portant sur les conséquences, pour la Communauté européenne, des événements qui se déroulent à Berlin et en RDA ».

N'étant manifestement pas au courant des projets de M. Mitterrand, M. Giscard, secrétaire aux relations extérieures du PS, avait déclaré lundi en réponse à M. Giscard d'Estaing : « Un ancien président de la République devrait savoir qu'on ne déplace pas un week-end en Solange. (...) Gorbatchev rencontre Bush, c'est leur affaire. Rien ne serait plus ridicule que de leur donner des conseils avant. »

En marge de la visite de M. Walesa

## M. Bush « fasciné », mais spectateur...

WASHINGTON

de notre correspondant

L'administration américaine reste figée dans la contemplation stupéfaite de ce qui se passe en Europe de l'Est, les présentateurs vedettes des télévisions posent en permanence devant ce qui reste du mur de Berlin... et Lech Walesa arrive à la Maison Blanche.

L'impact « médiatique » de la visite risque d'en être diminué, mais l'occasion n'en est que plus belle pour jauger cette administration Bush qui n'a toujours pas réussi à convaincre qu'elle entend jouer un autre rôle que celui de spectateur « fasciné » — pour reprendre un adjectif cher à l'actuel président des Etats-Unis.

A peine débarqué de l'avion qui l'amenait du Canada, lundi 13 novembre en début de soirée, M. Walesa a été reçu en grande pompe à la Maison Blanche, par un George Bush qui a saisi en lui « l'homme qui personnifie la nouvelle brise qui balaye le monde », à l'Est comme à l'Ouest, avant de lui remettre la « médaille de la liberté », plus haute distinction civile américaine. Cette « nouvelle brise » était aussi le leitmotiv du discours par lequel M. Bush avait entamé son mandat, en janvier dernier, et l'hommage paraît aussi sincère que politiquement opportun. L'actuel président tout comme son prédécesseur Ronald Reagan peuvent prétendre à bon droit avoir estimé à sa juste valeur et fidèlement soutenu un homme qui, en effet, fut à la tête du mouvement qui finit par ébranler l'Europe de l'Est tout entière, à une époque où M. Gorbatchev n'était encore qu'un apparatchik parmi d'autres, et où les pays frères, RDA en tête, étaient unis dans leur réprobation haineuse de l'« expérience polonoise » des années 80 et 81.

Beaucoup plus récemment, M. Walesa fut encore un de ceux qui contribuèrent le plus directement à l'accélération subite des événements dans le bloc de l'Est, en pesant de tout son poids et en manœuvrant de toute sa ruse pour que Solidarité prenne le risque de prendre en charge le gouvernement d'une démocratie encore « populaire », c'est-à-dire entravée.

Cela, Washington ne l'ignore pas, qui s'apprête à couvrir de fleurs et d'honneurs celui que M. Bush a rapproché lundi d'un « électeur » d'un genre un peu différent, mais également illustre : Benjamin Franklin.



coups, mais n'empêche pas que la visite risque d'apparaître avant tout comme un événement mondain — on s'achève les invitations — ponctué de propos émus mais plus vraiment d'actualité.

Ce qui monopolise l'attention, désormais, ce n'est plus la Pologne, ni la Hongrie, sans même parler de la Bulgarie, mais l'étape qui pourrait suivre : la réunification de l'Allemagne. Tout est allé si vite que ce qui paraissait essentiel il y a deux mois, à savoir la démocratisation de la Pologne et de la Hongrie — apparaît désormais presque secondaire, ou plus ou moins acquis. L'extrême difficulté de la tâche qui a été accomplie dans ces pays, et l'immensité de celle qui reste à accomplir, peut elle être perçue aussi clairement, alors que d'autres défis, et qui concernent ceux-là plus directement encore l'Europe occidentale et les Etats-Unis, sont brusquement apparus au milieu du tourbillon général ?

### Prudence devant l'unification de l'Allemagne

La thèse centrale de l'administration Bush est que l'évolution de l'Europe de l'Est est trop importante, les événements trop imprévisibles et trop spontanés pour que l'on risque de tout compromettre en tentant de mettre les doigts dans cette délicate mécanique, sous prétexte d'améliorer sa marche. Il est donc urgent d'attendre, n'ont cessé de répéter durant des mois, avec diverses variantes mineures, les principaux membres de l'équipe Bush. La subite désintégration du mur de Berlin, et peut-être du régime est-allemand lui-même, n'a pu que conforter les responsables dans leur conviction intime, en même temps qu'ils les ont contraints à accélérer leurs réflexions sur la suite, une suite qu'il faudra bien évoquer, d'ici moins de trois semaines, avec M. Gorbatchev à Malte : lundi, le porte-parole de la Maison Blanche a fini par admettre que les affaires est-européennes occupent une place majeure dans les discussions, et qu'il sera aussi question de désarmement (un sujet que

Washington préférerait jusqu'à réserver pour le prochain sommet, le « vrai », le jour où aura lieu aux Etats-Unis à la fin du printemps prochain).

La sage « prudence » observée par l'administration est assez logique, on peut même dire qu'elle s'est révélée efficace — à en juger par l'enchaînement des événements depuis six mois, et les inquiétudes suscitées un peu partout par l'emballement des derniers jours ne peuvent que la conforter : quand M<sup>me</sup> Thatcher avertit que « la rapidité peut être un danger », quand depuis le Canada, M. Walesa, exprimant des appréhensions unanimement partagées dans son pays, rappelle que les Polonais « ne peuvent accepter qu'une Allemagne unifiée constitue une menace » (pour eux), M. James Baker peut se dire qu'il avait bien raison d'expliquer, dimanche dernier, par le biais de la réunification de l'Allemagne était « prématuré ».

Il n'empêche que cette « prudence » commence à être politiquement dommageable. Aussi les responsables déploient-ils de grands efforts pour montrer qu'ils comprennent l'importance des enjeux, le caractère « dramatique », « fascinant », « enthousiasmant » des événements. Pour « rattraper » le mauvais effet causé par la trop grande retenue affichée par M. Bush le jour de la RDA annonçant l'ouverture de sa frontière avec l'autre Allemagne, les responsables n'ont cessé samedi et dimanche de multiplier les adjectifs et de proclamer soudainement une profonde « émotion ».

L'émotion était aussi présente en altitude dans le discours prononcé lundi par M. Bush devant M. Walesa, qui a amplement remercié son hôte, mais qui réclamera certainement autre chose que de bonnes paroles au cours des jours à venir : une assistance économique non seulement importante en volume, mais rapide sinon immédiate. Les responsables polonais éprouvent une irritation et une inquiétude croissantes devant les tergiversations occidentales, et tout particulièrement américaines, et le président de la Diète, M. Mikolaj Kozakiewicz, l'a déclaré tout crûment au cours d'un récent séjour à

Washington : « Les principaux pays industrialisés sont en permanence en train de mettre au point des programmes, mais n'envoient pas d'aide ».

### 738 millions de dollars d'aide

Lundi, M. Walesa a brodé sur le même thème, mais dans son style à lui, avant de quitter le Canada, dont il a comparé l'aide à « une très jolie cravate offerte à un cadavre ». Les Etats-Unis proposent certes un peu plus qu'une cravate : M. Bush avait d'abord annoncé une aide de 100 millions de dollars lors de sa visite en Pologne en juillet dernier, avant d'augmenter progressivement la mise sous la pression des événements et du Congrès. Mais l'affaire est devenue l'objet d'une dispute politique entre la Maison Blanche et le Capitole, M. Bush manifestant à plusieurs reprises son irritation à l'égard d'élus qui croient trouver une solution à tous les problèmes en « triplant » systématiquement le montant des chèques, qu'il s'agisse de la Pologne ou de la lutte contre la drogue.

Ce n'est que lundi que, signalés par l'arrivée le jour même de M. Walesa, les démocrates et les républicains du Sénat ont fini par s'accorder sur un chiffre de 738 millions de dollars d'aide à la Pologne et à la Hongrie pour les trois années à venir. La Chambre des représentants s'était précédemment prononcée pour une somme un peu supérieure, et le résultat final sera donc sensiblement plus important que les 455 millions de dollars demandés par la Maison Blanche.

Encore — et ce pour des raisons propres aux étranges procédures budgétaires américaines — l'attribution de l'aide risque-t-elle de se heurter à un veto présidentiel, si elle devait, comme prévu, être liée par le Congrès à des crédits pour l'aide au contrôle des naissances en Chine, que M. Bush refuse parce qu'il ne veut pas financer des avortements.

En tout état de cause, cette somme restera largement inférieure à celle que s'apprête à offrir l'Allemagne fédérale. Mais la modicité des ressources budgétaires est devenue un argument constant de la politique des Etats-Unis, même si un gros ouragan ou un petit tremblement de terre suffisent à dégrader en un tour de main des milliards de dollars.

En dépit des belles paroles de l'administration Bush, le séisme qui bouleverse le paysage de l'Europe n'est apparemment pas jugé à la même aune. « Le monde entier vous regarde, et le monde entier est avec vous », a déclaré lundi M. Bush à son hôte. Il a encore l'occasion de montrer que lui-même s'engage dans un autre rôle que celui de spectateur enthousiaste.

JAN KRAUZE

### M<sup>me</sup> Thatcher : « Il ne faut pas déstabiliser M. Gorbatchev »

LONDRES

de notre correspondant

M<sup>me</sup> Margaret Thatcher est tellement soucieuse de ne rien faire qui puisse mettre en difficulté le président soviétique qu'elle risque presque d'en apparaître comme son porte-parole lors du sommet européen imprévu de samedi à Paris.

Ne soumettez pas M. Gorbatchev à des pressions supplémentaires en lui imposant des modifications de frontières immédiates en Europe », explique-t-on au 10 Downing Street. Le message que M<sup>me</sup> Thatcher veut faire passer samedi à Paris, lorsqu'elle rencontrera ses onze partenaires de la CEE, est donc d'une simplicité évangélique : laissez cet homme souffler ; il n'est pas temps de parler de la réunification de l'Allemagne ; une telle précipitation risquerait de tout faire capoter, y compris les réformes en URSS même.

M<sup>me</sup> Thatcher a développé ce thème lors du banquet annuel du Lord Mayor, lundi soir 13 novembre à Londres. Elle l'a fait de manière abstraite, ce qui est très inhabituel chez elle, et en multipliant les références à la « fin de l'Histoire », cette théorie venue d'outre-atlantique qui veut que l'effondrement de la doctrine communiste signifie le triomphe du « vitium aeternum », de la démocratie. « Les périodes de grand changement, a-t-elle déclaré, sont aussi des moments de grande incertitude, et même de danger. Une fois que les revendications en vue des réformes démocratiques, elles ont tendance à aller de plus en plus vite. La vitesse même du changement pourrait mettre en péril le but, qui est la démocratie. Des émotions violentes ont été suscitées de toutes parts par les récents événements. Il faut maintenant envisager calmement l'avenir. »

### Les bureaucrates de Bruxelles

M<sup>me</sup> Thatcher ne croit pas à la « fin de l'Histoire », chère à l'auteur américain Francis Fukuyama, car il y aura toujours des forces qui menaceront les démocraties. Elle cite d'ailleurs ce dernier, selon lequel il n'y a pas de moment plus dangereux dans la vie d'une religion, le communisme étant après tout une religion laïque, que lorsque la foi n'existe plus, mais que le bras temporel est resté intact.

Les changements à l'Est renforcent d'autre part M<sup>me</sup> Thatcher dans sa conviction qu'elle a eu raison de lancer, il y a un peu plus d'un an, sa croisade contre les bureaucrates de Bruxelles. « N'est-il pas ironique, observe-t-elle, au moment où l'Europe de l'Est progresse vers la démocratie, que certains, au sein de la CEE, cherchent à arracher les décisions économiques et monétaires aux Parlements nationaux pour les confier à une institution qui n'a de comptes démocratiques à rendre à personne ? » M. Jacques Delors, qui est le président de cette « institution » si peu démocratique, apprécie.

DOMINIQUE DHOMBRES

### « L'Europe est incomplète sans la Pologne »

affirme M. Kohl à Lublin

Le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl a été fait, lundi 13 novembre, docteur honoris causa de l'université catholique de Lublin et a affirmé à cette occasion que l'Europe était « incomplète » sans la Pologne.

« L'Europe a besoin de l'entente et de la réconciliation de nos peuples [allemand et polonais], a affirmé le chancelier qui a par ailleurs lancé une invitation cordiale à l'adresse des Polonais à participer à la construction de l'Europe de demain ». « Il s'agit maintenant pour la Communauté européenne, a ajouté M. Kohl, de faire preuve d'immigration et d'aller au-devant des Etats d'Europe centrale et d'Europe de l'Est qui ont engagé une transformation profonde au niveau de la politique, de l'économie et de la société. »

M. Kohl, qui a repris samedi la visite officielle qu'il avait dû interrompre en raison des événements en RDA, devait visiter mardi le camp d'Auschwitz (le Monde du 14 novembre). — (AFP.)

Jean-Marie Chauvier

### URSS : Une société en mouvement

Un regard libre sur un peuple en quête de liberté. Claude JULIEN, *Le Monde diplomatique* (inédit). Un livre non est un excellent ouvrage. François SCHLOSSER, *Le Nouvel Observateur* 4/23 p. 1989.

éditions de l'aube



## EUROPE

Les changements dans les pays de l'Est

### Les nouvelles cartes de la sécurité

Suite de la première page.

● BERLIN. — Le mur n'avait rien à voir avec le statut de Berlin, il avait même été perçu à l'Ouest comme une violation de ce statut : la encore donc, sa destruction nous ramène en principe à la situation qui prévalait entre 1945 et 1961, lorsque la division de l'ancienne capitale du Reich s'accommodait de frontières ouvertes. Mais les choses ont évolué depuis lors en Europe, en Allemagne et autour de l'Allemagne.

En particulier, l'homogénéisation de la situation politique et sociale de part et d'autre du mur risque de faire apparaître très vite comme une survivance d'un autre âge le stationnement de troupes étrangères dans l'ancienne capitale. La présence des alliés dans le reste de l'Allemagne peut encore s'expliquer par la nécessité de préserver l'équilibre en Europe et la sécurité des uns et des autres. Il n'en va pas de même des contingents des mêmes puissances installés dans leur « secteur » de Berlin, qui remplissent essentiellement une fonction d'« occupation », voire « punitive », symbolisant leur victoire sur le III<sup>e</sup> Reich.

Tant que ces contingents occidentaux servaient en plus à préserver la liberté d'une partie de Berlin contre les empiétements de l'autre camp, il n'y avait rien à redire. Mais comment justifier leur présence dans une ville réconciliée, près d'un demi-siècle après la victoire ?

#### La « doctrine Sinatra »

Compte tenu de tout cela, les Occidentaux auront sans doute du mal à maintenir la position juridique qui est la leur aujourd'hui, à savoir qu'un changement du statut de Berlin ne saurait intervenir qu'après le règlement de la question allemande dans son ensemble, c'est-à-dire après la signature d'un

traité de paix avec un (ou deux) États allemands. L'idée pourrait s'imposer qu'il serait plus simple au contraire de régler l'affaire de Berlin avant. Surtout si M. Gorbatchev, pour montrer sa « bonne volonté » face à la « nouvelle Allemagne », décidait de retirer ses troupes de l'ancienne capitale. Le geste n'aurait aucune signification au point de vue militaire, compte tenu du contingent soviétique en Allemagne de l'Est, mais il gênerait gravement les Occidentaux.

● PACTE DE VARSOVIE. — Fondé en 1955 en réponse au réarmement de la République fédérale, donc pour des raisons de pure symétrie diplomatico-militaire, le pacte de Varsovie avait progressivement changé de fonction, devenant à partir des années 60 le bouclier du « socialisme » et l'instrument de la « doctrine Brejnev » : tourné vers l'extérieur au moins autant que contre l'Otan, il garantissait le maintien des « satellites » dans la ligne de l'orthodoxie soviétique. Aujourd'hui, le Kremlin a non seulement remplacé la « doctrine Brejnev » par la « doctrine Sinatra » (chacun suit « son chemin »), il admet que des gouvernements non communistes peuvent parfaitement être membres de l'alliance : la couleur des équipes au pouvoir lui importe moins que l'appartenance à celle-ci.

Il en résulte deux conceptions, passablement opposées, sur l'avenir du pacte : M. Gorbatchev et Chevardnadze veulent lui donner un contenu de plus en plus politique et de moins en moins militaire, ce qui soude mieux dans le nouveau contexte, mais est après tout une autre manière de lier leur allié en leur imposant une même ligne diplomatique sur toutes sortes de sujets.

D'autres dirigeants en Europe de l'Est estiment au contraire (à l'instar de la France, qui s'était opposée en son temps à un tel rôle pour l'Otan) qu'il vaudrait mieux libérer au maximum les initiatives diplomatiques de chaque membre du pacte et ramener ce dernier au rôle « résiduel » qui est le sien à l'heure actuelle sur le plan militaire : le maintien d'un équilibre des forces en Europe dans le cadre d'un désarmement progressif et contrôlé.

#### Une présence contestée

Certes, des pays comme la Pologne (qui tient à garantir sa frontière occidentale) ou éventuellement la RDA (pour maintenir l'existence d'un État distinct) ont un intérêt direct au maintien du pacte. Mais les dirigeants réformateurs d'autres pays membres ont tendance à renvoyer la balle dans le camp de Moscou : l'alliance soviétique est utile, mais l'URSS pour sauvegarder ses intérêts de sécurité et d'équilibre face à l'Otan, pas pour nous défendre contre une agression totalement improbable de l'Ouest, encore moins pour sauver un socialisme en voie de liquidation. Et il devra être possible, dans le cadre de la démocratie et de l'autodétermination, de quitter cette alliance avant même que sa dissolution soit à l'ordre du jour.

● L'OTAN devra affronter bien évidemment un problème analogue. Fondée pour s'opposer à l'expansionnisme soviétique, en fonction d'une menace qui paraissait bien réelle pendant des décennies, l'alliance change de caractère dès l'instant que cette menace (et sa perception) a tendance à disparaître. D'autant que plusieurs facteurs puissants et convergents vont remettre en question ce qui faisait le pilier de l'alliance occidentale : la présence de plus de trois cent mille soldats américains en Europe.

En Allemagne, cette présence avait déjà été contestée par une partie de l'opinion ces dernières années, bien avant la vraie détente d'aujourd'hui : elle devrait être encore plus si elle paraissait devoir faire obstacle à la réunification des deux États allemands. A Washington, la réconciliation en cours en Europe ne pourra que ranimer les tendances périodiquement exprimées au Congrès à ramener les GI's au pays et à réduire les dépenses militaires en Europe. A Moscou enfin, on peut compter sur

MM. Gorbatchev et Chevardnadze pour tirer le maximum de profit diplomatique d'une nouvelle donne qu'ils n'avaient sans doute pas entièrement prévue, mais qui ouvre des perspectives nouvelles et prometteuses à un objectif traditionnel de toute diplomatie soviétique et même russe : le « découplage » entre l'Amérique et l'Europe occidentale.

Le prix à payer — le retrait des troupes soviétiques des pays d'Europe de l'Est — avait déjà été « affiché » depuis longtemps par des responsables aussi peu novateurs que Brejnev et Gromyko. Or cette offre purement académique de naguère devient infiniment plus crédible aujourd'hui dans le cadre du repli à la fois volontaire et forcé, mais assez général à long terme, de l'URSS de sa zone d'influence.

#### « Prendre au mot » M. Gorbatchev

M. Gorbatchev proclame que la place des troupes de chaque pays est à l'intérieur de ses frontières : c'est bien ce qui finira par se produire un jour, dans plusieurs pays d'Europe en tout cas. En attendant, le dirigeant soviétique a procédé à une correction de vocabulaire peu remarquée sur le moment, mais qui n'en est pas moins symbolique : le « groupe des forces soviétiques en Allemagne » — les dix-sept divisions stationnées en RDA — a été rebaptisé l'été dernier, à la demande, a-t-on dit à Moscou, de M. Honecker, en « une manière de retirer à ce contingent son caractère d'« occupation » hérité de 1945, ce qui confirme la tendance notée plus haut à propos de Berlin.

● LE DÉSARMEMENT pourrait être le meilleur terrain pour la mise en jeu de cette nouvelle donne. M. Bush dit maintenant vouloir aider M. Gorbatchev, mais il ne lui est pas facile de le faire sur le terrain économique. Lui-même et les autres responsables occidentaux ont déjà bien du mal à se montrer « à la hauteur » pour la Pologne et la Hongrie : la tâche est pratiquement impossible en Union soviétique, dont les besoins sont

immenses et les structures d'accueil encore quasiment inexistantes.

Reste le désarmement, où M. Gorbatchev a déjà montré sa bonne volonté et a entamé un vaste programme de reconversion de son industrie militaire. Dans ces conditions, le meilleur service à lui rendre est de le « prendre au mot » sur ce terrain en acceptant le désarmement massif et rapide, qui allègera ses problèmes économiques tout en confirmant son repli d'Europe de l'Est.

Le sommet de Malte verra-t-il à cet égard une « perle » analogue à celle qui avait été opérée à Reykjavik en 1986, et qui avait conduit au traité liquidant les euromissiles un an plus tard ? C'est une possibilité, d'autant que les négociateurs de Vienne sur les forces conventionnelles attendent l'impulsion décisive. Mais ce sera bien sûr une autre manière de poser le problème, évoqué plus haut, de l'OTAN et des troupes américaines en Europe.

Cette redistribution des cartes n'implique pas un bouleversement immédiat du cadre traditionnel, mais plutôt une reconfiguration et un recouplement de ses divers éléments selon des modalités jusqu'à présent impossibles. Ainsi, on peut envisager que l'Allemagne devienne une confédération de deux entités réconciliées et en pleine osmose, mais dont chacune appartiendrait à deux alliances différentes, hébergeant sur son sol des troupes de l'une et de l'autre superpuissances, lesquelles auraient cessé elles-mêmes d'être ennemies.


De même, on peut concevoir que la Hongrie quitte le pacte de Varsovie pour adhérer à la Communauté européenne, mais aussi qu'elle siège à la fois dans l'un et dans l'autre. Au demeurant, même la notion de neutralité devra être revue à partir du moment où il n'y aurait plus de « faire-valoir » à cette neutralité, à savoir deux blocs vis-à-vis desquels chacun devait se situer. La « maison européenne commune » en voie d'édification pourrait réserver bien des surprises...

MICHEL TATU

# LOUIS XV

Michel Antoine  
a construit, à force de  
recherches, l'un des  
plus vastes monuments  
de pensée, de savoir  
et d'érudition qu'ait  
donnés, ces temps-ci,  
l'historiographie  
de la France moderne.

Emmanuel Le Roy Ladurie  
L'Express



**LOUIS XV**

Michel Antoine

Fayard

1050 p.  
198 F.

**l'Histoire chez FAYARD**

**Qui a encore peur de l'informatique ?**

Précis à l'usage des managers

**QUI A ENCORE PEUR DE L'INFORMATIQUE ?**

Précis à l'usage des Managers

par J.-P. Corniou  
ancien dirige de l'ENSA  
et N.Y. Hattab  
ancien élève de  
l'Ecole Polytechnique

248 pages 149 F

Ecrit par deux praticiens qui échappent aux dogmes et qui puisent, dans une expérience concrète et diversifiée, leur vision tonique, ce livre sans complaisance et avec humour répond aux interrogations de tous ceux qui ont à traiter avec l'informatique. Il dégage des idées claires pour réussir à être performant par la maîtrise de l'information et de l'outil informatique. La sécurité, les virus, l'échange de données informatisées, les réseaux, les coûts, le choix des matériels y sont traités dans un style qui passionnera autant les spécialistes que les néophytes.

**EYROLLES**  
61, boulevard Saint-Germain,  
75240 PARIS Cedex 05.  
Tél. (1) 46.34.21.89

**VENTES PAR ADJUDICATION**

Rubrique OSP  
64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINTEL 38.15 CODE A3T  
puls OSP

VILLE DE PARIS - ADJ. à la chambre des notaires de Paris, place du Châtelet, le MARDI 23 NOVEMBRE 1989, à 14 h 30

**5 APPARTEMENTS - 1 STUDIO - LIBRES**

(dont 3 appartements 2 pièces et 2 appartements 3 pièces)

à PARIS (16<sup>e</sup>) - entre

**LE BD SUCHET et le CHAMP de COURSES D'AUTEUIL**

M<sup>e</sup> CHEVREUX, BOURGES, PATAT, notaires, 79, bd Malesherbes, 75008 PARIS - Tél. : 42-94-16-08 - M. MAGNINIER

Ventes sur licitation au palais de justice de PARIS, le LUNDI 27 NOVEMBRE 1989 à 14 h

**PAVILLON à PARIS (19<sup>e</sup>)**

14, boulevard du Danube (entrée 46/48, rue du Général-Brunet)

Plan-plat : 1 vent. 1 rez-de-chaussée avec séjour, cuisine, entrée, WC, lavab. 1<sup>er</sup> étage : 3 chambres, s.-de-bain, pend. armoire, débarras, jardin

**MISE à PRIX : 800 000 F**

S'adresser à M<sup>e</sup> William DRIGUEZ, avocat à PARIS (9<sup>e</sup>), 6, rue Saint-Philippe-du-Roule - Tél. : 42-15-13-28. M<sup>e</sup> François DEYSINE, avocat (SCP D'AVOCATS) à PARIS (9<sup>e</sup>), 43, avenue Hoche - Tél. : 47-46-03-48.

Vente sur vente immobilière au palais de justice de CRETEIL, le jeudi 23 novembre 1989 à 9 h 30, en un lot

**UN PAVILLON à LIMEL-BREVANES**

(94) 13 bis, chemin de la Fente

sur un terrain de 1 078 m<sup>2</sup>, comp. rez-de-chaussée avec séjour, cuisine, entrée, WC et garage privatif à un 1<sup>er</sup> étage avec 3 chambres, salle de bain, WC

**Mise à Prix : 250 000 F**

Renseignements, s'adresser à 1<sup>er</sup> M<sup>e</sup> MAGLO, avocat, 4, allée de la Toison d'Or, 94000 CRETEIL - 2<sup>e</sup> M<sup>e</sup> JOSSERAND et PONTVIANNE, avocats à PARIS, 60, bd Malesherbes, 75008 PARIS - Tél. : 45-22-03 - 3<sup>e</sup> M<sup>e</sup> la greffière du tribunal de grande instance de CRETEIL - 4<sup>e</sup> Et sur les lieux pour visiter.

Vente sur folle enchère au palais de justice de PARIS, le jeudi 23 novembre 1989 à 14 h 30, en un lot

**à SAVIGNY-sur-ORGE (Essonne)**

1) UN PAVILLON INACHEVÉ  
6, allée de la Fraternité. - Mise à Prix : 300 000 F

2) UN PAVILLON INACHEVÉ  
8, allée de la Fraternité. - Mise à Prix : 300 000 F

3) Une CONSTRUCTION partielle Commencée  
18, allée de la Fraternité. - Mise à Prix : 180 000 F

M<sup>e</sup> Yves TOURAILLE, avocat à PARIS (9<sup>e</sup>), 43, rue du Rectorat, 75008 PARIS - Tél. : 46-74-45-45 - M<sup>e</sup> R. FENET, liquidateur à PARIS, 3, rue du Rectorat

حكايا من الاجل



صكنا الاول

## EUROPE

BULGARIE : les changements à la tête du PC

### Les difficultés économiques du pays n'ont cessé de s'aggraver

Le bureau politique du PC bulgare, sous la direction de son nouveau secrétaire général, M. Petar Mladenov, a décidé, lundi 13 novembre, de réintégrer au sein du parti onze dissidents, membres du Club de soutien à la glasnost et à la perestroïka. Il s'agit entre autres de deux professeurs d'université, exclus il y a deux ans après avoir critiqué la lenteur de la restructuration en Bulgarie, ainsi que de deux journalistes, M<sup>me</sup> Sonia Bakich et M. Guergui Tambouev, qui avait dévalué une grosse affaire de corruption d'un procureur.

Quatre jours après le limogeage de M. Todor Jivkov, le mouvement indépendant écologiste Ecoglasnost a fait un pas important vers sa reconnaissance officielle. La Cour suprême a, en effet, constaté que des erreurs de procédure avaient été commises, en première instance au mois de juin dernier, lorsque la demande d'enregistrement de l'association avait été refusée.

Le bureau politique du PCB a enfin décidé de convoquer « dans les prochains jours » un plénum spécial du comité central. Il se tiendra probablement avant la session de l'Assemblée nationale qui doit, vendredi, élire le successeur de M. Jivkov à la présidence du Conseil d'Etat et procéder à un remaniement ministériel.

Au nombre des pressions amicales que l'URSS a pu exercer sur la Bulgarie pour obtenir le départ à la retraite de Todor Jivkov, l'arme économique n'est pas la plus négligeable. Pour le Bulgare de base, pas de doute : si les magasins sont vides, c'est que le « Grand Frère » mange tout, et paye en monnaie de singe.

La réalité est un peu moins simple. L'imbrication commerciale entre la Bulgarie et l'Union soviétique est importante : les trois quarts des importations et des exportations de la Bulgarie dans le cadre du COMECON s'effectuent avec l'URSS, et le commerce avec l'Est représente à son tour les trois quarts de l'ensemble des échanges extérieurs de la Bulgarie se font avec l'URSS.

Mais ces relations commerciales intensives ont longtemps dissimulé des subventions de l'Union soviétique envers son plus fidèle allié. Ce fut notamment le cas entre 1979 et 1984. Pour aider la Bulgarie à se tirer d'un mauvais pas financier dû à un lourd déficit commercial en monnaies fortes, l'URSS a vendu à Sofia en roubles et à prix préférentiel d'importantes quantités de pétrole, qui était ensuite réexporté en Occident, en devises. L'aide soviétique, sous cette forme détournée, aurait atteint 2 milliards de dollars.

A la fin des années 1980, la Bulgarie se retrouve à nouveau confrontée à un risque de crise financière. Sa dette envers les pays occidentaux est passée de 2,2 milliards de dollars à 7,8 milliards entre fin 1984 et fin 1988. Pour l'endettement net en monnaies fortes, l'accroissement est encore plus spectaculaire : de 700 millions à 6 milliards de dollars en quatre ans.

Or, cette fois, l'Union soviétique ne sera plus là pour tirer les Bulgares d'affaire. D'abord parce que sa propre situation financière ne lui permet pas de continuer à subventionner en monnaies fortes les pays satellites. Ensuite parce que les réformes économiques entamées depuis 1987 en Bulgarie, avec tambours et trompettes mais sans

grand résultat, ne sont guère prometteuses.

Le pays, depuis 1985, importe à tour de bras des marchandises occidentales, alors que ses ventes à l'Ouest ont du mal à suivre. Le déficit commercial avec cette zone est passé de 600 millions en moyenne annuelle sur 1981-1984 à 1,3 milliard entre 1985 et 1988.

#### Chariots élévateurs pour tous

Dans le même temps, la Bulgarie s'est spécialisée dans les échanges avec le Proche-Orient (Iran, Irak, Liban, Syrie et Libye représentent les trois quarts de ses ventes hors COMECON). Or, pour s'assurer ces marchés, elle a accordé des crédits-export évalués à 6 ou 7 milliards de dollars, l'équivalent de la dette extérieure bulgare. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ces pays ne représentent pas les meilleurs « risques » qui soient, et le fait que la Bulgarie s'endette pour le financer ne relève pas d'une saine gestion.

Sans débouchés solides à l'Ouest, mal lotie dans la « division sociale du travail » (elle fabrique... les chariots élévateurs pour l'ensemble des pays de l'Est), frappée, de plus en plus, par la faiblesse de ces dernières années, la Bulgarie n'est pas en mesure d'affronter l'avenir économique sans « collier » parfaitement aux options de l'Union soviétique. C'est peut-être ce qu'avait oublié Todor Jivkov. Avec l'âge, les réflexes s'émoussent.

S. Gh.

ITALIE : le PCI rompt ses relations avec le PC roumain. — Le Parti communiste italien a annoncé, lundi 13 novembre, la rupture de ses relations avec le Parti communiste roumain et le président Ceausescu, en raison des violations répétées des droits de l'homme dans ce pays. Le PCI a, par ailleurs, fait savoir qu'il ne sera pas représenté au prochain congrès du PC roumain, qui doit s'ouvrir lundi 20 novembre à Bucarest.

## URSS

### Vers un assouplissement de la réglementation sur les voyages

Moscou. — Quelques jours seulement après l'ouverture de la frontière entre les deux Allemagnes, le Parlement soviétique a approuvé, lundi 13 novembre, en première lecture, un projet de loi destiné à assouplir la réglementation sur les déplacements à l'étranger.

Le texte a été présenté au Soviet suprême par le premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, Anatoli Kovalov, qui a déclaré que des dispositions permettraient à l'Union soviétique de respecter les accords de Vienne sur les droits de l'homme.

Aux termes du projet de loi, les formalités de demande de visas de sortie seront simplifiées et les autorisations seront tenues de répondre à celles-ci dans un délai plus court. L'attente pour les personnes autrefois interdites de sortie pour raisons de sécurité serait réduite à cinq ans.

Contrairement aux règles actuellement en cours, les parents de ressortissants souhaitant partir pour s'installer de façon permanente à l'étranger n'auront pas le droit de veto, rapporte en outre

l'agence Tass. Enfin toute personne postulant à un emploi lié à la sécurité d'Etat sera désormais informée des restrictions sur les déplacements à l'étranger qu'implique son activité. Dans le passé, ces restrictions étaient imposées sans explications. — (Reuters.)

URSS : institution d'un jury pour les crimes les plus graves. — Les auteurs des crimes les plus graves des crimes maximaux (quatre ans de réclusion et de peine de mort) seront désormais jugés par un jury, selon une résolution votée lundi 13 novembre par le Soviet suprême. Jusqu'à présent, le juge n'était aidé, pour prononcer un verdict, que par des assesseurs de justice qui assistaient aux audiences du tribunal. En outre, selon le nouveau système devant entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre, les avocats de la défense acquièrent un statut équivalent à celui de procureur et auront accès aux dossiers des affaires. L'ouverture de l'instruction, et non plus à la clôture de celle-ci comme cela se pratiquait avant. — (AFP.)

## AMÉRIQUES

SALVADOR : la violente offensive de la guérilla

### Le FMLN assure que son objectif est la relance des négociations et non une insurrection générale

Plus de quarante-huit heures après le début de la vaste offensive lancée par le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), de violents affrontements se poursuivent au Salvador, dans la nuit du lundi au mardi 14 novembre. Malgré les fortes contre-attaques de l'armée, le FMLN tenait toujours de solides positions dans la capitale. Selon différentes sources — notamment l'ambassade des Etats-Unis à San-Salvador, — les combats auraient fait, au moins, trois cents morts et trois cents blessés.

#### SAN-SALVADOR

de notre correspondant en Amérique centrale

Les combats ont fait rage toute la journée et les rebelles continuent de faire preuve d'une grande détermination face à la contre-offensive déclenchée par l'armée. Celle-ci ne lésine pourtant pas sur les moyens, utilisant hélicoptères et avions pour mitrailler les nombreuses poches où les insurgés se sont retranchés. Les convois de transports de troupes blindés sillonnent la ville et tentent de cerner les guérilleros dans leurs réduits. Avec certains résultats, semble-t-il, puisque le FMLN a dû abandonner des positions, en particulier la cité-dortoir de Metropolis, où les combats ont fait de nombreuses victimes au sein de la population civile.

Par ailleurs, les combats se poursuivent dans plusieurs villes du pays. A San-Miguel (troisième agglomération), le nombre des victimes serait très élevé. A Zacatecoluca (55 kilomètres à l'est de la capitale), la guérilla a attaqué un hôpital où, selon les insurgés, les militaires avaient installé leur système de communication. Bilan : une vingtaine de soldats tués. Les affrontements se poursuivraient dans d'autres régions du pays, mais les informations sont difficiles à vérifier du fait de l'interdiction du transport automobile décrétée par la guérilla. Le couvre-feu (de 18 heures à 6 heures du matin) et l'état de siège compliquent encore davantage les déplacements à l'extérieur de la capitale.

Les rues de San-Salvador sont désertes, à l'exception des véhicules militaires, des ambulances et des voitures de la presse internationale portant un drapeau blanc.

Les autorités accusent les insurgés d'utiliser la population comme bouclier. — La guérilla, affirme le colonel René Ponce,

A Washington, l'URSS a été sévèrement mise en cause. L'attitude de Moscou en Amérique centrale, où ses armes continuent à alimenter les conflits, sont le principal obstacle à une amélioration globale des relations américano-soviétiques, a déclaré lundi le secrétaire d'Etat James Baker.

« L'Union soviétique porte une responsabilité spéciale, parce que ses armes et son argent, passant par Cuba et le Nicaragua, continuent à soutenir la violence, la destruction et la guerre », a dit M. Baker dans un discours devant l'Assemblée gé-

rale de l'Organisation des Etats américains (OEA). Des envois de lance-roquettes soviétiques (au FMLN) sont incompatibles avec la nouvelle pensée (soviétique).

L'Union soviétique a invité lundi toutes les parties au Salvador à mettre un terme à la violence et à rechercher un compromis politique raisonnable. « Quelles que soient les raisons de l'explosion actuelle (...), aucun des côtés ne peut arriver à dominer l'autre et les tentatives d'y parvenir ne peuvent qu'augmenter le nombre de victimes au sein de la population », a affirmé le ministre des affaires étrangères dans une déclaration publiée à Moscou.

chef d'état-major des armées, restent de nombreux civils en otage dans leurs quartiers. Cela complique nos opérations et nous ne sommes donc pas en mesure de dire en combien de temps nous parviendrons à déloger ces terroristes. Nous pouvons cependant d'ores et déjà affirmer que nous avons désarticulé l'offensive et que nous contrôlons la situation. » Le colonel soutient que « le FMLN ne tient aucune position fixe si ce n'est de petites poches ».

#### L'appui de la population

En fait, la guérilla contrôle plusieurs positions importantes dans certains quartiers populaires de la capitale de San-Salvador, en particulier à Zacatecoluca, Metropolis et Soyapango. La population aide les insurgés de différentes manières : nourriture, ouverture de tranchées, construction de barricades et informations sur les déplacements de l'armée. Mais cet appui ne paraît pas toujours enthousiaste. Après dix ans de guerre civile, qui a fait 70 000 morts, les Salvadoriens ont appris à survivre en se rangeant du côté du plus fort.

L'offensive du FMLN semble avoir été mal accueillie par une grande partie de la population. Les commentaires recueillis dans les rues sont en général défavorables et beaucoup d'auditeurs expriment leur frustration, leur colère ou leur désespoir sur les ondes de la seule station de radio autorisée à émettre et contrôlée par le gouvernement. Dans cette guerre de communication avec la radio rebelle, les autorités appellent les autres pays à condamner le Nicaragua qui « a fourni les armes pour cette offensive ». Elles accusent également les dirigeants du FMLN d'avoir « envoyé au suicide leurs troupes » pour provoquer une réaction négative de la communauté internationale à l'égard du gouvernement du président Alfredo Cristiani.

Les insurgés rétorquent au cours de réunions improvisées entre deux combats que le gouvernement refuse de négocier une solution politique au conflit et continue de recourir aux « escadrons de la mort » pour supprimer les opposants au « régime oligarchique ». Un des dirigeants du FMLN,

#### L'Université bombardée

« Nous avions prévu de déclencher cette opération en janvier dernier, affirme-t-il. Mais nous l'avons retardée quand nous avons constaté que le gouvernement était disposé à négocier. Nous nous sommes rendu compte ensuite que Cristiani était de mauvaise foi et qu'il sous-estimait nos forces. C'est une erreur très grave de sa part et c'est pourquoi nous avons été obligés de lancer cette offensive ».

M. Samayoa est convaincu que l'armée était au courant de l'imminence d'une offensive, mais qu'elle ne s'attendait pas à une opération d'une telle envergure. La réaction des militaires — qui semblent pres-

que aussi sûrs d'eux que les guérilleros — donne pourtant l'impression que les autorités n'attendaient que ça pour porter un coup sévère aux insurgés et à leurs alliés regroupés dans les partis de gauche et les organisations syndicales. La brutalité de l'opération de l'armée contre l'Université nationale, qui a été bombardée au mortier et mitraillée par l'aviation, renforcerait cette hypothèse. Les militaires n'avaient cessé depuis des années d'accuser l'Université d'être le centre de la subversion. Selon le communiqué diffusé lundi par le gouvernement « de nombreux cadavres de terroristes ont été découverts dans les décombres de l'Université ainsi qu'une grande quantité d'armes de guerre ». Pour échapper au même sort, les dirigeants des organisations de gauche, comme MM. Guillermo Ungo et Ruben Zamora, accusés à longueur de journée de collaborer avec la guérilla, ont été obligés de rentrer dans la clandestinité ou de se réfugier dans les ambassades.

BERTRAND DE LA GRANGE

### Amnesty International dénonce la collusion de l'armée avec les « escadrons de la mort »

Dans un communiqué publié à Londres, mardi 14 novembre, à l'occasion de la dix-neuvième session de l'Assemblée générale de l'OEA (Organisation des Etats Américains), Amnesty International dénonce la « dégradation spectaculaire » des droits de l'homme dans la région, où selon l'organisation, plus de 2 500 civils ont été tués délibérément pour raisons politiques par les forces armées ou paramilitaires en Colombie tandis qu'au Pérou ce sont plusieurs centaines de Péruviens qui ont « disparu », torturés ou assassinés par les soldats gouvernementaux. Au Guatemala, Amnesty recense également des centaines d'exécutions sommaires attribuées aux forces de sécurité ou aux « escadrons de la mort ».

Au sujet du Salvador, l'organisation déclare avoir des « preuves accablantes » que la police et l'armée sont responsables de la plupart des enlèvements ou assassinats politiques attribués en général aux « escadrons de la mort ». Dénonçant par ailleurs la torture, toujours employée au Pérou, en Colombie, au Guatemala et au Salvador, mais également au Brésil, au Chili, en Equateur, au Mexique, au Panama et au Venezuela, Amnesty déplore le maintien de la peine de mort dans de nombreux Etats du continent américain, notamment aux Etats-Unis, où quatorze détenus ont été électrocutés depuis le début de l'année, et en Jamaïque, où deux cent trente prisonniers attendent leur exécution. — (AFP.)

## DIPLOMATIE

En visite à Paris

### Le ministre des affaires étrangères de Vanuatu souhaite une revitalisation des relations avec la France

Arrivé dimanche 12 novembre en France, le ministre des affaires étrangères de Vanuatu devait être reçu, mardi, par le premier ministre. M. Donald Kalpokas s'est entretenu, lundi, avec M<sup>me</sup> Edwige Avice, ministre déléguée aux affaires étrangères. Il s'agit de la première visite en France d'un dirigeant de cet archipel du Pacifique sud voisin de la Nouvelle-Calédonie depuis celle, en 1982, de l'ancien président Sokomanu.

Cette visite s'est ouverte dans la franchise. C'était inévitable entre deux pays aux relations délicates depuis l'indépendance orageuse en 1981 de l'ancien condominium franco-britannique des Nouvelles Hébrides. Dans son discours de bienvenue, M<sup>me</sup> Avice a rappelé

que ces relations « n'avaient pas toujours été marquées par la sérénité » et que « trois ambassadeurs en peuvent témoigner », qui durent quitter leur poste sur ordre des autorités de Port-Vila. Dans sa réponse et dans une interview au Monde, M. Kalpokas s'est efforcé de calmer le jeu : il a parlé de la nécessité de « revitaliser » ces relations et fait porter la responsabilité de deux de ces incidents sur son propre camp, et surtout à M. Barak Sopé, l'ancien ministre évincé, grisé par la victoire.

Tout en gardant une certaine inquiétude sur l'avenir, M. Kalpokas a vu « pour la première fois une chance pour les Canaques de se diriger vers l'autonomie et, éventuellement, l'indépendance » en Nouvelle-Calédonie, ce qui est favorable à « la paix et la stabilité de la région ». Il a souhaité que l'aide française à son pays — environ 30 millions de francs par an —

soit en partie réorientée vers le développement économique et les investissements dans l'agriculture et les industries primaires.

Il a, par ailleurs, démenti que son gouvernement ait l'intention de permettre à la Libye ou à Cuba d'utiliser Vanuatu comme tremplin dans la région, et rendu M. Sopé responsable de la brève idylle avec Tripoli. Enfin, M. Kalpokas, qui passe pour l'un des plus modérés du gouvernement du pasteur Walter Lini, a expliqué que ce dernier n'était pas anti-Français, mais que, en tant qu'anglophone, il s'était longtemps senti mal à l'aise quand il se trouvait en présence de francophones. « Ce sentiment s'estompe graduellement, surtout avec le gouvernement Rocard ». Le premier ministre avait déjà rencontré M. Kalpokas à Nouméa au printemps dernier, lors des obèques de Jean-Marie Tjibaou.

P. de B.



est la relance  
ction générale

**Dans tous les hôtels du monde  
cet homme a les pieds qui dépassent du lit.  
C'est pourquoi il apprécie  
notre première classe.**



CHEZ AIR AFRIQUE, NOUS ESTIMONS QUE SEUL  
UN CONFORT MAXIMUM ET UN SERVICE SOIGNÉ  
PEUVENT ÉVITER LES FATIGUES D'UN LONG  
VOYAGE; C'EST POURQUOI NOTRE PREMIÈRE  
CLASSE EST SPACIEUSE ET ÉQUIPÉE DE SIÈGES  
"SLEEPERETTE" DE 2 M 15 DE LONG. UNE  
TROUSSE EN CUIR VOUS PERMETTRA, APRÈS  
UN EXCELLENT  
REPAS, ARROSÉ  
DE CHAMPAGNE,  
DE VOUS PRÉ-  
PARER POUR LA NUIT OU SIMPLEMENT  
POUR QUELQUES HEURES DE DÉTENTE.  
ENSUITE UN BON FILM, OU LES DERNIÈRES  
DÉPÊCHES DE L'AFP SI VOUS PRÉFÉREZ LIRE.  
VOUS VOYEZ, MÊME SI NOUS SOMMES LA  
PREMIÈRE COMPAGNIE DU CONTINENT NOIR  
AFRICAIN, CELA NE NOUS DISPENSE PAS  
D'EN FAIRE CHAQUE JOUR UN PEU PLUS.



**AIR AFRIQUE**

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

هنا من الاجل



## PROCHE-ORIENT

LIBAN : la mission de M. Salim Hoss

### L'intransigeance du général Aoun demeure le principal obstacle à la formation d'un cabinet d'union nationale

Une semaine après son élection à la tête de l'État libanais, M. René Moawad, qui a chargé, lundi 13 novembre, M. Salim Hoss de former un cabinet d'union nationale, se heurte toujours à l'intransigeance du général Aoun qui affirme sans relâche : « Je préfère la mort à la soumission ».

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Devant cette rigidité plus ou moins soutenue par la population chrétienne, les dirigeants chrétiens exilés entre les zones sous contrôle syrien, le pays chrétien pour quelques-uns, ou l'étranger, hésitent entre la préservation de l'unité de leurs rangs ou de celle du Liban, menacé par la partition.

Si le patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, a violemment critiqué sans le nommer le général Aoun, affirmant notamment que « lancer des accusations sans preuve, exacerber les instincts sans réfléchir aux conséquences, faire du lavage de cerveau à des fins destructrices, monopoliser la fidélité à la patrie et répondre à la parole par de la dynamite, sont des déviations profondément antidémocratiques », le chef de la milice des Forces libanaises, Samir Geagea, après avoir soutenu pleinement en coulisses l'accord de Taëf, a « jusqu'à nouvel ordre » pris l'engagement auprès du général Aoun de ne pas le lâcher et donc de s'abstenir de participer au gouvernement. Le chef des FL, préférerait geler la situation en attendant de voir régler le cas Aoun.

Pour M. Georges Saadé, chef du Front libanais, mais aussi du parti Kataeb (phalanges), qui a approuvé l'accord de Taëf qu'il a d'ailleurs largement contribué à faire accepter, l'équation est un peu différente mais tout aussi délicate. « Comme député de Batroun, je suis libre, nous a-t-il déclaré, mais comme chef du Front libanais, je ne suis pas seul. Il faut entreprendre des contacts avec les dirigeants chrétiens, dont MM. Samir Geagea et Dany Chamoun ».

De ces contacts, il ressort pour l'instant que les dirigeants du camp chrétien veulent s'abstenir de toute participation au gouvernement avant d'avoir résolu « le cas du général Aoun », qui a d'ailleurs rappelé, lundi, que « ceux qui participeraient au gouvernement Hoss devraient quitter le pays chrétien ». « Il faut assurer l'unité chez nous », nous a encore dit M. Saadé, ajoutant qu'il y avait « plusieurs manières d'assurer la souveraineté du Liban ».

Cette attitude complique singulièrement la tâche de M. Moawad et Hoss qui peuvent difficilement passer de la participation des chrétiens pour former un gouvernement d'union nationale.

Le principal obstacle reste le général Aoun. Toutes les médiations entreprises à titre personnel ne semblent avoir rien donné. On voit mal sur quelle base pourrait s'ouvrir un dialogue, le général Aoun, qui ne reconnaît pas l'élection de M. Moawad exigeant avant toute chose une modification de l'accord de Taëf.

« Je suis à Baabja, j'y reste », dit-il en quelque sorte, ajoutant que « ceux qui ne sont pas solidaires aillent dans les régions occupées ».

par les Syriens et gérées par M. Moawad - et « si l'on veut me faire partir, qu'on vienne me chercher ».

Pour isoler le général Aoun, il faudra sans doute du temps et des mesures gouvernementales qui puissent prendre plusieurs formes, politiques, économiques et financières. En évitant au maximum l'emploi de la force sous peine de ressembler immédiatement au camp chrétien.

#### Le dilemme de l'armée

Le cas de l'armée est le plus crucial. Unies autour du général Aoun qui a su forger des fidélités sûres, les brigades du « pays chrétien » (environ 15 000 hommes) résisteront-elles à l'appel de la légalité quand un nouveau commandant en chef sera nommé ? A cette question il est bien difficile de répondre tant les officiers risquent d'être déchirés entre leur loyauté au général avec lequel ils ont combattu, et celle qu'ils doivent au nouveau président, par ailleurs un fervent défenseur de l'armée quand il présidait la commission des finances au Parlement. En fait, comme l'affirme un homme politique chrétien : « Le président Moawad doit à la fois déléguer les chrétiens et leur faire admettre que l'unité est préférable au partage, et en même temps rendre la République de Aoun invivable sans utiliser la force ».

Les leaders de l'Ouest à majorité musulmane, ne semblent pas vouloir faire de la surenchère et paraissent prêts à donner le temps nécessaire au président pour qu'il résolve le cas Aoun. Mais combien de temps peut durer cet état de grâce ?

FRANÇOISE CHIPAUX

## ISRAËL

### M. Shamir affronte à Washington la mauvaise humeur des dirigeants américains

M. Itzhak Shamir s'apprête à affronter cette semaine à Washington la mauvaise humeur des dirigeants américains que l'on dit exaspérés par les réticences du premier ministre à aller plus avant et plus vite dans l'organisation d'un dialogue entre Israéliens et Palestiniens.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La situation n'est pas vraiment nouvelle et M. Shamir a déjà prouvé qu'il était expert dans l'art de désamorcer ces différends qui viennent, à intervalles réguliers, perturber le cours des relations avec le grand allié américain. C'est vrai. Mais c'était au temps de M. Ronald Reagan et George Shultz, dont les successeurs, le président George Bush et le secrétaire d'État James Baker, paraissent moins enclins à la magnanimité à l'égard du chef du Likoud. Et sans doute faut-il attribuer à cette situation le fait que la Maison Blanche aura attendu le dernier moment avant de faire savoir à M. Shamir qu'il sera bien reçu - mercredi 15 novembre - par M. Bush à l'occasion de sa visite. La manière a été jugée à Jérusalem aussi indigne que méprisante pour le premier ministre. Celui-ci en est très conscient et disait récemment que les États-Unis et Israël étaient peut-être « sur la voie d'un conflit ».

(Publicité)

#### LES INTÉGRISTES À L'ASSAUT DU MONDE ARABE

L'affaire des fouilles n'est pas un phénomène isolé. Parvenu au Proche-Orient et au Maghreb, des mouvements extrémistes qui détestent l'islam développent leurs activités politiques. Leurs idées prioritaires : l'école et l'université.

Dans le numéro de Novembre d'Arabes en Israël et en Liban 78, rue Jouffroy 75017 Paris

#### Un échec patent

L'adhésion israélienne au plan Baker a été assortie de conditions : le dialogue ne se fera pas avec des représentants de l'OLP, seulement avec des délégués de Cisjordanie et Gaza ; la rencontre du Caire ne devra porter que sur l'organisation du scrutin. Sur ces deux points, au moins, les États-Unis - tout comme l'Égypte et les travaillistes israéliens - ne sont pas d'accord. Sauf à essayer un non de l'OLP à toute la procédure, il leur paraît inévitable que des Palestiniens de l'extérieur soient associés au dialogue et que l'ordre du jour en soit plus large.

M. Shamir arrive à Washington sans avoir obtenu le succès politique qu'il espérait aux élections syndicales du lundi 13 novembre. Il s'agissait de renouveler la direction de la Histadrout, la grande centrale syndicale. Mais M. Shamir avait répété qu'il voulait faire de ce scrutin un référendum sur ses positions dans le processus de paix. L'échec est patent. Même s'il progresse (il passe de 22 % à 26 % des suffrages), le parti du premier ministre, le Likoud, reste largement distancé par les travaillistes (55 % des suffrages) qui continueront à diriger la Histadrout (syndicat mais aussi empire économique).

Il n'en fallait pas plus pour que les travaillistes proclament à nouveau leur vocation à être le premier parti du pays - une manière de faire planer la menace de leur départ du gouvernement en cas d'échec des conversations de Washington.

ALAIN FRACHON

### Un soldat israélien tué par balles à Gaza

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Pour la première fois depuis le début du soulèvement palestinien, il y a eu mardi dans la bande de Gaza. Il circulait en jeep avec un camarade, dans la nuit du lundi 13 au mardi 14 novembre, lorsqu'ils ont été pris en embuscade dans une zone désolée à l'entrée sud de la ville de Gaza. Le véhicule a essuyé plusieurs coups de feu : les deux hommes, des réservistes, totalement pris par surprise, ont tous deux été blessés. Dès l'arrivée de renforts, ils ont été transportés dans un hôpital du sud d'Israël où l'un d'eux a succombé à ses blessures.

Il y a déjà eu plusieurs cas d'embuscade à l'arme à feu dans les territoires depuis le début du soulèvement - un soldat a été tué à Bethléem - et, cette fois encore, les responsables israéliens se refusent à y voir un tournant dans la stratégie des nationalistes. L'attention est intervenue alors que les autorités s'apprêtaient à empêcher les diverses manifestations - festivités et « affrontements avec l'armée » - prévues pour le premier anniversaire de « la Déclaration d'indépendance palestinienne », décrétée l'an passé à Alger lors de la réunion du Conseil national palestinien (le « Parlement » de l'OLP).

AL FR.

## ASIE

### CHINE

#### M. Deng Xiaoping ne recevra plus que « de vieux amis »

M. Deng Xiaoping a fait, pour la troisième fois en moins d'une semaine, ses adieux à la scène politique.

Lundi 13 novembre, câble notre correspondant à Pékin Francis Daron. Recevant des hommes d'affaires japonais, il leur a dit, devant les caméras de télévision : « Je veux profiter de cette occasion pour dire au revoir officiellement à ma carrière politique. Vous êtes le dernier groupe d'hôtes respectés que je reçois. Ma retraite doit être authentique de manière que les nouveaux dirigeants ne se sentent pas gênés dans leur travail. A cette fin, je ne recevrai plus de visiteurs au nom de la direction collective, du parti ou de l'État ».

Puis, comme on pouvait s'en douter, M. Deng s'est aussitôt dédit : « Il serait impoli que je me refuse à rencontrer de vieux amis quand ils viennent en visite en Chine. Auquel cas, j'irai les voir au lieu où ils sont hébergés, et nous bavarderons sur l'amitié et autres affaires non politiques ». Reste à convaincre la population et le reste du monde que le vieux dirigeant puisse, au terme d'une carrière politique longue de soixante-dix ans, s'abstenir de parler de politique en recevant « de vieux amis »... ou même ce M. Jiang Zemin qu'il a installé dans son fauteuil le 9 novembre. Celui-ci, a ajouté M. Deng,

« est un homme très capable ; c'est un intellectuel, il a des connaissances plus étendues que les miennes ». Mais voilà, « il est bien sûr moins expérimenté que moi, car il n'a que soixante-trois ans ». Alors, si M. Jiang sollicite l'avis de son prestigieux aîné, comment celui-ci pourrait-il refuser de le lui donner ?

#### M. Li Peng au Pakistan

D'autre part, le premier ministre chinois est arrivé mardi à Islamabad pour une visite officielle, première étape d'un voyage qui le mènera au Bangladesh et au Népal. M. Li Peng a été reçu par M. Benazir Bhutto. Ses entretiens avec M. Bhutto porteront en particulier sur le « renforcement » de la coopération entre les deux pays.

Avant son départ, M. Li Peng avait indiqué lors d'une conférence de presse qu'il n'avait aucun autre projet de déplacement à l'étranger pour le reste de l'année. Pour 1990, cela « dépendra de circonstances spécifiques », a-t-il ajouté, en réponse à une question sur le gel de contacts au niveau gouvernemental imposé par les pays occidentaux au lendemain du massacre de la place Tiananmen en juin dernier.

F. D.

### PAKISTAN

#### M. Bhutto va former un nouveau gouvernement

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Le gouvernement pakistanais ainsi que les conseillers du premier ministre ont démissionné en bloc, lundi 13 novembre, à la demande de M. Benazir Bhutto, afin de permettre un remaniement ministériel attendu depuis le rejet d'une motion de censure par le Parlement le 1<sup>er</sup> novembre (le Monde du 3 novembre).

L'opposition avait alors échoué dans sa tentative de renverser le gouvernement, mais la majorité parlementaire de M. Bhutto s'était réduite à douze voix. Peu après ce scrutin, le premier ministre avait annoncé son intention de s'entourer d'une nouvelle équipe en faisant appel à des personnalités de l'opposition pour tenter d'élargir l'assise gouvernementale.

#### Inefficacité

L'équipe démissionnaire, quarante-quatre ministres et secrétaires d'État, avait la réputation d'être assez grande inefficacité. Les ministres et conseillers proches de M. Bhutto appartenaient à deux catégories : des militants de son parti, le PPP (Parti du peuple pakistanais), sans expérience gouvernementale et administrative, et d'anciens « compagnons » d'Ali Bhutto, parloirs dévoués aux événements. Samedi, M. Bhutto avait annoncé l'entrée au gouvernement de trois personnalités proches de l'opposition, une mesure probablement insuffisante. Les ministres démissionnaires ont été chargés d'expédier les affaires courantes en attendant la formation d'un nouveau gouvernement.

L. Z.

## INDE : en pleine campagne électorale

### Le renouveau de l'hindouisme renforce les tensions intercommunautaires

L'Iran, l'Arabie saoudite et le Pakistan ont protesté contre la construction à Ayodhya (Uttar Pradesh) d'un temple hindou à proximité d'une mosquée, estimant le site musulman menacé de profanation. New-Delhi a nié la menace et affirmé que les droits des cent millions de musulmans en Inde seraient respectés. La tension entre hindouistes et musulmans n'en reste pas moins au cœur de la campagne pour les élections des 22 et 24 novembre.

AYODHYA

de notre envoyé spécial

La grande-messe d'Ayodhya témoigne du renouveau de l'hindouisme. Celui-ci s'est radicalisé, et cette évolution s'est soldée par la prise d'un demi-millier de morts depuis le début de l'année : des hindous et des musulmans tués lors d'affrontements intercommunautaires. Les uns après les autres, les États de la ceinture hindie (Uttar Pradesh, Madhyar Pradesh, Rajas-

than, Bihar) se sont enflammés. Le prétexte est invariable : les processions de militants portant des *ram shilas* (briques sacrées) pour Ayodhya, passent à travers un quartier musulman ; il suffit alors d'une étincelle. Des milliers d'activistes hindous venus de toute l'Inde et qui ont convergé vers Ayodhya demandent justice.

Le lieu de la cérémonie est, selon la tradition et le poème épique du Ramayana, l'endroit même qui a vu la naissance de Rama. Jusqu'au seizième siècle, un temple hindou s'y dressait. En 1528, l'empereur moghol Babur fit raser l'édifice pour construire à la place une mosquée, la Babri Masjid, objet de la « grande querelle ».

Le 1<sup>er</sup> février 1986, la cour de Faizabad a rendu un arrêt qui a mis le feu aux poudres en autorisant l'accès de l'enceinte de la Babri Masjid aux hindous.

Le pire, momentanément, a été évité : la marche nationale à laquelle devaient participer plusieurs centaines de milliers de personnes, a été annulée et le site de la cérémonie étant situé à quelques mètres du terrain que se disputent hindous et musulmans, la confron-

tation n'a pas eu lieu. Mais comme le scandale des hindouistes les plus déchaînés, seule « la première étape a été franchie ». Les dimensions du Ram Jambhoomi (le futur temple) supposent la destruction de la Babri Masjid.

Pour les organisations hindouistes de droite, Ayodhya n'est que le début de la reconquête hindoue : bien d'autres mosquées, notamment à Bénarès et à Mathura, auraient été construites sur les ruines d'anciens temples.

La communauté musulmane, dont la conscience collective reste marquée par les horreurs de la partition en 1947, accuse le gouvernement de jouer la politique du pire, ce qui n'est qu'à moitié exact. Le parti du Congrès - l'opposition tentent de trouver un équilibre entre le « vote hindou » et le « vote musulman », ce qui n'incline pas aux prises de position très fermes : le gouvernement encourage la promotion de l'urdu comme seconde langue officielle de l'Uttar Pradesh, ce qui satisfait les musulmans, et le premier ministre s'est récemment rendu à Faizabad pour y affirmer que seul le Congrès défend les valeurs de Rama, ce que les extrémistes hindouistes ont pris pour un encouragement.

De son côté, le chef de l'opposition, M. V.P. Singh, venu à Faizabad le 2 novembre pour s'interposer en cas de confrontation entre hindous et musulmans, n'a pas jugé « utile », vu le tour que prenait la manifestation, de se rendre à Ayodhya.

Il n'en reste pas moins que le scrutin des 22 et 24 novembre va se dérouler dans un climat de violences intercommunautaires qui n'a sans doute pas en son parer depuis la partition de l'ancien empire des Indes en 1947.

LAURENT ZECCHINI

## AFRIQUE

NAMIBIE : selon les premiers résultats des élections

### La SWAPO ne devrait pas obtenir la majorité des deux tiers

Les espoirs qu'entretenait la SWAPO de remporter les élections avec la majorité des deux tiers des voix (et des sièges) se sont effondrés mardi matin 14 novembre, alors que plus de 86 % des bulletins de vote avaient été dépouillés. Selon ces résultats provisoires, 331 957 voix se sont portées vers la SWAPO (57,43 % des suffrages exprimés) et 165 230 vers la DTA (28,59 %).

C'est le résultat dans le district de Windhoek, le deuxième de la région en importance numérique, qui a sonné le glas des espérances de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO). Celle-ci remportera certes ce scrutin grâce à l'Ovamboland (région nord du pays qui constitue son fief), mais devra sans doute se contenter d'un

score compris entre 50 % et 60 % des suffrages.

Les résultats du vote à Windhoek (la ville proprement dite, plus les agglomérations méissie et noire de Khomasedal et Katutura) ont constitué une contre-performance pour la SWAPO, qui l'a certes emporté, mais avec 39 060 voix seulement contre 30 475 voix à l'Alliance démocratique de la Turnhalle (DTA), son principal adversaire.

D'autre part, les États-Unis se sont déclarés satisfaits du déroulement de ces élections. « Nous sommes contents du déroulement pacifique des élections », a déclaré le porte-parole du département d'État, M. Richard Boucher. Ces élections sont une nouvelle démonstration du triomphe de la démocratie. - (AFP).

AFRIQUE DU SUD : l'incapacité d'un policier rebelle. - Le lieutenant Gregory Rockman, le policier métis sud-africain considéré comme un héros par les mouvements anti-apartheid après avoir protesté contre la répression policière en septembre, a été arrêté, inculpé et suspendu de la police, lundi 13 novembre. Il avait participé à une manifestation « illégale » dans le centre de Mitchell's Plain, une ville habitée par des métis. Il avait pris la tête, le 6 novembre, d'un « syndicat pour les droits civiques dans la police et les prisons », le premier syndicat de policiers en Afrique du Sud. (AFP).

ALGERIE : le Comité national contre la torture n'a pas reçu son agrément. - Créé après les événements d'octobre 1988, le Comité national contre la torture n'a pas reçu son agrément à l'expiration du délai légal de quatre mois après le dépôt de sa demande de législation, indique un communiqué de cette association, diffusé le dimanche 12 novembre. - (AFP).

AFGHANISTAN : libération d'un journaliste espagnol. - Le journaliste espagnol Jorge Juan Sanchez, libéré samedi 11 novembre par les autorités afghanes après avoir été condamné le mois dernier à cinq ans de prison, est arrivé dimanche soir en Espagne par vol Aéroflot en provenance de Moscou. Juan Sanchez, qui est âgé de trente-cinq ans, a été libéré à la suite d'une intervention en sa faveur du chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez. Il avait été arrêté en août en compagnie d'un groupe de journalistes et condamné, le 15 octobre, pour entrée illégale en territoire afghan. - (Reuters).



A L'Assemblée nationale

## M. Pierre Joxe demande la réserve des crédits du ministère de l'intérieur

Face à l'hostilité conjointe des groupes RPR, UDF, UDC et PC, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, et M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales, ont été contraints, lundi 13 novembre, de demander la réserve des crédits de leur ministère. C'est donc la huitième fois depuis le début de cette session budgétaire que le gouvernement est contraint de recourir à cette procédure, faute de majorité.

Les crédits s'élevaient à 84,04 milliards de francs pour l'année 1990, soit une hausse de 3,4 % par rapport à 1989. Ils représentent 3,4 % du budget général de l'Etat. Ces crédits comprennent ceux de la police (22,1 milliards, soit une hausse de 5,9 % par rapport à 1989) et ceux de l'administration générale et des collectivités locales (24,8 milliards pour les collectivités locales, soit une hausse de 1,7 %, 10,1 milliards pour l'administration centrale, 4,7 milliards pour l'administration territoriale).

Même les habitudes les plus tenaces se perdent. Lundi 13 novembre, la polémique entre l'opposition et le gouvernement sur les statistiques de la criminalité et de la délinquance, qui pousse traditionnellement l'examen des crédits du ministère de l'intérieur, s'est finalement résorbée à une maigre passe d'armes entre les orateurs du groupe RPR — MM. Eric Raoult (Seine-Saint-Denis) et Henri Cuq (Yvelines) — et M. Pierre Joxe. Les premiers ont contesté une « nette reprise » de la délinquance, le second, une « moindre baisse ». En fait, plus que le budget de la police, qui en 1990 poursuit le financement de la cinquième et dernière année du plan de modernisation, ce sont les projets du ministre de l'intérieur sur les collectivités locales — leur financement par la dotation globale de fonctionnement, le regroupement des élections locales, la coopération intercommunale, la modification du mode de scrutin pour l'élection des conseils généraux — qui ont mobilisé l'attention des députés.

« A nous deux, les collectivités locales ! » Rastignac à l'envers, M. Joxe a clairement réaffirmé que l'enjeu des années à venir était la

réorganisation territoriale de l'Etat. Sept ans après les grandes lois de décentralisation, deux ans avant l'entrée en vigueur de l'acte unique, « le mouvement de réforme doit reprendre, mais du côté de l'Etat que du côté du citoyen », a déclaré le ministre de l'intérieur. D'une part, a souligné M. Joxe, parce que l'Etat « n'a pas tiré toutes les conséquences de la décentralisation » et que ses services restent « trop cloisonnés, trop jaloux de leur fonctionnement propre », d'autre part parce que « face à des collectivités locales qui affirment très vigoureusement leur autonomie, et face à une administration européenne rendue plus dynamique, un risque existe d'une remise en cause du principe d'unité et d'indivisibilité de la République ». D'où la nécessité, à partir de ces deux tendances contraires, de définir « une nouvelle citoyenneté ».

Elle passe tout d'abord par la réorganisation de l'Etat, et donc par celle des services qui le représentent au niveau local, les préfetures. Désistabilisées par les lois de décentralisation, le corps des agents préfectoraux — 23 000 personnes plus 4 000 fonctionnaires

part de l'opposition et l'expression de quelques inquiétudes dans les rangs de sa propre majorité. M. Pascal Clément (UDF, Loire), rapporteur de la commission des lois pour les collectivités locales, s'est notamment élevé contre « le retour de la centralisation et la tentative de reprise en main de l'Etat ». Quant au projet de redécoupage des arrondissements, M. Clément ne s'y est pas montré défavorable pour les zones urbaines, à condition qu'il ne se traduise pas par la disparition de « ceux qui plongent leurs racines dans l'histoire ». Et dans un élan de lyrisme inattendu, le député de la Loire a enjoint M. Joxe de « ne pas abandonner la France de Péguy, de Vincent, de Mistral, de Barrès et de Mitterrand l'écrivain ». M. Clément a également averti le gouvernement de l'opposition formelle de son groupe à l'égard de toute tentative de modification du mode de scrutin des conseils généraux, par l'introduction de la représentation proportionnelle.

Elu de l'Arrière, M. Augustin Bonreux (PS), rapporteur spécial de la commission des finances pour les collectivités locales, s'est lui aussi inquiété du prochain redécoupage cantonal, de la réforme du mode de scrutin et de l'obligation bientôt en vigueur de voter dans sa commune de résidence. Ce qui lui a valu, sur les deux premiers points, une réponse assez sèche de M. Joxe sur la nécessité d'assurer la « représentativité de la nation », et, sur le troisième point, la réaffirmation sans appel de la « trop grande disparité actuelle existant entre les habitants de certaines communes et leur corps électoral ».

M. Jacques Brunhes (PC, Hauts-de-Seine), a pour sa part dénoncé, dans les incitations au regroupement territorial, « l'attaque du gouvernement contre l'autonomie des communes ». Pour le député communiste, l'abandon par les communes de leurs compétences, en matière d'urbanisme notamment, au profit de syndicats d'agglomération, revient à transformer les collectivités locales en « coquilles vides ».

## La modernisation de la police

Cette « menace sur l'économie communale » est encore renforcée, selon M. Brunhes, par la « dégradation » de leur situation financière en raison de l'évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF). Tranché après de longues négociations avec le groupe socialiste, lors de l'examen de la première partie de la loi de finances (les recettes), le débat sur la réforme du mode de calcul de la DGF (1) est ainsi réapparu lundi.

Il a permis à M. André Santini (UDF, Hauts-de-Seine), jamais avare d'une formule, de dénoncer le « hold up » de l'Etat sur les collectivités locales.

Que fait la police dans tout cela ? Elle continue, pour la cinquième année consécutive, son plan de modernisation. Avec des crédits en hausse de 5,3 %, le budget de la police devrait permettre, selon M. Michel Suchod, rapporteur de la commission des lois, de « rattraper le retard pris par la France sur ses partenaires étrangers dans le domaine de la police scientifique ». Dans le cadre du schéma directeur de l'informatique et de la bureautique adopté en juin dernier (qui doit permettre l'installation de 25 000 terminaux d'ordinateurs d'ici à 1993), l'informatique bénéficiera de 190 millions de francs de crédits pour des projets nouveaux en 1990.

Les transmissions de la police nationale seront dotées de 38 millions de francs. 734 millions de francs devraient être affectés à la modernisation du parc immobilier du ministère de l'intérieur, afin de permettre l'ouverture de nouveaux centres de formation et d'écoles (Roubaix, Draveil et Lyon en 1990), l'amélioration de l'hébergement des CRS et du logement des policiers et l'installation d'hôtels de police dans les centres-villes (à Bobigny et à Créteil).

Evocant les propos du premier ministre, selon lesquels la police doit devenir le « laboratoire de la modernisation du service public », M. Joxe a observé que la politique lancée en 1985 avait contribué à modifier le débat sécuritaire « qui ne se pose plus dans les mêmes détestables termes ». Cette moder-

nisation doit être maintenue pour suivre par « l'harmonisation des différents corps de police » dès le début de 1990. Il convient désormais d'« adapter les structures dans le souci de renforcer la cohésion de la police nationale », en plaçant notamment sous l'autorité d'un responsable unique les services dont les missions sont comparables. Le ministre de l'intérieur a annoncé qu'il « tire expérimental » la départementalisation sera engagée en 1990 dans trois départements et généralisée à partir de 1991.

M. Joxe a également insisté sur la nécessité de renforcer la défense civile. 1990 devrait être « une année charnière » au cours de laquelle le ministre souhaite proposer « une accélération de la mise en place d'une programmation quinquennale du système intégré de protection des populations », en matière d'alerte, d'abritement, d'information, de secours et de soins.

Enfin, pour faire connaître à l'opinion publique tous les bienfaits de sa politique, M. Joxe n'a pas oublié de doter de 18 millions de francs son service d'information et de relations publiques pour améliorer l'image de son ministère, et celle accessoirement sans doute du ministre qui en a la charge.

PASCALE ROBERT-DIARD

(1) Pour 1990, la DGF sera indexée sur les prix (+ 2,5 %) avec une régulation pour 1989 de 4 %, d'où une progression d'environ 6 %. Pour 1991, la DGF sera calculée sur un « index composite » : indice des prix + 50 % du PIB en volume. En 1992, cet index s'établira selon l'indice des prix + 2/3 du PIB en volume.

## Pas de légalisation de la drogue

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a réaffirmé lundi 13 novembre, lors de l'examen des crédits de son ministère à l'Assemblée nationale, son opposition à toute légalisation de la drogue. « C'est une tentation qui doit être écartée car ses conséquences sont insupportables », a déclaré M. Joxe. L'Etat deviendrait lui-même un marchand de mort, ou le commerce de la drogue deviendrait légal, donc respectable. La dépénalisation est une fausse bonne solution, et il n'y a pas de compromis possible sur le principe de l'interdiction légale de la production, de la consommation et du trafic de stupéfiants. Rappelant les propos du président de la République, M. Joxe a souligné que, « pour lutter contre la

drogue [il fallait] s'attaquer au sous-développement ».

Le ministre de l'intérieur a également dénoncé les dangers d'un « modèle social » selon lequel « la drogue n'est plus seulement l'échappatoire bien connue, c'est la « dope » d'une culture de conquête ». Il a annoncé que les moyens de lutte contre la drogue seraient amplifiés, notamment au plan international, en favorisant la signature et la ratification de la convention contre le trafic illicite des stupéfiants adoptée à Vienne le 20 décembre 1988, en apportant une réponse concrète à la question du blanchiment de l'argent de la drogue, « qui met en cause les règles de fonctionnement du système bancaire international », et en renforçant la coopération policière.

## Huit budgets en attente

Après la réserve du budget de l'intérieur et de celui de la jeunesse et des sports, le nombre des budgets de ministère pour lesquels le gouvernement a dû demander la réserve s'élève à huit, alors que la discussion de la deuxième partie du budget (ministère par ministère) n'est pas encore achevée (elle le sera jeudi 16 novembre, mais, d'ici là, les budgets de la justice et des PTT pourraient rencontrer également une forte hostilité).

Les autres budgets réservés sont l'audiovisuel, les anciens combattants, la fonction publique (services généraux du premier ministre), le logement, la défense et la solidarité-santé. L'année dernière, au total, seulement cinq budgets

avaient dû être réservés. Chacun d'entre eux avait finalement été adopté, en seconde délibération, après avoir été « dopé » par des rallonges budgétaires qui avaient permis d'obtenir soit l'abstention des communistes, soit celle des communistes.

Enfin, l'abstention communiste sur l'ensemble du projet de loi de finances avait évité au gouvernement le recours au 49-3 (engagement de responsabilité). Ce cas de figure ne devrait pas se présenter cette année. Le gouvernement devrait donc engager sa responsabilité sur un certain nombre de budgets réservés en quête de majorité introuvable et sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1990.

## Au Sénat

## M. Christian Bonnet veut porter à 160 millions de francs le plafond des dépenses pour le second tour de l'élection présidentielle

Les sénateurs devaient comment, mardi 14 novembre, l'examen des deux projets de loi, ordinaire et organique, relatifs au financement des partis politiques et des campagnes électorales, présentés par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur. Ces deux textes ont déjà été adoptés en première lecture le 7 octobre dernier par l'Assemblée nationale (le Monde daté 8 et 9 octobre).

« Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés » : M. Christian Bonnet (RPR, Morbihan), rapporteur des deux projets pour la commission des lois, s'est saisi sur le fond, à recours à La Fontaine (les Animaux malades de la peste) pour mieux souligner l'urgence qu'il y a de légiférer.

« Dans le passé, il existait entre l'honnêteté et le déshonneur une ligne de partage très nette (...). Peu à peu, cette notion de ligne s'est substituée à celle de zone,

sorte de no man's land entre ce qui est légal et ce qui apparaît, aux yeux de beaucoup, légitime au regard de l'évolution de la société ».

An cours de l'examen des textes par les députés, l'article (en relation avec le financement des campagnes électorales) prévoyant l'amnistie des infractions commises avant le 15 juin 1989 avait été supprimé, mettant fin à des mois de polémique et de controverse. Cette suppression étant fermement maintenue par les sénateurs, la discussion devrait s'engager sur une base plus consensuelle, aux confins de la morale et de la politique. De fait, M. Bonnet concède volontiers que ces textes confortent « les principes d'une certaine éthique de la vie politique ». « Le ministre nous propose de les enrichir, nous n'allons pas y manquer », assure M. Bonnet, qui se propose de modifier les projets sur quatre points précis de manière à « les mettre l'un et l'autre à l'abri des griefs d'inconstitutionnalité ».

En premier lieu, s'agissant du financement des partis politiques,

la commission s'étonne de ce que les membres du Sénat ne soient pas pris en compte pour le calcul de la répartition de l'aide budgétaire prévue par la loi pour ce financement.

La commission ne se satisfait pas de l'argument avancé par le gouvernement, lequel estime que seule l'expression directe du suffrage universel mérite d'être prise en compte. « Aucune disposition de la Constitution ne permet d'opérer de discrimination entre les parlementaires ou les partis et groupements politiques selon qu'ils sont représentés au sein du Sénat ou à la seule Assemblée nationale », indique le rapport, « le suffrage direct ou indirect constitue toujours une modalité d'exercice de la souveraineté nationale ».

En second lieu, pour ce qui relève des dépenses électorales, le rapporteur se propose d'abaisser de six à deux mois la durée d'interdiction de l'affichage et de la publicité commerciale par voie de presse. « Une telle mesure, sur six mois, pourrait, en effet, être jugée contraire à la Déclaration des

droits de l'homme », estime M. Bonnet, qui tient par ailleurs pour peu convaincants les arguments avancés par les publicitaires au cours de leur récente campagne d'opinion.

La commission propose ensuite de conforter le Conseil constitutionnel dans son rôle de juge de l'élection présidentielle ou des élections législatives. M. Bonnet invoque ensuite « le bon sens (...), un créneau à occuper dans notre société » pour porter de 140 à 160 millions de francs le plafond des dépenses autorisées pour les candidats présents au second tour de l'élection présidentielle.

Ce chiffre de 160 millions est à ses yeux plus proche de la réalité. « Nous ne sommes pas assez candidats pour ne pas être habitués par le doute » quant à la portée effective de ces deux projets de loi, estime M. Bonnet, « mais si on peut compenser certains excès, c'est là une ambition ni nulle ni vaine ».

## Adoption du projet de loi sur le surendettement des ménages

Les sénateurs ont adopté en première lecture, dans la nuit du lundi 13 au mardi 14 novembre, le projet de loi, présenté par M. Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation auprès du ministre de l'économie et des finances, relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées à l'endettement des particuliers. Le texte a été voté à l'unanimité, les socialistes et les communistes s'abstenant.

L'examen du texte a surtout souligné la difficulté de pallier une carence législative en respectant les principaux paramètres économiques. Sur le fond, les sénateurs ont approuvé dans ses grandes lignes le projet, articulé autour de deux volets, l'un préventif, l'autre curatif (le Monde du 1<sup>er</sup> novembre), dont la discussion avait commencé le 30 octobre dernier.

La première partie des débats a porté essentiellement sur la composition de la commission administrative chargée de régler à l'amiable les contentieux entre prêteurs et clients insolubles avant que ne soit engagée une procédure judiciaire confiée au juge d'instance.

Cette commission, au terme des travaux du Sénat, devrait comporter, outre les représentants de l'Etat, des services sociaux du département, de la Banque de France et de l'Association française des établissements de crédit, un avocat et un notaire.

Les sénateurs ont ajouté au dispositif préventif deux amendements importants. Le premier institue un délai de rétractation de sept jours pour tout achat de logement, le respect de ce délai étant garanti par l'envoi de l'acte d'acquisition par lettre recommandée. Le second prévoit la constitution d'un fichier informatique des incidents de paiement centralisés par la Banque de France.

« Le texte n'est pas parfait, est convenu le président du groupe RDE, M. Ernest Cartigny (Seine-Saint-Denis), mais il a le grand mérite d'exister et de protéger ceux qui en ont besoin ». Les socialistes et les communistes ont exprimé leur « désir d'améliorer le texte » en s'abstenant sur le vote du projet ainsi complété, qui a été adopté par la majorité sénatoriale.

55 من الاجل



هكذا من الاجل

## POLITIQUE

### L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

#### Les Canaques principaux bénéficiaires des nouvelles rétrocessions de terres

Le conseil d'administration de la nouvelle ADRAF (Agence de développement rural et d'aménagement foncier), installé après le changement de statut de la Nouvelle-Calédonie, a tenu, mardi 14 novembre, sa première véritable séance de travail pour donner le coup d'envoi de la nouvelle politique foncière engagée sur le territoire, dont l'objectif est l'attribution de 30 000 hectares avant la fin de 1990.

ADRAF a procédé à des nouvelles rétrocessions. S'ajoutant à des décisions déjà adoptées avant le changement de statut, les nouvelles attributions qui ont été entérinées lors de la séance de mardi vont porter à quinze mille hectares la surface des terres transférées fin 1989, soit la moitié de l'objectif arrêté pour 1990. Les Canaques en sont les principaux bénéficiaires pour les deux tiers, et cette proportion passera aux trois quarts des attributions pour

les quinze autres mille hectares restant à rétroceder dans le courant de l'année prochaine. Cette politique d'attribution n'a, pour l'instant, donné lieu à aucun accord sérieux. Le RPCR et le FLNKS se sont parvenus à des compromis dans le traitement de soixante dossiers épineux. Paradoxalement, le coup de frein est plutôt venu de l'administration elle-même, qui a mis dix de ces dossiers en réserve.

Un tribunal administratif de Nouméa

#### Détournements en tout genre

Le tribunal administratif de Nouméa a rejeté, le 9 novembre, une requête déposée en avril dernier par le président du Front calédonien, M. Claude Sarran. Cet élu local d'extrême droite réclamait l'annulation d'une délibération budgétaire adoptée le 22 décembre 1988 par le conseil de la région Ouest de Nouvelle-Calédonie, instituée dans le cadre du nouveau découpage du territoire voulu par le gouvernement de M. Jacques Chirac, à l'issue du référendum du 13 septembre 1988 boycotté par le FLNKS.

Le tribunal n'a pas suivi les conclusions du commissaire du gouvernement qui avait admis le bien-fondé de la démarche de M. Sarran : celui-ci, agissant à la fois en tant que conseiller régional de la région Sud et en qualité de chef de parti, était habilité à contester, selon le commissaire du gouvernement, la légalité des compétences électorales en présence d'une formation rivale - le RPCR - utilisant le budget territorial à des fins partisanes.

« Pour dire franchement notre pensée, il faudrait des heures pour décrire l'ensemble des détournements auxquels s'est livré la région Ouest », avait notamment indiqué le commissaire du gouvernement, M. André Bonnet. Il s'était borné à énumérer « les manquements les plus graves », en soulignant qu'on retrouvait dans cette affaire « exactement les mêmes procédés que ceux dénoncés, il y a peu publiquement, par l'inspection des finances à propos de l'ADRAF », et en jugeant cela « guère étonnant, puisqu'on y retrouve les mêmes responsables à la tête de la région Ouest d'ailleurs » (présidé par M. Harold Martin, RPCR).

Premier « type de manquement » relevé dans ses conclusions : « L'utilisation des fonds publics, dans des proportions considérables, à des dépenses de restauration - dépenses ou dépenses sans aucun rapport avec l'intérêt du service. Pour les seuls mois de janvier et février 1989, les dépenses se montent à plusieurs millions de francs CFP (1) en des lieux les plus divers et à des prix tout à fait étonnants (...). »

Certes, de telles sommes, en dépit de leur importance et de la fréquence de leur engagement, ne signifient pas forcément que l'utilisation se fait au profit d'un parti politique, quoique ce soit manifeste. Cependant, en recoupant les dates des repas avec des extraits de presse, nous sommes parvenus à établir un tel lien. Nous donnerons à cet égard un exemple de combien significatif : le 17 mars 1989, la Région a financé trente-trois repas à midi et douze repas le soir au Banu de La Foa. Coût total : 160 000 F (8 800 F). Or les Nouvelles Calédoniennes rapportent, dans leur numéro 338, page 7, que ce jour-là, M. Gomez était sous-secrétaire à la mairie de La Foa, en présence de M. Jacques Lafleur, les festivités se déroulant toute la journée... au Banu de La Foa. Et nous pourrions donner d'autres exemples de tels graves errements.

##### Associations fictives et subventions familiales

Deuxième « type de manquement » noté par le commissaire du gouvernement : « L'utilisation massive de biens de la Région à des fins électorales. Les chiffres de dépenses, dans le budget initial, supposent une dépense beaucoup trop importante pour une région de la taille de la région Ouest : comme le fait remarquer le requérant, l'utilisation des fonds supposerait l'envoi de six cents lettres par jour ouvrable et l'utilisation du téléphone coût quatre-vingt-cinq fois par jour sans interruption.

Inversement, il est établi que M. Gomez, par exemple, s'est servi de papier à en-tête de la Région et de l'ADRAF pour sa campagne électorale à la mairie de La Foa (...). Vous pouvez relever également que trois numéros de téléphone dont les communications sont très importantes (au total des millions de francs) sont placées, de façon incompréhensible, sur liste rouge. Votre rapporteur a été dans l'incapacité d'en déterminer les titulaires et le renseignement lui a été refusé par l'office des postes. De tels agissements paraissent également inadmissibles.

Troisième « type de manquement » : « La distribution de subventions à des associations loi de 1901. L'instruction a en effet montré que certaines de ces associa-

tions, qui ont reçu des sommes parfois de plusieurs millions, sont fictives, ou, en tout cas, non déclarées (...).

Par exemple, l'Association des réfugiés de l'intérieur et des îles est totalement inconnue (...). L'Association des chômeurs de Dumbéa a reçu 3 500 000 F CFP (192 000 F) : elle a été formée le 16 janvier 1989, est composée uniquement de Wallisiens (six membres dont un employé de la région Ouest) et son président a été élu sur la liste RPCR de Dumbéa le 13 mars suivant... Les subventions aux associations semblent également avoir un objet plus direct, du moins dans certains cas. Ainsi, en janvier 1989, est créée une association « de développement de la côte ouest ». Elle reçoit quelques jours après 3 millions de subventions. Or elle ne compte que trois membres : deux élus du RPCR et l'épouse d'un troisième (...).

La encore, nous pourrions multiplier les exemples, y compris en relevant des cas d'ingérence suspectibles de sanctions pénales. Par exemple, le 14 mars 1989, le bureau de la Région, composé de MM. Harold Martin et des deux vice-présidents, a voté une subvention de 1 million de francs CFP (55 000 F) à la SARL Harold et Bernard Martin, pour un équipement en bétail qui n'a jamais été réalisé, ce qui a d'ailleurs conduit le payeur à rejeter le paiement correspondant, il faut le dire.

Dernier « type de manquement » précisé par ce rapport : « La répartition politique des subventions d'équipement aux particuliers. En effet, sur les deux premiers mois de l'année 1989, force est de constater que plus des deux tiers des subventions octroyées l'ont été à des candidats ou à des élus RPCR, ou encore à des membres de leurs familles.

Ce sont parfois trois subventions qui sont allouées dans la même famille, dans la même exploitation (le commissaire du gouvernement cite sept noms). Parfois, il s'agit de subventions détournées. Les gérants de l'hôtel Banu, de La Foa, qui n'ont aucune activité de pêche déclarée, ont reçu ainsi 600 000 CFP (33 000 F) de subventions accordées à des sociétés dont les gérants sont des membres du RPCR (...).

Plus grave, l'examen détaillé des factures d'équipement ayant



donné lieu à subventions, montre qu'il s'agit, dans la grande majorité des cas, de factures rédigées à la va-vite entre particuliers se revendiquant mutuellement des matériels d'occasion afin de bénéficier d'une subvention. Il n'est pas rare de tomber sur une facture rédigée par le père au bénéfice du fils pour une même exploitation familiale.

L'un des cas les plus frappants que nous avons rencontrés est celui de la femme d'un receveur municipal sans aucune activité agricole déclarée faisant l'achat de matériel lourd, tel que tracteur, ensilencement et broyeur. Son mari, il est vrai, est notoirement militant RPCR... Nous aurons dit l'essentiel quand nous aurons ajouté que, dans bien des cas, le règlement des factures se fait en espèces. C'est d'ailleurs le cas de la facture évoquée à l'instant : la facture était pour une somme de 700 000 F CFP (38 500 F).

Le commissaire du gouvernement avait conclu en soulignant que le mouvement politique représenté par le plaignant avait « un intérêt direct à ce que les fonds publics ne soient pas détournés au profit de ses concurrents » et en estimant, « dès lors qu'un tel détournement est établi », que la recevabilité de la requête de M. Sarran devait « être admise ». Le tribunal en a jugé autrement en considérant que le président du Front calédonien n'avait pas qualité pour agir. L'intéressé envisage de faire appel devant le Conseil d'Etat.

A. R.

(1) Un franc CFP équivaut à 0,055 FF.

#### Les accords de Matignon au jour le jour

Suite de la première page

Tout au plus, laissait-on entendre, une complicité involontaire se nouerait entre le gouvernement socialiste et les indépendantistes qu'une lente sordide conspiration fût à opposer au tout-puissant lobby RPCR. Las ! Depuis le lever de rideau de la provincialisation il y a quatre mois le jeu s'est totalement brouillé.

Plus rocardiens que Michel Rocard, le RPCR et l'Union calédonienne - composante majoritaire du FLNKS - se défont de multiples affinités, au grand agacement des fonctionnaires « casques bleus » du Haut-Commissariat, qui finissent par jouer - paradoxe ! - les trouble-fête.

Dès la séance inaugurale du nouveau congrès du territoire, en juin

gences insolites. Se réclamant du texte de loi référendaire, RPCR et FLNKS se sont ainsi opposés de concert au décret définissant le nouveau profil de l'Agence - qui revient dans le giron de l'Etat après avoir été géré de 1986 à 1988 par la majorité territoriale RPCR avec les méthodes que l'on sait, - au motif que nombre de ses compétences en matière de développement devaient en principe revenir aux provinces. Un dialogue de sourds s'est instauré : l'ADRAF met en avant la nécessité d'une « cohérence territoriale » en matière de développement tandis que les provinces y voient une offensive visant à « court-circuiter » les élus à travers une « politique parallèle ».

Plus paradoxal encore : la direction de l'ADRAF se trouve parfois en porte-à-faux sur des affaires foncières, face à un consensus entre élus-majors « loyales » et indépendantistes.

##### Pondération d'intérêts

C'est pas là la seule facette isolée qu'offre l'application des accords de Matignon. On a reproché à l'administration d'être insuffisamment volontariste, de traîner trop les pieds. Les Canaques n'allaient-ils pas perdre patience si rien ne se concrétisait à court terme ? Or voilà qu'aujourd'hui c'est plutôt la bonhomie d'initiatives administratives qui inquiète.

Pressés d'afficher des résultats au plus tôt - tant d'argent distribué, tant d'opérations engagées, - les hauts fonctionnaires étonnent les élus d'un rythme de travail échevelé. Et ce sont les dirigeants indépendantistes eux-mêmes qui s'en plaignent, conscients de se voir happés par une logique technocratique qui ne fait que creuser davantage le fossé déjà grand avec leur base. Va-t-il falloir organiser un nouveau colloque sur la « temporalité canaque » avec, cette fois, la présence obligatoire du Haut-Commissariat au grand complet ?

C'est vrai que nous avons l'impression que l'Etat ne s'agit pas d'une logique du temps purement européenne, avoue un fonctionnaire. « Notre mission est d'être la mouche du coche, de jouer en permanence un rôle d'aiguillon ». Certes. Mais quelle sera - par exemple - la viabilité du projet touristique du Relais de Mairie Pierre à Hienghène, que l'administration à Nouméa est impatiente de financer, alors que, sur place, la situation foncière entre clans canaques est encore loin d'être clarifiée.

J'ai peur qu'on aille trop vite en les gens sur le terrain ne suivent pas », s'inquiète, de son côté, M. André Goppe, responsable indépendantiste de Ponerihoni, qui doit à une expérience réussie de ferme pilote sur sa commune une solide réputation de sage dans le domaine du développement. « Si 30 % des micro-projets qu'on lance échouent, répond en écho un responsable du Haut-Commissariat, ce sera déjà bien. Mais comment sera-t-il 70 % de petits promoteurs en situation d'échec ? Après les tâtonnements du début, l'emballage actuel, les accords de Matignon n'ont pas encore atteint leur régime de croisière. Gare aux embardées.

FREDERIC BOBIN

#### M. Carignon publie le manifeste du premier courant créé au RPR

Soixante-trois élus du RPR (anciens ministres, députés, conseillers régionaux et généraux), parmi lesquels M. Michel Noir, maire de Lyon, ont signé le « manifeste » du courant VIE (Vitalité, imagination, environnement) que le maire de Grenoble, M. Alain Carignon, a décidé de créer au sein du parti néogauilliste.

C'est précisément en faisant référence d'emblée au gaullisme et à ses racines que le document de dix pages rédigé par M. Carignon place le sens du combat du courant VIE dans le RPR. Face à une « nouvelle culture politique, économique, sociale, internationale, dit le texte, notre nation qui craint le mouvement qui dérange, doit retrouver des points de repère ».

A cette première exigence d'un retour aux sources, le « manifeste » ajoute le droit à la différence interne. « Le RPR doit accepter la diversité en son sein. Une diversité qui peut toujours être vécue de

deux façons, est-il écrit. D'un côté, de façon agressive. En dressant des catégories les uns contre les autres. (...) D'un autre côté, la diversité peut être vécue de façon constructive.

M. Carignon et ses amis choisissent cette seconde voie. Ils expliquent que celle-ci doit permettre à la France de « renforcer ses vitalités, promouvoir l'imagination et s'ouvrir à son environnement ». Le texte détaille chacun de ses « trois efforts prioritaires ».

Le document assure que « les Français veulent mieux d'Etat. Par un nouveau service public, plus libre, plus performant, plus soucieux du service public (...). Trop longtemps, notre pays a symbolisé une puissance publique centralisée, hiérarchisée, bureaucratique qui travaillait de temps à autre ses relations publiques en adaptant des procédures qui étaient nées de « signes extérieurs de gentillesse » recouvrant implacablement la même réalité ».

M. Carignon indique que « notre pays doit être attentif au progrès

social » qui « passe d'abord par un combat de chaque instant pour l'emploi, seul moyen d'assurer l'insertion dans la vie collective ». Le document présente la « ressource humaine » comme « principale richesse de notre économie » et il se prononce pour la « flexibilité », gage, selon M. Carignon, de l'adaptation des entreprises au marché.

Esperant que notre pays dépasse les « déchirures constantes » qui marquent depuis plusieurs siècles « son développement géographique et son débat politique », M. Carignon se penche, enfin, sur le rôle de la France dans l'histoire. « De longue date, souligne-t-il, notre pays a su porter des messages, des valeurs qui lui ont assuré dans le monde une place particulière. Des valeurs de liberté, de justice, d'innovation. Or, depuis quelques années, nous avons tendance à ne plus être à la hauteur de cet héritage. L'Etat cherche son souffle. Sa place est discutée. Sa voix est moins écoutée. (...) Unis dans l'effort comme soudés dans les résultats, la France et les Français doivent

répondre aux terribles enjeux qui nous attendent. Dans ce contexte, notre mouvement ne doit pas être en retard ».

Parmi les signataires du manifeste, on trouve huit députés : MM. Léon Bertrand (Guyane), Jean-Paul Charé (Loire), Jean-Michel Dubernard (Rhône), Xavier Dugoin (Essonne), Philippe Legras (Hauts-de-Seine), Jean de Lipkowski (Charente-Maritime), Jean-Claude Mignot (Seine-et-Marne) et Michel Noir (Rhône). Ainsi que huit sénateurs : MM. Jean-Pierre Camoin (Bouches-du-Rhône), Charles Descoms (Isère), Adrien Gouteyron (Haut-Loire), Hubert Haenel (Haut-Rhin), M. Hélène Missoffe (Val-d'Oise), MM. Lucien Neuwirth (Loire), Maurice Schumann (Nord) et René Tregouet (Rhône). On remarque aussi parmi les signataires, M. Philippe Dechartre, gaulliste de gauche, ancien ministre. MM. Philippe Seguin, Michel Barnier, Etienne Pinte et François Fillon n'ont pas signé ce manifeste rénovateur.

#### Les maires socialistes ne veulent plus de communauté urbaine

Les maires socialistes de l'agglomération parisienne ne veulent pas être oubliés dans la mise au point du « plan Rocard pour l'Ile-de-France ». Ils l'ont dit clairement, mardi 13 novembre, lors d'une réunion du Centre d'études et de documentation de l'agglomération parisienne, qui regroupe les maires des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, membres du PS et du MRG.

Aucun d'entre eux ne veut d'une « communauté urbaine » regroupant la banlieue parisienne, idée pourtant émise au printemps par M. Gilles Catoire, maire socialiste de Cligny, dans le dessin, non dissimulé, de réduire le poids du RPR. Aucun de ses élus, en effet, n'est prêt à abandonner la moindre parcelle de ses pouvoirs. Pourtant M. Catoire continue à dire que « le débat sur les structures intercommunales n'est pas tranché ; il faut d'abord une structure spécifique à la région parisienne ». C'est là une différence d'analyse avec M. Michel Rocard, qui estime, maintenant, que le problème ne peut être réglé qu'au niveau de la

région tout entière, et non de la seule proche banlieue de Paris. De même, alors que le premier ministre n'exclut pas des mesures contraignantes pour les municipalités, M. Marcel Debarge, maire du Pré-Saint-Gervais et sénateur socialiste, pense que tout peut se régler par de « simples contrats de coopération », négociés librement par les communes directement concernées.

Surtout, les maires socialistes de l'agglomération paraissent penser que la plupart de leurs difficultés sont les conséquences de la politique menée par le maire de Paris. Or Rocard ne s'attaque que de fort loin à cet aspect du dossier.

Pourtant, les maires socialistes ne veulent pas donner l'impression qu'ils critiquent le « plan Rocard ». Ils souhaitent simplement être associés à sa préparation. Ils vont donc demander à être reçus par le chef du gouvernement et par les ministres concernés et aussi que ce plan, a insisté M. Debarge, soit « étoffé pour le logement des plus démunis ».

Th. B.



# EUROPE 93

La libre circulation dans la Communauté

## Les pays signataires de l'accord de Schengen ont franchi une étape décisive

Au terme de deux jours de négociations, les représentants des cinq pays signataires de l'accord de Schengen — Allemagne fédérale, Belgique, France, Luxembourg et Pays-Bas — ont décidé, le lundi 13 novembre, à Bonn, de présenter à la signature de leurs gouvernements la convention finale qui organisera l'ouverture de leurs frontières communes. Rédigée par un groupe d'experts des différents pays,

la convention pourrait être signée le 15 décembre prochain à Schengen (Luxembourg) avant d'être soumise à la ratification des Parlements de chacun des pays signataires.

Ce n'est qu'après ces formalités, dans environ dix-huit mois, que les contrôles aux frontières communes pourraient être supprimés. Ce délai est jugé généralement nécessaire pour

mettre en place les différents moyens techniques — visas pour les ressortissants des pays tiers, système informatisé d'échanges de données, nouvelles procédures de contrôles aux aéroports, coopération policière internationale, etc. — propres à maintenir un minimum de surveillance malgré la suppression des contrôles frontaliers. M. Lutz Stavenhagen, secrétaire d'Etat ouest-allemand auprès de M. Helmut Kohl,

a néanmoins souligné que les pays signataires allaient examiner divers allègements susceptibles d'être mis en place avant même l'entrée en vigueur de la convention. Il a aussi indiqué que son gouvernement était favorable à la suppression des visas pour les Hongrois désirant pénétrer sur le territoire des Cinq.

Ce n'est ainsi qu'en 1991 que les ressortissants des pays de l'accord de Schengen pourront passer chez leurs voisins sans être contrôlés. Plus d'un an de retard sur le calendrier parce que ouvrir les frontières intérieures a posé des problèmes inattendus aux Etats qui, il y a maintenant quatre ans, décideront de faire un pas décisif dans la construction européenne.

Le 14 juin 1985, dans le petit village luxembourgeois de Schengen, choisi à dessin pour sa situation géographique au carrefour de la France, de l'Allemagne et du Luxembourg, M<sup>me</sup> Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, signait au nom du gouvernement français un accord prévoyant que les ressortissants de France, d'Allemagne, de Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg pourraient bientôt traverser les territoires de chacun d'eux sans subir de contrôle de police. L'accord, qui se voulait le « laboratoire de l'Europe de 1993 », date prévue pour l'abolition de toutes les frontières intérieures de l'Europe des Douze, devait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

On sait déjà que l'horizon ne sera pas respecté, mais les ministres chargés des affaires européennes se montrent désormais optimistes, convaincus que les obstacles rencontrés lors des négociations antérieures sont définitivement dépassés. Les difficultés n'ont en effet pas manqué, soulignées par les administrations policières chargées de penser la modalité de la mise en pratique du traité. Selon celles-ci, l'accord de Schengen aurait été inapplicable si n'étaient

pas prises en même temps des « mesures compensatoires » propres à contrebalancer la « perte de sécurité » découlant de l'ouverture des frontières.

En France, ce sont des experts des ministères de l'intérieur, de la justice, des affaires étrangères et de la défense qui, au rythme de quelques cinquante réunions annuelles, ont été chargés de réfléchir et de proposer à leurs collègues européens leurs solutions. Mais parce que les problèmes discutés concernent en premier chef les services de police, et parce que, en la matière, les mauvaises habitudes prévalent, ces rencontres se sont déroulées dans la plus parfaite discrétion, sinon, aux dires de certains, dans la clandestinité. Ce qui n'a pas manqué d'alarmer juristes comme associations d'aide aux réfugiés, directement concernés par la matière des discussions.

### Droit de poursuite et droit d'observation

Trois domaines où les accords de Schengen auront des conséquences immédiates ont fait la matière des discussions les plus âpres entre les négociateurs : le droit de suite transfrontalier, l'échange de données informatisées, et le droit d'asile. D'autres sujets tels que l'extradition, les contrôles dans les ports et aéroports, la lutte contre le trafic des stupéfiants et la fiscalité ont également suscité quelques controverses, sinon quelques cafouillages entre ministres pressés d'annoncer comme acquis des mesures que d'autres démentaient aussitôt. Dernier en date de ces

incidents, la récente déclaration, par M. Engelhard, ministre ouest-allemand de la justice, qu'un accord venait d'être conclu sur le droit de suite transfrontalier, annonce infirmée quelques heures plus tard par son collègue belge, M. Melchior Wathelet.

En bonne logique policière, le problème du droit de suite transfrontalier est simple : sachant qu'un criminel pris sur le fait pourrât, pour échapper à ses poursuivants, bientôt passer dans le pays voisin sans se heurter à un contrôle, faut-il autoriser les policiers à y continuer leur chasse ? Faut-il de même permettre ce que les négociateurs, d'un discret euphémisme, nomment « l'observation transfrontalière », c'est-à-dire les filatures d'un pays à l'autre.

Dès l'origine, les Allemands se sont prononcés pour un droit de poursuite sans aucune limitation, se heurtant aux réserves belges, françaises, néerlandaises et luxembourgeoises au nom de divers arguments où le respect des seules règles légales n'occupait pas toujours la première place. Le Luxembourg expliquait ainsi que, compte tenu de la modeste étendue de son territoire, luyards et policiers laissent à leur poursuite auraient été fait de le traverser, sans même sans apercevoir. La France, pour sa part, craignait que des policiers allemands opérant en Alsace, région limitrophe par excellence, puissent rappeler de fâcheux souvenirs.

La réunion de Bonn vient de consacrer le compromis initié par les experts européens : soit les Etats signataires tolèrent, pour une liste d'infractions définies, un droit de poursuite limité en durée, mais donnant droit à interpolation ; soit la poursuite n'est limitée que par la prise de relais des autorités policières nationales. Dans ce dernier cas, par exemple, des policiers allemands pourraient poursuivre un criminel jusqu'à Brest, confiant son arrestation à leurs collègues français entre-temps prévenus. L'« observation transfrontalière », est, quant à elle, acquise. Au-delà de ce contrôle, personne ne peut, si, sur le terrain, les obstacles mis au droit de poursuite seront respectés, voire même pourront l'être.

### 800 000 noms dans l'ordinateur européen

Pour maintenir demain un niveau de sécurité équivalent à celui d'aujourd'hui, les négociateurs ont mis sur l'informatique. C'est elle qui sera le principal outil de la coopération policière internationale. D'ores et déjà, il est prévu d'importants échanges de données informatisées d'origine policière, ce qui suppose la création d'un fichier central accessible à tous les partenaires de l'accord de Schengen, la définition d'une procédure d'interrogation et d'inscription unique, ainsi que des garanties quant à la protection des données collectées.

Depuis décembre 1987, le principe d'un système permanent d'échanges, dit « Système d'Informations Schengen » (SIS), est acquis. En novembre 1988, un groupe d'experts français constitué en « groupe de travail permanent » et composé d'un commissaire de police, d'un ingénieur des télécommunications et d'un capitaine de gendarmerie a remis une étude de

faisabilité qui doit permettre « d'identifier les personnes recherchées et les objets identifiés, de préciser les motifs de recherche, de déterminer l'action prioritaire souhaitée, d'assurer la protection du personnel chargé du contrôle si nécessaire ». Ces experts n'étaient pas chargés d'étudier les problèmes liés à la protection des données.

Selon les conclusions de l'étude, le SIS contiendra les noms et les signalements des personnes « à interpeller » ou à placer « en détention provisoire pour prévenir un danger », ceux des personnes « non autorisées à pénétrer à l'intérieur du territoire Schengen ou expulsées de celui-ci », ainsi que les noms des individus « à mettre en observation » ou ceux dont « le lieu de séjour doit être identifié ». Est également prévue la mise en fiche des véhicules, des armes à feu et des documents d'identité, vivants ou non, signalés volés ou disparus, ainsi que les billets de banque « ou autre catégorie de même dimension ». Le système dont le lieu d'implantation n'a pu encore faire l'objet d'une décision devrait entrer en fonction d'ici deux ans. Il est prévu qu'il aura une capacité de stockage de 1,5 giga-octets (1,5 milliard d'octets) permettant l'inscription de 800 000 personnes et de 6 700 000 objets. Son coût, à partager entre les Etats membres, est évalué à 1 770 000 écus, à quoi s'ajoutent 690 000 écus de maintenance annuelle (1). Chaque pays devra, en outre, installer sur son sol un système additionnel d'interrogation qui, pour la France, devrait coûter 1 150 000 écus.

Toutes ces études n'ont été faites que sous le seul angle technique. La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) en a été soigneusement

tenue à l'écart, n'apprenant leur existence qu'en septembre 1988, soit deux mois avant la date de remise du rapport de faisabilité. Tous les pays signataires de l'accord de Schengen ne disposant pas d'une loi concernant la protection des données, il vient néanmoins d'être décidé d'imposer au système SIS les protections équivalentes à celles dont bénéficie la France, pays où les garanties d'accès, de rectification et de confidentialité sont les plus élevées. La tâche devrait être confiée à une commission composée d'experts des différents Etats.

### L'inquiétude des défenseurs du droit d'asile

Mais c'est en matière de droit d'asile que les inquiétudes suscitées par les discussions quasi techniques de Schengen demeurent les plus vives. Depuis plusieurs mois, déjà, la Commission de sauvegarde du droit d'asile (CSDA), structure qui regroupe en un combat commun une trentaine d'organisations humanitaires et caritatives, se préoccupe des conséquences du traité de Schengen sur l'entrée en France des réfugiés. Les 7 et 8 octobre dernier, les assises européennes du droit d'asile réunies à Genève ont, pour leur part, demandé l'« arrêt immédiat » des travaux du groupe de Schengen (le Monde du 12 octobre). Toutes ces organisations redoutent que les experts n'aient abordé le problème que sous l'angle répressif, priviliant les contraintes de sécurité au détriment du droit d'asile.

Au ministère français des affaires européennes, on regrette ce « mauvais procès » en soulignant que l'accord de Schengen qui permet une plus grande circulation des personnes ne vise pas à res-

treindre les droits acquis mais, au contraire, à élargir un espace de liberté. Mais à lire les documents établis par le « groupe ad hoc immigration », il est indubitable que les experts ont consacré plus de temps à étudier le cas général des « personnes indésirables » que le problème particulier des réfugiés sur le sort desquels aucune réflexion spécifique ne semble avoir été menée. Paradoxalement, affirment les associations de défense, une plus grande ouverture des frontières en faveur des Européens pourrait signifier une plus grande étanchéité pour les réfugiés.

Quoi qu'il en soit, les ministres réunis à Bonn viennent de décider que, en matière d'asile, chaque Etat continuera à suivre ses procédures propres, mais que ces dernières seront désormais coordonnées. Un demandeur qui s'est ainsi vu refuser la qualité de réfugié aura toujours le droit, comme par le passé, de réitérer sa demande auprès du pays voisin mais — et c'est la nouveauté — ce dernier « pourra » maintenant se prévaloir du refus antérieur pour refuser d'instruire la nouvelle demande. Si, au ministère des affaires européennes, on souligne que possibilité ne vaut pas obligation, il reste que ce distinguo semblera vraisemblablement trop subtil aux défenseurs du droit d'asile pour calmer leurs appréhensions.

GEORGES MARION.

(1) 1 écu vaut environ 7 F français.

### Lire aussi

Les Allemands de l'Ouest divisés sur la question de l'union monétaire... page 44

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Téléx MONDIPAR 650672 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »  
Société anonyme  
des locuteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, président,  
et Hubert Beauvillier, fondateur.

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-47-98-61.

Le Monde  
PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-23-91-32 ou 45-23-91-71  
Téléx MONDIPUB 206 136 F

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE

Composant 30-15 - Taper LEMONDE  
ou 30-15 - Taper LM

Imprimeur  
du Monde  
D. L. M. Gombert  
9453 IVRY

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

### ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 360 F	1 360 F	1 800 F	2 450 F

ÉTRANGER : par voie aérienne sur demande.

Pour vous abonner, ENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements  
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse difficiles ou impossibles : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. **PORT PAYS : PARIS RP**

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

### Calendrier

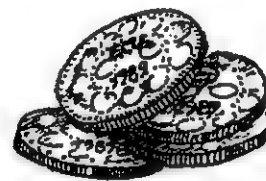
Judi 16, vendredi 17 et samedi 18 novembre : visite officielle de M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, et de M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères (la France assumant la présidence de la Communauté), à Varsovie et à Budapest.

Judi 16 et vendredi 17 : réunion à l'Assemblée nationale, à Paris, des organes des Parlements nationaux spécialisés dans les affaires européennes.

Du lundi 20 au vendredi 24 : session parlementaire à Strasbourg.

## L'EUROPE EN QUESTIONS

QUESTION :



Pourra-t-on un jour régler tous ses achats en écus ?

REPONSE :



Tapez 3616 EUROGUIDE.

3616  
EUROGUIDE

Vous êtes particulier, entrepreneur, élu. Vous vous posez des questions pratiques sur l'Europe. Tapez 3616 EUROGUIDE. EUROGUIDE c'est plus de 4 000 pages à votre service.

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE  
1989 PRÉSIDENCE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DES AFFAIRES  
EUROPÉENNES

سكزا من الامم



هكذا من الاعمال



*"C'est bien d'être sous contrat  
avec un grand constructeur lorsqu'on est  
un jeune pilote."*

**POUR LA 1<sup>RE</sup> FOIS,  
UN CONSTRUCTEUR  
PROPOSE LA VOITURE,  
LE FINANCEMENT,  
L'ASSURANCE ET  
L'ENTRETIEN DANS  
UN SEUL CONTRAT:  
FINANCE 3.**

BMW vient de créer le Contrat Finance 3, une formule absolument inédite dont la nouveauté tient en trois points. Premièrement, il vous offre des conditions de financement tout à fait exceptionnelles, après acceptation de votre dossier bien sûr. Deuxièmement, il propose une assurance mensualisée très avantageuse. Troisièmement, il vous permet de ne plus payer la moindre facture de révision et d'entretien pendant toute sa durée.

Avec le nouveau Contrat Finance 3, tout est pensé, calculé et réglé une fois pour toutes, au franc près, par BMW. Ainsi, avec le Contrat Finance 3, le financement, l'entretien et l'assurance d'une BMW 316i peuvent descendre à 995 F\* par mois pendant la première année.

Le nouveau Contrat Finance 3 de BMW vous donne la certitude de ne plus avoir de mauvaise

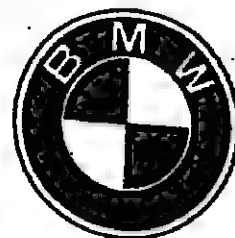
surprise. Depuis l'invention du Contrat Finance 3, choisir BMW n'a jamais été aussi raisonnable.

\* Contrat Finance 3 pour une BMW 316i, 2 portes, boîte mécanique millésime 90 d'un prix d'achat de 99 200 F (prix TTC des matériaux de 8 627,99 F - TVA 25 % incluse) en location avec Option d'achat (avec apport initial correspondant à 15 % du prix de vente - soit la valeur de rachat de la voiture, et un premier loyer de 25 %) soit 11 loyers de 496 F, puis 12 loyers de 1 408 F et 36 loyers de 1 845,12 F. (Coût total en cas d'acquisition, 133 136,32 F sans versement d'acceptation de votre dossier par BMW Finance. Offre valable jusqu'au 31.12.89).

+ 251 F par mois pour l'entretien (valable pour un maximum de 40 000 km en 24 mois et incluant assistance et véhicule de remplacement en cas de panne mécanique ou freins dans des conditions normales d'utilisation, nécessitant plus de 24 heures d'immobilité après remorquage).

+ 246 F par mois pour l'assurance tous risques (conducteur 40 ans, 15 ans de permis, résident à Paris avec garage, bonus 50 %, usage : personnel, franchise 2 500 F).

Les offres d'entretien et d'assurance sont présentées par FNA, courtier agréé par BMW Finance.



BDP MOTOR partenaire de BMW



14 Le procès de Serge Livrozat  
La tentation en Corse

15 L'inauguration du LEP  
17 Exposition : Daumier à Paris

18 Cinéma : le festival de Sarasota  
24 Les retards de la télévision par satellite

# Marseille : une grande mosquée pour des musulmans divisés

## Minaret de luxe ou lieu de foi

Comme à Poissy (Yvelines) et à Creil (Oise), des conflits locaux très ponctuels se poursuivent à propos du port du foulard islamique en classe. Un procès symbolique s'est ouvert devant le tribunal d'instance de Strasbourg, intenté par la Ligue des droits de l'homme : est-ce une incitation à la haine raciale que de mettre un tchador sur une affiche électorale ?

Dans ce contexte tendu, lié à la place de l'islam en France, le souhait récemment exprimé par le maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, de voir s'édifier dans la deuxième ville de France une grande mosquée a réveillé les nombreux et anciens clivages au sein de l'importante communauté musulmane locale. Derrière ce projet s'affrontent les diverses conceptions de l'avenir de l'islam en France : islam politique, islam commercial, ou islam de foi ?

### MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Des obèques de Gaston Deferra, le 12 mai 1986, les musulmans de Marseille se souvenaient avec émotion. In extremis, on était venu chercher l'imam de la mosquée de la rue du Bon-Pasteur pour participer à l'office. Pour la première fois, une prière islamique avait été diffusée au micro dans les principales artères de la ville. Un imam entre un pasteur et un rabbin : jamais la communauté musulmane ne s'était ainsi trouvée à égalité avec les autres confessions. Simple question de justice. Les musulmans de Marseille (près de cent mille) ne sont-ils pas au moins aussi nombreux que les juifs ou les arméniens ?

« Il a fallu la mort du maire pour que nous soyons enfin reconnus », commente amèrement Hadj Ali, le dirigeant de cette mosquée de la rue du Bon-Pasteur, près la porte d'Aix, véritable cœur musulman de la ville. Sur une quinzaine de mosquées de quartier que compte Marseille, celle de Hadj Ali est sans doute la plus grande — mille places — mais, les jours de fête et d'affluence, la foule déborde dans les rues voisines.

De Mohamed Ali, le père aujourd'hui décédé, les plus vieux musulmans de la ville n'ont rien oublié. Un vrai seigneur de l'islam, savant, pieux et charitable. Quand il entrainait dans le restaurant que son fils a repris, tous les clients se levaient de table et allaient lui baiser la main. Ce soir, dans le même lieu, Hadj Ali est d'humeur maussade. Lui qui symbolise une sorte de légitimité historique de l'islam à Marseille, il craint, dans l'actuelle

devoir payer le prix de son indépendance.

Quand il a vu arriver, pour la première fois à Marseille, en mai 1988, le cheikh Abbas, Hadj Ali a tout de suite craint l'opération politique, la « main-mise » du gouvernement d'Alger sur la population musulmane de Marseille, très majoritairement algérienne. Le recteur de la mosquée de Paris avait proposé à Hadj Ali de prendre la tête d'un vaste regroupement de tous les musulmans du sud de la France, de Nice à Bordeaux. Le pouvoir était à prendre. Avec superbe, Ali a décliné l'offre, refusant de travailler avec « la nomenclature maghrébine qui veut transformer les mosquées françaises en officines de renseignement ».

### Le « Bernard Tapie de l'islam »

An prix de multiples crises, la Fédération des musulmans du Sud existe aujourd'hui bel et bien sur le papier, regroupant près de cent cinquante associations. Elle est dirigée par une personnalité plutôt pâle et modérée, le cheikh Bechir Damani, imam de la mosquée de la Capelle, soutenu à bout de bras par l'Amicale des Algériens en Europe, c'est-à-dire l'antenne du F.N. A l'Amicale de Marseille, on ne dément pas l'influence d'Alger, mais, dit Mustapha Zéroual, « nous n'avons pas d'autre but que d'être au service d'un islam ouvert et modéré en France ».

Le clientélisme et l'esprit de clan, qui font partie des habitudes locales, ont fortement déteint sur un communauté musulmane marseillaise pauvre, ballotée, déchirée

dans tous les sens. Hadj Ali a préféré rester dans son fief, plutôt que de partager l'empire. Mais aujourd'hui, il est pris en tenaille entre, d'un côté, les efforts de regroupement et de contrôle algériens, de l'autre, par l'appétit d'un très jeune homme d'affaires musulman, Mustapha Slimani, véritable mécène de l'islam, bien en cour à la mairie, à qui il vient d'offrir un projet de grande mosquée clés en main.

Rien n'est trop beau pour Mustapha Slimani. On l'appelle « le Bernard Tapie de l'islam ». Outre la mosquée proprement dite, surmontée d'un minaret de cinquante mètres, qui pourrait contenir jusqu'à dix sept mille fidèles (au moins trois fois plus que la population régulièrement pratiquante de Marseille !), la maquette déposée le 9 novembre à la mairie et conçue par deux architectes, Frank Agulier et Julien Uralde, prévoit des salles d'ablution, une résidence pour l'imam, une école coranique de 1 000 mètres carrés, un ciné-mathèque, un auditorium, un restaurant, un hôtel trois étoiles, des galeries marchandes. Le tout consacré au monde arabe et musulman.

Le mécène de l'islam marseillais est incapable de préciser le montant de son chiffre d'affaires et même le nombre de ses employés. Mais les halles méditerranéennes des viandes, c'est lui. Le Centre méditerranéen des viandes, c'est encore lui, de même que le Carrefour des viandes islamiques ou le Delta provendal des viandes, etc. Son histoire est celle d'un self made man, plutôt originaire dans l'immigration maghrébine. Mustapha Slimani est né très pauvre à Bougie, en 1955. Entré dans une affaire de boucherie dirigée par son beau-frère, il a commencé de se distinguer au moment de la fête de l'Aïd, qui clôture le Ramadan, en 1988, provoquant la colère des chevillards de la ville et des services vétérinaires du département. Il avait promis à tous les musulmans de Marseille d'égayer rituellement leur monton l'accès de sa ferme, proche de Salon-de-Provence. L'opération aurait été trois fois plus économique que dans les abattoirs municipaux. On sait que le coût dissuasif de l'abattage d'un mouton entraîne chaque année en France des égarments sauvages, dans les rues ou les appartements.

Devant la polémique soulevée par son initiative, M. Slimani a renoncé en 1988 à ce projet, mais il a favorisé la prise de conscience. Il a passé en 1989 un accord avec toutes les autorités locales, y compris M. Robert Vigouroux lui-même, lors de la dernière fête de l'Aïd, le 13 juillet, est venu saluer les musulmans de la ville. C'est là qu'il a, pour la première fois, annoncé son projet de grande mosquée à Marseille.

A tous ceux qui, nombreux sur la Canebière, du côté de la porte d'Aix et dans les quartiers musulmans du nord de Marseille le décrivent comme un magnat sans foi, dévoré par l'argent et l'ambition, Mustapha Slimani ne vient qu'un discours : « Je connais le goût du pain sec trempé dans l'eau chaude. J'ai de l'argent, mais je vis plus simplement qu'un smicard ». Il reçoit ses visiteurs en veste de boucher, blanche mais maculée de sang. Sa vocation dans l'islam est celle, dit-il, de « bienfaiteur ». « Je ne suis qu'un passager sur Terre. La mort existe. Je ne veux emporter que le bien que j'aurai fait ».

### La résolution de Robert Vigouroux

Calé dans son bureau de la mairie de Marseille, M. Robert Vigouroux est plus sphinx que jamais. Il n'entend se laisser impressionner ni par l'humeur intrinsèque de Hadj Ali, pour qui un simple agrandissement de la mosquée de la rue du Bon-Pasteur suffirait aux besoins locaux du culte, ni par les habiles pressions du Tapie de l'islam, ni, enfin, par l'attitude de la Fédération des musulmans du sud, qui est favorable au projet de M. Slimani.

Le maire de Marseille entend réunir au plus vite les différentes parties prenantes de ce conflit. Mais, dès à présent, il pose ses conditions. Ce ne sera pas une « mosquée-hangar ». Il veut un lieu de culte « grand ouvert et transparent ». Elle devra être dirigée par un Français musulman et son financement sera diversifié, ne venant que de pays d'islam modéré. Pour le moment, il garde le secret le plus absolu sur le lieu d'implantation de la mosquée : « On la construira quelque part entre le centre et la périphérie », dit-il avec humour.

En attendant, toute la ville en parle. Le Front national, divisé à Marseille, attend l'arme au pied. Mais l'UDF et le RPR accusent le maire d'avoir lancé cette bombe en pleine affaire des foulards, destinée selon eux à jeter la confusion et à regonfler l'extrême droite avant la prochaine élection législative partielle (destinée à pourvoir le siège de M. Gaudin, devenu sénateur). M. Vigouroux sourit de se voir prêter tant d'arrière-pensées. Pour lui, « la mosquée facilitera l'intégration, et non l'intégrisme ». Ce faisant, il est rejoint par les autorités religieuses de Marseille, comme Mgr Coffy, archevêque, ou le grand rabbin Ouaknin.

Quant au musulman de la rue, il admet que l'affaire est bien mal engagée, que la communauté pêche par ses divisions et son défaut de maturité. « Il faudra choisir entre un islam de luxe et un islam de foi », souligne Shabeddine Bariki, directeur de Radio-Gazelle.

HENRI TINCO

### A Strasbourg

Tchador et coiffe alsacienne

### STRASBOURG

de notre correspondant

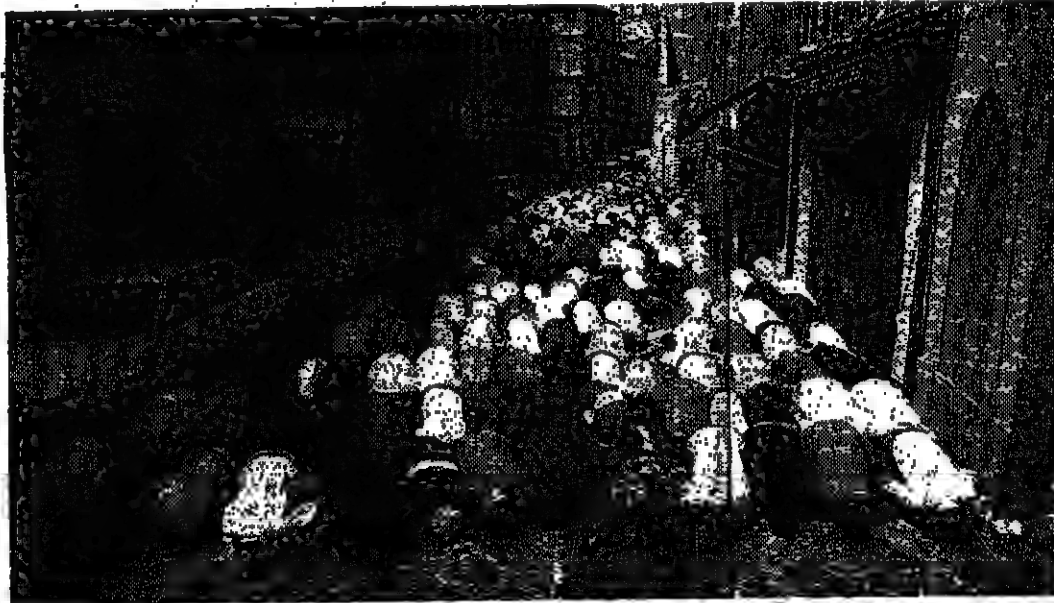
Voiler d'un tchador une Alsacienne sur une affiche électorale, est-ce une incitation à la haine raciale ? C'est ce qu'a plaidé, lundi matin 13 novembre, devant le tribunal d'instance de Strasbourg, M. Alain Marx pour la Ligue des droits de l'homme. L'affiche incriminée avait été collée à Strasbourg et dans la région par le Front national durant la campagne des législatives et des régionales de mars 1986. « L'Alsace, « notre » région pour combien de temps ? » demandait-elle, avec la silhouette d'une Alsacienne dont la coiffe traditionnelle — le grand ruban noué — est remplacée par un tchador. Derrière elle, sur une gravure de Hansi — surmontant le voile des femmes musulmanes ; en fond, la cathédrale de Strasbourg transformée en mosquée.

La Ligue des droits de l'homme avait immédiatement réagi en choisissant d'attaquer à la fois le Front national et sa tête de liste Robert Spielier sur le terrain civil pour éviter l'obstacle de l'immunité parlementaire. M. Spielier avait en effet été élu en mars 1986 député et conseiller régional (FN). Mais l'affaire, reportée à de nombreuses reprises, n'a abouti à l'audience que trois ans plus tard.

Le paradoxe, c'est que Robert Spielier, présent à l'audience, n'est plus membre du Front national. Démissionnaire à la mi-septembre 1989, il a créé une association, Alsace d'abord, qui assume complètement l'affiche litigieuse : elle l'a remaniée et collée en ville la veille de l'audience.

Côté Ligue des droits de l'homme, on lit sur cette affiche le « refus de l'immigration non européenne » et donc une incitation raciste, qui n'a rien à voir avec la polémique scolaire actuelle. En face, la défense s'est partagée : pour Robert Spielier lui-même, M. Jean-Louis Feuerbach a souligné le « devoir d'homme politique » exercé par son client qui prévoyait ainsi les problèmes actuels d'intégration des immigrés de religion musulmane. Pour le Front national, M. Jean-Pierre Riebert a insisté sur le caractère purement électoral de cette affiche. Jugement le 14 décembre.

JACQUES FORTIER



Des musulmans en prière devant la mosquée de la rue du Bon-Pasteur, à Marseille.

### Les suites de l'affaire des « foulards islamiques »

#### Les enseignants-sentinelles de Poissy

Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) « fait confiance aux enseignants et à l'école » pour résoudre le problème du port du foulard islamique à l'intérieur des établissements scolaires, a expliqué M. Jean-Louis Auduc, secrétaire général adjoint du syndicat, lundi 13 novembre au collège Gabriel-Havez de Creil (Oise), où les trois jeunes élèves musulmans qui ne sont plus admises en classe avec leur foulard travaillent toujours en bibliothèque.

La situation est plus tendue encore au collège des Grand-champs, à Poissy (Yvelines), où les enseignants ont décidé de ne plus accepter les élèves qui portaient un foulard islamique non seulement en classe, mais aussi dans l'enceinte de l'établissement. Cette décision, prise « à une grande majorité » des soixante-quatre professeurs du collège, contraint la jeune Ghosala, quatorze ans, qui avait accepté depuis la rentrée des vacances de la Toussaint de retirer son foulard en classe, à passer la journée au parloir sous la surveillance constante d'enseignants qui se relaient auprès d'elle.

Lorsqu'il s'agit d'enseignants qui portent le voile, M. Auduc a affirmé : « C'est une provocation intégrée, ces personnes n'ont rien à faire dans l'éducation nationale ». Une enseignante d'une école de Montigny (Val-d'Oise) convertie à l'islam a été mise en garde par l'inspecteur d'académie, devant lequel elle s'est engagée à

« ne provoquer aucun prosélytisme ». Dans l'école primaire où elle s'occupe des enfants en difficulté scolaire, sa tenue vestimentaire n'avait jusqu'à présent suscité « aucune réclamation », selon la responsable locale des parents d'élèves. L'inspecteur d'académie lui a toutefois rappelé que « le règlement interdit le port d'insignes d'appartenance à un groupe religieux ou politique dans l'enceinte des établissements scolaires et pas seulement dans les classes ».

Le même discours avait été tenu, par l'inspecteur d'académie de Montpellier, à l'Institutrice de Fabrègues (Hérault), également convertie à l'islam, qui avait annoncé son intention de porter une cagoule en guise de foulard islamique, lundi 13 novembre (Le Monde du 7 novembre). Cette dernière a décidé de se soumettre, mais a obtenu sa mutation.

La position du gouvernement français dans l'affaire du voile islamique a été critiquée, vendredi 10 novembre à Beyrouth, par le cheikh Mohammed Hassan Fadallah, guide spirituel des intégristes pro-iraniens au Liban. Les autorités françaises s'opposent au port du foulard étant donné, a-t-il expliqué, qu'elles craignent réellement que les quatre millions de musulmans qui résident en France se transforment en intégristes et deviennent conscients de leur force car ils changeraient alors le visage de ce pays ».

#### M. Malhuret propose un « pacte de non-agression » sur l'immigration

Un pacte de non-agression entre la droite et la gauche sur l'immigration, c'est ce que demande M. Claude Malhuret. Le secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme dans le gouvernement de Jacques Chirac en 1986-1988, aujourd'hui maire UDF de Vichy (Allier), affirme dans une interview à Libération que la gauche, depuis 1984, « a joué à l'apprenti sorcier » sur ce thème.

Aujourd'hui, dit-il, « l'affaire du voile islamique, la paralysie des mécanismes de sélection des demandeurs d'asile politique, les problèmes posés à certaines municipalités par la proportion d'enfants immigrés dans leurs écoles, tout contribue à placer les socialistes dans une position délicate ».

Il faut donc, ajoute M. Claude Malhuret, que chaque camp « prenne des positions claires à l'égard de ses propres extrémismes ». Sur des sujets fondamentaux, il n'est pas souhaitable, selon lui, d'opposer une loi « de droite » à une loi « de gauche », réversible à chaque changement de majorité ».

SHALOM COHEN

## DIEU EST UN BARIL DE POUDRE

Israël et ses intégristes

Un vol. 240 pages, 95 F

**Calmann-Lévy**

« Les bons esprits (...) doivent d'urgence lire le dernier livre de Shalom Cohen. » Bernard Poulet - L'Événement du Jeudi

« Dieu est-il un baril de poudre ? Au Proche-Orient la réponse est oui. Shalom Cohen, qui pose aujourd'hui cette question pertinente, nous raconte un Israël étrange. » Josette Alia - Le Nouvel Observateur

« De ce voyage dans les dédales du judaïsme orthodoxe, Shalom Cohen ramène une carte nuancée qui met en garde contre les amalgames. » Alain Frachon - Le Monde

« Le livre de Shalom Cohen décrit de façon passionnante la montée de l'intégrisme en Israël et la mosaïque des partis religieux les plus divers. » Thérèse Obrecht - Le Journal de Genève

« Ce livre est une nécessaire mise au point pour tous ceux qui essaient de comprendre Israël (...) une mine à découvrir. » Brigitte Stora - Passages

سكننا من الاله



حکومتی

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Serge Livrozet devant la cour d'assises de Paris

Lettres libres et faux billets

Serge Livrozet, écrivain, fondateur en 1972 du comité d'action des prisonniers, comparait depuis lundi 13 novembre devant la Cour d'assises de Paris en compagnie de deux autres hommes sous l'inculpation de contrefaçon de billets de banque après la découverte, en août 1988, dans l'imprimerie « les lettres libres » dont il était le gérant, de 70 millions de francs en faux billets de 100 francs.

« L'article 139 du code pénal puni de la réclusion criminelle à perpétuité ceux qui auront contrefait ou falsifié des billets de banque... »

Cette mention écrite en petits caractères sur toutes les coupures de papier de la monnaie française, Bernard Chatron, quarante-trois ans, et Pierre Cron, quarante-huit ans, l'ont nécessairement lue à plusieurs dizaines de reprises en vérifiant que chaque détail était conforme au texte original. Puis ils l'ont imprimée 668 200 fois en réalisant autant de faux billets de 100 francs à l'effigie d'Eugène Delacroix, parvenant ainsi à fabriquer près de 70 millions de francs, ce qui constituait l'une des plus importantes contrefaçons découvertes en France.

Aussitôt ce travail réalisé, la police faisait irruption dans l'imprimerie des lettres libres, 123, rue de Crimée, dans le dix-neuvième arrondissement de Paris. Le « renseignement » obtenu par les policiers était bon, et lundi 13 novembre, les deux

hommes comparaissent devant la cour d'assises de Paris pour répondre du crime de « contrefaçon de billets de banque ». Féroce, le président, Maurice Colomb, leur a lancé : « Je ne vous indique pas la peine encourue, vous la connaissez. »

Chatron et Cron ne discutent pas ; ils reconnaissent les faits. Aussi, ce procès s'annonce-t-il comme une audience banale, sans difficultés particulières pour les magistrats et les jurés s'il n'y avait pas un troisième accusé. Celui-ci fait partie de ceux qui obligent la justice à marcher à pas mesurés et à s'interroger sur elle-même. Serge Livrozet, cinquante ans, se présente lui-même comme le fils d'une prostituée. Cette circonstance, il en subira « l'empreinte » en l'illustrant par deux rapports de police : « L'un a été établi en 1962, l'autre en 1987, mais ils comportent les mêmes mots : « fils d'une prostituée et il a toujours fréquenté la délinquance ». Sur ma tombe, un jour on écrira cela », soupire Livrozet.

Délinquant, certes, il l'a été et, malgré la mesure de réhabilitation prononcée en sa faveur par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris en 1983, qui interdit de parler de ses condamnations, il évoque lui-même la succession de petits larcins conduisant à un vol de coffret. Mais, dans son esprit, il s'agit plutôt de réappropriation. « Je suis plutôt libertaire », clame Livrozet, qui préférerait le mot « anarchiste » s'il n'était pas associé aux poseurs de bombes. Et il parle comme un tribun de ses convictions, de son combat pour

la réinsertion des anciens détenus, de la création avec Michel Foucault du Comité d'action des prisonniers (CAP) dont il a été le président.

D'une voix chevêche, Livrozet évoque le lancement du journal *Libération* auquel il a participé avec Jean-Paul Sartre et Maurice Clavel. Écrivain de talent, il a publié onze livres. Il en évoque quelques-uns et s'arrête sur *Lettres d'amour à l'enfant que je n'aurai pas pour expliquer : « Je préfère adopter un enfant qui meurt de faim que de faire un petit gâché de plus. »*

L'empreinte

Intarissable, Livrozet séduit autant qu'il agace. Simone Gaillard le décrit comme « extrêmement sympathique et peut-être un peu naïf, un peu idéaliste ». Pour le comédien Denis Manuel « c'est un exemple parfait de la réinsertion » et une quinzaine de témoins de moralité viennent dire tout le bien qu'ils pensent de Serge Livrozet : « un homme profondément honnête ».

Alors, que fait cet homme dans le box entre deux accusés qui n'ont qu'une plus de chance que lui ? L'explication se trouve, en termes différents, dans l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation et dans le livre de Livrozet. Lors de la fabrication des faux billets, il était absent de cette imprimerie qu'il gère en partie. Chatron et Cron confirment qu'ils ont fait de la fausse monnaie sans l'en informer. Cependant, ses empreintes ont été retrouvées sur les films destinés à la préparation de l'impression. Dans son ouvrage intitulé

*L'Empreinte*, Livrozet affirme qu'il a eu ces films en main uniquement lorsque Bernard Chatron lui a parlé de son projet et qu'il a tout fait pour l'en dissuader. Convaincu d'avoir réussi, il ne pensait pas que son ami céderait à la tentation.

Cette empreinte semble être la seule charge objective. Aussi, pour Livrozet, ses annués judiciaires auraient d'autres sources : contester la justice, créer le Comité d'action des prisonniers, publier des livres comme *Aujourd'hui la prison*, tustiger les hommes politiques justifierait, à ses yeux, l'acharnement de la police et des pressions sur le juge d'instruction.

Pour l'accusation, les empreintes et les « codes » utilisés dans certaines conversations téléphoniques sont des charges suffisantes pour entrainer sa culpabilité. Trompé ou trompeur, coupable ou innocent, les jurés devront se faire une opinion, notamment sur la traversée des faits tels qu'ils leur seront décrits le 14 novembre.

Mais, quel qu'il en soit, il faut bien constater que la justice a montré quelques incohérences envers Livrozet. Placé en détention provisoire le 29 août 1988, il était mis en liberté sous caution judiciaire le 13 mars 1987. Mais sur appel du parquet, la chambre d'accusation ordonnait sa réincarcération le 2 avril 1987. Cependant, cette décision n'a été exécutée que le 20 août 1988. Trois mois avant que l'on décide de le libérer à nouveau, le 12 novembre 1989, conformément à la loi, Livrozet s'est constitué prisonnier avant de comparaître.

MAURICE PEYROT

A Madrid

Le tribunal suprême a examiné le recours en appel de Jean-Philippe Casabonne

Le procès en appel de Jean-Philippe Casabonne, le jeune surveillant d'internat de Bordeaux, accusé de collaboration avec l'ETA et emprisonné depuis deux ans et demi en Espagne, a eu lieu lundi 13 novembre devant le tribunal suprême à Madrid. De nombreux représentants de syndicats d'enseignants français, qui font campagne pour obtenir sa libération, étaient présents à l'audience, qui a duré moins d'une heure et, à laquelle l'accusé n'a pas assisté.

MADRID

de notre correspondant

Dans la nuit du 5 au 6 juillet 1987, deux membres de l'ETA en provenance de France, Inés del Río et Angel Luis Hermosa, étaient arrêtés à Saragosse. Dans leurs premières déclarations, ils recommandaient de diriger vers la Costa del Sol, où ils devaient s'installer clandestinement dans un appartement de Torremolinos, une station balnéaire proche de Malaga. Quelques heures plus tard, la police effectuait une perquisition à l'adresse indiquée par les deux activistes et y arrêtait Jean-Philippe Casabonne. Celui-ci fut écroué et jugé en décembre 1988 par l'Audiencia nacional, la juridiction centrale compétente en matière de terrorisme, qui le condamna à six ans de prison (le *Monde* du 11 et 12 décembre 1988).

Le tribunal ne prit pas en compte les arguments de la défense.

qui fit valoir que Casabonne ignorait tout de l'appartenance de Inés del Río et Angel Luis Hermosa à l'ETA militante. Le jeune Français recommandait certes les avoir rencontrés à Bordeaux, par l'intermédiaire d'un ami commun, et avoir loué à leur intention l'appartement de la Costa del Sol. Mais il affirmait les avoir simplement pris pour des réfugiés basques ayant besoin d'aide.

Faire un exemple

Les deux défenses, l'avocat espagnol José Miguel Gorostiza et son collègue français Jean-François Blanco, allaient donc interjeter appel devant le Tribunal suprême, en contestant la manière dont l'Audiencia nacional avait apprécié les éléments de preuve apportés par l'accusation.

José Miguel Gorostiza a souligné que le comportement de Casabonne n'avait rien de celui d'une personne collaborant sciemment avec l'ETA. Il a rappelé que le jeune Français était entré en Espagne avec ses véritables papiers d'identité, et qu'il avait loué l'appartement de Torremolinos à son nom, prenant lui-même contact avec l'agence de location, sans prendre la moindre mesure de précaution. « Si Casabonne avait eu conscience de collaborer avec une

organisation clandestine, il se serait bien évidemment comporté tout autrement », a ajouté l'avocat.

La défense a également mis en cause l'interprétation donnée par l'Audiencia nacional au concept de « collaboration avec bande armée » imputé à Casabonne. Une interprétation qui, a assuré M. Gorostiza, « pourrait désormais conduire la justice espagnole à condamner tous ceux qui aident les réfugiés basques en France ou sont en contact avec eux ».

Quant au représentant du ministère public, il s'est lui déclaré d'accord, dans une très brève intervention, avec la sentence de l'Audiencia nacional. Une sentence qui démontre amplement, à ses yeux, que Casabonne était parfaitement conscient de collaborer avec des membres de l'ETA. Le procureur a notamment fait valoir à cet égard qu'il était absurde d'affirmer vouloir aider de simples réfugiés en les logeant précieusement dans le pays qu'ils avaient fui.

La sentence devrait être confirmée dans une quinzaine de jours. M. Blanco a annoncé qu'il avait demandé au tribunal de prononcer pas l'acquiescement, il présenterait un recours devant la Cour constitutionnelle à Madrid, et devant le Tribunal des droits de l'homme de Strasbourg. Il a accusé la justice espagnole de vouloir « faire un exemple » avec Casabonne, le premier (et unique) Français emprisonné pour collaboration avec l'ETA. Il a enfin précisé qu'il n'entendait nullement demander une remise de peine, car ce serait là, a-t-il estimé, reconnaître implicitement la culpabilité de son client.

L'idée d'une mesure de grâce a été effectivement évoquée à plusieurs reprises à Madrid. Une hypothèse à laquelle le ministre de la justice espagnole, M. Enrique Múgica, affirme-t-on de bonne source, ne serait toutefois personnellement pas du tout favorable.

THÉRIE MALINIAK

La tension en Corse

Un incendie criminel détruit la chambre d'agriculture d'Ajaccio

Un violent incendie d'origine criminelle a détruit, lundi 13 novembre, en fin d'après-midi, les bureaux installés dans les quatre étages de l'immeuble qui abrite la Maison de l'agriculture et de la forêt nord de la ville d'Ajaccio.

BASTIA

de notre correspondant

L'incendie visait plus directement les locaux de la chambre régionale d'agriculture, qu'une centaine de militants du Syndicat des agriculteurs (SCA, tendance nationaliste) occupaient depuis le début de l'après-midi. Ces agriculteurs revendiquent un plan global de relance de leur activité et la démission de M. Lucien Tiroli, le président de la chambre régionale d'agriculture dont l'élection aurait été, selon eux, entachée par des fraudes.

Vers 19 h 30, alors que le préfet de police, M. Jean Thiebaut, arrivait sur les lieux pour annoncer l'accord qu'il venait de passer avec une délégation du SCA reçue pendant plus d'une heure et demie à la préfecture, les occupants de la chambre régionale d'agriculture fuyaient précipitamment. Aussitôt une forte explosion retentissait dans le bâtiment, provoquant le début d'un incendie dont le développement était rapidement favorisé par l'explosion d'une vingtaine de charges reliées à de petites bouteilles de gaz.

« Pourtant, il y a eu dialogue normal entre la préfecture et la délégation syndicale. Je venais annoncer qu'une médiation ministérielle serait rapidement engagée avec les agriculteurs pour examiner leurs revendications », commentait M. Jean Thiebaut. De leur côté les responsables du SCA semblaient surpris par la soudaine aggravation de la situation. « Nous comprenons pas. Nous demandons que les fraudeurs soient démissionnaires, la mise à part des syndicats dans les commissions mixtes départementales, la refonte des listes électorales agricoles, la dissolution des chambres, un plan complet de réorganisation des moyens et des responsabilités, la prise en compte d'un développement de toutes les productions », déclarait M. Mathieu Finidori, responsable du SCA.

M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, a exprimé dans un communiqué « [sa] plus grande réprobation sur les actes de violence commis lundi soir sur les bâtiments de la chambre d'agricul-

ture d'Ajaccio (...). De tels agissements vont à l'encontre des intérêts des agriculteurs corses et de la vie économique de l'île (...). Cet établissement public chargé de faire le lien entre les professionnels et les pouvoirs publics peut compter sur le soutien du ministère de l'agriculture et de la forêt pour poursuivre sa mission. »

Dans la matinée ce sont les commerçants et artisans de la Fédération corses des commerçants et artisans (FCCA, tendance nationaliste) qui avaient organisé un rassemblement devant la chambre des métiers de la Corse-du-Sud à Ajaccio. Les responsables de la FCCA, qui réclamaient une « moralisation » de la vie syndicale, y avaient brûlé les photocopies des listes électorales professionnelles.

Dimanche, à l'issue de leur assemblée générale, (le *Monde* du 14 novembre), les militants du mouvement nationaliste, A. Cuncta nazionalista avaient annoncé de nouvelles formes d'actions « sur tous les terrains de lutte ».

MICHEL CODACCIONI

Après les révélations du « Canard enchaîné »

M. Jacques Médécine prépare une contre-attaque

NICE

de notre correspondant régional

Au terme d'un voyage d'une quinzaine de jours en Argentine et aux Etats-Unis (1), M. Jacques Médécine (RPR) de Nice et président du conseil général des Alpes-Maritimes, devait rentrer dans sa ville le mardi 14 novembre, dans le cadre de l'investiture de la mairie. Selon son entourage, il prépare une contre-attaque après les révélations publiées par le *Canard enchaîné* sur les résultats d'une perquisition effectuée à son domicile le vendredi 27 octobre (le *Monde* daté 12-13 novembre) dans le cadre de l'investiture de la mairie. M. Médécine devrait y intervenir le jeudi 16 novembre après s'être concerté avec ses collaborateurs et son avocat, M. Henri-Charles Lambert.

Lieu - symbolique - de cette contre-attaque : les premières Assises internes de la déformation, qui se tiennent à Nice depuis le lundi 13 novembre. M. Médécine devrait y intervenir le jeudi 16 novembre après s'être concerté avec ses collaborateurs et son avocat, M. Henri-Charles Lambert.

Le délai que s'est imposé le maire de Nice pour s'exprimer déçoit, au demeurant, à toutes ses habitudes, qui le portent, au contraire, à réagir très vite aux attaques dont il peut faire l'objet. Bien qu'il se déclare « confiant », ses proches pensent qu'il devrait être vraisemblablement inculpé par le magistrat instructeur de Grenoble chargé du dossier. M. Lambert, qui qualifie les arguments de M. Colonna de « technique juridique d'amalgame », a toutefois exclu que M. Médécine demande lui-même son inculpation par anticipation.

Les perquisitions

L'entourage du maire de Nice a également apporté des précisions sur les perquisitions effectuées par des inspecteurs de la direction centrale de la police judiciaire. Ceux-ci sont arrivés à Nice le lundi 23 octobre et auraient eu un entretien avec le préfet des Alpes-Maritimes, M. Yvon Olivier. Au cours des trois jours suivants, ils ont successivement perquisitionné au siège du mensuel *Action Nice-Côte d'Azur* - dont M. Médécine est directeur - jusqu'en juin dernier, la quasi-totalité des parts - et des associations Nice-Opéra et Nice-Accropolis.

Le vendredi 27 octobre, en début de matinée, ils se sont présentés au cabinet du maire de Nice pour informer celui-ci de leur intention de procéder à une perquisition à son domicile privé, dans une aile de l'ancien palais de la préfecture, 10, rue de la Préfecture, au cœur du vieux Nice. Contrairement à ce qu'a indiqué le *Canard enchaîné*, M. Médécine n'a pas assisté personnellement, comme il en aurait eu le loisir, à la perquisition, qui s'est déroulée en présence de deux de ses témoins.

Par ailleurs, en marge de cette affaire, M. Colonna a indiqué, lundi, qu'il avait décidé de poursuivre en diffamation M. Christian Estrozi, député RPR des Alpes-Maritimes, qui l'avait mis en cause dans une interview à FR3 Côte d'Azur diffusée le vendredi 10 novembre (le *Monde* daté 12-13 novembre).

GUY PORTE

(1) M. Médécine était invité en Argentine par le président Carlos Menem, qu'il était allé soutenir pendant sa campagne électorale en avril dernier. Après l'Argentine, il a séjourné en Floride, où il a notamment inauguré, au Musée d'art moderne de Sarasota, près de Miami, une exposition consacrée à l'école de Nice.

MÉDECINE

L'avant-projet de loi sur la bioéthique

La CNIL insiste sur le respect des droits du malade

Dans un avis rendu public, mardi 14 novembre, la commission nationale Informatique et libertés (CNIL) vient de prendre position sur le titre VI de l'avant-projet de loi Braibant sur « les sciences de la vie et les droits de l'homme ».

Ce texte vise à permettre aux médecins de transmettre en toute légalité (contrairement à ce qui se passe aujourd'hui) des données médicales nominatives aux organismes de recherche médicale, afin de réaliser certains travaux statistiques d'épidémiologie et d'économie de la santé.

En l'état actuel du droit, cette situation, régulièrement dénoncée par les pouvoirs publics et par les spécialistes médicaux, interdit aux praticiens, en vertu du secret médical, de transmettre de telles informations.

La CNIL estime que le texte de l'avant-projet de loi ne garantit pas suffisamment les droits des

malades, « puisque l'on prévoit seulement que les patients seront informés dans les lieux de soins (par exemple par voie d'affichage) de l'éventualité de l'utilisation de leurs données à des fins de recherche médicale et de la possibilité de s'y opposer ».

La CNIL considère que « le respect du droit à la vie privée des patients » implique que cette information, sous une forme personnalisée et loyale, soit donnée systématiquement par le médecin qui doit recueillir le consentement du malade.

Toutefois, elle précise qu'elle pourrait, à l'avenir, accorder des dérogations à ces principes, en particulier à l'information est de nature « à porter atteinte à la personne lorsque son médecin ne peut, pour des raisons médicales, lui révéler son diagnostic ».

J.-Y. N.

L'affaire Pechiney

La chambre d'accusation du canton de Genève accède à la demande française d'entraide judiciaire

La chambre d'accusation du canton de Genève a décidé, lundi 13 novembre, d'accorder l'entraide judiciaire sollicitée par les autorités françaises dans le cadre de l'enquête sur les délits d'initiales commises au moment du rachat d'American Can rachetée par le groupe français Pechiney.

La chambre d'accusation a rejeté en effet, lundi, les recours déposés par l'International Discount Bank and Trust Limited (IDBT) d'Anguilla dans les Antilles et par la banque privée SA Edmond de Rothschild, deux établissements s'opposant à ce que la justice genevoise transmette à la justice française les renseignements et les documents les concernant recueillis par le magistrat instructeur suisse, M. Paul Ferrandin (le *Monde* du 22 juillet 1989).

Ces deux établissements estimaient que si délit d'initiales il y eut,

celui-ci fut commis après de la Bourse de New-York et non de celle de Paris, affirmant par là même l'incompétence de la justice française. La chambre d'accusation du canton de Genève est parvenue, semblait-il, à des conclusions différentes, mais les deux établissements bancaires peuvent, en dernière instance, présenter des recours devant le Tribunal fédéral de Lausanne, la plus haute juridiction suisse.

L'IDBT avait acquis depuis Genève 38 000 actions Triangle par l'intermédiaire de la société genevoise Socofinance SA pour le compte d'un ou de plusieurs donneurs d'ordres dont les identités ne sont pas connues. La banque privée Edmond de Rothschild avait, elle, passé, avant le 21 novembre 1988, un ordre pour l'achat de 2 000 actions Triangle pour l'un de ses clients.



# SOCIÉTÉ

## DÉFENSE

Sur le modèle irakien

### L'armée de l'air française transforme ses Mirage-F1 en avions d'attaque au sol

Tirant les enseignements du conflit irano-irakien, l'armée de l'air française a décidé de transformer certains de ses intercepteurs Mirage-F1 de défense aérienne en avions d'attaque au sol. Ce programme de modernisation concerne cinquante-cinq appareils pour un montant de 1 560 millions de francs. Les livraisons commenceront après 1991.

Cette information figure dans le rapport sur le projet de budget de l'armée de l'air pour 1990, rédigé par M. Jean Brisse, député appa- rant UDC de l'Aveyron, au nom de la commission de la défense de l'Assemblée nationale. L'ancien- chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Achille Lerche, en avait émis le vœu avant de quitter ses fonctions en 1988, mais c'est la première fois qu'il est fait publi- quement mention de cette décision dont le principe avait été arrêté lorsque M. Jacques Chirac était premier ministre.

Commandés à deux cent quarante-cinq exemplaires, toutes versions confondues, pour une somme globale de 42,6 milliards de francs, et livrés entre 1973 et 1987 à la défense aérienne, les Mirage-F1 sont capables d'effectuer des missions d'interception en altitude, avec poursuite de l'avion intrus à Mach 1,8 jusqu'à environ 320 kilo- mètres de leur base de départ. Ces Mirage-F1 sont progressivement remplacés par des Mirage-2000 dans les unités de la défense aérienne.

En revanche, l'état-major de l'armée de l'air a des difficultés pour remplacer, dans la force aérienne tactique (FATAC) qui est chargée de l'attaque classique au sol, ses Mirage-III E, Mirage-V et Jaguar dont les performances en mission air-sol sont relativement

limitées. Pour leur succéder, la FATAC escomptait l'arrivée des Mirage-2000 N\* (la version non nucléaire du Mirage-2000 N) et des Rafale. Mais l'un comme l'autre de ces deux avions ne sera pas au rendez-vous en escadre opérationnelle avant respectivement 1993 et 1996 au plus tôt.

Pour cette raison, l'armée de l'air a choisi d'affecter les intercepteurs Mirage-F1, qu'elle retire de la défense aérienne, aux unités de la FATAC en rénovant leur système de navigation et d'armement à basse altitude pour les rendre aptes à des missions air-sol. Cette transformation porte sur cinquante-cinq appareils pour un coût global de 1 560 millions de francs et des livraisons à partir de 1991.

Cette opération, qui permettra de disposer de Mirage-F1 dits CT (combat tactique) s'apparentant aux Mirage-F1 de reconnaissance en service actuellement à Stra- sbourg, a été rendue possible grâce à l'expérience des Irakiens durant leur guerre contre l'Iran. Les Irakiens ont, en effet, « bricolé » leurs Mirage-F1 air-air en avions d'atta- que au sol ou en mer, et cette réno- vation bénéficie aujourd'hui aux Français.

Une allocation de croissance au personnel de la défense. — Le ministère de la défense a indiqué, lundi 13 novembre, qu'il versera, avant la fin de cette année, une prime exceptionnelle de croissance de 1 200 F aux fonctionnaires ou agents civils et aux militaires (non appelés) dont la rémunération (solde mensuelle, solde spéciale progressive ou solde forfaitaire) est calculée par référence aux traite- ments de la fonction publique. Une allocation exceptionnelle de 900 F sera attribuée dans le même temps aux retraités civils et militaires de l'Etat.

## ENVIRONNEMENT

Les conséquences de la sécheresse dans le Tarn-et-Garonne

### Golfec inquiète les élus d'Aquitaine

BORDEAUX

de notre correspondant

Les élus régionaux d'Aquitaine demandent à EDF de reporter le chargement en combustible nucléaire de la centrale de Golfec (Tarn-et-Garonne), normalement prévu à la fin du mois de novembre. Dans une motion votée le lundi 13 novembre par la droite et les socialistes (le PC s'est abstenu), les élus du conseil régional « ex-igent qu'en préalable au charge-ment soit prévu un système alter- natif d'approvisionnement en eau potable ». Ils souhaitent aussi des « garanties pour un fonctionne-ment fiable et incontesté du dispo- sitif de prélèvement d'analyse pro- longé de 5 kilomètres en amont ou en aval de la centrale ».

Ils tiennent, en effet, à éviter le « discrédit » dont risqueraient, à leurs yeux, d'être victimes les pro- ducteurs de fruits et légumes qui exportent dans les pays d'Europe du Nord, très sensibles aux dangers de pollution. La sécheresse grave de l'été 1989 a bûlé la prise de conscience. Les élus voudraient qu'EDF construise des réservoirs en amont de la centrale nucléaire et assure des forages profonds per- mettant l'alimentation autonome en eau potable des communes pro- ches de la centrale pour le cas où des effluents radioactifs se déverse- raient dans la Garonne.

Par ailleurs, les cinq parlemen- taires du département du Tarn-et- Garonne, où se situe la centrale, ont demandé audience au ministre de l'Industrie.

G. d. M.

### Le Conseil d'Etat ordonne l'arrêt des travaux routiers au mont Mezenc

LE PUY

de notre correspondant

Seizi par plusieurs associations de protection de la nature, le Conseil d'Etat vient d'ordonner l'arrêt des travaux sur le chantier routier du mont Mezenc, en Haute-Loire. Motif : la construction d'une chaussée de 1400 mètres et d'un vaste parking permettant aux véhi- cules de stationner au bord même des pistes de ski de fond est illé- gale, car elle n'a fait l'objet d'aucune étude d'impact. Or elle traverse des alpages où pousse une plante rare.

Les promoteurs de la route, le conseil général de la Haute-Loire présidé par M. Jacques Barrot (député UDC) et le préfet du département avaient présenté que, ne coûtant que 3,1 millions de francs, la route n'avait nul besoin d'une étude d'impact puisque cette obligation ne s'applique qu'aux projets dépassant 6 millions.

En réalité la voie nouvelle n'est qu'un des éléments d'un ensemble plus ambitieux dont le coût dépasse 6 millions de francs. « En cas de

réalisation fractionnée, explique l'arrêt du Conseil d'Etat, le mon- tant à retenir est celui du pro- gramme global. » Les écologistes et les habitants du pays qui s'op- posaient au projet avaient été brutale- ment délogés cet été par un esca- dron de gendarmes dépêché par le préfet (le Monde du 26 juillet). Ils avaient perdu la première manche sur le terrain. Ils viennent de gagner la seconde en justice. Reste la route déjà tracée et empierrée. Devra-t-on la détruire ?

JEAN-PIERRE FORON

Greenpeace manifeste contre le CFC. — Des militants de l'organi- sation internationale Greenpeace se sont enchaînés, lundi 13 novem- bre, à un convoi de marchandises qui acheminent une cargaison de chlorofluorocarbones (les fameux CFC, responsables de la détériora- tion de la couche d'ozone) vers Copenhague, au Danemark. Green- peace exige l'arrêt immédiat des importations au Danemark de toute substance destructrice de l'ozone atmosphérique. — (AFP.)

## SCIENCES

L'inauguration du LEP, le plus grand accélérateur de particules du monde

### M. Mitterrand affirme que la recherche fondamentale n'est pas un luxe de pays riche

M. François Mitterrand a parti- cipé, lundi 13 novembre à l'inau- guration du LEP, le laboratoire européen pour la physique des particules du CERN (1), qui fonc- tionne depuis le 14 juillet dernier (le Monde du 2 août). Outil scienti- fique unique au monde, le LEP, ou grand collisionneur à électrons et positons, est installé à l'ouest de Genève sur la frontière franco- suisse. La décision de mise en chantier avait été prise en décem- bre 1981 et le premier coup de pioche avait été donné le 13 sep- tembre 1983, en présence notam- ment du président de la Républi- que française.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

« Matière, dis-nous ta nature et alors nous serons en mesure de décrire le passé, le présent et le futur du monde dans lequel nous vivons », a lancé M. Mitterrand, après avoir expliqué que ce gigantesque anneau souterrain de 26,659 kilomètres de circonférence de 3,8 mètres de dia- mètre va permettre de « pénétrer le mystère intime de la nature ». Le LEP, qui permet de provoquer la col- lision de particules à des vitesses proches de celle de la lumière, constitue, a ajouté le chef de l'Etat, « un remar- quable observatoire de l'univers et illustre la relation étroite entre la

structure microscopique de la matière et l'évolution du cosmos tout entier ».

Intervenant après M. Carlo Rub- bis, directeur général du CERN et prix Nobel de physique, le roi Carl Gustav de Suède et M. Jean-Frédéric Delamuraz, président de la Confédé- ration helvétique, M. Mitterrand a souligné la structure d'accueil excep- tionnelle que constitue le CERN pour les chercheurs du monde entier. Il a rappelé le scepticisme de ceux qui « doutaient de la capacité de l'Europe à mettre sur pied une entreprise com- mune » quand cet organisme a été créé en 1954.

Exaltant la coopération européenne en matière de recherche scientifique,

le président de la République a déclaré : « Quand nos pays savent s'unir [...], ils sont capables de sur- monter beaucoup d'obstacles et de remporter de très grands succès [...]. Quand on considère les très nom- breux problèmes auxquels l'humani- té doit faire face [...], on se demande parfois si la recherche fon- damentale ne serait pas un luxe de pays riche. » Mais, a-t-il répondu, « en matière de recherche, tout se tient ». « La recherche fondamentale, et singulièrement cette recherche lourde, complexe, difficile, continue l'une des plus exaltantes aventures propo- sées à l'humanité », a-t-il ajouté. Après avoir estimé que, pour les dix ans à venir, l'Europe « est assurée de

se trouver aux premiers rangs de ce domaine de pointe qui est la recherche fondamentale », M. Mitterrand a conclu que, « lorsque des hommes de toutes races, de toutes cultures s'unissent pour poursuivre des ambi- tions exigeantes, rien ne leur est impossible ».

ANNE CHAUSSEBOURG

(1) Le Centre européen de recherches nucléaires comprend actuellement qua- torze pays (la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse), qui contribuent au budget de l'organisation proportionnellement à leurs revenus nationaux.

### Le caméléon aux couleurs de l'espace

Le caméléon est-il toujours capable de changer la couleur de sa peau en l'absence de pesanteur ? Pour le déterminer, des chercheurs de l'univer- sité de l'Etat de Pennsylvanie (Etats-Unis) devaient envoyer l'un de ces petits sau- riens en orbite, à bord d'une fusée Conquest-2 dont le lance- ment était prévu mercredi 15 novembre.

La question est moins sau- gressive qu'il y paraît. Cette expérience, financée par la NASA, est destinée à étudier l'influence de la microgravité

sur la structure cellulaire et le système hormonal. Indique M. Roy Hammerstedt, l'un des biochimistes responsables du projet. Le changement de cou- leur du caméléon est en effet une fonction biologique déclenchée par une sécrétion d'hormones. Cet animal constitue donc un « cobaye » particulièrement commode pour ce genre d'étude qui per- mettra de mieux comprendre les troubles physiologiques observés sur les astronautes lors de longs séjours dans l'espace.

### Une bactérie manipulée pour « vacciner » le maïs

Un « vaccin biologique » contre certains parasites du maïs a été mis au point par la firme américaine Crop Genetics International. Il s'agit d'une bactérie (le *bacillus thuringiensis*) manipulée géné- tiquement pour éliminer ces para- sites. Les semences de maïs sont traitées avec ce micro-organisme, qui se déplace ensuite dans la sève de la plante durant la croissance.

Lors des essais en serre, le « vac- cin » a réduit de 90 % les dégâts sur les plantes, affirmant les responsa- bles de la compagnie américaine, qui précisent que, contrairement aux insecticides chimiques, la bac- térie manipulée est inoffensive pour l'homme et les animaux. — (AFP.)

BERTRAND POIROT-DELPECH  
de l'Académie française

## Bazar de la Charité

TCHADORS. A l'Ouest, le quartier de Wedding, où se soulevait la sous-proletariat des années 20, est devenu la médina turque, plus pauvre à voir que les plus tristes rues de l'Est.

Par dizaines, des écoliers sortent de classe en tchador. L'intelligentsia locale n'en a pas fait le sujet du mois. Il est vrai que Jules Ferry, ici, connaît pas l'Ouest : la laïque, en 1933, ça aurait pu servir.

EXPLICATIONS CROISEES. « Le III<sup>e</sup> Reich n'aurait pas été possible sans l'appui du grand capital. » (Guide faisant visiter le Reichstag, à l'Ouest.)

« Est-ce la faute du marxisme ? » (Par- carte brandie le 4 novembre, Alexanderplatz, à l'Est.)

POURQUOI ? M<sup>me</sup> de Staël : « Comme les Allemands ne sont pas tristes naturellement, il y a une tristesse dans leur gaieté, qui porterait à dire : mais pourquoi la faites-vous ? » (Thomas Mann.)

ACHTUNG. « L'heure est importante car l'Allemagne ne peut continuer de ses pro- pres forces. La puissance n'est pas tout. Il y a une chose qui était allemande et qui doit le redevenir : la prudence devant le pouvoir. » (Thomas Mann.)

RUINES. « La ruine symbolise l'incerti- tude intime de notre temps, c'est notre nouvelle vérité. » (Richter.)

« Comment nier que, de nos jours encore, la beauté de Berlin tient justement à ce visage martyrisé ? » J.-M. Palmier (Retour à Berlin, Payot, 1989).

ZIZIS. Les dirigeants de tous les sys- tèmes se recrutent parmi les écoliers qui croient avoir le zizi le plus considérable. Plus tard, c'est à qui érigeria le monument le plus élevé. Berlin-Est bat l'Ouest, avec son mât de télévision trois fois haut comme la Gedachtniskirche.

Les formes en disent plus que l'altitude. Le clocher amputé de l'Ouest tend son moi- gnon d'ancienne victime, au cœur des opé- riences retrouvées, tandis que le pylône de l'Est, se croyant futuriste, évoque un bou- chon de pêcheur à la ligne, un bilboquet.

MOIGNONS. L'ancienne gare de Ham- bourg (Ouest) abrite une exposition sur l'art des ruines. On y voit le Berlin de 1945, dentelle de fenêtres ouvertes sur le vide. L'Ouest sait mieux exhiber ses plaies que l'Est, même si la guerre, du fait de la pénu- rie, paraît, à l'Est, plus récente.

Des deux côtés du mur, à l'université Humboldt comme au Reichstag, les bou- chages des éclats refusent de noircir aussi vite que les façades. Comme si les blessures du temps et celles des folies humaines refu- saient de se confondre.

FORCE DES IDÉES. Des idées ont bâti Berlin ; d'autres l'ont vouée aux bombes. Une idée a fait le mur ; une autre le défait.

Entre les deux idées, du temps qui se déroule (Geschichte), des vies nouées et dénouées. Quelqu'un, sûrement, est né après 1961, et mort avant 1989. Vingt-huit ans entre parenthèses !

VESTIGE. On va sans doute conserver un pan du mur défunt, pour les touristes. Côté Est, la nudité du vestige parlera d'elle-même du silence qui fut. A l'Ouest, on aura l'embaras du choix entre les graffiti- symboles.

Lu, vers Lehrter Bahnhof : « You can't trap spirit of man » (« Vous ne pouvez enfermer l'esprit humain »). Trop pompeux ! « Beton macht nicht froh » (« Le béton ne rend pas heureux ») : va trop de soi ! La plus éloquent serait de garder la signature de toute ruine qui se respecte : deux écrivains d'amoureux enlacés, « Heinrich und Grete ».

Où encore une inscription sans pierre où vieillir : le souvenir intangible du violoncelle de Rostropovitch sculptant le vent.

HASARDS OBJECTIFS. L'enseigne lumineuse du Berliner Ensemble, fleuron de l'Est, tourne sur elle-même dans un cercle vertical, comme la réclame de Mercedes, gloire de l'Ouest. Vu du pont de la Spree, le temple du brachisme paraît coiffé par un building voisin, où brille le mot « charité ».

CHARITÉ-BUSINESS. Ce pourrait être le sous-titre de l'Opéra de Quat'sous, que le Berliner jouait le soir des manifestations du 4 : mal, de façon odesonée, pétrifiée. Pas une allusion à la génèse historique du matin, au monde réel que la « distanciation » se faisait fort de changer !

MENDICITÉ. « Personne ne croit aux misères véritables de personne, mon fils... La vue d'un moignon plonge l'homme dans cet état contre nature où il est prêt à fuir son argent. » (Opéra de Quat'sous, acte 2, scène 2.)

Pour survivre, les faibles devront-ils ap- puyer les riches en exhibant le manque le plus photographique ? Allons-nous vers une compétition de moignons, une Stumpfkul- tur ?

CHARITÉ. On la croyait révolue, alibi du capitalisme façon dix-neuvième siècle. Faux ! Ecoutez les Occidentaux s'interroger sur les nécessités du monde les plus méritants, les moins turbulents, les plus proches, les plus rentables... Adopteront-ils un joli petit Sri-Lankais, ou bien donneront-ils leur troisième télévision hors d'usage à ces chers Polonais, si maladroits devant l'Histoire mais si clairs de peau et catholiques ? Feront-ils fructifier leur argent en donnant du travail à ces Berli- nois de l'Est, si charmants, l'autre soir, avec leurs gosses endormis sur leurs épaules, et demeurent si travailleurs, nous dit-on ? En tout cas, rien aux Arabes, ça non !

On croirait revenu le temps des secours Boucaut.

TROP. Après le Sud, l'Est. On dirait de ces mendiants qui se sont accroupis trop loin de la sortie de la messe, et à qui la paroisse, ayant déjà donné quelques quêtes du parvis, chuchote en retournant son manchon de loutre : déseulé, mon bon, vous êtes trop !

PIED DU MUR. Le Bazar de la Charité, on le sait, ça finit dans les flammes ! Ou les riches, au-delà de l'aumône, partagent avec tous les pauvres du monde, d'ici à la fin du siècle, ou ils déchaîneront, à l'échelle du globe, les défires sanglants dont ils ont failli périr, dans les années 30, et.

5521 من الامم



## SPORTS

Le tour du monde de Djamel Balhi

## Un coureur pieds et poings liés

Djamel Balhi vient de boucler le tour du monde en courant. Pourtant, ce Français ne pense déjà plus qu'à repartir afin d'échapper aux contraintes inhérentes à la promotion de son voyage et qui le lient, pour cinq ans, au groupe d'éditions belge Winning Productions.

Le retour sur terre de Djamel Balhi a été brutal. Lui, « le premier gars à faire le tour de la planète en courant », soit un périple qui s'est achevé le 9 septembre à Paris au bout de vingt-sept mois de course à travers trois continents — se sent dépossédé de son exploit pour avoir cédé aux sirènes des sponsors. Son drame ? Son aventure ne lui appartient plus depuis que dans le contrat qu'il a signé, Djamel Balhi a cédé, jusqu'au 20 octobre 1993, tous les droits d'exploitation de son tour du monde au groupe belge Winning Productions qui édite notamment le magazine *Tri-athlète*.

Coureur de fond hors pair, Djamel qui a « fêté ses vingt-cinq ans à Katmandou et ses vingt-six ans en Floride », a toujours eu des fourmis dans les jambes et notamment depuis son adolescence où il parcourait déjà une trentaine de kilomètres par jour. Et lorsqu'un Chinois, rencontré à Munich en 1983, l'a invité à venir boire une tasse de thé à Shanghai, il n'a pas hésité de lui répondre : « OK, je viendrai en courant ». Un pari un peu fou qui a rapidement fait le tour du petit milieu de l'aventure, des sports et des médias. D'autant que Djamel a, entre 1985 et 1986, l'occasion de montrer ses talents en courant de Paris à Amsterdam puis de Paris à Istanbul.

D'abord contacté par une association soucieuse de faire de Djamel « un ambassadeur de la langue française », le Monde du 11 mars 1987), le jeune coureur qui venait aller à Shanghai à pied intéressa bientôt Anne Hauben, rédactrice en chef de *Tri-athlète*, et Jean-Claude Garot, patron de *Winning Productions*, qui lui proposèrent alors de « finir la boucle » en prenant en charge tous ses frais. « C'était plus médiatique pour tout le monde de lui faire courir le tour de la Terre que Paris-Shanghai aller-retour », reconnaît volontiers Anne Hauben. Quant à Jean-Claude Garot, il affirme avoir eu un véritable « coup de foudre » pour Djamel et le défi « ultime » qu'il lui proposait. Et le jeune coureur de fond, lui-même, paraissait séduit par cette idée de tour du monde... qu'il dénonce aujourd'hui.

## Des chaussettes trop blanches

Car rien ne va plus entre Djamel Balhi et le groupe Winning Productions depuis la signature, le 20 octobre 1988, à Hong-kong, du contrat d'exploitation de cette aventure. D'un côté, Jean-Claude Garot accuse Djamel d'avoir, à partir de ce moment-là, « saboté méthodiquement » la fin de sa course et de lui avoir fait perdre argent et crédibilité en multipliant faux bonds et déclarations calomnieuses. De l'autre, Djamel se sent piégé au point d'affirmer : « Mon voyage a pris fin à Shanghai ; après, c'était la foire médiatique ».

Le jeune Français estime, en effet, que « l'exploitation » de son voyage ne correspond pas aux « expériences culturelles » qu'il a vécues depuis son départ le 23 mai 1987. Car il s'agissait pour lui, non pas d'une course — « je serais hypocrite en disant que j'ai fait ce tour du monde pour l'amour du sport » — mais d'un « apprentissage » de la vie... et surtout de la survie. De Paris à Shanghai, il a exactement dépensé, affirme-t-il, 29.50 francs par jour durant dix-huit mois allant jusqu'à vivre six mois en Chine en se gaspillant « que 50 centimes par jour ».

Ses principaux soucis au terme d'étapes journalières longues de 50 à 100 kilomètres ont été, se rappelle-t-il, de trouver un gîte pour dormir et de « courir » après les visas. Ses plus beaux souvenirs demeurent Katmandou au Népal, où il a « vibré » sur les traces des hippies des années 70, la Chine où il a appris des rudiments de mandarin, et Hongkong, où il en a « bavé » au point de vouloir « écrire une thèse sur la vie des clochards dans cette société hyper-capitaliste ». Au total, une multitude de rencontres et d'émotions

consignées dans huit carnets, recouverts d'une petite écriture noire et serrée, achetés au gré de son périple : du cahier en papier de riz de Katmandou au journal électronique à écran de Tokyo.

Face à ses souvenirs, la course lui apparaît en elle-même secondaire : « Lorsque quelqu'un arrive quelque part en voiture, vous ne lui demandez pas de ne parler que de son véhicule ! », s'écrit cet athlète qui court comme il respire. De même, les clichés réalisés par Gérard Planchenaud, le photographe venu le rejoindre à douze reprises au cours de son tour du monde, ne lui semblent pas « sûrs ». « Je défie quiconque », s'exclame Djamel, d'arriver avec des chaussettes blanches au bout de 80 kilomètres de course, et pourtant je les avais sur les photos. On a même voulu, regrette-t-il, lui retirer son sac à dos fétiche, acheté à Katmandou, sous prétexte qu'il faisait « trop crade » pour les Américains.

## Aucune anecdote à raconter

Djamel Balhi veut bien « être une vedette... mais pas n'importe comment » et surtout il ne veut pas « en avoir bavé pour que d'autres en profitent » et « perdre ce qui [lui] appartient ». Et notamment ses quelques trois mille clichés personnels — pris avec « un appareil photo de 2 kilos offert par le roi Fahd d'Arabie » — qui ont été gardés par Winning Productions et qu'il souhaiterait vendre pour son propre compte. « Nous les avons conservés, rétorque Anne Hauben, pour pouvoir réaliser un livre de photos comme cela était stipulé dans son contrat, de même qu'il était prévu qu'il nous donne un récit de son tour du monde ».

Le livre de photos, qui devait être édité par Robert Laffont et présenté au dernier Salon du livre de Francfort, n'a pas encore vu le jour. Daniel Mermet, directeur du département sport et bien-être de la maison d'édition, vient en effet de se rétracter en refusant d'être mêlé à cette affaire « trop compliquée ». Il y avait, a expliqué ce dernier, « une trop grande distorsion » entre Jean-Claude Garot, qui « voulait absolument faire un livre pour récupérer son argent », et l'auteur, Djamel Balhi, qui manquait, lui, singulièrement d'« enthousiasme » sur le projet de Winning Productions. Le jeune Français enfonce d'ailleurs le clou en assurant qu'il « n'a de toute façon aucune anecdote à raconter ».

Pour le patron de Winning Productions, qui avait de présenter « une belle histoire de Djamel, l'ambassadeur des droits de l'homme », cette aventure est devenue « une somme de souffrances et de difficultés ». Financièrement, l'aventure est un gouffre : sur 1,5 million de francs engagés au total dans cette affaire, il n'en a, pour l'instant, récupéré qu'à peine le tiers, une perte sèche liée aux « dégâts » causés par Djamel. Moralement, Jean-Claude Garot est « blessé » par « ces rumeurs malhonnêtes » qui tendent à faire croire qu'il a signé avec Djamel « un acte commercial pour exploiter ce dernier ».

Il n'en reste pas moins que les deux parties sont liées jusqu'en octobre 1993 et que, d'ici là, Djamel Balhi, qui a certes déjà touché 100 000 francs de garantie d'exploitation, se voit non seulement interdit d'utiliser son exploit, mais également privé de droits d'auteur tant que Winning Productions ne sera pas rentré dans ses frais.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

□ NATATION : mort de Victor Davis. — Le nageur canadien Victor Davis, champion olympique du 200 mètres brasse, à Los Angeles en 1984, et longtemps recordman du monde, a été déclaré « cliniquement mort », mardi 13 novembre, après deux jours passés dans un coma profond à l'hôpital de Montréal. Agé de vingt-cinq ans, il souffrait d'un grave traumatisme crânien et de multiples fractures, dont une à la colonne vertébrale, après avoir été renversé à la sortie d'une brasserie de la banlieue de Montréal. Selon l'ami du nageur, la voiture était occupée par trois hommes avec lesquels il venait d'avoir une altercation. La police a ouvert une enquête.

هذا من الاجل

## CARNET

## Naissances

— Les LEVI est heureux de faire part de la naissance de son dixième petit-enfant  
**Michael CIFERMAN**,  
le 10 novembre 1989, à Nancy.  
40, rue du Mont-Valérien,  
92210 Saint-Cloud.

## Mariages

— Claire et Sébastien s'associent à la célébration du mariage de leurs parents,  
**Isabel SOTO**  
et **Michel ALLIOY**,  
recteur de l'académie de Versailles,  
qui a eu lieu le 21 octobre 1989, à Boulogne.

## Décès

— M<sup>me</sup> Albert Aurox,  
Bernard et Charlotte Aurox,  
Suzanne, Pierre et François,  
Isabelle Aurox,  
Catherine Aurox,  
son épouse,  
ses enfants et petits-enfants.  
Toute sa famille et ses amis  
ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Albert AUROUX**,  
chirurgien-dentiste honoraire,  
survenu le 11 novembre 1989, dans sa soixante-dix-septième année, en son domicile.  
La cérémonie religieuse sera célébrée à l'église Saint-Sulpice, à Paris, le mercredi 15 novembre, à 10 h 30.  
« S'agissant, recevez-le dans Votre Lumière ».  
72 bis, rue Bonaparte,  
75006 Paris.

— M<sup>me</sup> Georges Bondeux,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> François Barret,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Dominique Bondeux.  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Bondeux,  
ses enfants,  
Caroline, Cécile, Marie, Mathieu,  
Clémentine, Guillaume, Philippe,  
ses petits-enfants,  
Toute la famille et ses amis,  
ont le chagrin de faire part du décès de  
**M. Georges BONDEUX**,  
survenu le 5 novembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité le 5 novembre.  
Le présent avis tient lieu de faire-part.  
M<sup>me</sup> Georges Bondeux,  
3, rue de Colombes,  
92400 Courbevoie.

— M. et M<sup>me</sup> Alain Marcovitch-Bruneau,  
M. et M<sup>me</sup> Claude Bonzon,  
ses enfants,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de  
**M<sup>me</sup> Claude CHALAMON**,  
docteur en droit,  
attaché régional au ministère de l'économie et des finances,  
direction régionale  
de commerce extérieur  
d'Ile-de-France.

survenu le 10 novembre 1989, dans sa soixante-cinquième année.  
La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 17 novembre, à 10 h 30, en l'église de l'Immaculée-Conception, 34, rue du Rendez-Vous, Paris-12.  
L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.  
39 bis, rue de Montreuil,  
75011 Paris.  
14, impasse du Four-à-Chaux,  
77220 Presles.

— Le professeur René Chiroux,  
son fils,  
Et sa famille  
ont la profonde douleur de faire part du décès de  
**M. Julien CHIROUX**,  
chevalier de la Légion d'honneur.

survenu le 11 novembre 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année, muni des sacrements de l'Eglise.  
Les obsèques se dérouleront le mercredi 15 novembre, à 11 heures, en l'église de Chamalières.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau familial de Barbier (Ailier).  
Le présent avis tient lieu de faire-part.

75, avenue Jean-Jaurès,  
63400 Chamalières.

— Nous recommandons à vos prières ferventes.  
**Fabbé Joseph DE LAITRE**,  
ordonné prêtre le 29 juin 1952, trépassé le 11 novembre 1989, à l'âge de soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 15 novembre, à 15 h 45, en l'église Saint-François-de-Sales, 15, rue Ampère, Paris-17<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu le samedi 18 novembre, à 10 heures, à Pouzac (Hautes-Pyrénées).

Ni fleurs ni couronnes.  
De la part de :  
Le Père Jorjens,  
curé de Saint-François-de-Sales,  
La baronne Alain de Laire,  
Le baron et la baronne Charles de Laire,  
Leurs enfants et petits-fils,  
Le général et M<sup>me</sup> Bertrand de Metz,  
Leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Bernadette de Laire,  
Le baron et la baronne Gilbert de Laire,  
Leurs enfants,  
son curé, ses frères, beau-frère, sœurs,  
belles-sœurs, neveux et petits-neveux.

« Mon cœur exulte, mon âme est en fête, me chers elle-même repose en confiance : Tu ne peux pas m'abandonner à la mort, ni laisser ton âme voir la corruption. Tu m'apprends le chemin de la vie : devant ta face, débordement de joie ! A ta droite éternité de délices. » Psalme 15, versets 9 à 11.

— M. et M<sup>me</sup> Gérard Encausse  
Ainsi que leurs enfants  
ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Michel ENCAUSSE**,  
survenu le 6 novembre 1989.  
L'inhumation a eu lieu le 10 novembre au cimetière ancien de La Celle-Saint-Cloud.  
5, rue du Paro-de-Montsouris,  
75014 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Jacques Gay,  
Leurs enfants et petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
Dieu de  
**M<sup>me</sup> Simie GAY-BOSSIÈRE**,  
née Simone Gay,  
leur tante,  
décédée le 9 novembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 15 novembre à 15 h 45, en l'église Saint-Henri-d'Évry (66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16<sup>e</sup>).

Ni fleurs ni couronnes, des messes.  
174, rue de Courcelles,  
75017 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Pierre Gorna et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Hélène Gorna,  
M. et M<sup>me</sup> Paul Gorna et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,  
**M<sup>me</sup> Jean GERMA**,  
née Lucienne THOMASSET,  
survenue le 1<sup>er</sup> novembre 1989, à Toulouse.

3, rue Jules-Saunders,  
92310 Sèvres.  
107, rue Bonnat,  
31400 Toulouse.  
20, rue du Béarn,  
91220 Brétigny.

— Le conseil d'administration de la Fédération des autonomes et de l'Union solidariste universitaire  
a la douleur de faire part du décès de son président,  
**Emile GUICHARD**.  
L'inhumation aura lieu le mercredi 15 novembre 1989, au cimetière de Laval.

— M. Alain Morali,  
Le docteur Jean Morali,  
ses enfants,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Marcel Jais,  
son frère, sa belle-sœur,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Jais.  
Le docteur et M<sup>me</sup> Jean-Michel Jais,  
ses neveux et nièces,  
ont la profonde tristesse de faire part de la disparition de  
**M<sup>me</sup> Fernande MORALI**,  
née Jais,  
survenue à Neuilly-sur-Seine, à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 14 novembre. Ses proches se réuniront au nouveau cimetière de Neuilly, à 15 h 30.  
29, rue George-Sand,  
75016 Paris.

— M<sup>me</sup> Charles Roger-Machart,  
son épouse,  
Paul et Monique Lemerle,  
Stéphane, Marie et Jean, Juliette,  
Marline Roger-Machart,  
Jacques et Anne-Marie Roger-Machart,  
Vincent, Sophie,  
Pierre et Marie-José Roger-Machart,  
Matthieu, Benoît, Charlotte,  
Yves et Agnès Drian-Roger-Machart,  
Xavier, Clément,  
Denis et Marie-Alix Roger-Machart,  
Paul, Lucie, Colombe, Nicolas,  
Cécile Roger-Machart,  
Mathilde,  
ses enfants et petits-enfants.  
Et toute sa famille,  
font part de la mort de  
**Charles ROGER-MACHART**,  
inspecteur général  
des finances honoraire,  
dans sa quatre-vingt-septième année.

Ses obsèques seront célébrées à la Cour, Versin, le mercredi 15 novembre, à 15 heures.  
Une messe sera dite à son intention, à Paris, le vendredi 17 novembre, à 18 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil.  
8, rue de Rémusat,  
75016 Paris.

— On nous prie d'annoncer la mort de  
**M. Ahmed YALAOUL**,  
ancien maître de Jendouba (Tunisie).  
Les obsèques ont eu lieu à Jendouba, le 8 novembre 1989.  
De la part de sa mère, de sa veuve, de ses enfants, de ses frères et sœurs, des familles parentes et alliées.  
11, rue Hédi-ben-Hassine,  
8100 Jendouba.  
109, rue Mourouf,  
1004 Menzhat Tunisi.

— M<sup>me</sup> Joseph Bellegarde et tous les siens,  
profondément touchés par les nombreuses marques d'estime du disparu, d'amitié et de sympathie qu'ils ont reçues lors du décès de  
**Joseph BELLEGARDE**,  
remercient, du fond du cœur, ceux qui ont ainsi partagé leur peine.

Anniversaires  
— Il y a cinq ans,  
le 14 novembre 1984,  
le professeur  
**Georges DE MOURGUES**  
nous quittait.  
Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée ou une prière pour lui ainsi que pour son épouse Monique de Mourgues.

— Amie JEANBRAU-GRAZIELLI,  
déc. 1942 - nov. 1985.  
« Comment pourrais-je jamais vous oublier puisque je n'ai pas à me souvenir de vous : vous êtes le présent qui s'accumule. » René Char.

Soutenances de thèses  
— Université Paris-V (René-Descartes), le lundi 20 novembre, à 14 h 30 (Sorbonne), salle 224, galerie CL-Bernard, escalier P, 1<sup>er</sup> étage, 1, rue V-Cousin, M<sup>me</sup> Françoise Guionneau, épouse Sinclair : « La chamanisme chez les peuples amérindiens de Panama ».  
— Université Paris-II, le lundi 20 novembre, à 14 h 30, salle d'appartement décennal (centre Panthéon), M<sup>me</sup> Pascale Courtin, épouse Courtin-Vincent : « La preuve du paiement d'une somme d'argent (de l'écrit à la télegraphie) ».  
— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Marie-Frédérique Bacque : « Perte d'objet et lutte arriérée : inscription dans le corps de la faille du travail de deuil ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 21 novembre, à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente,







هكذا من الاجل

## CULTURE

### MUSIQUES

#### Redécouverte de Le Sueur

*L'Ensemble 2e2m ressuscite un oratorio oublié d'un compositeur qui fut le maître de Berlioz et de Gounod*

Parmi les compositeurs français oubliés sur lesquels la célébration du Bicentenaire a jeté opportunément un peu de lumière, Jean-François Le Sueur (1760-1837) est jusqu'ici passé inaperçu. Lui-même ne s'en serait pas plaint car contrairement à Gossec il adhère du bout des lèvres aux idéaux républicains. Malgré le grand succès d'un opéra comique d'après *Gil Blas la Caverne*, créé en 1793, Le Sueur ne devait connaître la consécration que sous l'Empire où son opéra *Ossian ou les Bardes* (1804) lui valut la protection de Napoléon. Mais son titre de gloire pour la postérité reste d'avoir été un des fondateurs en 1793, le maître inspiré de Berlioz et de Gounod.

Il est toujours plus ou moins difficile de se faire une idée tangible d'une musique à la seule lecture des partitions, ce à quoi on est réduit dans le cas de Le Sueur, surtout quand l'écriture déconcerte par sa relative simplicité : des rythmes sans surprise, beaucoup d'accords parfaits, peu de modulations, une orchestration plutôt sage. Le témoignage de Berlioz louant l'étrangeté des mélodies, le coloris antique et les harmonies rêveuses des œuvres religieuses de Le Sueur est au fond plus instructif, car il parle de ce qu'il a perçu au-delà des notes et de leur apparente platitude.

#### Les couleurs poétiques des instruments

Pour un raison mystérieuse — et l'on s'en voudrait de chercher à l'élucider — c'est l'Ensemble 2e2m, spécialisé dans la création contemporaine, qui a pris l'initiative de présenter à la Fête de l'Humanité d'abord, puis au Théâtre Gérard-Philipe de Champigny, un oratorio de Le Sueur en deux parties : *Ruth et Némée* suivi de *Ruth et Boaz*, qui n'aurait pas été exécuté sans doute depuis un siècle et demi. Jean Mongrédien dans l'ouvrage monumental qu'il a réservé à ce musicien méconnu (1) ne s'attarde guère sur ces deux cantates composées pour la chapelle des Tuileries, dont Napoléon avait confié la direction à Le Sueur, faute sans doute d'avoir pu les entendre. Car à l'audition on découvre une musique certes plutôt classique mais animée par un mouvement intérieur qui va toujours de l'avant, sans redondance, irrigué d'un souffle mélodique réel.

Les associations instrumentales (cors, altos, par exemple) produisent un effet assez singulier : elles indiquent parmi d'autres indices que Le Sueur est attentif aux couleurs poétiques et que l'instrumentation, comme la composition en général, obéissent aux impératifs de l'expressivité plus qu'aux canons abstraits de la forme. Les idées abondent et sont rarement développées de façon régulière : elles se succèdent avec une logique intuitive et si l'on surprend ici et là des faiblesses harmoniques, voire des

fautes au regard des traités, elles ne manquent pas de saveur.

C'est seulement à travers quelques détails que l'on pressent le Berlioz des premières cantates — *Hermine, Cléopâtre, la Mort d'Orphée, la Scène de la révolution grecque* (2) — ou de *L'Enfance du Christ*. On n'en est que plus sensible au mystère des relations qui unissent le disciple et le maître, à ce qui se transmet par-delà des esthétiques et des sensibilités différentes, à ce chemin que chacun fait en direction de l'autre et à cette brève fusion féconde qui prélude à un éloignement non moins fructueux.

Sous la direction de Paul Stefano, l'Ensemble 2e2m, le Chœur d'Ile-de-France (préparé par Serge Zapolsky), les solistes : Michèle Command, Catherine Thual et Gérard Garino ont insufflé à ces deux cantates une vie nouvelle dont on retrouvera bientôt l'écho direct sur un disque compact et sur les ondes de France-Musique.

GÉRARD CONDÉ

(1) Jean-François Le Sueur, par Jean Mongrédien, 1200 pages, éditions Peter Lang (Berne). Distribué par les Presses universitaires de France.

(2) Les deux dernières ont été enregistrées récemment pour la première fois sous la direction de Jean Fournet avec le 5 Mai et l'Impériale, chez Denon CO 72 886.

#### Don Giovanni des rues

*Suite de la première page*

On retrouve ce drame dans la sérénade tout à fait tragique et le final du premier acte où Don Giovanni s'écroule, tandis que ses adversaires se dispersent, curieusement, au lieu de l'achever.

On pourrait certes relever d'excellentes idées de mise en scène qui expriment des rapports très réalistes ou brutaux entre les personnages, d'une vérité que voile le vernis policé du dix-huitième siècle, même si Peter Sellers a la main lourde dans les combats au couteau ou les gifles sonores infligées à Zerline.

Et le grand final empile assez drôlement quantité de péripéties inattendues : la chute du saint patron de l'église, que le Commandeur vient subitement remplacer ; le souper sur les marches, avec des boîtes du fast-food le plus proche, accompagné par les musiciens de table que Leporello fait jouer par des cassettes ; l'apparition du Commandeur dans l'escalier du bordel, tandis que son cercueil monte au ciel ; et Don Giovanni entraîné dans un égout par une petite fille, pendant que, à côté, les damnés s'agitent dans leurs tombes, bientôt remplacés par les autres protagonistes devenus des âmes du purgatoire en prières.

L'interprétation musicale est honorable, sans plus, assez plate dans l'ensemble, avec le Northern Sinfonia de Newcastle, sous la direction du chef attitré de Sellers, Craig Smith. Les solistes sont d'abord d'excellents acteurs qui doivent se battre, s'étreindre, jouer

du revolver, trépasser, casser des bouteilles, tout en chantant.

Certaines voix sont assez belles, mais on éprouve comme une gêne à les identifier avec les personnages qu'on a plaqués sur leur musique, car elles ne peuvent être désincarnées, en particulier Dominique Labelle, Anna passionnée et désespérée, et Lorraine Hunt, assez brillante Elvire, malgré des récitifs perchés un peu éternels et une certaine monotonie des effets. On remarque surtout la voix très lumineuse de la Chinoise Ai Lan Zhu, une Zerline de forte personnalité (elle regarde même l'heure avant de dire *Andam!*)...

Les jumeaux Perry, deux Noirs athlétiques, ont des voix violentes, un peu épaisses par moment, mais ils s'imposent parfaitement dans leurs rôles, comme l'épouvanté Masetto géant d'Elmore James et le Commandeur de James Patterson. Le timbre véhément de Carroll Freeman ne peut dissimuler une technique trop fragile, mais le personnage est un des plus originaux et insolites.

On attendra, pour apprécier l'OPA sur Mozart de Peter Sellers, les représentations des *Noctes de Figaro* dans ce même théâtre.

JACQUES LONCHAMPT

► A la Maison de la culture de Bobigny, Don Giovanni les 15, 18, 20, 22, 24 et 27 novembre ; les *Noctes de Figaro*, les 10, 12, 14, 17, 19, 21 et 23 décembre. Coproduction MC 93/Fondation musicale France-USA, conseil général de la Seine-Saint-Denis, Ile-de-France Opéra et Ballet (conseil régional), Centre international de création et diffusion artistiques, Alpha FNAC.

### CINÉMA

#### Le premier Festival du film français de Sarasota, Floride

*Le Festival de Deauville a enfin un petit frère. Dès mercredi la petite ville de Sarasota se mettra pour une semaine aux couleurs françaises*

Le premier Festival annuel du cinéma français à lieu, du 14 au 19 novembre, à Sarasota, en Floride, Station balnéaire nichée en bordure du golfe du Mexique, Sarasota est nantie d'un opéra, de salles de concert et d'un théâtre fonctionnant à longueur d'année. « Le type même de population susceptible de s'intéresser au cinéma français », dit Molly Haskell, responsable de la sélection des films.

Initiateur de la manifestation, Robert Johnson, sénateur de Floride, entend sans doute mieux faire connaître son Etat et donner à Sarasota une sorte de cachet culturel international. Les Français (qui ne connaissent que New-York et Los Angeles) désirent établir une tête de pont, un point de rencontre avec les distributeurs américains. Pour eux, le succès du festival se mesurera au nombre des cadres supérieurs mandatés par les studios ou les grands indépendants, et au nombre de films vendus. (Il fut donc un temps question d'organiser également un marché du film.)

Mais à raison de trois ou quatre films par jour sur moins d'une semaine, estime Molly Haskell, les deux manifestations risquent de s'annuler mutuellement. « L'idée n'en est toutefois pas abandonnée. » Le premier Festival de Sarasota sera non compétitif. Certains cinéastes auraient été réticents et il paraissait absurde de mettre trois films sur douze hors compétition. Enfin, Haskell ne voulait entrer ni dans la politique du choix des jurés, ni dans celle des prix, « bien que l'option soit ouverte pour les prochaines années, que je continue à m'en occuper ou pas ». « L'essentiel, dit-elle, était de mettre le festival sur orbite. Je me trouve déjà en grande partie récompensée : j'ai trouvé des films sur lesquels, si j'y

venais en simple journaliste, j'écrirais avec enthousiasme. »

Critique en renom, auteur d'un livre-somme sur l'image de la femme au cinéma, Molly Haskell est nourrie de cinéma français. Dans les années 60, c'est à Paris qu'elle le découvre. Elle passe sa vie à la Cinémathèque, entreprend de lire les *Cahiers du cinéma* : « Quand j'en avais l'énergie... et un dictionnaire à portée de la main. » De retour aux Etats-Unis, elle en suit l'édition anglaise publiée par la critique en chef du *Village Voice*, Andrew Sarris (dont elle deviendra l'épouse). « New-York était un paradis pour les amoureux du cinéma français. Il y avait des tas de salles dites de repertoire, on y voyait s'affronter l'ancienne garde et la nouvelle vague qui entreprenait de la détrôner. » Travaillant au French Film Office, elle voit débouler dans son bureau Rivette, Lelouch, Godard et Truffaut dont elle deviendra une des interprètes-traductrices favorites.

« Le cinéma français a toujours dominé le marché de l'art et essai aux Etats-Unis. » Même s'il a connu une traversée du désert, due, selon elle, à la réticence, réelle ou supposée, des jeunes en particulier à lire des sous-titres ; à la rareté des salles de repertoire. Disparu également, avec la libération sexuelle de l'écran, l'attrait « fruit défendu » du cinéma français.

HENRI BÉHAR

### THÉÂTRE

#### Le désir et l'argent

« Les Fausses Confidences » : un Marivaux de la trempe des grands spectacles de la Salamandre

Le désir, l'argent, la réussite sociale et les laïcs-pour-compte, il connaît, Gildas Bourdet. On pourrait même dire que l'auteur du *Superieur de la Station-Service*, de *L'Inconvenant*, le metteur en scène du *Pain dur* de Claudel ne cesse de tourner autour de ces thèmes. Abordant pour la première fois l'œuvre de Marivaux, le directeur de la Salamandre à Lille, Théâtre national de la région Nord-Pas-de-Calais, sait tout à fait où il veut en venir. Il signe lui-même, comme il aime à le faire, un décor d'une beauté efficace.

L'image d'un dix-huitième siècle galant, futile, et d'un Marivaux à l'aune de son époque, est renvoyée en toile de fond. Un appartement gracieux, raffiné et bourgeois occupe l'arrière-scène : large volée de lourds escaliers de bois, panneaux peints de paisibles natures mortes, bouquets de fleurs sur les meubles en marqueterie composent ainsi un délicat tableau de maître où le ciel bleu derrière les hautes vitres vire parfois à l'orage.

Ce dix-huitième siècle n'est qu'un décor, l'on ne fait qu'y passer. De lourds et hauts panneaux gris l'occultent le plus souvent. Ils referment l'espace, emprisonnent les personnages confrontés à la seule vérité de leur cœur, pris au piège des jeux du désir, de l'argent et de l'amour-propre. Dans cette boîte, les couleurs des costumes, somptueux, et les ombres des

cœurs flamboient de tous leurs feux.

*Les Fausses Confidences* : histoire d'une jeune et riche veuve qu'un valet amène à s'éprendre de son intendat à la jolie mine, mais fauché, est l'une des dernières pièces de Marivaux et l'une des plus empreintes de traces romanesques. Elle offre à Gildas Bourdet des personnages dont les atermoiements, ou les décisions, relèvent de solides raisons sociales, et non d'un ne sait quelle évanescence des cœurs. Gildas Bourdet ne force pas le jeu, il laisse la langue parler et tisse d'un personnage à l'autre des liens ténus, mais crains de vérité.

Juliette Brac, par exemple, cette sèche et forte femme bourgeoise qui entend remarquer sa fille noblement, parle, on l'entend, le même langage que Jean Leuvrais, l'oncle procureur de Dorante, dont l'accent est empreint de lambeaux terribles : pour eux, le mariage se monnaie, raisonnablement, c'est la règle. Le Comte (Jacques Le Carpentier) n'est pas ridicule, il a juste la manière et l'air un peu dépassé de sa classe. Il est, avec la mignonne et trop naïve petite Mariton, la suivante d'Araminte (Sophie Bouilloux), le laissé-pour-compte du jeu que mènent Dubois et son maître Dorante. Car on ne lui donnerait pas le bon Dieu sans confession à cet amoureux-là, un tantinet bellâtre, arriviste du cœur

mais pas seulement peut-être. Bruno Choël lui prête une fausse incoïncidence parfaite.

#### Un pari sur la liberté

Dubois, le meneur de jeu proprement diabolique — mais où a-t-il appris cette science du cœur des femmes — c'est Jacques Pieller, silhouette louvoyante, rapidité des gestes et des décisions. Dubois est sans doute l'un des vases les plus intelligents du dix-huitième siècle, l'un des plus froids aussi, inquiet, sans aucun scrupule, avec des méthodes infailissables. La grande figure du spectacle de Gildas Bourdet, la plus riche, c'est Araminte : Anne Kreis, digne et sensuelle, écartelée entre sa peur de déchoir en épousant son intendat, l'appel de ses sens, le flamboiement d'une dernière jeunesse, la chance d'un amour enfin romanesque.

Marivaux étudie la naissance de l'amour, non ses lendemains. Il applique un principe d'incertitude vertigineux. Ce vertige, Gildas Bourdet l'étale, avec jouissance mais il aime trop la comédie pour s'en priver : avec lui, Marivaux devient violent, presque réaliste, sans rien perdre de sa grâce comique, un peu amère.

ODILE QUIROT

► Maison des arts de Créteil. Jusqu'au 29 novembre. Tél. : 49-50-50-50.

j'y emmènerai  
mon mari!  
SAL DU  
MOULIN ROUGE  
TEL: 46.06.0019

même le cheval  
est beau  
garçon!  
SAL DU  
MOULIN ROUGE  
TEL: 46.06.0019

Dans Télérama cette semaine

### Les enfants malades de la télévision, est-ce bien sûr ?

La télévision mauvaise nourrice ? La télévision qui traumatise les enfants, qui les pousse à la violence ? Tout le monde le dit... sauf certains spécialistes des enfants. Au-delà des idées reçues, un débat contradictoire et... violent, que Télérama vous rapporte cette semaine.

La Perestroïka vue dans les rues de Moscou et de Leningrad. Un reportage de Télérama, surréaliste et inquiétant sur un peuple désorienté.

A propos du Prix Goncourt, vous vous amuserez à lire les portraits drôles et vachards des écrivains de leur temps, les frères Goncourt.

Et toujours dans Télérama, les livres, les films, les musiques, la radio et tous les programmes TV heure par heure.

Télérama : l'intelligence des plaisirs.  
Chaque mercredi, chez votre marchand de journaux.



C'est dingue !  
Dire que j'ai attendu  
jusqu'à aujourd'hui !  
SAL DU  
MOULIN ROUGE  
TEL: 46.06.0019

Enfin, des beaux  
MeCS...  
SAL DU  
MOULIN ROUGE  
TEL: 46.06.0019

THEATRE GERARD PHILIPPE  
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL  
59, Bd Jules Guesde SAINT-DENIS  
M° Saint-Denis Banque 1 RER Saint-Denis  
Réservations 42 43 17 17

42 62 59 49  
JARDIN D'HIVER  
THEATRE OUVERT  
LE BOURRICHON  
de  
Joël Jouanneau  
La magie opère. Le Monde  
Miracle. Libération. Des  
acteurs admirables. Le  
Quotidien. Une saga bur-  
lesque et tendre. L'Humanité.

lysse  
aux portes  
du Soleil

Non au m



## SCIENCES • MÉDECINE

## Ulysse aux portes du Soleil

La sonde Ulysse passe un dernier examen avant sa conquête de l'espace

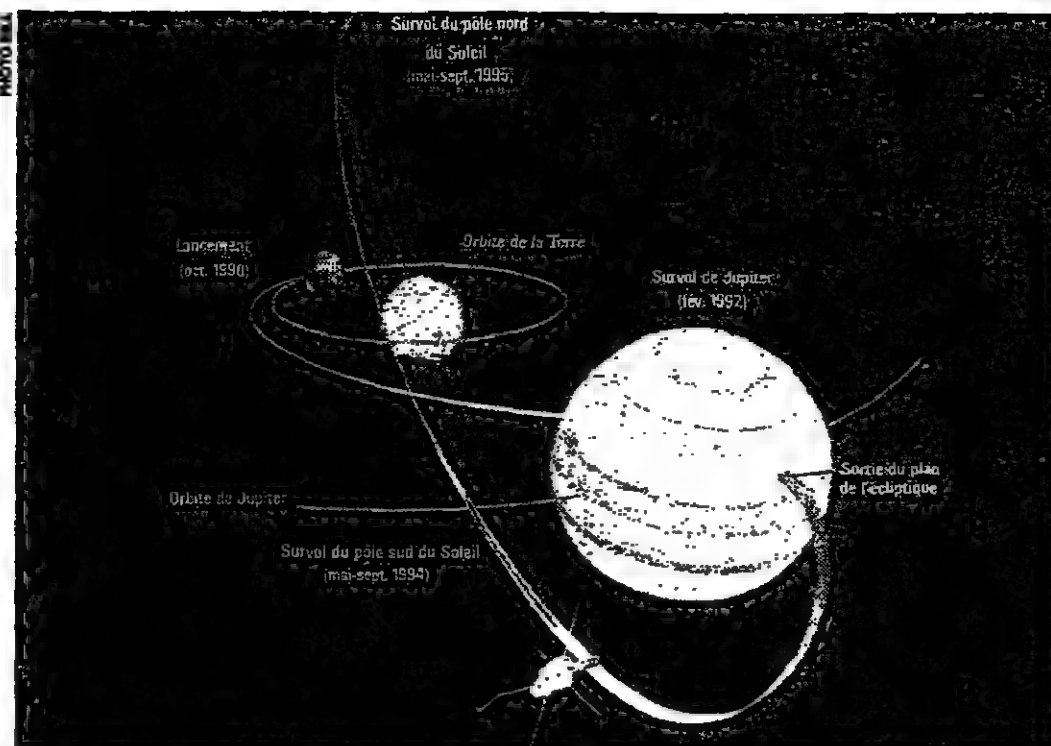
**S**ON odyssée terminée, Ulysse s'envoie à l'essai. Il teste, raconte Danto, de connaître ses anciens copains de l'école. Il s'agit de franchir le détroit de Gibraltar pour aborder une zone inexplorée à l'époque. Près de trois mille ans après, les scientifiques de l'Agence spatiale européenne (ESA) et de la NASA ont baptisé Ulysse un petit robot qu'ils ont chargé de cartographier à l'échelle cosmique le rôle du héros mythologique.

Cette sonde de 370 kilos et 1 milliard de dollars devait aller explorer les pôles Nord et Sud du Soleil, s'affranchissant pour cela du plan de l'écliptique, qui, grossièrement, contient les orbites de toutes les planètes du système solaire (sauf celle de Pluton). Un périple qu'aucun engin fabriqué par l'homme n'a jamais réalisé.

Le voyage d'Ulysse (version 1990) fut imaginé par le physicien américain John Simpson en 1959. Le premier Spoutnik n'avait été lancé que deux ans auparavant, et pour les ingénieurs du spatial, une telle mission (enfin, à l'époque, largement du domaine de la science-fiction). Mais les frontières du possible reculent avec le temps.

et, après avoir étudié le problème séparément, les scientifiques de la NASA et de l'ESA (qui s'appelaient alors l'ESRO) décidèrent en 1974 de travailler ensemble sur le projet. La mission OOE (pour *Out of Orbit*), elle ne prit le nom d'Ulysse qu'en 1984, entamant une odyssée de vingt-cinq ans.

Le lancement, prévu initialement pour février 1983, fut reporté successivement, pour des raisons techniques et budgétaires, à avril 1985, puis mai 1986. Mais, le 28 janvier de cette année-là, le navette Challenger explosait avec sept personnes à bord, soixante-quinze secondes après le décollage. Ulysse devait être son passager pour le voyage suivant. Enfin, admis pour un vol cette année, il s'est fait souffler la place au dernier moment par la sonde Galileo, dont le lancement vers Jupiter, le 18 octobre, ne pouvait souffrir de retard. Fin de la série noire ? Ulysse a entamé, jeudi 9 novembre, pour la troisième fois en six ans, ses épreuves de « certification » dans les salles d'essai du Centre européen de recherches et de technologies spatiales (ESTEC) de l'ESA à Noordwijk (Pays-Bas), près d'Amsterdam. Si à bien supporté ses trois « hibernations » successives passées dans son conteneur sous pression d'azote, il sera



déclaré « bon pour le service », et pourra être expédié à cap Canaveral.

Le jour du lancement — prévu le 5 octobre 1990 — le professeur John Simpson, qui a aujourd'hui soixante-trois ans, poussera probablement un énorme soupir de soulagement. Pourtant, le suspense ne fera que commencer. Largée par la navette Atlantis à 288 kilomètres d'altitude, la sonde subira la poussée formidable de ses deux moteurs d'apogée, ITUS (*Inertial upper stage*), et le PAM-S (*Pay-load assist module*).

#### « L'objet le plus rapide jamais construit »

Une manœuvre délicate : ces engins — de véritables fusées, de deux étages à poudre pour le premier, un seul pour le second — ont, jusqu'à présent, toujours été employés séparément et avec, parfois, de sérieux problèmes.

Ulysse acquerra ainsi la vitesse de 13,6 kilomètres par seconde (33 440 km/h) par rap-

port à la Terre, 45,2 km/s par rapport au Soleil. Il sera alors l'objet le plus rapide jamais construit par l'homme », explique Derek Eaton, un Britannique, directeur du projet pour l'ESA. A cette allure, il lui faudra seize mois pour atteindre sa première étape, Jupiter, la plus grosse — et la plus massive — planète du système solaire. En la contournant, Ulysse pourra utiliser sa gravité, un peu à la manière d'une fronde, pour sortir du plan de l'écliptique (une manœuvre qui exige beaucoup d'énergie) dont il jaillira verticalement, comme une balle, avant d'inflechir sa course en une orbite très large autour du Soleil (voir le croquis). Il devrait survoler le pôle Sud solaire en mai et septembre 1994, et le pôle Nord exactement un an plus tard.

Le générateur d'électricité au plutonium dont il est doté devrait lui permettre de poursuivre son périple pendant de longues années encore, mais une rallonge budgétaire importante serait nécessaire pour le suivre depuis la Terre. Trop heureux de voir enfin leur « bébé »

sur le point de partir, les scientifiques se refusent à tout pronostic : il sera toujours temps de décider en 1993...

Ulysse ne risque pas de se brûler les ailes : une fois installé sur son orbite, il ne s'approchera jamais à moins de 1,4 unité astronomique du Soleil (ou 210 millions de kilomètres, soit 1,4 fois la distance Terre-Soleil). Cette distance sera pourtant suffisante pour lui permettre de faire une ample moisson de données. « Nous devons même nous attendre à des découvertes surprenantes auxquelles personne ne songe pour l'instant », estime Peter Wenzel, responsable scientifique de la mission. Jusqu'à présent en effet, aucun des engins envoyés pour observer le Soleil (le laboratoire spatial américain Skylab, ou les satellites allemand Helios et américain Solar Max) n'est sorti du plan de l'écliptique où se trouve aussi la Terre ; un peu comme si l'on voulait cartographier notre globe à partir d'un avion survolant uniquement l'équateur.

JEAN-PAUL DUFOUR

Lire la suite page 20.

## Le corps céleste

Les médecins s'intéressent avant tout à l'homme malade. Et, quand ils étudient le fonctionnement du corps humain « normal », c'est le plus souvent du point de vue du « réparateur ». Aussi, dit Adilia Kotovskaia, spécialiste de médecine spatiale à l'Institut des problèmes biologiques et médicaux de Moscou, « on connaît très mal actuellement la physiologie de l'homme en bonne santé ». L'objectif de la médecine et de la biologie spatiales est exactement inverse : permettre au cosmonaute de vivre normalement dans des conditions auxquelles son corps n'est pas adapté, et qu'il devra subir pendant trois ans, par exemple, pour une mission vers Mars. Première étape : comprendre dans quelle mesure l'environnement influe sur le fonctionnement de l'organisme, et notamment la pesanteur, absente dans les vaisseaux spatiaux.

Grâce aux longs séjours déjà effectués en orbite, surtout par les Soviétiques (plus d'un an sans interruption), on sait aujourd'hui que la disparition de l'attraction terrestre perturbe la circulation sanguine, notamment veineuse. Le sang, qui n'est plus attiré vers le bas, a tendance à stagner dans certains organes. Guère surprenant non plus, les muscles, qui cessent d'être sollicités pour maintenir le corps en équilibre, ont tendance à s'atrophier. Mais l'apesanteur entraîne aussi une décalcification osseuse susceptible, en cas de séjour prolongé, de fragiliser le squelette des cosmonautes.

Les tests menés sous la direction du docteur Kotovskaia lors de la mission Argetz de Jean-Loup Chrétien à bord de la station soviétique Mir du 26 novembre au

12 décembre 1988 (le Monde du 23 novembre 1988), et récemment publiés, ont permis l'étude d'autres conséquences encore plus étonnantes. C'est ainsi que le volume du plasma sanguin diminue d'environ 15 %, ce qui rend le sang plus épais, « à la suite de changements hormonaux très complexes », explique le docteur soviétique. On constate par ailleurs une baisse du système immunitaire, mais cet affaiblissement n'est pas uniforme, et ne concerne pas, par exemple, les monocytes. « Nous ignorons tout des raisons de ces phénomènes et espérons bien mettre à jour, à l'occasion de ces recherches, quelques données fondamentales sur le fonctionnement du système immunitaire », dit Adilia Kotovskaia. Autre curiosité : en apesanteur, les cosmonautes sont plus performants qu'à terre dans certains tests de perception visuelle, et cette amélioration semble se prolonger un certain temps après leur retour...

Les retombées potentielles en médecine « classique » de telles recherches et découvertes sont énormes. Sur le plan des connaissances fondamentales d'abord, mais aussi, parfois, de manière plus surprenante. Les chercheurs soviétiques ont découvert ainsi que le corps de l'homme allongé horizontalement pendant de très longues périodes — donc le grand malade — subit des contraintes très proches de celles des cosmonautes flottant à haut dans leur station orbitale, et constitue donc, pour eux, un « modèle » d'étude terrestre particulièrement intéressant. La boucle est bouclée...

J.-P. D.

## POINT DE VUE

## Non au ministère de la maladie !

par les professeurs Gérard Dubois, Claude Got, François Grémy, Albert Hirsch, Maurice Tubiana

Dans un texte sur la politique de santé remis à M. Claude Evvin, ministre de la Santé (le Monde du 14 novembre), cinq experts avancent des propositions. Ils développent ici leur argumentation contre les drogues licites.

**D**ANS une société dominée par l'économie, le débat sur la politique sociale se limite à la répartition des moyens financiers, au lieu de définir les objectifs et d'analyser les échecs, en particulier l'aggravation de l'inégalité des Français face à la maladie et à la mort.

Les responsables politiques sont tentés par les groupes de pression économiques et sociaux ainsi que par la crainte de déplaire aux médias et aux publicitaires qui assurent leur promotion personnelle. Cette dérive est dans la logique d'une société où la fausse communication publicitaire tient lieu de présentation objective de la réalité et où le téléviseur remplace l'instituteur.

Quand la médecine était inefficace, l'inégalité acquiescente devant la mort provenait de l'alimentation du comportement individuel.

A la vision naïve du bon vivant insouciant et heureux, qui meurt un peu plus tôt que les autres mais après avoir « profité de la vie », se substitue l'image moins acceptable d'une société qui développe les risques et réduit les chances de survie d'une partie de la population qui ne bénéficie pas de l'utilisation optimale des connaissances.

Notre société de sélection appliquée à la santé les mêmes méthodes qu'à l'économie. Elle sauve les plus aptes et abandonne les autres. Ce retour à la sélection naturelle indique l'abandon des idéaux de solidarité et de justice qui différencient une société des droits de l'homme d'une société de nature où les premiers victimes sont les plus faibles et les plus démunis.

Quand une adolescente de douze ans allume sa première cigarette pour marquer son appartenance à un groupe et satisfaire à un conformisme, elle entre dans un processus d'intégration culturelle mutilant comparable à l'excision. Elle ampute à terme des possibilités fonctionnelles essentielles comme sentir un parfum, respirer et finalement vivre. La conditionnement au tabac et au malheur est le résultat d'un conformisme manipulé par un marketing publicitaire dévorant de 1 milliard de francs par an en France pour promouvoir des intérêts commerciaux. Comme tous les conditionnements à une drogue, c'est une privation de liberté.

Espérer que l'association des progrès thérapeutiques aux modifications de comportement réduira les dépenses de santé en réduisant certaines pathologies risque d'être une illusion. Des économies peuvent être réalisées par des traitements efficaces et une meilleure utilisation des moyens, mais l'augmentation de la durée de la vie conduira une proportion plus grande de notre population à un âge où la dépendance augmente, engendrant des dépenses incompressibles car il s'agit de services et non de techniques ou de médicaments.

L'apparition de médicaments d'un coût élevé fait prévoir les difficultés, à venir, les techniques coûteuses seront rationnées, malgré l'accroissement des moyens financiers dont nous disposons pour les mettre en œuvre, comme l'a été l'implémentation des scanners ou de l'imagerie par résonance magnétique nucléaire.

Nous savons que la vie a un coût de quelques dizaines de francs par semaine de nourriture dans certains pays et de centaines de milliers de francs de technologie médicale dans d'autres. Une morale peu exigeante nous permet d'accepter que dans de nombreux pays la mort soit la conséquence

de ces disparités. Nous avons encore quelques difficultés à reconnaître que dans notre propre pays certains meurent du fait de notre incapacité à maîtriser le développement des facteurs de risque et à assurer l'égalité de l'accès à la prévention et aux soins. Le réalisme serait de reconnaître nos limites.

Les moyens consacrés à l'évaluation de notre système de soins sont insuffisants. Le développement de médecines parallèles met le charlatanisme déguisé sur le même plan que les démarches évaluées objectivement.

L'abus de l'effet placebo s'apparente à une machine à sous associée au mépris de l'individu. Le doute scientifique et la tolérance ne doivent pas conduire au refus de l'objectivité et à l'exploitation de la crédulité.

Une politique de santé publique ne doit pas se contenter d'optimiser le fonctionnement du système de soins, elle doit élargir sa réflexion et coordonner son action avec d'autres aspects de la politique sociale. Il peut être plus intéressant pour une personne âgée de bénéficier d'une aide ménagère pendant quelques années ou d'un poste de télévision couleur que de séjourner une semaine en réanimation à la fin de sa vie.

La principale difficulté de la période à venir sera de savoir définir nos priorités. Il faudra non seulement refuser les faux progrès, mais surtout contrôler les progrès réels dont le coût dépasse nos possibilités de financement. Nous ne sommes pas convaincus de l'aptitude de notre système décisionnel à faire ces choix.

L'Etat « rationnel » est remplacé par un groupe de pression supplémentaire qui, au nom de l'efficacité et du développement économique, met en péril la société par son incapacité à préserver ses qualités fondamentales : la transparence, le respect

de l'avis majoritaire et tout simplement une morale.

Face à un rationnement des soins qui est inévitable, les actions de l'Etat doivent être cohérentes dans tous les domaines ayant une relation directe avec la santé. La limitation des soins serait insupportable si, dans le même temps, nous continuions à organiser des actions contraires à l'intérêt de santé publique.

Nous nous réjouissons que le président de la République encourage son homologue colombien à lutter contre les narcotraffiquants, que le premier ministre dénonce le caractère insupportable de la mort de plus de dix mille Français sur les routes ou que le ministre de la santé sorte de son placard pour la dépoussiérer la loi de 1838 sur l'internement. Il ne faudrait pas que ces gestes sans grand intérêt pratique remplacent l'action dans les domaines où le pouvoir de l'argent et le clientélisme inhibent l'action de l'Etat.

La situation se résume de la façon suivante : quand des consommations (tabac, alcool) ou des comportements (conduite automobile) potentiellement dangereux pour la santé impliquent des groupes de pression socio-économiques puissants, l'Etat renonce à agir. Il transfère la plus grande part de responsabilité sur l'individu en laissant le champ libre aux acteurs économiques qui assurent la promotion du risque. Il expose ainsi les membres du groupe social les plus vulnérables à ce conditionnement au malheur et à la mort, en particulier les enfants et les personnes les plus fragiles, piégés par leur incapacité à maîtriser la société de consommation. Ce faisant, il met la France dans une situation d'infériorité par rapport à ses partenaires européens, la maladie et l'accident réduisant l'efficacité des entreprises.

Lire la suite page 20.

**HACHETTE**

Collection LIAISONS SCIENTIFIQUES  
LA SCIENCE EN DIRECT

La Physique  
du Hasard

Ch. Ruhla  
Préface d'A. Aspect  
272 p. 185 F

Librairie Hachette  
(1) 43 25 88 71  
pour toute information scientifique

سكزا من الاميل



سكزا من الاجل

SCIENCES • MEDECINE

# Le vieil homme et le coelacanth

La pêche au coelacanth au large des Comores confirmera-t-elle la parenté de ce fossile vivant avec notre ancêtre poisson ?

Le coelacanth est de retour... et avec lui son cortège de mystères et d'hypothèses, qui passionnent depuis un demi-siècle le petit monde des ichtyologues. Partis le 26 octobre vers l'archipel des Comores, au nord de Madagascar, des scientifiques français, allemands et britanniques vont se succéder cinquante jours durant à bord d'un petit sous-marin pour observer, à plusieurs centaines de mètres sous la surface des eaux, les us et coutumes de ce poisson énigmatique. Un poisson-venu du fond des âges, seul survivant d'un ordre de véritables que l'on croyait éteint depuis soixante millions d'années, et qui pourrait bien constituer l'un des chaînons manquants entre la vie aquatique et la vie terrestre.

Un animal de couleur bleu ardoise, aux formes arrondies, dont la taille n'excède pas les 2 mètres : qui pouvait imaginer, sous ces allures anodines, que le coelacanth serait promis à un tel destin ? Si la parole venait aux poissons, celui-ci les éclipserait tous en matière d'histoire ancienne. Il a connu les dinosaures, cohabité avec les premiers fleurs et les premiers oiseaux... Et avec bien d'autres espèces plus archaïques encore, puisque son origine remonte au Dévonien, il y a de cela - excusez du peu - trois cent soixante-dix millions d'années. Un poisson tellement préhistorique que la possibilité d'en observer des spécimens vivants ne serait jamais venue à l'esprit des scientifiques, unanimement convaincus que la grande extinction d'espèces survenue à la fin de l'ère secondaire l'avait irrémédiablement rayé de la surface du globe.

## En dehors de l'homme...

Da moins jusqu'en 1938... Car le 22 décembre de cette année-là, dans le port sud-africain d'East-London, un poisson insolite, emporté dans les mailles d'un chalut, chamboula brusquement le savoir

officiel des paléontologues. Conservatrice attachée au musée de la ville, Marjorie Courtenay-Latimer subodore aussitôt la trouvaille. Croquis de la bête à l'appui, elle alerte aussitôt le professeur J. L. B. Smith, ichtyologue réputé dans la région. Sa réponse, enthousiaste, ne tarde pas à venir : il s'agit bien d'un coelacanth. Un véritable fossile vivant miraculeusement rescapé, qui porte depuis lors le nom savant de *Latimeria chalumnae* - hommage à la perspicacité de la jeune conservatrice et souvenir du fleuve Chalumna, à l'embouchure duquel il fut capturé.

Malgré de multiples recherches, il faudra cependant attendre quatorze années - une éternité pour les spécialistes ! - avant qu'un deuxième spécimen ne soit retrouvé. Et pour cause : alors qu'on le cherchait le long de la côte africaine, la seule région d'éclosion que l'on connaissait actuellement au coelacanth se trouvait à quelque 3 000 kilomètres plus au nord, dans l'archipel des Comores. A l'issue de quelle mystérieuse aventure le premier spécimen fut-il retrouvé si loin de sa mer natale ? Personne, encore aujourd'hui, ne sait l'expliquer. Mais les quelques deux cents prises effectuées depuis lors au large des Comores témoignent de l'intérêt passionné que portent les paléontologues à ce revenant inattendu, seul survivant d'un groupe dont on recense, à ce jour, près de quatre-vingts espèces fossiles.

« En dehors de l'homme, le coelacanth est aujourd'hui l'animal dont l'anatomie est la mieux connue », affirme Daniel Robineau, sous-directeur au Muséum national d'histoire naturelle de Paris. A première vue, incroyablement, tant le cheval, la souris ou même la mouche drosophile nous sont plus familiers que cet étrange poisson. Mais l'homme sait de quoi il parle : c'est dans son laboratoire d'anatomie comparée, à quelques enjambees du Jardin des plantes, que furent rédigés, pendant vingt-cinq ans, les trois volumineux tomes de l'*Anatomie de Latimeria chalumnae*.

« La Bible en matière de coelacanth. Un travail de bénédictin maintenant terminé depuis plus de dix ans, mais qui n'en continue pas moins, encore aujourd'hui, à déchainer les controverses dans le milieu très fermé de l'ichtyologie. Pour comprendre les raisons de ces débats passionnés, il faut savoir que le coelacanth appartient à la famille des sarcoptérygiens - encore dite « à nageoires lobées » - à laquelle appartiennent également les dipneustes et les rhinoptéridiens. Une famille de poissons comme il en existe tant d'autres, si ce n'est qu'elle héberge probablement notre ancêtre poisson... Et que celui-ci, ce fameux chaînon manquant qui expliquerait le passage de la vie aquatique à la vie terrestre, serait peut-être, justement, un cousin direct du coelacanth.

## Un véritable casse-tête

Cet ancêtre poisson, comment était-il constitué ? C'est là tout le problème. Certains de ses proches parents, certes, ont bien été retrouvés - mais à l'état de fossiles, et le plus souvent en fort mauvais état. On devine donc sans peine l'espoir que pouvait susciter la découverte de ce fossile vivant, que l'évolution semble avoir miraculeusement épargné, dans la quête de nos lointaines origines. Intacte depuis des dizaines de millions d'années, son image n'allait-elle pas nous fournir, enfin, celle de ses ancêtres - et donc du nôtre ?

Une hypothèse d'autant plus plausible que le coelacanth, disséqué par l'œil averti des spécialistes, témoigne rapidement de solides aptitudes : une anatomie crânienne « prometteuse » et un vestige de poisson - certes non fonctionnel mais vestige tout de même. Seulement voilà : les dipneustes, toujours vivants, possèdent eux aussi de sérieux atouts pour postuler au titre. Dotés de poumons fonctionnels, le plus près possédant également des nageoires internes - sans même parler des nageoires, qui



présentent une ébauche de comparation osseuse. Et les spécialistes ne manquent pas aujourd'hui pour considérer le coelacanth comme un usurpateur - lui qui, dépourvu de nageoires internes, ne possède même pas l'ébauche de cloisonnement cardiaque qui signifierait une évolution vers la vie terrestre...

« Tous ces traits diffèrent de ceux que l'on s'attendait à trouver chez un ancêtre des tétrapodes », affirme Peter Forey, spécialiste des coelacanthés et conservateur adjoint au British Museum de Londres (1), pour qui *Latimeria* « n'a pas été à la hauteur de la réputation qu'on lui prêtait au départ ». Un point de vue qui ne fait cependant pas l'unanimité. « Si son intérêt fondamental ne subsistait pas, pourquoi tous les spécialistes continueraient-ils à s'arracher cette espèce ? », rétorque Daniel Robineau. Dipneustes ou coelacanth, lequel de ces deux concurrents gagnera-t-il le privilège de figurer parmi les proches parents de nos ancêtres aquatiques ? Le débat est loin d'être clos. Et l'expédition qui démarre actuellement aux Comores ne fera sans doute - dans un premier temps - que compliquer encore la polémique, tant les querelles d'experts ressemblent

dans ce domaine à un véritable casse-tête.

Commencée le 1<sup>er</sup> novembre, l'expédition promet d'être sportive : la mer n'est pas tendre en cette période de mousson (meilleure saison pour la pêche au coelacanth), et la plupart des observations doivent être faites de nuit, période durant laquelle le coelacanth profite de l'obscurité pour remonter à 300, voire 200 mètres de profondeur. Mais les chercheurs savent à quoi s'attendre : leur chef de mission, Hans Fricke, biologiste marin de l'Institut ouest-allemand Max-Planck de Seeversen, avait organisé il y a trois ans, à l'aide d'un petit sous-marin, la première série de plongées visant à observer et à filmer le coelacanth dans son milieu naturel.

Coordonnées par Hans Fricke et Raphaël Plante, de l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM), l'équipe utilisera cette année un nouveau sous-marin de 3 tonnes équipé de caméras et de projecteurs, le *Jago*, qui permet d'emmener deux personnes jusqu'à 430 mètres pour des plongées de dix à douze heures. Ces dernières, qui se déroulent autour des deux îles de la Grande-Comore et d'Anjouan, devraient permettre d'affiner les premières observations - et notamment de préciser la place tenue par ce poisson dans l'évolution.

« Les plongées effectuées en 1986 nous ont déjà permis de découvrir un phénomène tout à fait remarquable », explique Raphaël Plante. *Le coelacanth nage comme un poisson-marteau, en utilisant ses quatre nageoires en synchronisation croisée... Une*

observation corroborant l'hypothèse selon laquelle les poissons sont autrefois sortis de l'eau pour évoluer vers les premiers quadrupèdes, et répondant, une fois encore, à ce que l'on peut attendre d'un précurseur des tétrapodes. Au-delà de cette préoccupation génétologique, les chercheurs espèrent également élucider le mystère de l'étonnante de la répartition de l'espèce. Ils prévoient pour cela de faire avaler à un coelacanth un appât contenant un microémetteur d'ultrasons, afin de préciser les relations existant entre ses déplacements et les mouvements des masses d'eau.

## Protéger l'espèce

Le grand rêve des ichtyologues serait, bien sûr, de capturer un coelacanth vivant pour l'observer en laboratoire. Mais l'entreprise, tentée en vain il y a quelques années par les Américains, se révèle singulièrement difficile : poisson des profondeurs, le coelacanth supporte très mal d'être remonté à la surface, où les eaux plus chaudes et pauvres en oxygène l'empêchent de « respirer » normalement. Munie d'un aquarium réfrigéré et pressurisé, une équipe japonaise, indépendante de l'expédition européenne et également sur place depuis quelques jours, réussira-t-elle la délicate mission ?

Reste que ces préoccupations demeurent fort éloignées de celles des pêcheurs des Comores, les pauvres d'âme nourris par le poisson de mer. Le nombre de coelacanth capturé chaque année excède rarement la dizaine, certes. Mais qui peut dire aujourd'hui combien de spécimens sont encore en vie, au sein d'une espèce dont tout indique la faible fécondité ? Pour augmenter ses chances de survie, le Conseil pour la conservation du coelacanth, fondé en 1987 à Moroni (capitale des Comores), se propose de coordonner les recherches et de faire campagne pour protéger l'espèce. Établir une statistique fiable des prises et prévoir un encadrement de la pêche serait en effet une mesure de prudence élémentaire, si l'on veut espérer résoudre, un jour, l'énigme de ce fossile vivant.

CATHERINE VINCENT

(1) La Recherche n° 215, novembre 1989.

## Non au ministère de la maladie !

Suite de la page 19.

Evolution rapide des problèmes de santé publique, accroissement des inégalités, inhibition de l'Etat par des intérêts particuliers, le schéma est banal, mais le mécanisme intime de cette inefficacité n'est pas évident dans un pays dont le personnel politique a des qualités humaines indiscutables.

Au cours des actions de santé publique auxquelles nous avons participé, les obstacles furent les suivants :

- Les grands désastres de la santé publique constituent des catastrophes « en miettes » qui ne mobilisent pas l'opinion.
- Les intellectuels de notre pays ne s'intéressent pas aux problèmes de santé publique.
- Notre système de décision politique a une efficacité décroissante.

Dans l'aimable gabegie de la IV<sup>e</sup> République, voire au début de la V<sup>e</sup>, il était encore possible

d'obtenir une décision de santé publique en réunissant une majorité d'opposition sur un problème particulier. C'est devenu impossible en raison de la personnalisation du pouvoir et du bipartisme de fait qui réduit la marge de manœuvre des parlementaires.

Quand le Parlement a étudié en juin 1987 les propositions des centristes sur la publicité pour l'alcool, le RPR a supprimé des dispositions essentielles de ce texte et le centre s'est mis au garde à vous pour ne pas faire passer son projet avec les socialistes. Comme si une dissension sur cet amendement mettait en cause la cohésion de l'ancienne majorité.

Il manque à notre pays une structure permanente et représentative capable de préciser les insuffisances de notre système de prévention ou de soins et de proposer des choix cohérents au gouvernement, qui seront mis en œuvre par les organismes les

mieux adaptés à chaque problème (service du ministère, Comité français d'éducation pour la santé, INSERM, CNAH...).

Il faut, par ailleurs, ajouter que la persécution d'un pouvoir a transformé la prise de décisions en santé publique. Cet aspect du problème est rarement abordé, comme s'il était indécrottable de parler de la relation personnelle entre un personnage politique et un problème de santé publique. Nous ne pensons pas que ces faits exigent la même discrétion que la vie sentimentale. Il n'est pas imaginable que les politiques cherchent en permanence à s'imposer sur les écrans de télévision et exigent dans le même temps que leur attitude personnelle face à un problème de santé soit excusée de la représentation que l'on donne d'eux-mêmes alors qu'elle va déterminer leurs décisions.

Un fumeur « heureux » qui court à la catastrophe sans se poser de questions est un obstacle insurmontable quand il intervient dans une décision politique concernant le tabac.

Les hommes politiques ont un métier dangereux, leur rythme de travail, le climat de fausse urgence permanente dans lequel ils vivent, la concurrence, le souci de paraître pour exister, s'accompagnent fréquemment d'un mépris des facteurs de risque. Ils ont été sélectionnés sur des aptitudes à la lutte, et la fraction réduite qui atteint le véritable pouvoir est aussi représentative du Français moyen qu'Alain Prost du conducteur standard. Leur aptitude à prendre en compte des notions de santé et d'hygiène de vie qui sont aux antipodes de leur propre comportement est limitée.

Paradoxalement, quand ils ont pu, avec l'âge et l'expérience, maîtriser leurs habitudes dangereuses, leur regard se porte alors vers des horizons planétaires, et les préoccupations de santé de leurs concitoyens sortent de leur domaine d'intérêt.

Les politiques sont prisonniers des médias et des publicitaires qui assurent leur promotion. Ce fa-

teur est le plus important et le plus inquiétant de la période actuelle. La politique sous les préaux d'école, soutenue par des militants bénévoles, est morte, remplacée par une promotion tapageuse faite au niveau national. Les campagnes publicitaires, les chapiteaux de cirque et les universités d'été coûtent cher. Le rôle des médias nationaux s'accroît avec la personnalisation du pouvoir. Toutes les conditions sont réunies pour placer les hommes politiques dans une situation de dépendance qui supprime leurs possibilités d'action de santé publique si elle entre en conflit avec les intérêts des médias et de la publicité.

Il est regrettable que les scandales financiers des partis politiques qui témoignent de l'impasse où ils se trouvent pour assurer leur publicité aient simplement provoqué une réaction inadaptée de contrôle et de limitation du financement alors qu'il serait plus efficace d'agir sur les possibilités de dépenses.

Admettre la publicité dans ce domaine, c'est accepter l'ingratitude d'une méthode inadaptée par nature à l'adhésion politique, qui doit se fonder sur un raisonnement. La démarche publicitaire est une manipulation destinée à contourner les défenses logiques d'un individu.

Le gouvernement ne doit pas hésiter à mettre en œuvre une politique de santé publique et ne pas différer des mesures qui ont un intérêt général et le soutien de la majorité de la population. Si l'intérêt financier de groupes privés devenait le seul critère de décision, le rôle de l'Etat se réduirait à celui d'un arbitre qui compte les points et refuse de modifier des règles défavorables à l'un des camps. Le nombre d'exclus de la santé augmenterait. Il ne serait pas utile de maintenir un ministère de la solidarité, le tabac, l'alcool et l'accident pouvant exercer leur sélection sans le soutien de l'Etat. Un ministère de la maladie suffirait.

Ce serait un triste épilogue pour 1989.

## Ulysse aux portes du Soleil

Suite de la page 19.

Cela était d'autant plus gênant que le plan équatorial est sans doute l'endroit le plus malcommode pour observer le Soleil, explique Peter Wenzel : « Une zone très compliquée, un véritable embouteillage parisien à l'heure de pointe, où le vent solaire et le champ magnétique de l'astre se mêlent en des lignes de forces enchevêtrées, alors que ces phénomènes sont beaucoup plus simples, donc faciles à étudier, dans les régions polaires. »

Le Soleil est en effet une énorme boule de gaz chaud (6 000 degrés en surface, 15 millions de degrés au centre), de 696 000 kilomètres de rayon. Malgré sa masse (332 946 fois celle de la Terre), sa gravité est insuffisante pour retenir la matière qui le compose, et s'échappe sous forme de plasma, un mélange d'électrons et d'ions d'hydrogène (atomes épluchés de leur électron), à raison d'un million de tonnes d'hydrogène par seconde, et à une vitesse variant de 400 à 1 000 km/s. C'est le fameux « vent solaire », qui balaye tout le système solaire, l'englobant dans une sorte de gigantesque bulle en forme de galette effondrée au-dessus des pôles du Soleil, et baptisée « héliosphère ». Les particules qui le composent sont chargées électriquement, et intimement liées aux lignes de forces du champ magnétique solaire. En raison de la rotation de l'astre, ces dernières s'enroulent en spirales complexes à proximité de l'équateur, alors qu'elles s'échappent perpendiculairement des pôles sans subir de déviation. Les régions polaires sont donc des points d'étude privilégiés.

Ulysse, qui est doté de neuf instruments ou expériences, recueillera cependant données et mesures pendant toute la durée de son périple qui lui fera parcourir des régions très diverses de l'héliosphère. Plus d'une centaine d'équipes de chercheurs sont à l'affût de la moisson scientifique qu'il devrait récolter. Sur la cou-

ronne solaire, l'héliosphère (vent solaire, champ magnétique, particules, bouffées d'ondes électromagnétiques, de rayons X), mais aussi la poussière cosmique venue des comètes, et les gaz neutres provenant de l'espace interstellaire susceptibles d'y pénétrer, et sur les rayons cosmiques émis par des galaxies lointaines. Ces derniers, estiment les chercheurs, devraient être moins perturbés par l'héliosphère au voisinage des pôles du Soleil, et il pourrait ainsi être possible d'en situer plus facilement la source. Accessoirement, Ulysse tentera de détecter au cours de son voyage les fameuses ondes gravitationnelles prédites par la théorie, et mesurera le champ magnétique de Jupiter lors de son passage au-dessus de cette planète.

L'intérêt d'une telle mission ? La recherche fondamentale, bien entendu. Parmi les quelque cent milliards d'étoiles qui composent notre galaxie, le Soleil est la seule qui soit à notre portée pour une étude détaillée. Toutes les découvertes le concernant devraient être extrapolables aux autres, et donc susceptibles de faire avancer notre connaissance de l'Univers. Mais le Soleil est aussi, et surtout, l'astre grâce auquel la vie est possible sur notre planète. Que les éruptions qui le secouent en permanence montent un peu en régime, et les communications hertziennes, ou la distribution d'électricité sont perturbées sur Terre (le Monde du 19 juillet 1989). Son influence sur le climat est aussi importante. Le voyage cosmique d'Ulysse est finalement assez... Terre à Terre !

JEAN-PAUL DUFOUR

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

INDIVIDU ET SOCIÉTÉ

L'individu dans ses rapports avec la famille, l'école, la santé, etc. Un regard sur les valeurs et les mutations de la société contemporaine.

• LA MÈRE  
• L'ENFANT LECTEUR  
• ODEURS  
• ÉTHIQUE, CORPS ET ÂME  
• ABANDON, ADOPTION  
• MARIAGE, MARIAGES  
• L'ESPRIT DES DROGUES  
• DIMANCHE  
• NOURRITURES  
• L'HÔPITAL À VIE

EN LIBRAIRIE

autrement EDITIONS



# Les dessous du Carrousel

*Tout un quartier de Paris  
exhumé devant le Louvre*

**A** PRÈS la cour Carrée et la cour Napoléon, les jardins du Carrousel. De 1884 à 1886, des fouilles très importantes ont eu lieu dans la cour Carrée sous la direction de M. Michel Fleury et dans la cour Napoléon sous la direction de M. Yves de Kisch. Ainsi ont resurgi des pans de l'histoire de Paris (*le Monde* du 3 mai 1985), de celle du Louvre et de celle de tout un quartier de Paris qui a survécu jusqu'en 1852.

Depuis le 16 mai 1989 jusqu'au 15 août 1990, c'est le tour des jardins du Carronsel : 30 000 mètres carrés à fouiller (1) sous la responsabilité scientifique de M. Paul Van Ossel, chargé de recherche au CNRS. Actuellement, 18 000 mètres carrés sont déjà fouillés ou en cours de fouilles dans la partie nord de la cour, c'est-à-dire celle qui est la plus proche de l'aile du Louvre qui s'étire le long de la rue de Rivoli.

En l'état actuel des fouilles, M. Van Ossel estime que cinq pôles importants se dessinent.

Les plus vieux vestiges sont ceux des parcellaires (les limites des champs et prairies) du deuxième âge du fer, dit de La Tène (d'environ 500 avant Jésus-Christ jusqu'à la conquête romaine, en 51 avant notre ère) et du haut Moyen Âge. Ce quartier de Paris était alors complètement rural, l'agglomération était limitée à l'île de la Cité et à la montagne Sainte-Genève. Les vestiges des parcellaires ne sont peut-être pas très spectaculaires. Mais leur étude détaillée devrait permettre de voir l'éventuelle évolution du paysage rural au cours de ces huit ou dix siècles.

Deuxième pôle, un quartier habité depuis le quinzième siècle jusqu'en 1563, année où Catherine de Médicis a décidé de construire le palais des Tuileries. Là, reine mère choisit alors les terrains dont elle a besoin, y fait tracer le plan et l'axe de la rue, le sol est exhausé. Si bien que les retdo- chassés de ce quartier sont très bien conservés. Ainsi voit-on très bien le lotissement organisé en laniers, sans doute sur des terrains de l'hôpital des Quinze-vingt (2) au moment de réguler (1) mètres, le long d'une rue sensiblement nord-sud, appelée « le chemin devant les Fossés » car elle longeait effectivement le système défensif de l'enceinte de Charles V. Les lots ont, sur cette rue, une largeur de 33 mètres. La rue a une longueur de 55 mètres.

L'excellente conservation des rez-de-chaussée permet de voir les maisons et leurs communs, les appentis, les cabanes, les fosses à compost et à débris organiques des jardins et même les racines des arbres en espaliers qui poussaient dans ces jardins le long des murs mitoyens. Il y a aussi des puits et des latrines qui ne sont pas encore fouillées, mais dont on est sûr qu'ils renferment beaucoup d'objets intéressants.

**Un ouvrage formidable**

Un peu plus récent est le troisième pôle, puisqu'il s'agit du premier projet que l'architecte choisit par Catherine de Médicis. Philibert Delorme, avait commencé à réaliser pour les Tuileries et qui a été vite abandonné. Ainsi a-t-on retrouvé le plan presque complet de l'aile nord conçue par Philibert Delorme. Il y a quelques fondations, mais il y a surtout les tranchées creusées pour des fondations qui n'ont jamais été posées.

Comme le dit avec humour M. Van Ossel : « Les fouilles ont découvert un plan fantôme très précis d'un palais jamais construit. »

Tout autre est le quatrième pôle, puisque c'est un segment complet-  
long de 200 mètres de l'enceinte de  
Charles V. Charles V avait fait  
construire autour de Paris un  
ouvrage formidable, au sens étymol-  
ogique du terme. De l'intérieur de  
la ville vers l'extérieur, l'enceinte,  
en effet, comprenait d'abord un  
rempart principal, c'est-à-dire un  
gros talus de terre large à sa base  
de 20 à 30 mètres, dont la masse  
était retenue vers le fossé par un  
mur de pierres très élégamment  
taillées large de 3,50 mètres à la  
base. Ce mur a été recouvert sur une  
hauteur de 2 mètres au maximum.

pendant vingt-deux heures le « Logis des Suisses » le 10 août 1792, lorsque la foule a pris les Tuileries et renversé la royauté.

Le « Logis des Suisses » ne servait pas de caserne aux gardes suisses, mais il avait été construit au début du dix-huitième siècle dans la cour des Suisses, la plus septentrionale des trois cours s'étendant devant le palais vers le Louvre. Les fouilles ont mis au jour une cave à vins importante dans laquelle la chaleur a fait fondre les bouteilles entières ou cassées et dont les murs sont calcinés jusqu'à l'âme.

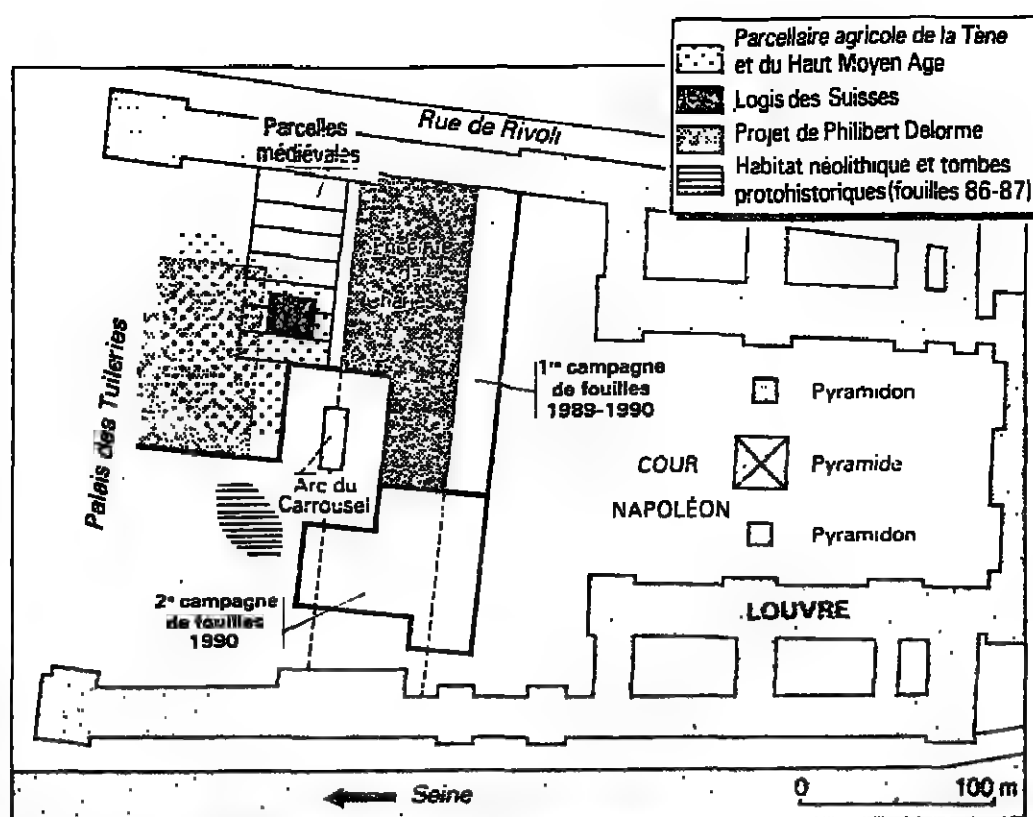
En cinq mois et demi et sur 18000 mètres carrés, les fouilles des jardins du Carrousel ont mis au jour des vestiges remarquables de l'histoire de Paris. Il y a encore dix mois de travail et 12000 mètres carrés à fouiller.

**YVONNE REBEYROL**

YVONNE REBEYROL

(1) Dans la cour Napoléon, 28 000 mètres carrés ont été fouillés.  
(2) L'hospice des Quinze-Vingts, créé en 1260 par Saint Louis pour trois cents aveugles, était alors au coin de la rue Saint-Honoré et de la rue Saint-Nicolas (disparue au début du dix-neuvième siècle). Depuis 1870, il occupe son emplacement actuel rue de Charonne.

Le cinquième pôle est émouvant. On y voit les traces indubitables de l'incendie mis volontairement, et rallumé deux fois, qui a dévoré



# CONSTRUIRE, C'EST UN DON...

Il faut de l'intuition pour choisir les meilleurs sites,  
il faut du talent pour concevoir les  
espaces les mieux adaptés aux désirs  
des futurs utilisateurs,  
il faut du métier pour construire des  
logements et des bureaux de qualité.

A la SINVIM, Société d'Investissements  
Immobiliers de France, nous vous  
offrons une expérience fondée sur une

logique pratique de l'aménagement et de la construction: en un quart de siècle 70 000 logements, 850 000 m<sup>2</sup> de bureaux, commerces, locaux d'activité et de loisirs.

Nous sommes 150 à mettre notre savoir-faire, notre expérience et notre enthousiasme en commun pour créer des lieux où il fait bon vivre, travailler et se détendre.

Chaque lieu possède un génie qui lui est propre.

**La SINVIM sait l'apprivoiser pour vous.**



**SINVIM**  
GRUPE COMPAGNIE BANCAIRE

**le génie des lieux**  
5, Avenue Kléber 75116 PARIS - Tel : 40.67.31 86



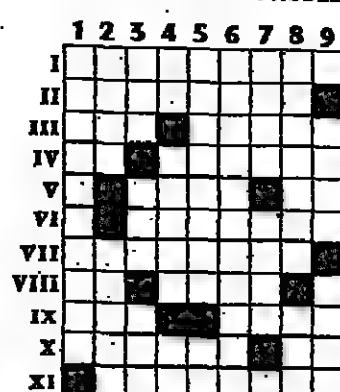




# AGENDA

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5131



### VERTICALEMENT

1. Peut être un cri vraiment cochon. — 2. Libéraux quand ils sont beaux. A parfois du mal à se faire obéir. — 3. Brama. Peut blesser. Est parfois sous le bonnet. — 4. Participe. Évalue le premier la vitesse de la lumière. Cécité. — 5. Pour purger une commune. Préposition. — 6. Sont vraiment de beaux paternels. — 7. Rincé par un indiscret. Mis au courant. — 8. Qui a une forme d'outre. Partie d'un tout. — 9. Élément de troc. Pauvre homme.

Solution du problème n° 5130

Horizontalement  
I. Maladies. — II. Euclyse. Aa. — III. Clerges. — IV. Hé! Éa. Usé. — V. Ara. Super. — VI. Nicot. Pis. — VII. Carotide. — VIII. Ehonté. — IX. Té. On. — X. Eden. Cran. — XI. Et. Piano.

Verticalement  
1. Mécanosité. — 2. Aclerie. — 3. Lue. Acre. Et. — 4. Adré. Othon. — 5. Digestion. — 6. Ite. Tu. Ci. — 7. Supputera. — 8. Sa. Séide. An. — 9. Aversa. Ino.

GUY BROUTY

### HORIZONTALEMENT

I. Le coin du feu. — II. Endroit propice aux confidences. — III. Indien. Pas dans l'ordre. — IV. Bout de bois. Comme une affaire dont on ne parle plus. — V. Mot d'enfant. Pronom. — VI. Qui est privé d'un certain sens. — VII. Traîsse comme un enfant. — VIII. Préposition. Crier comme un porteur de bois. — IX. Fit l'innocent. Coule en Afrique. — X. Aclé comme un démon. Est parfois sur les dents. — XI. Pour l'atteindre, il suffit d'arriver.

## CAMPUS

### Les Palois quittent Pau

Près de la moitié des diplômés des cinq dernières promotions de l'école supérieure de commerce de Pau travaillent en dehors de leur région (Aquitaine ou Midi-Pyrénées). Près d'un quart sont en région parisienne et autant sont répartis dans le reste du territoire. 20 % seulement sont installés dans les Pyrénées atlantiques. Ce constat, qui ressort d'une enquête réalisée par l'école auprès des employeurs de leurs diplômés, à l'occasion de la sortie de sa vingtième promotion, illustre la tendance générale des « petites » écoles de commerce à débiter du cadre régional qui était le leur à l'origine.

Près de 40 % ont trouvé un emploi dans le secteur financier (expertise, comptabilité, finance ou direction financière) et une proportion équivalente dans le secteur commercial (ingénieur commercial, marketing, publicité, import-export). La moitié d'entre eux travaillent dans des entreprises de moins de 100 salariés, surtout pour les intermédiaires de l'industrie et du commerce (49 %) ou pour l'industrie (38 %), avec une forte proportion dans l'agro-alimentaire. Plus de 40 % ont trouvé leur job par les petites annonces parues dans la presse. L'éventail des rémunérations est relativement large et reflète la diversité des situations des diplômés, puisque — pour les cinq promotions réunies — il va de moins de 120 000 F annuels (pour 20 % d'entre eux) à plus de 180 000 F pour les deux dernières promotions et de 149 000 F pour les plus anciens.

La satisfaction des employeurs qui utilisent les services des diplômés de l'ESC Pau est très forte : plus de 80 % estiment qu'ils s'adaptent rapidement et plus de 90 % qu'ils apportent un plus à l'entreprise et qu'ils ont de bonnes possibilités d'évolution de carrière.

F. G.

### Les jésuites et l'école

Les jésuites du CERAS Recherche et action sociale organisent, du 23 juillet au 1<sup>er</sup> février 1990 à Chevilly-Larue (Val-de-Marne), une session sur le thème « École et société ». Réunissant des prêtres, des religieux et des responsables pastoraux, elle est ouverte aux laïcs, en particulier ceux qui participent aux réunions des collèges et lycées.

► CERAS-Session, 14, rue d'Assas, 75006 Paris. Tél. : 45-48-52-51.

### Langues vivantes

L'association des professeurs de langues vivantes organise deux journées d'études, les 19 et 20 novembre, à Roubaix, sur « l'enseignement précoce des langues vivantes », avec des spécialistes français et étrangers.

► APLV, 19, rue de la Glacière 75013 Paris. Tél. : 47-07-84-82.

(Publicité)

### Le renouveau du service public... rendez-vous au CNIT

Le Premier Ministre, M. Michel ROCARD, décrètera le 23 novembre 1989, au CNIT Paris-La Défense, les prix TERRITORIA aux fonctionnaires les plus innovants pour améliorer la gestion locale.

L'administration se modernise et le prouve. C'est dans le CNIT, le plus grand centre de Communication et d'Échanges du monde que se tiendra la 3<sup>e</sup> Convention TERRITORIA. De nombreuses personnalités politiques, Jacques MELLICK, Ministre délégué à la Mer, Michel GRAUD, Président de l'Association des Maires de France, Jean-Michel BAYLET, Secrétaire d'État chargé des Collectivités locales, du monde de l'entreprise, Christian PELLERIN, PDG SARI, Christian SAS-

TRE, PDG groupe AZUR, et de l'Administration, Alcide de GAGNE, Directeur de la Ville d'Ottawa, Georges LACROIX, Président des Ingénieurs des villes de France... réfléchiront ensemble sur le thème « Secteur Public/Secteur Privé : comment mieux réussir ensemble ? » Le colloque animé par le journaliste François Henri de VIRIEU sera suivi d'une cérémonie de remise des Prix.

Aux cours de celle-ci, le Premier Ministre, M. Michel ROCARD, décrètera les récompenses aux fonctionnaires les plus innovants en matière de gestion locale.

Si le renouveau du Secteur Public passe par la mutation des technologies et des mentalités, le 23 novembre 1989 il passera aussi par... le CNIT.

Rendez-vous : Association TERRITORIA, Hôtel de Ville, 92000 LEVALLOIS PERRET. Tél. : 47-31-11-33.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde**  
ARTS ET SPECTACLES

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mardi 14 novembre

### TF 1

20.40 Cinéma : Il est génial, papy ! □ Film français de Michel Ondaatje (1987).  
22.15 Magazine : Ciel, mon mardi ! Avec Roger Hanin.  
23.45 Journal et Météo.  
0.05 Série : Intrigues.  
0.30 Série : Mémoires.  
0.55 TF1 nuit.

### A 2

20.35 Cinéma : Les diamants sont éternels. ■ Film britannique de Guy Hamilton (1971). Aventure spectaculaire de James Bond. Femmes plus ou moins fatales, défilé de gâteaux.  
22.35 Flash d'informations.  
22.40 Magazine : Stars à la barre. Présenté par Daniel Balian.  
Thème : L'école laïque et la religion.  
0.05 Quand je serai grand. Invité : Jacques Toubon.  
0.10 Informations : 24 heures sur la 2.  
0.30 Météo.  
0.33 Solitaire secondes. François Gros, biologiste.

### FR 3

20.35 ► Téléfilm : Paris mariage. Un jeune provincial dans la capitale.

### CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Mon ami le traître. □ Film français de José Giovanni (1988). Avec Valérie Kaprisky, André Dussollier.  
22.25 Flash d'informations.  
22.30 Cinéma : Silverado. ■■ Film américain de Lawrence Kasdan (1985) (v.o.).  
0.35 Sport : Les jeux du siècle. Automobile : Grand Prix de formule 1 du Portugal 1987 ; Moto : Grand Prix 500 cm<sup>3</sup> cubes de RFA 1985.

### LA 5

20.40 Cinéma : Samson et Dalila. ■ Film américain de Cecil B. De Mille (1949). La légende biblique vue dans le style baroque et kitsch propre à Cecil B. De Mille, mais la version doublée est insupportable.  
23.00 Série : Le voyageur.  
23.30 Magazine : Nomades.  
0.00 Journal de minuit.

### M 6

20.30 Série : Les jupons de la Révolution. Talleyrand, de Vincent de Brus. Le jeune abbé passait beaucoup de temps dans les prisons closes...  
22.10 Magazine : Ciné 6.  
22.30 Cinéma : La vengeance d'Hercule. ■■

Film franco-italien de Vittorio Cottafavi (1980).  
0.00 Six minutes d'informations.  
0.05 Musique : Boutrouck'n'hard.  
1.00 Rediffusions.

### LA SEPT

20.30 Documentaire : Les camps du silence.  
22.25 Cartes postales vidéo.  
22.30 Documentaire : Archives du vingtième siècle. José Bergamin.  
23.30 Danse : Changing steps. Ballet de Marc Cunningham.  
0.10 Documentaire : Vladimir Horowitz.

### FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. Luigi Dallapiccola. 2. Le sentiment de la captivité et la culture de la liberté.  
20.30 Archipel science. Une affaire de faux : des crânes à ne pas prendre au sérieux.  
21.30 Rencontres franco-allemandes 1989. Les fondations culturelles de la maison commune.  
22.40 Nuits magnétiques. Rondes de nuit.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Code. Art of noise.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Musique ensembles. Anthoniemoel, de Hauffert ; Fancy de Bon ; Arco 1 pour violoncelle seul de Malec ; Lumière de Guang-Ling de Chen ; Concerto pour violoncelle de Dardel ; par l'Ensemble Dardel, dir. Jean-Luc Dardel ; sol. : Haras Karunen, violoncelle.  
22.30 L'univers non tempéré. Musique traditionnelle canadienne.  
0.00 Club d'archives. Piero Coppola dirigeait la musique française. Œuvres de Debussy, Dukas, Indy, Chabrier.

## Mercredi 15 novembre

### TF 1

14.25 Châ Dorothée.  
17.55 Série : Héros, police d'Etat.  
18.55 Avia de recherche.  
19.00 Feuilleton : Santa-Barbara.  
19.25 Jeu : La roue de la fortune.  
19.55 Tirage du Téo-Q-Tac.  
20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.  
20.45 Variétés : Soirée soignée. Invités : Charles Aznavour, Carole Bouquet. Variétés : Jimmy Sommerville, Bernard Lavilliers, Laurent Voulzy et Elsa, les Indolites, les Gipsy Kings.  
22.35 Magazine : Ex libris. Moscou-Pékin : les secrets passent à l'Ouest. Expliquez-moi : Victor Suvorov (Le bris-glace), Alain Peyrefitte (Quand la Chine s'éveille), Ya Ding (Les 66 jours de Pékin (photo)) ; Extérieur livre : Hélène Carrère d'Encausse (L'empire éclaté), John La Carré (La maison russe), Duo Duo, poète chinois en exil au Canada, La plus grande librairie de Chine à Shanghai ; Exploration : Victor Segalen.  
23.35 Journal et Météo.  
23.55 Feuilleton : Helmet.  
0.55 TF1 nuit.

### A 2

14.15 Eric et compagnie.  
16.20 Magazine : Euroclac.  
16.35 Feuilleton : Les années collège.  
17.00 Magazine : Drôle de planète.  
17.20 Magazine : Graffiti 5-15.  
18.15 Série : Les voisins.  
18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19.00 Série : Top models.  
19.25 Jeu : Dessine-moi, c'est gagné !  
20.00 Journal et Météo.  
20.35 ► Série : Sentiments. Une saison des feuilles, de Serge Leroy. Une comédie attendue de la maison d'Albion.  
22.05 Flash d'informations.  
22.10 Magazine : Place publique. Thème : Drôles d'universités. Quand le grand. Invité : Patrick Dupond.  
23.30 Informations : 24 heures sur la 2.  
23.50 Météo.  
23.57 Solitaire secondes. Jack Lang.  
0.00 Magazine : Figures. Jacques Attali, conseiller spécial auprès du président de la République.

### FR 3

14.00 Magazine : Montagne (redif.).  
14.30 Jeu : Cherchez la France.  
15.00 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

### 17.00 Flash d'informations.

De 17.05 à 18.00 Amuse 3.  
18.00 Magazine : C'est pas juste.  
18.30 Jeu : Questions pour un champion.  
19.00 Le 19-20 de l'information.  
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.  
19.51 Dessin animé : Kimbo.  
20.00 Jeux : La classe.  
20.35 Théâtre : Le veilleur de nuit. Pièces de Sacha Guitry.  
22.05 Journal et Météo.  
22.30 Magazine : Océaniques. Les heures chaudes de Montparnasse, de Jean-Marie Drot. 7. En souvenir d'Alberto Giacometti.  
23.25 Cinéma : Folie suisse. ■ Film franco-suisse de Christine Uhlstein (1986). Avec Richard Bohringer, Daniela Silverio, Jean-François Balmer. D'après un roman de Jacques Pary, la curieuse histoire d'une drôle, d'une recherche d'identité poussée jusqu'au bout. Excellente interprétation. Ce film n'a jamais été distribué au cinéma. Ragnereine l'heure tardive.  
0.50 Musiques, musique. Missa Sancta Cecilia (Sanctus), de Haydn.

### CANAL PLUS

15.40 Téléfilm : Un amour hors saison.  
17.25 Cabou cadin.  
En clair jusqu'à 21.00.  
18.15 Dessins animés : Ça cartoon.  
18.30 Top 60.  
Hérité par Marc Tesson.  
Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : Carole Laure.  
21.00 Cinéma : Maloné. ■ Film américain de Harvey Cokiss (1987). Un ancien agent de la CIA se retire du circuit. Il est amené à lutter contre une organisation d'extrême droite. Un scénario bien ficelé de Christopher Frank sur le thème du complot politique occulte.  
22.25 Flash d'informations.  
22.35 Sport : Football. Match qualificatif pour la Coupe du monde : Ecosse-Norvège (en différé de Glasgow).  
0.10 Cinéma : Hidden. ■ Film américain de Jack Sholder (1987) (v.o.).  
1.45 Sport : Les jeux du siècle. Golf : La British Open 1977 ; Tennis : Finale du Tournoi de Roland-Garros 1983 ; Noël-Wunder.

### LA 5

13.30 Série : Baretta.  
14.30 Série : L'inspecteur Derrick.  
15.30 Série : Kung fu.  
16.45 Dessins animés.  
17.30 Magazine : En route pour l'aventure.

18.00 Dessins animés.  
18.50 Journal Images.  
19.00 Série : Happy days.  
19.30 Le bar des ministères.  
20.00 Journal.  
20.30 Divertissement : Drôles d'histoires.  
20.40 Série : Sur les lieux du crime. Une enquête du commissaire Schimanski.  
22.20 Série : La loi de Los Angeles.  
23.20 Magazine : Réussites.  
0.00 Journal de minuit.  
0.05 Feuilleton : Les héritiers.

### M 6

14.35 Série : Les années coup de cœur.  
15.00 Magazine : Roxanne Roll.  
15.30 Feuilleton : Les aventures de Tom Sawyer.  
16.05 Roxanne Roll (suite).  
17.10 Série : L'homme de fer.  
18.05 Variétés : Multitop.  
18.35 Série : Le tréfilon vert.  
19.00 Série : Magnum.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Madame est servie.  
20.30 Téléfilm : Les derniers jours d'un caïd.  
22.10 Magazine : Culture pub.  
22.40 Documentaire : Les chemins de la guerre. 8. De la Pologne à la guerre mondiale.  
23.30 Six minutes d'informations.  
23.55 Variétés : Fréquentar.  
1.00 Rediffusions.

### LA SEPT

16.00 Méthode Victor : Allemand et espagnol.  
16.30 Documentaire : Angano Angano, nouvelles de Madagascar. De Marie-Clémence et César Pass.  
17.40 Cinéma : Le beau mariage. ■■ Film d'Eric Rohmer (1982). Avec Béatrice Romand, André Dussollier, Annie Dombasle.  
19.20 Court métrage.  
19.30 Documentaire : Ce qui me meut. De Cedric Klapisch.  
20.00 Documentaire : Préfaces, Salvador Esprui.  
20.30 Feuilleton : Sainte Thérèse d'Avila (5<sup>e</sup> épisode).  
21.30 Série : It's our world (6).  
22.00 Magazine : Imagin.  
22.30 Documentaire : Jazz à Paris.  
23.30 Théâtre : Les petits pas. Pièces de Jérôme Deschamps.  
0.45 Cinéma : Tanguera. Film allemand de Heinz Peter Schwerdtl (1988).

### FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue.  
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.  
22.00 Communauté des radios publiques de langue française.  
22.40 Nuits magnétiques. Rondes de nuit.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Code. Art of noise.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert donné le 19 octobre au Théâtre des Champs-Élysées : Quatuor à cordes n° 15 en mi bémol mineur op. 144, de Chostakovitch ; Quatuor à cordes n° 15 en la mineur op. 132, de Beethoven, par le Quatuor Borodine.  
23.07 Jazz-club. En direct du Petit Opéra à Paris : Aldo Romano (batterie), Franco D'Andrea (piano), Paolo Fresu (trompette) et Furio Di Castri (contrebasse).

## Audience TV du 13 novembre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REÇU LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	55,7	Santa Barbara	Top models	Act. région.	Nulle part	Happy Days	Magnum
		23,3	3,4	20,1	2,0	4,3	2,9
19 h 45	58,5	Rouge tortue	Dameau	19-20 info	Nulle part	Bar minitimes	Magnum
		26,0	9,4	11,7	3,9	2,3	4,8
20 h 16	70,5	Journal	Journal	La classe	Nulle part	Journal	M <sup>6</sup> est servi
		29,4	15,2	10,5	3,4	5,6	6,2
20 h 55	75,1	Santa Barbara	Le bluffeur	Série Minitimes	Hidden	Des films courts	Shanghaï surprise
		23,4	24,1	12,7	4,1	5,6	7,7
22 h 06	68,8	Santa Barbara	Le bluffeur	Série Minitimes	Flash info.	Des films courts	Singhaï surprise
		21,0	24,9	11,1	1,9	5,9	5,7
22 h 44	30,7	Choc	Comment ça va	Bar 3	Lundi sport	Ecran pub.	Météo Système
		14,9	5,6	3,4	1,6	3,0	2,1

سكز من الاجل



## COMMUNICATION

Les retards de la télévision par satellite

## Des chaînes en quête de décodeurs

A 36 000 kilomètres d'altitude, un engin de 2 milliards de francs tourne quasiment à vide depuis un an. Lancé en octobre 1988, il devait permettre à TDF 1 d'inaugurer, après dix ans de tergiversations, l'ère glorieuse de la télévision par satellite. Mais, à l'exception de la SEPT, les chaînes autorisées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel n'émettront pas avant le printemps, voire l'automne 1990... faute de décodeurs.

En avril dernier, le Conseil supérieur de l'audiovisuel autorisait six chaînes de télévision à occuper les cinq canaux du satellite TDF1, en orbite depuis octobre 1988. Le « bouquet » de chaînes composé par le CSA devait satisfaire tous les goûts : culture avec la SEPT, cinéma avec Canal Plus (et son homologue allemand), jeunesse avec Canal Enfants, sport avec Sports 2/3, musique avec Euro-musique.

Depuis, seule la SEPT est venue occuper la place qui lui était destinée. Isolée, elle désespère de trouver son public, et milite pour obtenir des fenêtres hertziennes. Car ni les antennes de réception, ni sur-tout les décodeurs nécessaires aux chaînes cryptées et payantes ne sont encore disponibles en quantité. Et les réseaux câblés ne touchent qu'une petite minorité de Français.

Ce retard industriel rend prudents les opérateurs des futures chaînes payantes. Leur compte d'exploitation ne prévoit pas de diffusion sans public. Canal Plus, Canal Enfants, Sports 2/3 ne viendront pas épauler la SEPT avant le premier semestre 1990 au mieux. Ils doivent, d'ici là, s'entendre sur l'exploitation d'un parc de décodeurs adapté à la norme D2-Mac. Paquet, choisie pour TDF1 car elle permettra une évolution ultérieure vers la télévision haute définition.

## Carte commune ?

Malgré l'insistance du CSA, pressant les opérateurs d'agir dans une parfaite harmonie en vue de séduire le public sans lui compliquer la tâche, nul ne sait encore

comment seront commercialisées ces chaînes. Au plan technique, les choix sont faits, en faveur d'une norme de cryptage dite « Euro-crypt », associée à une carte à mémoire fabriquée par Bull, dite « PC2 ». Mais cette solution ne présente rien des formes d'abonnement proposées au public.

Canal Plus, forte de ses presque trois millions d'abonnés, des commandes de décodeurs qu'elle a passées à sa filiale Eurodec, ou de sa récente prise de contrôle de l'antenniste Tonna, n'est pas la plus pressée d'aboutir à une carte unique d'abonnement, valable pour les trois chaînes cryptées. La chaîne d'André Rousselet a passé un accord avec Canal Enfants - dont elle détient 10 %. Mais elle veut en savoir plus sur les projets de Sports 2/3 avant de faire « carte commune », et d'engager ainsi sa réputation.

En face, la chaîne sportive, associant les deux chaînes publiques et le groupe Chargeurs de M. Jérôme Seydoux, joue les bréteurs de la carte unique. Elle en fait une question de principe, de « pluralisme ». Et menace implicitement d'abandonner le satellite si elle ne peut s'insérer dans une construction économique cohérente. Sports 2/3 aurait un prétexte tout trouvé : le canal qui lui est réservé sur TDF1 est en panne. Et elle devra attendre TDF2, le secours de TDF1 en février prochain, pour espérer diffuser ses programmes. Le délai n'aurait guère d'importance : compte tenu du calendrier sportif, la chaîne vise un démarrage en vraie grandeur à l'automne 1990.

Dans ces difficiles négociations, Sports 2/3 peut compter sur le soutien objectif de France Telecom. Celle-ci a commandé ses propres décodeurs, et souhaite moins que tout autre voir Canal Plus occuper un monopole de fait dans la gestion technique des chaînes payantes. Aussi France Telecom a-t-elle proposé à Sports 2/3 de gérer ses décodeurs, à un prix d'environ 42 francs par mois et par abonné (alors que Canal Plus proposerait 59 francs). Ce seul énoncé des prix intermédiaires montre d'ailleurs que le jeu n'est intéressant, pour les opé-

rateurs, que si un individu s'abonne à plusieurs chaînes, divisant ainsi les coûts. D'où l'importance de la « carte unique ».

Derrière ces querelles de décodeurs, c'est toute l'organisation de l'audiovisuel futur, basé sur le péage, qui accouche dans la douleur. Y a-t-il place, à côté de Canal Plus, pour une deuxième filière de télévisions payantes ? Chacun sait que cette filière ne sera pas amorcée avec les seules chaînes de TDF1. Mais chacun sait aussi que les « fonds de commerce » ouverts

maintenant prendront de la valeur au fil des années.

Le téléspectateur, lui, attendra encore un peu les décodeurs... et les programmes. Quant au CSA, arbitre théorique de la discussion, il souhaite avant tout que les opérateurs s'accordent entre eux. « Chacun fait son cinéma... codé », explique un observateur, qui compte sur le réalisme économique pour trouver un terrain d'entente entre M. Rousselet et M. Seydoux.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

## Au Japon

## Les deux programmes de la NHK ont séduit 1,8 million de foyers

Au pays du Soleil-Levant, plus de 1,8 million de foyers sont en mesure (moitié directement, moitié via les réseaux câblés) de capter les deux programmes diffusés par la NHK, la télévision publique, sur le satellite BS2-B. Le prix des équipements de réception directe a beaucoup baissé, pour s'établir maintenant entre 2 500 et 4 500 francs, pour une antenne de 30 à 40 centimètres de diamètre et un boîtier d'adaptation.

En se branchant, au rythme de 70 000 foyers par mois, sur ces nouvelles chaînes, le public japonais confirme ainsi qu'il est parmi les plus friands de nouveautés, lui qui dispose pourtant de nombreuses télévisions hertziennes terrestres, publiques et privées.

Car un seul des deux programmes diffusés est original. De plus, la NHK rencontre des obstacles techniques et politiques, dans l'exploitation de son premier satellite BS2-A, lancé en 1984, a terminé sa vie active. En orbite depuis 1986, le deuxième, BS2-B, connaît des problèmes techniques qui ont incité les Japonais à commander aux Etats-Unis un satellite de secours, BS2-X, en attendant une deuxième génération de satellites, les BS3. Prévu pour la fin 1990, ceux-ci véhiculeront, outre deux chaînes de la NHK, une chaîne privée du consortium JSB, Japan Satellite Broadcasting.

Côté finances, depuis août 1989, une redevance spéciale de 930 yens par mois (environ 40 francs) pour la réception des chaînes par satellite a été instaurée, qui s'ajoute à la redevance traditionnelle de 45 francs par mois. Mais seul un quart environ des Japonais concernés paient cette taxe, aucune sanction n'étant prévue pour les contrevenants. Quant aux réseaux câblés, ils rechignent à aider la NHK à collecter cette redevance, et se plaignent du handicap qu'elle constitue pour leur propre commercialisation.

## Maquillages... haute définition

Si la NHK pousse néanmoins les feux de la télévision par satellite, c'est d'une part parce qu'elle voit le seul moyen d'augmenter ses ressources, et de l'autre parce qu'elle prépare ainsi l'avènement de la télévision haute définition. Avec une heure par jour de programmes en norme Hivision sur son satellite, la NHK joue les pionniers... à destination d'un public quasi inexistant.

Car les matériels permettant de visionner ces programmes en haute définition n'existent qu'à quelques exemplaires, dans des lieux publics. Ces expériences mettent néanmoins en lumière une série de changements dont la TVHD sera le moteur. Dans un domaine au moins, la finesse de cette technologie va faire bouger les apparences : constatant que le maquillage des présentateurs devenait par trop visible sur ces nouvelles images, la firme de cosmétiques Shiseido vient de lancer une gamme de fards spéciaux baptisée « Hivision make-up ».

M.-C. I.

## En Grande-Bretagne

## La bataille d'Angleterre de M. Murdoch

Depuis plus de trente ans, deux chaînes publiques (BBC1 et BBC2) et deux privées (ITV et Channel 4) se partagent les faveurs du public britannique, le plus gros consommateur de télévision d'Europe. Et ITV détient le monopole du principal marché de publicité télévisée du continent, plus de 18 milliards de francs. Alléché par ce pastel, deux groupes de chaînes par satellite se livrent une lutte sans merci pour la maîtrise du ciel anglais.

Rupert Murdoch a été le plus rapide. Le milliardaire australien, naturalisé américain, se préparait depuis longtemps. Dès 1983, il rachète une des premières chaînes par satellite, et la transforme en Sky Channel, essentiellement reçue sur les réseaux câblés du

Benelux. Mais sa véritable offensive date de l'été 1988. Il annonce à grands fracas la création d'un ensemble de quatre chaînes, baptisé Sky Television, et véhiculé (en norme PAL) par le satellite luxembourgeois Astra, qui permet une réception directe avec les petites antennes paraboliques de 60 centimètres de diamètre, qu'Amstrad promet de vendre moins de 200 livres (2 200 F).

Avant même le début des émissions, en février 1989, la presse Murdoch (un tiers des quotidiens du royaume, dont le Times et le Sun). Les antennes promises ne sont pas au rendez-vous dans les magasins ; les publicitaires font la fine bouche en raison du peu d'audience ; et l'alliance scellée

avec Disney pour une cinquième chaîne dans le bouquet de Sky vole en éclats avant même d'exister.

Les pertes s'accumulent : 120 millions de livres (1,2 milliard de francs) sont prévues pour la première année d'exploitation des quatre chaînes Sky One (tous publics), Sky Movies (cinéma), Sky News (information) et Eurosport.

Mais M. Murdoch n'est pas homme à renoncer pour si peu... Il passe un accord avec son rival de toujours, M. Robert Maxwell, afin de toucher le public des réseaux câblés, et décide de louer des antennes et des décodeurs aux abonnés de sa chaîne de cinéma, Sky Movies, qui sera cryptée à partir de février 1990. Et après le pessimisme général de l'été 1989, l'automne s'annonce plus souriant : plus de 350 000 foyers se sont équipés pour recevoir directement du ciel Sky, dont 120 000 pour le seul mois d'octobre, selon le Financial Times satellite Monitor.

La période des fêtes étant traditionnellement la meilleure pour l'équipement électronique, l'objectif de 600 000 foyers équipés en fin 1989, n'est plus irréaliste. Même en retrait de moitié par rapport aux prévisions triomphantes du lancement, ce chiffre confère à Sky Television une substantialité avancée sur son concurrent British Satellite Broadcasting.

## Attendre avant de s'occuper

Ce consortium BSB regroupe le financier australien Alan Bond (36,4 %), les groupes britanniques Pearson (Financial Times), Anglia, Granada et Reed, ainsi que le groupe français Chargeurs SA de M. Jérôme Seydoux. En 1986, BSB obtient la concession de trois chaînes de télévision directe par satellite et commande un satellite américain de forte puissance, lancé avec succès en août 1989. Récemment, BSB a reçu l'autorisation d'exploiter deux chaînes supplémentaires, soit cinq en tout : Galaxy (tous publics), Power Station (musique), BSB Sports, Now (vie quotidienne), The Movie Channel (cinéma), seule cette dernière étant payante.

Mais leur démarrage commercial a dû être retardé au printemps 1990, car les antennes plates et câblées de 45 centimètres de diamètre et les décodeurs pour la réception en norme D-MAC ne sont pas encore disponibles. De plus, les associés du consortium, qui ont déjà investi 425 millions de livres, doivent encore trouver la même somme.

L'ambition actuelle de BSB est donc de convaincre le grand public d'attendre avant de s'équiper et d'éviter ainsi une préemption du marché par M. Murdoch.

D'ores et déjà, chacun vante dans les journaux les mérites de ses antennes, la « squaral » ou « squish », plate et carrée, de BSB, la « dish », ronde et creuse, de Sky. Mais la compétition est encore plus rude du côté des programmes, et particulièrement des films, deux adversaires ont déjà engagé plus de 1 milliard de livres en contrats de longue durée avec les studios américains.

Même si cette frénésie d'achats, alimentant une inflation vertigineuse, s'est un peu calmée, les producteurs américains sont donc les premiers vainqueurs de cette nouvelle bataille d'Angleterre. Quant à Sky et BSB, elles s'inquiètent déjà d'une possible concurrence de Channel 5, une chaîne privée terrestre que le gouvernement de M. Thatcher propose d'autoriser d'ici quelques années.

M. C. I.

## MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 14 novembre 1989 à 0 heure et le dimanche 19 novembre à 24 heures.

Un front pénétrera mercredi sur le nord et le nord-est de la France, amenant des nuages mais pas de pluie. Il s'enfoncera ensuite vers le sud, mais les nuages deviendront moins nombreux. Dès mercredi, des nuages élevés envahiront le Sud-Ouest.

Mercredi : grisaille du nord au nord-est, soleil ailleurs.

Le matin, le temps sera brumeux en de nombreuses régions. Il y aura même du brouillard dans les régions de l'intérieur du pays. Dans le Nord-Est, ces brouillards pourront être givrants. Le temps gris du matin sera présent tout au long de la journée du nord du pays au nord-est et à la vallée de la Seine. En cours de journée, la grisaille gagnera vers le sud pour atteindre la Haute-

Normandie, l'île-de-France et la Bourgogne en soirée. Partout ailleurs, d'ouest à est de la Bretagne à Centre et aux Alpes et jusqu'au sud du pays, le ciel sera le plus souvent dégagé et le soleil sera très présent.

Les températures maximales seront souvent voisines de 0 degré dans l'intérieur du pays. Elles s'élèveront jusqu'à -1 à -5 degrés dans les régions les plus à l'est. Près des côtes, dans le Nord et au pied des Pyrénées, elles seront plus élevées : de 2 à 7 degrés.

Joué : refroidissement.

Par rapport à la veille, on notera dans la plupart des régions un net refroidissement. Le matin, le temps sera gris et brumeux sur un grand quart nord-est du pays, c'est-à-dire du Nord au Nord-Est et jusqu'en Normandie, dans le Centre, en Bourgogne et dans la région lyonnaise. Près des Pyrénées, le ciel sera toujours

assez nuageux. Ailleurs, le ciel sera le plus souvent dégagé avec encore localement de la brume et du brouillard.

Les températures maximales de l'ordre de -3 à -6 degrés dans le Nord-Est, voisines de 0 dans toutes les régions de l'intérieur, de l'ordre de 2 à 5 degrés près des Pyrénées et des côtes. En cours de journée, le temps sera bien ensoleillé sur presque tout le pays.

Vendredi : arrivée de la pluie.

Du sud de la Bretagne à la Vendée, au Poitou-Charentes, au Limousin, à l'Aquitaine, à Midi-Pyrénées et au pourtour méditerranéen, le temps sera très nuageux et faiblement pluvieux. Du nord de la Bretagne, à la Normandie, à l'île-de-France, au Centre, à l'Auvergne et aux Alpes, nuages et éclaircies s'alternent le matin, puis les nuages s'épaississent et il pleuvra. Du Nord-Picardie aux Ardennes, au Nord-Est, à la Bourgogne et à la Franche-Comté, le soleil brillera. La pluie

n'arrivera que dans la nuit. La vent d'est soufflera en toutes régions.

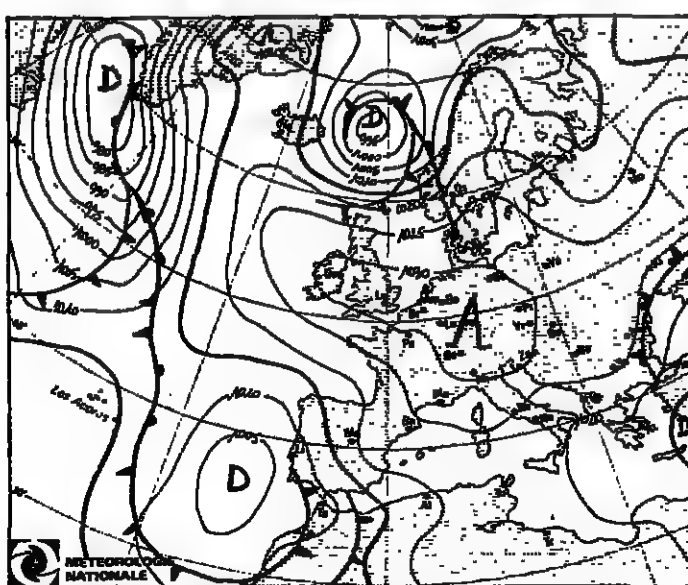
Les températures minimales seront comprises entre 0 et -4 degrés dans le Nord-Est. Dans le Sud-Ouest et les régions méditerranéennes, elles s'élèveront de 6 à 10 degrés. Les températures maximales ne dépasseront guère 4 ou 5 degrés dans le Nord-Est. Elles s'élèveront 10 à 12 degrés dans le Sud-Ouest et localement 15 degrés près de la Méditerranée.

Samedi et dimanche : pluies et vent.

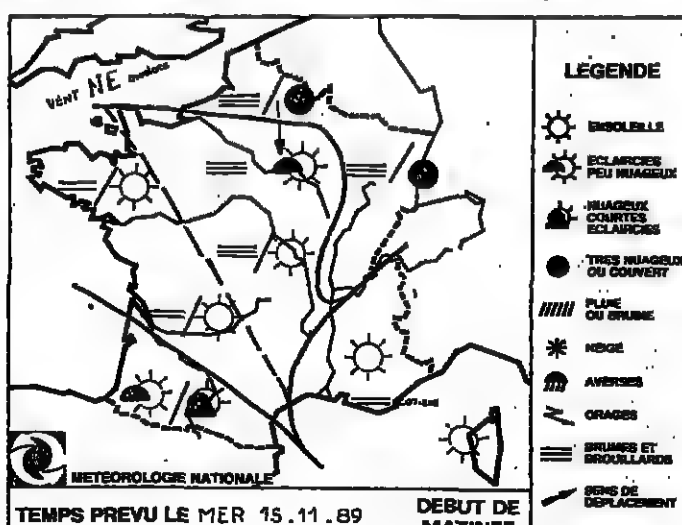
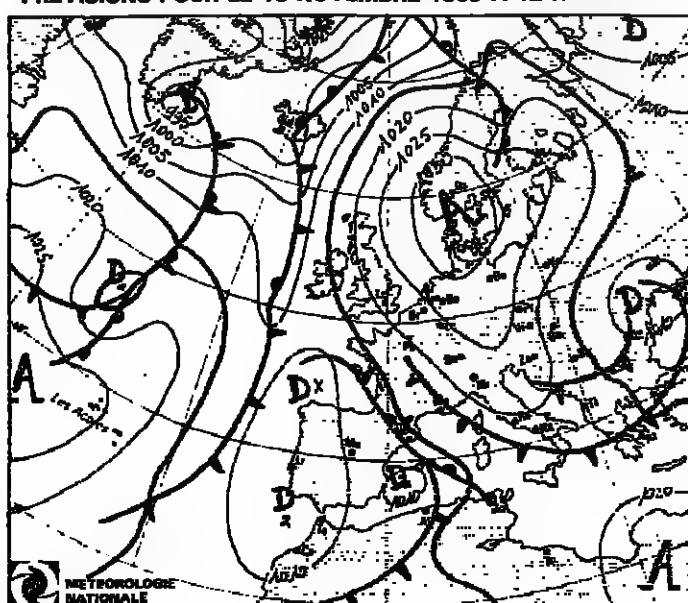
Les nuages seront nombreux sur toute la France. Aucune région ne sera à l'abri de la pluie ou des averses. Les précipitations seront abondantes sur les côtes méditerranéennes et les versants sud du relief.

Les températures seront en hausse.

## SITUATION LE 14 NOVEMBRE 1989 A 0 HEURE TU



## PRÉVISIONS POUR LE 16 NOVEMBRE 1989 A 12 HEURES TU



## TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

le 13-11-1989 à 6 heures TU et le 14-11-1989 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	14	3	D	LOS ANGELES	21	14	D
AMARCO	17	5	D		LUXEMBOURG	12	0	D
BARCELONE	19	9	B		MADRID	21	11	P
BORDEAUX	20	8	D		MARRAKECH	18	9	N
BOURGES	15	2	D		MEXICO	24	10	B
BREST	21	9	B		MILAN	8	1	B
CAGEN	15	1	D		MONTREAL	2	-5	P
CHERBOURG	15	10	C		MOSCOW	2	-1	C
CLEMONTE-FE	15	-1	B		PARIS	27	17	P
DIJON	6	-1	B		NEW-YORK	14	4	D
GRENOBLE-SAR	11	-2	D		OSLO	7	2	N
LIMOGES	20	6	D		PALMA-DEMAJ	21	10	N
LYON	13	0	B		PRINCE	4	-6	D
MARSEILLE-MAR	17	3	D		RUSS-BALEND	23	25	C
NANTES	4	-4	B		ROME	16	4	D
NICE	19	8	D		SINGAPORE	32	24	A
PARIS-MONT	16	4	D		STOCKHOLM	8	-1	C
PAU	21	6	D		STUTTGART	23	17	N
PERPIGNAN	16	6	D		TOKYO	21	15	C
RENNES	19	5	D		TUNIS	20	7	D
STRASBOURG	2	0	B		VIENNE	16	0	D
					VIENNA	5	-1	D

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)



28 La recommandation salariale du CNPF  
27 Les effets de la dévaluation de la monnaie

39 Krach, sort de crise et conflits sociaux  
41 Technologie, la photo magnétique

42 Marchés financiers  
43 Bourse de Paris

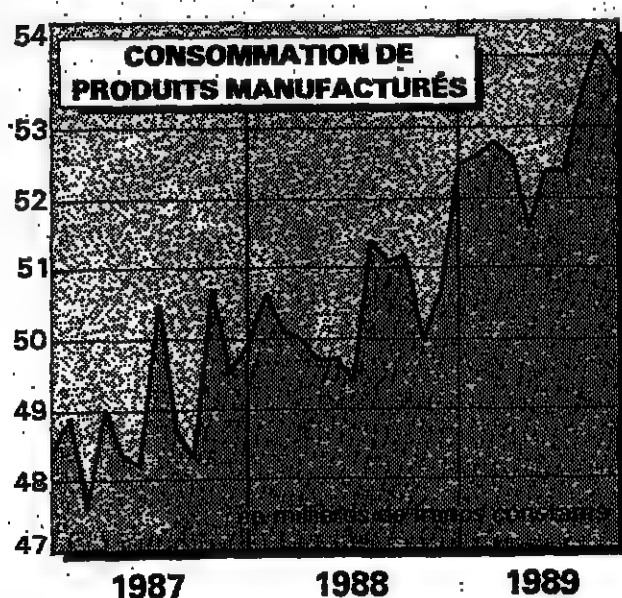
## BILLET

Air France  
pas assez  
concurrentiel

La Commission de Bruxelles harcèle Air France. Elle vient de lui demander de revoir ses accords d'exploitation conjointe avec Alitalia pour la ligne Paris-Milan-Turin, avec Iberia pour la ligne Paris-Bilbao-Saint-Jacques-de-Compostelle, et avec la Sabena pour les lignes Bordeaux-Toulouse-Bruxelles et Marseille-Lyon-Bruxelles. Dans ce type d'accord, les deux compagnies concernées effectuent à tour de rôle la vol pour le compte de l'autre; elles déterminent ensemble les fréquences et les horaires et se partagent les coûts et les recettes. La Commission estime que les compagnies n'ont pas prouvé que l'accord contribuait au maintien des lignes en question et que chaque accord «risque d'éliminer tout concurrent actuel ou potentiel». En revanche, la Commission a accepté des accords du même genre passés entre Air France et NFD, Air France et Brymon, Sabena et London City Airways, en faisant valoir que ceux-ci étaient destinés à faciliter l'ouverture de la ligne et qu'ils étaient provisoires. Ce faisant, la Commission accumule des munitions dans la perspective de la bagarre qui pourrait l'opposer à la France et à sa compagnie nationale. Car le gouvernement français et Air France sont résolus à temporiser pour reculer le moment où la concurrence en matière aérienne sera inévitable. La Commission a déjà demandé à Air France et à Alitalia de clarifier leur coopération, un peu trop exclusive à son goût. Elle propose au conseil des ministres des Douze de laisser les compagnies pratiquer librement de fixer leurs tarifs. Voici qu'elle montre un peu plus les dents: si la France ne voulait rien entendre pour accepter un peu de concurrence dans ses monopoles aériens d'ici au 30 juin 1990, date à laquelle doit être mise en place une nouvelle phase de préparation du grand marché européen, la Commission n'hésitera pas à le défer devant la Cour européenne de justice pour manquements au traité de Rome.

A. F.

## Les Français consomment beaucoup



En France la consommation des ménages en produits manufacturés a légèrement baissé en septembre (-0,7 %). Mais ce recul passager se produit à partir des hauts niveaux atteints depuis l'été. Sur un an (septembre 1988 comparé à septembre 1989), la consommation a augmenté de 5,2 % en volume, ce qui est beaucoup et ne peut résulter de la progression du pouvoir d'achat (1 % environ par tête dans le secteur privé). Explication possible: les salariés du secteur public ont anticipé l'amélioration de leur pouvoir d'achat en tirant sur leur épargne.

Une réunion d'économistes soviétiques à Moscou  
Les réformes économiques ne permettront pas  
une amélioration du niveau de vie avant 1996

explique M. Abalkin, vice-président du conseil des ministres de l'URSS

Face au clivage grandissant entre partisans des réformes modérées et audacieuses de l'économie soviétique, un colloque de trois jours réunissant les principaux économistes d'URSS s'est ouvert à Moscou lundi 13 novembre. Il a été convoqué par M. Leonid Abalkin, vice-président du conseil des ministres de l'URSS. Selon le texte publié par le comité d'organisation du colloque de la revue *Ekonomicheskaya Gazeta* du mois d'octobre, ce n'est qu'à partir de 1996-2000 que la production et le niveau de vie commencent à s'orienter sur une pente ascendante.

En raison de la détérioration récente de la situation économique, le texte note que «les gens sont de plus en plus inquiets, des extrémistes de gauche et de droite sont prêts à en profiter».

Selon les auteurs du rapport, la perspective peut se présenter sous trois angles différents: celui du conservatisme (cel des prix, l'immu-

tion de l'activité des coopératives, protection artificielle des entreprises non rentables...), celui des réformes radicales (introduction immédiate de tous les mécanismes de marché), celui de la traduction par une inflation galopante et l'effondrement de la production; celui des réformes modérées. Cette dernière approche est privilégiée par M. Abalkin qui envisage une période de transition s'étalant jusqu'à l'an 2000, articulée autour de plusieurs axes prioritaires, dont:

- la multiplication des formes de propriété. «Les entreprises non rentables doivent être déstabilisées au début de 1991 au plus tard dans l'industrie, et au début de 1992 dans l'agriculture»;
- la stabilisation de la circulation monétaire, qui passe par la création d'une monnaie parallèle, un impôt temporaire sur les investissements, la vente massive d'actions d'entreprises déstabilisées. Le passage progressif à la convertibilité du rouble doit être assuré par la libéralisation des importations, les mises aux enchères de devises, et l'organisation d'un marché des changes sur lequel devront s'échanger non seulement «les avoirs en devises des entreprises, mais aussi

une part croissante des réserves de change centralisées par l'Etat».

la libéralisation des échanges et des prix des biens de production (non compris les commandes d'Etat), à hauteur de 90 % d'ici 1995. Les prix de détail seront progressivement libérés en commençant par le secteur des produits de luxe et des biens importés.

Le projet de M. Abalkin prévoit la mise en œuvre de quatre étapes successives, qui comprennent le début de la déstabilisation et de la liquidation des entreprises déficitaires en 1990, l'introduction des revenus sur le coût de la vie et la réforme des prix de détail en 1991-1992, le début de la convertibilité partielle du rouble en 1993-1995. Au cours de cette étape, les investissements étrangers, dont le rapport note qu'un programme prioritaire destiné à les attirer doit être mis en œuvre, doivent commencer à avoir des conséquences visibles, et l'économie devenir peu à peu concurrentielle. Ce n'est qu'en 1996-2000 que «la réforme apportera les fruits attendus par tous les Soviétiques» en permettant enfin une croissance de la production et du niveau de vie.

F. L.

Certains conseillers de M. Gorbatchev envisagent  
l'introduction d'une monnaie parallèle au rouble

Plusieurs économistes soviétiques dont M. Oleg Bogomolov, le directeur de l'institut du système d'économie socialiste mondiale de Moscou, préconisent pour sortir de l'actuelle impasse dans laquelle se trouve l'Union soviétique en matière financière, l'introduction d'une monnaie parallèle au rouble.

Quelques mesures récentes confirment une volonté des dirigeants soviétiques de franchir quelques pas vers la convertibilité du rouble. Le 1<sup>er</sup> novembre, le cours du rouble touristique a été dévalué de 90 %. Le 3 novembre, à eu lieu à Moscou la première vente aux enchères de devises. Le 1<sup>er</sup> janvier prochain, enfin, un nouveau cours du rouble, utilisé par les entreprises, probablement fortement dévalué, entrera en vigueur et remplacera la multitude de taux appli-

cables à l'heure actuelle (selon le type d'entreprise et la provenance des devises).

Ces diverses mesures visent à doter l'URSS d'un embryon de marché des changes et à lui faire franchir quelques pas vers un objectif majeur: le retour à la convertibilité du rouble, pour la première fois depuis 1928. Sans convertibilité, c'est-à-dire sans libre circulation monétaire hors des frontières soviétiques, la normalisation des relations économiques internationales de l'URSS ne peut en effet être envisagée.

Un objectif  
à long terme

La plupart des économistes estiment que seule la succession de réformes internes radicales (des prix, du budget...) pourrait permettre à l'URSS d'achever la convertibilité du rouble. C'est pourquoi les responsables soviétiques, après avoir fixé de multiples échéances dont il est apparu clairement qu'elles ne pourraient être respectées, sont devenus très évasifs quant à la date de la réalisation de la convertibilité de la monnaie. C'est, en tout cas, un objectif de long terme.

Cependant, certains envisagent des mesures plus volontaristes; plutôt que de rechercher une convertibilité totale, couramment du processus de réformes économi-

ques, ils suggèrent le remplacement progressif du rouble, monnaie obsolescente, par une nouvelle devise. Une telle initiative permettrait de trouver une alternative entre les devises fortes, seules jugées dignes de confiance à l'heure actuelle dans les pays de l'Est, et la monnaie soviétique. Ainsi, M. Oleg Bogomolov estime que «ce n'est pas facile de parvenir à la convertibilité du rouble» et donc que mieux vaut introduire une nouvelle monnaie.

Selon lui, cette devise devrait être totalement convertible, car soutenue par des réserves en devises fortes et limitée dans son usage, dans un premier temps, à certaines entreprises à l'intérieur de zones économiques limitées. Elle pourrait être gagée sur les possessions d'or de l'URSS, ainsi que l'a suggéré l'économiste Abel Aganbegian.

Aussi risqués qu'elle puisse, l'idée bénéficie pourtant d'un précédent historique de taille. Une telle monnaie avait été, pour des raisons similaires, introduite par Lénine en 1922, au début de sa «nouvelle politique économique». M. Bogomolov ne voit d'ailleurs pas d'inconvénient à ce que son nom, le «tchervonets», soit repris; il a le mérite d'évoquer la couleur rouge, celle du socialisme, ainsi que l'or, avec tout l'effet rassurant produit dans la population.

FRANÇOISE LAZARE  
Lire la suite page 26

## INSOLITE

## Investissements culturels

Les investisseurs japonais ne font pas le détail. Dans leurs achats, ils sont prêts à soutenir la culture et l'économie européenne sous tous leurs aspects. Un industriel japonais, M. Shida, qui fabrique des pompes hydrauliques et électriques et des planches à voile, va acheter le château de Saint-Loup-Lamare dans les Deux-Sèvres, où fut emporté durant la guerre de Cent Ans le roi de France, Jean le Bon, après la bataille de Poitiers. Reconstitué par l'écuyer de François I<sup>er</sup>, ce château, légué à la Ligue nationale contre le cancer, avait été revendu par celle-ci en raison du coût d'entretien. Il a été

racheté il y a deux ans pour 8 850 000 F par la chanteuse Chantal Goya et son mari, le compositeur Jean-Jacques Debout. Mais les spectacles que ceux-ci avaient organisés sur le site ont été un échec.

Pas découragé, l'industriel japonais a annoncé qu'il avait l'intention de continuer les spectacles en en laissant la responsabilité artistique à Jean-Jacques Debout. Mais peut-être M. Shida va-t-il trouver la rentabilité ailleurs, car il a confié au notaire qu'il souhaitait acquérir l'ensemble d'une zone artisanale locale pour y installer une unité de pompes électriques...

## Un entretien avec M. Michel Pébereau

«Les risques d'échec  
ne sont pas négligeables»

déclare le président du CCF

Le CCF, dont M. Michel Pébereau est le président, dispose en Allemagne de l'Ouest d'une succursale à Francfort et d'une société commune à Düsseldorf avec l'allemand Interfinanz sur le marché des fusions et acquisitions. La banque privée française est également, depuis juillet dernier, conseiller du gouvernement hongrois pour la privatisation de Vidéoton, société de communication par satellite.

«Que pensez-vous de ce qui se passe à l'Est?»

«Du point de vue des libertés individuelles, ou de la démocratie, les événements de l'Europe de l'Est sont à l'évidence totalement positifs. D'un point de vue géostratégique, le jugement, également positif, se teinte inévitablement d'inquiétude. La coupure de l'Europe en deux, qui est vieille de quarante ans, est remise en cause. Comment ne pas s'en féliciter? Mais le mouvement de libéralisation des pays de l'Est risque de déboucher sur la déstabilisation de l'Union soviétique elle-même, par exemple par explosion des nationalismes. Comment ne pas s'en inquiéter, du point de vue de la stabilité des relations internationales?»

«Quelles peuvent en être les répercussions en matière économique?»

«Dans le domaine économique, on peut faire une analogie. Ce qui se passe actuellement est essentiel: c'est, pour l'Europe, l'événement le plus important depuis l'accord de création du Marché commun. La situation créée est en outre riche de promesses. Mais elle est aussi une source de risques. À bien des égards, il peut en résulter le meilleur, ou le pire, selon les réactions des uns et des autres.»

Ces événements consacrent l'échec des méthodes de gestion centralisées de l'économie, après quatre décennies d'application. Ils constituent donc un formidable succès pour l'économie de marché. Mais pour que ce succès soit décisif, il faut que les réformes engagées réussissent dans chacun des pays concernés. Or les risques d'échec ne sont pas négligeables, en raison de la précipitation des événements, de l'expérience des équipes de direction, en particulier en matière économique, et de la formidable attente des opinions publiques. De tels bouleversements des conditions de gestion risquent fort de déboucher à court terme,

sur une détérioration de la situation économique et sociale. Il faudra du temps pour que les changements se traduisent par des améliorations. Il faut que les pays occidentaux aident les gouvernements réformistes à abréger cette période difficile et à la rendre supportable.

«Quelles occasions ces bouleversements à l'Est offrent-ils pour les entreprises occidentales?»

«Les entreprises d'Europe occidentale peuvent jouer un rôle utile. En formant des stagiaires; en apportant une assistance technique; en engageant des opérations de coopération; en investissant. Mais certaines de leurs actions supposent un appui des Etats occidentaux ou des organisations internationales, notamment sous forme de garanties financières contre les risques politiques.»

Le bouleversement de l'ordre de l'Est ouvre des perspectives nouvelles d'échanges entre l'Est et l'Ouest, et donc des perspectives nouvelles de croissance pour tous. Mais si l'ordre ancien disparaît, l'ordre nouveau n'est pas encore établi. Si les périodes d'incertitude sont trop longues, elles risquent de déboucher sur le chaos ou le retour en arrière. Il ne faut pas perdre de temps pour engager le dialogue, afin de jeter les bases d'un nouvel ordre politique et économique international.

«Est-ce une chance ou un danger pour la Communauté économique européenne?»

«Les changements à l'Est devraient conduire l'Europe des Douze à accélérer son intégration pour mieux répondre, en tant que telle, aux défis nés de ce contexte nouveau. Elle peut le faire, notamment en lançant immédiatement un plan irréversible d'union économique et monétaire. Et elle doit le faire. Car si elle aborde cette tâche nouvelle en ordre dispersé, le risque est grand qu'elle s'égare, se délite. L'effondrement du mur de Berlin crée un grand ébranlement de l'Europe. Stabilisons vite la maison de l'Europe des Douze en parachevant sa construction.»

Jamais, je le répète, depuis la fin des années 50, une telle opportunité ne s'est présentée. Il faut savoir la saisir. Accélérer la construction de l'union des Douze et confier à cette union la responsabilité d'une politique de coopération et d'assistance vers les pays de l'Est du continent est le seul moyen de faire de cette opportunité une chance pour notre avenir.»

Propos recueillis par  
CLAIRE BLANDIN

## EXECUTIVE MBA

SAINT-XAVIER COLLEGE / UNIVERSITY  
CHICAGO3<sup>e</sup> CYCLE

- Programme américain Master of Business Administration
- Cours du Soir • Cours de week-end
- Pour cadres d'entreprise - diplômés du 2<sup>e</sup> cycle de l'enseignement supérieur
- Ingénieurs - pharmaciens - médecins
- Diplôme étranger équivalent
- Cours en américain
- Début du programme: janvier 1990
- Financement des études - Prêt bancaire étudiant ou prise en charge par la formation continue.

INFORMATION-ADMISSION

(1)42.66.66.82

IEMI/SAINT-XAVIER College University

71, rue du Fg-St-Honoré - 75008 PARIS



سكول الأعمال



صحة من الاجل

## ECONOMIE

La recommandation salariale du CNPF

### Le patronat souhaite le maintien d'une politique « souple et diversifiée »

Le CNPF vient d'adresser, comme chaque année, sa recommandation salariale. Adoptée le lundi 13 novembre par le conseil exécutif du CNPF, elle préconise pour 1990 la même politique « souple et diversifiée » et encadre davantage les pratiques de l'individualisation des rémunérations et de l'intéressement.

Dans sa recommandation salariale pour 1990 aux fédérations et unions patronales, M. Jean-Louis

Giral, président de la commission sociale du CNPF, rappelle que la « politique salariale souple et diversifiée » préconisée par le patronat est articulée autour de trois axes : « L'augmentation des rémunérations s'inscrit dans le contexte économique d'ensemble et doit tenir compte de la situation propre à chaque branche professionnelle et à chaque entreprise » ; « les performances individuelles, objectivement mesurées, sont à prendre en considération » ; « l'ensemble du personnel doit être associé aux résultats économiques de l'entreprise ».

Pour M. Giral, une telle politique « a permis d'associer les salariés du secteur privé à la reprise de la croissance sans compromettre l'avenir ». Elle doit être poursuivie en 1990 « en tenant compte de la situation propre à chaque branche professionnelle, de façon que les gains de productivité réalisés par les entreprises concourent à l'amélioration de la situation de leurs salariés sans compromettre le développement de leur compétitivité ». M. Giral préconise un « réel esprit de concertation » et la recherche d'accords collectifs.

constituent deux des trois composantes à part entière de cette politique salariale, ne sauraient conduire à ce que la part des éléments à caractère aléatoire dans la rémunération globale des salariés n'altère de façon préjudiciable l'équilibre indispensable entre ces trois composantes ».

(1) M. Claude Archambault, jusqu'alors directeur général des affaires sociales du CNPF, vient d'être nommé conseiller du président de la Fédération nationale des travaux publics. Son intérim au CNPF va être assuré par M. Jean Gauthier.

#### Echanges de vues

M. Giral souligne ainsi que « la pratique de l'individualisation nécessite le respect d'un certain nombre de principes essentiels », comme « la cohérence avec la stratégie globale de l'entreprise, l'établissement de règles claires et connues à l'avance, l'association de l'encadrement et sa formation, l'information du personnel, la possibilité de réexamen des situations individuelles ».

« Rien ne s'oppose dans ce domaine », ajoute M. Giral, « à ce que les professions et les entreprises qui le jugent opportun procèdent, avec les organisations syndicales qui y sont disposées, à un échange de vues pour en tirer les conséquences utiles ».

Autre rappel du président de la commission sociale (1), l'intéressement « ne doit en aucun cas se substituer au salaire, sauf à en dénaturer l'objet et à risquer, de surcroît, de compromettre gravement les assouplissements » de l'ordonnance de 1986. « Individualisation et intéressement », conclut M. Giral, « se complètent et

#### Continuité

par Michel Noblecourt

CONTINUITÉ, tel pourrait être le maître mot de la politique salariale du CNPF telle qu'elle ressort de la recommandation que, pour la première fois dans l'exercice de ses nouvelles fonctions, M. Jean-Louis Giral vient d'adresser aux fédérations et unions patronales.

Fidèle à la ligne adoptée par l'organisation patronale depuis 1983, le texte ne contient aucun objectif chiffré. Et il reprend exactement le même triptyque — augmentations générales, performances individuelles, associations aux résultats — que la lettre qu'avait envoyée M. Guillen pour 1989. Au demeurant, une telle politique a porté ses fruits puisque pour 1989 la plupart des accords d'entreprise ont prévu des hausses de 3 % au lieu de 2,5 % en 1988.

Alors que les entreprises mettent de plus en plus en avant leur autonomie, la recommandation du CNPF peut apparaître en déphasage. Dans le jeu salarial, les entreprises ont de moins en moins

besoin de chef d'orchestre. Ce phénomène se vérifie aussi dans le secteur public au point que l'hôtel Matignon s'interroge sur l'opportunité d'édicter une directive salariale pour 1990. Toutefois, nombre d'accords d'entreprises restent encadrés par des accords de branche. La recommandation du CNPF conserve donc toute son utilité.

Le texte de M. Giral contient en outre quelques novations intéressantes. Plus qu'à l'accoutumée, il insiste sur la concertation en évoquant aussi des accords collectifs et des échanges de points de vue avec les organisations syndicales. Il préconise aussi une plus grande transparence dans le domaine de l'individualisation. Il recourt même à la mise en garde pour réaffirmer que l'intéressement « ne doit en aucun cas se substituer au salaire ». Un principe que les pouvoirs publics pourraient imposer lorsqu'ils procéderaient, au printemps prochain, à un toilettage de l'intéressement.

### Perturbations dans les centres de tri de Lille et de Rouen

Près de 75 % des membres de l'équipe de nuit du centre de tri postal de Lille-Lesmines étaient en grève, mardi 14 novembre, selon le ministère des PTT, qui fait toutefois état de perturbations limitées. Selon les responsables de la poste, deux millions d'objets sont bloqués, mais cela représente « à peine une journée de travail », et les services de vente par correspondance ne sont pas touchés.

Le préavis de grève (débrayages tournants d'une heure) déposé par les syndicats CGT, CFTD, FO et SUD ne couvre pas la journée du 15 novembre. Les syndicats, qui réclament des embauches et l'amélioration de certaines primes, doivent être reçus mercredi par le directeur régional des postes.

A Sotteville-lès-Rouen, près de 60 % des agents étaient en grève mardi à 6 heures, mais, selon la

direction, un vote organisé au cours de la nuit a dégagé une majorité en faveur d'un arrêt du mouvement de grève totale. Celui-ci est destiné à s'opposer aux projets gouvernementaux en faveur d'une modification statutaire. Les répercussions sur le trafic sont restreintes, selon le ministère.

○ Nouveau débrayage à l'usine Peugeot de Mulhouse. — Six cents à sept cents personnes, selon les syndicats CGT, CFTD, CFTC, quatre cent cinquante à cinq cents, selon la direction, ont débrayé pendant quatre heures, lundi 13 novembre, à l'usine Peugeot de Mulhouse, pour obtenir la réintégration de deux salariés dont un délégué syndical, contre lesquels une procédure de licenciement a été engagée à la suite d'incidents avec la maîtrise.

#### ETRANGER

### L'introduction d'une monnaie parallèle au rouble est envisagée

Suite de la page 25

A l'époque de la révolution bolchévique, l'URSS n'avait pas de véritable monnaie nationale ; seuls des souviak (littéralement « signes soviétiques »), des sortes d'assignats, permettaient à la population de commercer. Or l'inflation galopante avait considérablement réduit la valeur de ces titres, dans un pays ravagé par la guerre civile. Les tchervonets, qui pouvaient être échangés contre les monnaies convertibles de l'époque et étaient garantis par les réserves d'or de l'URSS, furent donc allouées aux entreprises et aux étrangers détenteurs de concessions en URSS. Le cours des tchervonets était coté quotidiennement en URSS et en Occident. Progressivement, les souviak achevèrent de perdre leur valeur et le gouvernement procéda en 1924 à l'échange des tchervonets contre le rouble soviétique, qui est resté convertible jusqu'en 1928.

Ce phénomène de bonne monnaie qui chasse la mauvaise est celui que voudrait bien réappliquer M. Bogomolov. L'application doit être progressive, et ce n'est certainement pas un hasard si l'économiste est également le défenseur des « zones économiques spéciales », dans lesquelles pourraient être échangées la nouvelle monnaie.

D'ailleurs, s'il est peu probable que le principe de la devise alternative soit mis en application par Moscou, il a déjà été pris en considération dans les pays baltes : l'Estonie a annoncé il y a quelques jours son intention d'émettre sa propre devise.

L'idée forte de la proposition de M. Bogomolov repose sur la nécessité de disposer d'une monnaie cré-

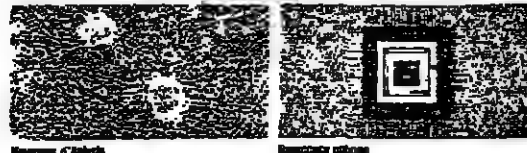
dible à l'intérieur du pays, sur le marché des biens, avant de songer à libéraliser les mouvements de capitaux avec l'étranger. Désormais dépourvu de jolies rangées de Fonds monétaires internationaux — dont elle avait été l'un des membres fondateurs — l'URSS se voit répondre, en particulier par les Etats-Unis, que son admission ne pourra pas être acquiescée tant que sa monnaie ne sera pas convertible. Or, pour parvenir à un tel but, l'ajustement économique est impératif, et la discipline imposée par le Fonds monétaire, quoiqu'elle soit rigoureuse socialement, pourrait être bénéfique.

FRANÇOISE LAZARE

○ RECTIFICATIF. — C'est par erreur que nous avons écrit, dans nos éditions du mardi 14 novembre, que le produit national brut de la RFA par habitant s'élevait à 87 000 francs par an. Il s'agit en réalité de 122 000 francs, selon les statistiques publiées par l'OCDE. Le PNB par habitant de la RDA est estimé, de source occidentale, à 52 000 francs par habitant.

## LA COMMUNICATION DE DEMAIN NOUS L'AVONS DECOUVERTE SOUS L'EAU

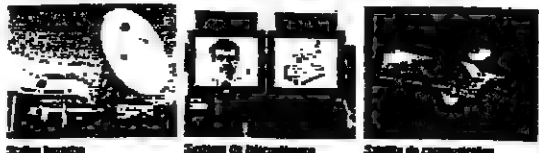
Nos regards se portent naturellement vers les étoiles, lorsqu'il s'agit d'innover en matière de communication. Aussi, nos scientifiques ont-ils orienté leurs recherches vers l'espace, où nous sommes passés maîtres dans le domaine des communications par satellite. Puis, vers un



milieu inhabituel : celui des profondeurs de l'océan. Ils y ont découvert Aplysia, un mollusque marin dont l'étude du système nerveux a permis la mise au point de la première neuroprothèse optique.

La neuroprothèse Mitsubishi a ouvert la voie dans la conception des neuro-ordinateurs, ces machines « pensantes » qui accompliront des fonctions jusqu'alors propres à l'homme, telles que la reconnaissance des formes, des caractères imprimés ou encore de la voix humaine. Il ne fait aucun doute qu'ils deviendront indispensables aux systèmes de communication ultrarapides et précis des années à venir. Pour perfectionner des produits de communication des

plus sophistiqués, tels que téléphones mobiles, télécopieurs, systèmes de téléconférence, scélissas de communication et stations terrestres, Mitsubishi Electric constitue une nouvelle génération de visionnaires : des scientifiques, qui voient scintiller des étoiles au fond des mers.



**MITSUBISHI ELECTRIC**  
Mitsubishi Electric France S.A.  
85, Avenue de Colmar, 92253,  
Puteaux-Malmaison Cedex, France  
Téléphone (1) 47.02.71.00 Telex MELCAMP 202287F  
Fax (1) 47.02.04.05



## ÉCONOMIE

Le colloque « Éthique et finance », organisé par « le Monde »

# La qualité des hommes d'abord

Le Monde a organisé, lundi 13 novembre, dans les salons du Centre français du commerce extérieur (CFCE) à Paris, un colloque sur le thème « Éthique et finance ». Au-delà des lois, des règlements et codes de déontologie, les participants ont insisté sur la nécessaire qualité professionnelle et morale des hommes.

Vouloir définir une éthique en matière de finance est certainement une gageure. Les participants au colloque du Monde en ont tous eu bien conscience car, même en admettant que l'on puisse se rallier à quelques principes évidents (« Tu ne mentiras pas », « tu ne voleras pas... »), leur mise en œuvre ne manque pas de poser des problèmes.

Tant M. Marc Vénot, président de la Société générale, que M. Jean-Marc Vernes, PDG de la Banque industrielle et commerciale du Maroc, ou M. Bernard Esambert, PDG de la Compagnie financière Edmond de Rothschild, voire M. Christian Giacomoni, président du directoire de la Banque Arjil, ont montré que, dans la pratique, les choses n'allaient pas aussi facilement que du haut d'une chaire, fût-elle d'université.

Les deux mots éthique et morale se confondent, comme le rappelle en conclusion Paul Fabra, éditeur de *le Monde*, ou conviendra que l'éthique est la démarche par laquelle on entend faire régner une morale dans un domaine quelconque. S'agissant de la finance, l'affaire n'est pas mince dans un pays qui garde un vieux fond de méfiance envers l'argent. Un pays où le mot latin *debita* (« dette ») est toujours traduit dans la prière des chrétiens par le mot « offense », où les jeux d'argent, donc la spéculation et le spéculateur, sont regardés comme immoraux et ce malgré d'innombrables progrès dans l'acceptation d'une éthique, si l'on en croit M. Bertrand Jacquillat, professeur à l'université Paris-Dauphine. Son compère en enseigne-

ment, M. Francis Demier, historien, maître de conférences à Paris-Nanterre, a lui aussi parlé d'une gauche suspecte qui, Proudhon aidant, s'était manifestée avant même le marxisme ainsi que d'une droite nationaliste cherchant par antisémitisme un bouc émissaire, sans compter un monde rural archaïque faisant plus confiance au bas de laine qu'à son banquier.

### La réglementation ou les codes

Le formidable développement des secteurs financiers n'a pas effacé toutes ces préventions. M. Jean-Marc Vernes n'a pas manqué de souligner que l'on félicite volontiers l'heureux gagnant du Loto qui a spéculé sur la chance, notion pourtant peu ration-

nelle, mais pas le banquier qui, grâce à sa connaissance des affaires, a réussi un bon coup.

Spéculer n'a rien d'immoral, a d'ailleurs réchéri M. Vénot, en redonnant à ce mot son sens étymologique d'« observer ». Président d'une banque qui a fait l'objet de fortes controverses il y a peu, M. Vénot a montré par son langage même que le souci d'éthique pouvait aussi s'exprimer par une recherche de l'efficacité. Il s'est dit d'autant plus « choqué par le mensonge que ça ne marche qu'un temps ». Chargant les mots, il a ajouté : « On a plutôt intérêt, et c'est tout aussi payant, d'avoir une image qui intègre la déontologie. Cela revient à faire un choix entre le court terme et le long terme. »

Réajoutant M. Vernes, M. Vénot confirmait qu'en affaires l'amitié a un

prix, parfois très élevé. En d'autres termes, sauf à se le faire reprocher par son conseil d'administration, il peut arriver qu'il renonce à une bonne plus-value pour conserver des relations auxquelles il a la faiblesse de tenir. Cette « loi du milieu », dira Paul Fabra, ne fait pas une éthique, mais elle aide à comprendre ce qui relève de la morale et ce qui ressortit à la réglementation.

Le législateur fut, il est vrai, appelé à la rescousse au cours du débat, en dépit de la confusion que cela pouvait instaurer. M. Etienne Pflimlin, président de la banque du Crédit mutuel et de l'Association française des établissements de crédit (AFEC), a bien montré que le législateur était toujours en retard d'une innovation. « On est sans cesse en situation de jurisprudence », a-t-il souligné. On essaie en permanence d'adapter les pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse en fonction des problèmes qui se posent. La fixation de règles ne demeurant d'induit pas nécessairement des changements de mentalité. « A trop vouloir réglementer, on suscite les vocations de fraudeur », a expliqué M. François Delavenne, directeur général de la société Techniques et gestion financière. Tant il est vrai qu'on se soumet à la loi tandis que l'on adhère à une éthique. La première ne peut imposer la seconde, elle ne permet que de faire reculer les abus.

### Les lois et la vertu

C'est un peu dans cette voie qu'aurait voulu entrer M. Carlo De Benedetti, l'homme d'affaires italien qui défendra la chronique lors de son assaut contre la Société générale de Belgique. Il tenta de distinguer entre le comportement individuel et la notion philosophique. Il voulait faire aussi le départ entre le capitalisme démocratique et le capitalisme oligarchique, ce dernier étant récusé du fait qu'il se montre indifférent aux actionnaires et plus encore aux actionnaires minoritaires. Les petits porteurs refaisaient surface. Mais, croire,

comme M. De Benedetti, que « ce sont les lois qui obligent chacun à la vertu », n'était-ce pas à nouveau refuser la notion d'immoralité dans les comportements individuels ?

« Une des garanties, c'est la qualité des hommes, qualité professionnelle et morale », affirma, pour sa part, M. Pflimlin, visiblement approuvé par tous ceux qui considèrent que la morale est affaire personnelle. En ce sens, prétendre que l'éthique puisse s'enseigner provoque quelque scepticisme parmi les participants au colloque. C'est pourtant ce que prétendit M. Jean Pasquero, qui enseigne cette discipline à l'université du Québec, à Montréal. Discipline de plus en plus en vogue en Amérique du Nord, a-t-il affirmé. La description sommaire, faite de temps, il dut donner de cet enseignement le fit plutôt assimiler à un conditionnement dans un univers, où de son propre aveu, « il y a trop de risques à enfreindre la réglementation ».

Plus pragmatique, une majorité d'intervenants se sont prononcés pour une solide déontologie au niveau des sociétés financières, tout en reconnaissant que c'était là régler le problème *minima*. Il eût fallu pouvoir, ou vouloir, enfermer la question dans un plus vaste ensemble que ce que suggèrent ceux qui, comme M. Marc Vénot, évoquent l'importance de la parole donnée et avancèrent avec précaution le mot *honnêteté*. La morale, en définitive, serait-elle aussi suspectée que l'argent ? L'une et l'autre, en fin de compte, ont quelques difficultés à faire bon ménage.

Secrétaire général de la revue *Economie et humanisme*, M. Hugues Fueil évoqua l'idée de la création d'un comité d'éthique financière ou, à tout le moins, de la mise en place de « lieux où se confrontent nos besoins de valeurs ». Un ange passa. Cela parut presque aussi incongru que la question posée dans l'assistance à propos de l'influence de l'islam sur le comportement des banquiers. On étendit sur cette question un voile pudique.

A chacun sa morale, clama à sa façon M. Esambert. « Voyez ce qui se passe en Allemagne et au Japon où on

travaille pour conquérir des positions mondiales, a-t-il fait remarquer. Quand la sphère financière se met au service de la production industrielle, il y a infiniment moins de spéculation. La spéculation devient un mal quand elle aboutit à un enrichissement sans cause. »

Non sans malice, M. Vénot tira la dernière saveur en invitant la presse à jouer un peu moins le court terme et à retourner la tendance à dénicher des affaires plutôt que de parler des affaires. Cette leçon valait bien un colloque sans doute.

F. S.

### Nouvelle tentative de prise de contrôle d'Avon

Chartwell, un groupe d'investisseurs comprenant notamment un responsable de la firme de produits de beauté Mary Kay Corp. et M. Gordon Getty, héritier d'un groupe pétrolier, a manifesté, le lundi 13 novembre, son intention de prendre le contrôle d'Avon, numéro trois mondial des cosmétiques. Chartwell Associates détiendrait 6,9 % du capital d'Avon et entend poursuivre son action, ont indiqué ses initiateurs dans un communiqué. Un porte-parole d'Avon, M. John Cox, a rappelé une fois de plus que la firme n'était pas à vendre et que sa direction pensait que les actionnaires verraient leurs intérêts mieux servis si le groupe restait indépendant.

Depuis le début de l'année la firme de cosmétiques a déjà repoussé trois tentatives de ce type. La première, en mai, était lancée par Amway soutenu par le célèbre raider Irwin Jacobs. C'était ensuite le tour du fabricant de produits de beauté Mary Kay qui revient, aujourd'hui, indirectement. Enfin, en août, Irwin Jacobs retenait sa chance, proposant 2,8 milliards de dollars (17,6 milliards de francs).



AU-DELA D'UNE CERTAINE TAILLE  
L'IMPORTANT N'EST PLUS DE GRANDIR,  
MAIS DE SE COMPRENDRE

Atlas 400, la messagerie électronique universelle  
de Transpac.

Plus une entreprise se développe, plus complexes deviennent ses modes de communication, et plus cruciale la nécessité de les concilier avec ceux de ses différents partenaires économiques. Comment communiquer avec des matériels d'origines diverses et souvent incompatibles ? Quelle langue parler dans cette cacophonie informatique ? Atlas 400 est l'Esperanto de cette tour de Babel.

Service universel d'échanges d'informations, il affranchit l'entreprise des contraintes intolérables de compatibilité et de disponibilité simultanée. 24 h sur 24, 7 jours sur 7, Atlas 400 règle la transmission des messages, assure leur stockage temporaire, leur diffusion, gère leur remise directe ou différée, et permet aux équipements hétérogènes, micro-ordinateurs, terminaux, télex, télétypes, minitel, télételex... de dialoguer en toute compatibilité.

Avec l'ouverture de multiples nouveaux services, en particulier Atlasfax, qui permet d'envoyer des messages aux télécopieurs du monde entier, Atlas 400 abolit contraintes d'horaires et frontières techniques.

La communication inter-entreprises prend sa vraie dimension humaine : celle de la compréhension mutuelle.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM  
(Groupe FRANCE TELECOM).

TRANSPAC, 33 av. du Maine, 75755 Paris Cedex 15.  
Tél. : (1) 45.38.88.88.

**TRANSPAC**

UN ELAN POUR LES ENTREPRISES

هنا من الاجل



هكذا من الاجل

**Le Monde**  
**CADRES**

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 L

**LUNETTES L'AMY**

Groupe de 1000 personnes, réalisant 500 MF de Chiffre d'Affaires dont 65 % à l'export, nous sommes le premier fabricant français de montures de lunettes. Nos produits sont diffusés sous les marques L'AMY, LACOSTE, NINA RICCI. Nous recherchons pour la Division Commerciale et Distribution France (100 p.), basée à Paris, un :

**Responsable logistique**

La logistique est un point clé de notre organisation : la qualité de service assurée à nos clients opticiens fait en grande partie notre notoriété.

Nous souhaitons confier cette responsabilité à un professionnel de 30 à 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (école d'ingénieur ou de gestion) ayant acquis une expérience proche dans un secteur d'activité supposant les mêmes exigences (par exemple la distribution de produits pharmaceutiques).

Ce manager animera une équipe de trente personnes chargées des approvisionnements, des stocks, des expéditions, de l'après-vente, des services généraux. Sa mission : faire évoluer l'organisation et les méthodes pour optimiser, en coûts et délais, le flux des produits. Pour cela, il disposera de moyens informatiques performants.

Collaborer avec les services commerciaux et administratifs de la division, avec les unités de production, suppose des qualités de rigueur et d'ouverture.

Si cette opportunité vous intéresse, nous vous remercions d'adresser dès maintenant un dossier de candidature, sous réf. LU/14 M, à notre conseil : INFRAPLAN - 83, bd Raspail - 75006 PARIS.

**INFRAPLAN** PARIS/BARCELONE

**CONSULTANT SENIOR**

**EN RECHERCHE DE DIRIGEANTS ET DE CADRES  
EN REGION RHONE-ALPES**

Cette activité de conseil est au mieux de sa forme dans notre région en attirant des hommes et des femmes des meilleures formations et de tous les horizons : ESCI ou ESC, commerciaux jeunes ou confirmés, cadres et dirigeants de la fonction personnel, psychologues, ingénieurs, dirigeants d'entreprises.

Pour réussir, les places deviennent de plus en plus

chères : vous ne pouvez dans ce métier, mentir sur votre connaissance de l'entreprise, sur votre talent à trouver les hommes qu'il faut, sur la finesse de votre jugement, enfin, sur votre réputation ; elle doit être, dans une région baroloise, irréprochable.

Enfin, par la multiplication des approches qui lui sont demandées, le conseil

devient un service de plus en plus lourd exigeant l'assistance d'équipes spécialisées complexes.

Autant dire que vous ne pouvez réussir partout... mais nous voulons vous donner la chance et les preuves de votre réussite parmi nous.

Ecrivez quelques lignes sur votre carrière déjà bien remplie, sous la réf. 530/LM

**MEDIA PA** 52, rue du Colombier - 69007 LYON.

**BANQUIERS ! Pourquoi vous limiter ...  
A un Réseau, une Institution ?**

Vous êtes banquiers expérimentés (5 à 15 ans) et exercez vos talents au sein d'un grand réseau, d'une banque performante ou d'une Institution Financière. Les structures hiérarchiques vous pèsent et vous ressentez le besoin de vous investir pleinement dans une activité qui vous permette à la fois de couvrir un champ beaucoup plus vaste (cf. Banque et Bourse) et d'exprimer totalement, en plus de vos qualités techniques, vos potentialités personnelles : entreprenant, capacité de dialogue, force de conviction. Nous vous offrons l'opportunité de nous rejoindre en qualité de

**DIRECTEURS de CLIENTELE**

Nous, dont la vocation est de vivre en prise directe avec le monde bancaire et boursier pour lui offrir le plus beau des services : l'aide au développement humain. Si vous pensez, comme nous, que le terme Recrutement est incapable de rendre compte de cette réalité, alors vous avez déjà fait le premier pas...

A bientôt !  
René DAGIRAL, Directeur Général, recevra en toute confidentialité votre résumé de carrière sous la réf. V/BANQ/LM - RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



**Raymond Poulain Consultants**

**RESPONSABLE  
DE SA CELLULE "ETUDES"**

Spécialisé en stratégie marketing et en commercialisation, de préférence en milieu industriel ou des services aux entreprises.

Titulaire d'un DEA ou équivalent.

Agé d'environ 30/35 ans et pouvant justifier de cinq années d'expérience dans les études.

**POSTE A FORT POTENTIAL D'EVOLUTION  
POUVANT DEBOUCHER A HORIZON DE TROIS  
ANS SUR UNE FONCTION DE DIRECTION.**

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence LM, à Maryse VESCO, Groupe ESC LYON 23, avenue Guy de Colongue - BP 174 - 69132 ECULLY cedex Pour en savoir plus, consulter le Minutal 3615 Code ASTERE \* MEDIA PA réf. C530.

**IRE**  
Institut de Recherche de l'Entreprise  
Centre de Recherche en gestion du Groupe Ecole Supérieure de Commerce de Lyon dans des domaines fondamentaux tels que la commercialisation et la stratégie.  
IRE apporte aux entreprises de nouvelles méthodes, et de nouveaux outils adaptés aux conditions de leur environnement.

**Groupe ESC Lyon**  
100, rue de la République - 69622 LYON CEDEX 03

**Patron du département  
des Affaires Juridiques  
et des Contrats**



**la cité**  
EPIC de 1000 personnes, notre activité à géométrie variable avec de nombreux partenaires requiert de notre département des Affaires Juridiques et des Contrats la maîtrise des règles du Droit Public et du Droit Privé. Ce département, avec 18 personnes, dont 9 cadres, veille à la bonne passation de plus de 500 marchés et 650 conventions et conseille les directions sur toutes les questions juridiques, fiscales, douanières... Il suit la vie sociale des filiales et associations, prend en charge les procédures de marques, modèles, brevets, permis de construire, les dossiers d'assurances et les contentieux. Nous souhaitons rencontrer des professionnels de la fonction, âgés de 35 à 40 ans de formation supérieure 3e cycle de Droit, avec au moins huit années d'expérience au cours desquelles ils auront acquis la maîtrise des règles des marchés publics et de la domanité mais aussi celles de la propriété littéraire et artistique ou des contrats internationaux. Autorité de compétence et grande capacité à animer, sans de la communication, goût du travail en équipe, rigueur d'analyse et esprit de synthèse, talent rédactionnel, autant d'atouts requis pour réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + photo + prétentions à **PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL** - 10, rue du Colisée - 75008 PARIS, sous la référence 1064 M

**PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL**

**FOSTER WHEELER**

**INVOICE AUDIT SUPERVISOR**

Réf: IAS

(SUPERVISEUR SECTION VERIFICATION DES FACTURES)

Responsable d'une équipe de 3 vérificateurs permanents, vous serez chargé :  
- d'assurer la gestion comptable des commandes en français ou en devises d'équipement et de marchés de travaux passés dans le cadre de nos contrats.  
- de vérifier la conformité des factures à la commande et la réalité de la fourniture.  
- de l'ordonnement de la facture.

A 30 ans environ, vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans l'ingénierie ou le BTP. De formation DUT/BTS ou ESC, vous avez des notions de droit commercial et une parfaite connaissance de l'anglais.

**COMPTABLE DE FACTURATION**

Réf: CF

Vous serez Responsable d'un certain nombre de dossiers commerciaux de contrats, forfaitaires ou en régie. Vous assurerez l'émission en temps voulu des factures expédies, conformément aux clauses contractuelles et en fonction d'informations à obtenir de l'ingénieur de projet. Vous tiendrez les comptes-clients, le suivi du recouvrement des créances, relances, ainsi que le suivi des garanties bancaires plus le suivi particulier des opérations de mandat.

A 30 ans environ, vous avez quelques années d'expérience dans une fonction, similaire. La connaissance de l'anglais, du droit commercial et de la fiscalité serait appréciée.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions si ref du poste choisi à **FOSTER WHEELER** Service du Personnel - B.P. 214 - 31, rue des Bourdonnais 75004 Paris Cedex 01.



Région Nord

**Marketing et Assurance :  
Responsable  
de la promotion des ventes**

Cette jeune société d'Assurance, filiale d'un groupe européen, a des projets ambitieux pour ses prochaines années et elle se donne les moyens de les réaliser.

Après de la direction commerciale, vous serez le lien entre le stratégique et l'opérationnel : vous participerez activement à la conception des produits et à leur suivi et vous définirez les actions et les outils de promotion des ventes destinés à aider le réseau commercial. Vous serez en contact constant avec le terrain, afin de connaître les besoins et les réactions du marché.

Votre formation supérieure (ESC ou universitaire) et votre première expérience font de vous, à 30 ans environ, un jeune spécialiste du marketing des produits financiers, en provenance d'une banque ou d'une société d'assurance. Vous êtes séduit par le challenge de créer une fonction dans une jeune société où vous pourrez évoluer de façon sympathique.

Nicole Morichez étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. M/51, à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

**Linden**

**JURISTES**

• Opérateur financier spécialisé dans la transmission d'entreprises : la personne, de formation supérieure Droit des Affaires, aura une expérience d'environ 5 ans acquise au contact d'opérations de montages financiers en entreprise ou en cabinet juridique. Parfaitement disponible, elle appréciera le travail en équipe. Poste basé à Paris. Réf. 6404 A.

• Important groupe industriel français, très international, pour l'une de ses divisions : un juriste d'affaires ayant une expérience d'au moins 5 ans dans les contrats à l'international pour préparer et négocier des contrats de vente ou de coopération avec des partenaires indus-

triels ou publics dans le monde entier. Anglais courant indispensable. Poste basé à Paris. Réf. 6404 B.

• Filiale (2,5 Mli de Frs de CA dont plus de 50 % à l'export) d'un groupe international : l'adjoint du Responsable Juridique, plus spécialement chargé de préparer et négocier les contrats et accords commerciaux en France et à l'étranger, et de conseiller les différentes divisions sur les aspects juridiques de leur activité. Une expérience de 3 ans peut suffire, mais elle doit impérativement avoir été tournée vers l'international. Anglais. Poste basé dans le Midi. Réf. 6404 C.



**Le département du VAL-DE-MARNE**  
recrute

**DEUX CADRES (catégorie A)**

**Un conseiller technique à la Jeunesse**  
Votre mission : Dans le cadre des priorités accordées à la jeunesse, vous serez plus particulièrement chargé de mener des études approfondies sur la situation des 15-25 ans dans le département du Val-de-Marne (emploi, formation, loisirs, culture...).

Votre profil : Titulaire du D.E.F.A., une expérience dans le domaine de la jeunesse et de la vie associative est indispensable.

**Un conseiller technique aux Sports**  
Votre mission : Dans le cadre de la politique sportive du Conseil Général, vous devrez assurer le suivi de manifestations et participer au lancement d'opérations nouvelles.

Votre profil : Une expérience en qualité de sportif ou à titre professionnel dans le milieu sportif est souhaitée.

Envoyer votre candidature accompagnée d'un curriculum vitae à :

**L'HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE**  
Direction du Personnel Départemental  
1<sup>er</sup> Bureau - Recrutement  
Avenue du Général-de-Gaulle  
94011 CRÉTIL CEDEX  
Tél. : 43-99-84-00 Poste 84 12

**LE DÉPARTEMENT HAUTE TENSION VILLEURBANNE**  
recherche

**INGENIEUR  
TECHNICO-COMMERCIAL**

Cet Ingénieur diplômé est âgé d'au moins 28 ans. Electro-technicien ou Electromécanicien de formation, il assure la liaison permanente entre les Services

**B.E. - FABRICATION - DEVIS et le RESEAU DE VENTES FRANCE.**

Sa mission : étude des dossiers, suivi des négociations puis des commandes, contrôle de leur bonne exécution. Une première expérience en Service Etudes ou Installation Chantiers, par exemple, est appréciée.

Intéressantes possibilités de promotion dans le Groupe à moyen terme. Anglais demandé.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé à  
B.T.H. 2, rue Oswaldo Cruz, 75016 Paris

**SOTAIR** JET TOURS  
JUMBO  
JET AMERICA  
ELDOGRADOR

**SOCIÉTÉ DE TOURISME AÉRIEN INTERNATIONAL**  
Leader sur le marché du tourisme, nous sommes une filiale d'Air France, S.A. 1,7 milliard de Frs. 400 personnes. 11 bases en Europe et des vols directs vers 100 destinations.

**NEGOCIATEUR  
D'ACHAT**

Vous recherchez, sélectionnez et achetez les éléments des produits touristiques (chambres-hôtels et transferts). Vous en fixez le prix et les présentez dans nos brochures.

Diplômé d'une E.S.C.A.E. ou d'études supérieures, trilingue (anglais impératif), vous avez le goût du voyage et vous êtes très disponible.

Bon négociateur, vous êtes précis, méthodique et créatif. Les chiffres et l'informatique vous sont familiers.

Envoyer : curriculum vitae, lettre manuscrite, photo et Prétentions supérieures à : Société SOTAIR - Madame PRADEL - 22, quai de la Régence 75001 Paris.

**TEXAS  
INSTRUMENTS**  
Infiniment Technologique

C'est à l'échelle de l'EUROPE que nous préparons l'avenir. Nos projets sont nombreux dans tous les domaines d'application de l'électronique.

Aujourd'hui, vous souhaitez exprimer à plein vos talents et capacités d'innovation. Texas Instruments France vous offre une opportunité à la hauteur de vos ambitions.

**Spécialiste  
import / export**

A Villeneuve-Loubet (près de Nice), vous coordonnez nos activités d'import/export. Vous êtes responsable d'un important volume d'échanges entre les filiales implantées dans le monde entier. Votre mission consiste à négocier et mettre en œuvre les procédures facilitant la fluidité des échanges, tout en veillant au respect et à la bonne application de la réglementation et des Procédures Douanières Internationales.

De formation supérieure de type Commerce International, vous maîtrisez l'anglais et possédez éventuellement une première expérience en logistique internationale.

Votre capacité à coordonner et à animer sera un atout déterminant pour votre évolution, à terme, vers d'autres responsabilités européennes.

Bernard Tison vous remercie de lui adresser votre candidature (photo jointe), sous réf. NCE/186314 à Texas Instruments France, 8/10 avenue Morane Saulnier, 78141, Vélizy-Villacoublay Cedex.

Cabinet Conseil de couverture nationale, nous regroupons 30 personnes réparties sur 7 établissements.

**Consultant senior**

Après une période d'intégration, vous prendrez en charge la responsabilité et l'animation du Département Recrutement de notre établissement parisien (6 personnes).

Dans le cadre d'une structure en pleine expansion, vous aurez pour mission de gérer un portefeuille de clients existants et d'ouvrir de nouveaux marchés dans le domaine de la gestion des Ressources Humaines.

De formation supérieure, vous avez l'expérience de l'entreprise et du Cabinet qui vous a permis de développer à la fois vos qualités de négociation et de réalisation.

Nous offrons une rémunération fixe très motivante et une voiture de fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant vos prétentions à notre Siège Social : P.G. Consultants - Espace Performance - Immeuble Hermès - Centre d'affaires du Lac de Maine - 49000 Angers.

**P.G. Consultants**

ANGERS BORDEAUX NANTES PARIS RENNES TOULOUSE TOURS

**Techniques audiovisuelles...  
La Défense**

Technip, 1<sup>er</sup> groupe français d'ingénierie, largement ouvert sur l'international, recherche pour son DÉPARTEMENT COMMUNICATION, le (la) responsable de la mise en œuvre des moyens audiovisuels, qui aura notamment en charge :

- la conception et la réalisation des différents supports de communication (plaquettes, films...)
- l'organisation et le suivi des manifestations extérieures.

Cette annonce s'adresse à une (un) professionnelle (un) de la communication maîtrisant les techniques audiovisuelles et ayant acquis une expérience d'au moins 5 ans en entreprise.

Sens du contact, rigueur et anglais appréciés.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous réf. CC, à Stéphane Demarquette, Technip, Division du Personnel, Cedex 23, 92090 Paris-La Défense.

**TECHNIP**  
L'INGÉNIEUR EN TÊTE

**IMPORTANT ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT  
EN FORTE EXPANSION (400 PERSONNES)**  
recherche son

**RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT  
RESSOURCES HUMAINES**

- Votre challenge : Contribuer à l'adaptation permanente des Ressources Humaines aux besoins de l'entreprise.
- Agé(e) de 26/30 ans, de formation IEP, ESC ou équivalent, vous avez mené une première expérience réussie dans le développement des Ressources Humaines d'une société en expansion.
- Ouvert, curieux, de contact facile, vous savez créer une dynamique et les outils de gestion des Ressources Humaines (potentiel, emploi, carrière, recrutement).
- Analyste et homme de provision, vous êtes également un "opérationnel" proche du terrain et capable de mettre en place une G.P.R.H. dans une organisation en développement rapide.

Si notre projet vous intéresse, nous vous proposons d'adresser une lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à notre Conseil, sous réf. RD/11.

Philippe Olivier  
**International Management**  
75, rue de Miromesnil BP 385  
75008 PARIS - Tél. 42.94.07.34

**PARIS**

**Jeune Cadre  
Ressources  
Humaines**

**Ressources Humaines - Communication -  
Passion**

On peut avoir commencé sa carrière dans les Ressources Humaines par passion pour la Communication et évoluer vers la Communication sans laisser tomber les Ressources Humaines.

Le projet auquel nous aimerions vous associer requiert des qualités d'écoute, d'aisance relationnelle, de générosité mais aussi de rigueur, de créativité et d'ambition. Il vous permettra de valoriser votre connaissance de l'entreprise, de ses métiers et d'évoluer vers des fonctions de conseil et développement. Notre métier est entièrement tourné vers l'avenir : nous l'exerçons avec passion et enthousiasme.

Nous sommes restés un peu mystérieux sur notre identité mais laissons aux consultants d'OPTIMUM le soin de vous informer sur nos activités, le Groupe dont nous faisons partie, nos ambitions, nos grandes forces et nos petites faiblesses...

Ils nous connaissent bien : c'est à eux que vous ferez parvenir sous réf. OH/LM votre dossier complet de candidature (C.V. + lettre + photo + prétentions de salaire), qui sera traité dans la plus grande confidentialité.

93, rue du Fbg Saint Honoré - 75008 PARIS

**optimum**

هكذا من الاجل



سكننا من الامم

**Le Monde**  
**CADRES**

La système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 £ 33

**Futurs chefs d'agences régionales  
Province Ouest**

1<sup>er</sup> groupe français en optique-lunetterie, nous sommes l'un des leaders mondiaux dans ce domaine et en progression constante sur le plan international. Nous devons ces résultats à notre volonté permanente d'optimiser la qualité de nos produits et à notre capacité à anticiper sur les nouvelles technologies. Mais nous savons que nous les devons aussi à nos 11300 collaborateurs pour qui l'information, la communication et l'évolution sont les meilleurs moyens de progresser ensemble.

Notre mission : assurer dans les meilleurs délais le suivi, la qualité et la livraison des commandes que nous adressent nos clients, LES OPTICIENS. Nos moyens : un réseau de 14 agences régionales, équipées d'un service commercial et d'ateliers de fabrication. votre objectif : Ingénieurs généralistes ou mécaniciens de formation après une expérience réussie en production, vous souhaitez élargir votre champ d'action. Dans l'une de nos agences (Province Ouest) vous serez un véritable chef d'orchestre : un animateur (50 personnes à manager), un organisateur et un gestionnaire ; bien sûr en liaison avec le Services Centraux de l'entreprise. Une formation interne sera assurée par nos soins. Nous vous attendons.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. 258 à ESSILOR INTERNATIONAL, Service Recrutement Ingénieurs et Cadres - 1, rue Thomas Edison Echaf 902 - 94028 CRETEIL Cédex.

**ANIMER ORGANISER GERER**



Groupe Industriel Français, leader européen dans son domaine, 3300 personnes, renforce la structure du service du personnel de son siège social (650 personnes) et recherche deux collaborateurs

**ASSISTANT  
RESPONSABLE DU PERSONNEL**

Il assistera ce dernier dans ses missions (Gestion, Administration, Recrutement, Formation, Relations avec les partenaires sociaux, etc.). De formation supérieure (Bac + 4), à dominante juridique, 2 à 3 années d'expérience lui ont permis d'appréhender plusieurs aspects de la fonction. Réf. 5751.

**ASSISTANT  
GESTION DU PERSONNEL**

Il sera intégré au sein de l'équipe et participera à la gestion administrative du Personnel (enquêtes, bilan social, suivi de dossiers, etc.). Il prendra part également au recrutement des non-Cadres et au suivi du Plan de Formation de l'établissement. De formation type Bac + 2, il dispose également d'une première expérience. Réf. 5752.

Vos dossiers de candidature (lettre, CV, prétentions) seront adressés à l'Agence DESSEIN, 15 rue du Louvre 75001 PARIS, sous réf. correspondante.

POSTES BASES A PARIS OUEST

**REALISEZ VOTRE AMBITION**  
Devenez associé d'un cabinet pluridisciplinaire en  
Ressources Humaines et Stratégies d'entreprises

Nous créons un cabinet spécialisé dans les ressources humaines et stratégies d'entreprises. Notre vocation est d'apporter notre expertise aux entreprises dans les domaines des Etudes, Analyses et Conseil Stratégiques, Audit Social, Conseil en Recrutement, Ingénierie de la Formation, Conception, Modélisation et Conduite de Projets en Systèmes d'Information.

Organisés en centre de haute compétence pluridisciplinaire, nous recherchons des consultants seniors qui sauront s'impliquer véritablement dans notre entreprise. Chaque partenaire / associé apporte son expérience professionnelle de plusieurs années dans les ressources humaines ou la stratégie. Patron de votre département, vous mettrez en pratique votre savoir-faire et votre sens du

management pour développer le chiffre d'affaires de votre activité. L'environnement de travail, moderne, moderne proche de Paris, équipement informatique et bureau performant, est confortable. Notre ambition est réelle sur le marché du conseil et notre horizon dépasse les frontières de l'Hexagone.

Pour un premier contact, envoyez votre candidature à :  
**STRUGGLE FOR LIFE**  
Centre d'Affaires LE REAL - rue Ampère 241 de Moisy Camargue RN6 - 77550 Melun Sénart Cédex

CONSEIL EN MANAGEMENT SOCIAL - ETUDES ET ANALYSES STRATEGIQUES

**Un homme de valeur pour la recherche d'hommes d'avenir**

Face aux exigences de notre développement, notre équipe de la Division Personnel souhaite accueillir un

**RESPONSABLE RECRUTEMENT**

Au sein de cette équipe jeune et dynamique, vous aurez pour mission de découvrir et de sélectionner les collaborateurs à fort potentiel destinés à l'encadrement de nos restaurants. Dépendant de l'actuel responsable de recrutement que vous remplacerez dès que vous serez opérationnel, vous gèrerez un budget important. Cette situation peut également s'ouvrir sur d'autres missions au sein de la Direction du Personnel. Agé d'environ 30 ans, vous devez posséder une formation de généraliste de la fonction Personnel (Bac + 4) et dégager des capacités de polyvalence. Homme de terrain, concret et pratique, vous êtes doté d'une grande puissance de travail. Votre expérience professionnelle d'entreprise de 4 années minimum vous permet d'assumer des responsabilités de recrutement de manière significative. La pratique de l'anglais sera un atout. Confidentialité assurée. Priorité aux dossiers complets : CV, photo, lettre manuscrite, téléphone, prétentions ou salaire actuel, que nous vous remercions d'adresser sous la référence 256 à notre Cabinet Glasz Conseil 66, rue de Monceau 75008 Paris.

**G** Glasz Conseil Associés



**PROGRAMMES IMMOBILIERS**

**INGENIEUR  
ET MANAGER**

**CENTRALE PONTS INSA ESTP**

Jeune filiale d'un grand groupe, nous bénéficions du savoir-faire d'une entreprise mature. Adjoint du Chef de Département, jeune, déjà expérimenté, évolutive et autonome, votre mission sera de vendre nos concepts techniques et nos réalisations.

- conception "à la carte" des programmes,
- développement du concept "immeubles intelligents",
- établissement des cahiers des charges, lancement des appels d'offres, négociation des contrats avec les entreprises,
- pilotage des travaux et sous-traitants,
- management d'équipes,
- gestion administrative et financière des dossiers.

Vous pratiquez l'anglais, votre rémunération sera fonction de votre expérience.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. 64415 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

**CABINET DE CONSEIL  
JURIDIQUE ET FISCAL**

de réputation internationale  
en forte croissance  
recherche

**JURISTES CONFIRMES**

- en droit des sociétés avec une solide expérience dans les opérations de fusion, acquisition restructuration,
  - en droit des affaires avec une solide expérience notamment en droit des contrats commerciaux et financiers.
- Ils auront 5 ans d'expérience minimum et une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous la réf. 6493 à ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.

Discretion absolue assurée.

**JURISTE  
D'ENTREPRISE**

Un CA de 9 milliards, plus de 12000 personnes et une implantation internationale : Tel est le poids de SOMMER ALLIBERT, l'un des leaders mondiaux de la plasturgie. Aujourd'hui, dans le cadre de notre développement, nous créons un poste de : **JURISTE D'ENTREPRISE**

Rattaché à notre Directeur Juridique et Fiscal vous rejoindrez une équipe à la structure souple et dynamique.

Véritable "Conseil Interne", vous interviendrez dans des domaines aussi variés que les Contrats, la Propriété Industrielle, la Fiscalité...

De formation 3<sup>ème</sup> cycle en Droit des Affaires et Fiscalité, vous justifiez déjà d'une expérience d'environ 4 ans dans un Cabinet ou en Entreprise.

Votre sens des responsabilités, vos capacités relationnelles et une pratique courante de l'Anglais sont autant d'atouts pour réussir pleinement votre mission. La connaissance d'une autre langue serait un plus.

Adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. MJE à SOMMER ALLIBERT - DRH - 20, Bd du Parc - 92521 Neuilly sur seine.

**SOMMER ALLIBERT**  
L'avenir est en forme

**ADDITIFS ALIMENTAIRES...UNE TÊTE DE PONT  
POUR LE MARCHÉ EUROPÉEN**

Hormis des produits de grande consommation de renom, notre groupe (un grand de l'agro-alimentaire, eff. 6000 pers., C.A. 11 Milliards de F.) commercialise des ingrédients et additifs alimentaires à usage fonctionnel ou diététique, dont l'élaboration fait appel aux technologies les plus avancées. Nous créons la fonction de

**CHIEF de MARCHÉ - EUROPE du NORD**

Votre mission première sera de repérer les marchés (R.F.A., G.B., Irlande, Bénélux, Scandinavie...) et poser des jalons auprès d'une clientèle diversifiée d'industriels de l'agro-alimentaire et d'artisans des métiers de bouche. Nous attendons de vous une approche très qualitative du métier : vous êtes à l'écoute du marché et des besoins spécifiques de la clientèle et vous remontez les informations utiles à notre unité de développement technique. Surtout, vous êtes un "vendeur" et l'approche technique des produits alimente votre argumentaire commercial.

Très autonome, vous pourrez aussi compter sur le soutien d'une équipe dynamique.

De formation Ingénieur (ENSBANA par ex.) vous avez une expérience professionnelle sur des marchés similaires (PAI) et vous parlez l'allemand. Poste basé à Paris avec bureau à Francfort.

Cette opportunité vous intéresse ? Alors adressez votre dossier complet à notre Conseil, Ariette NIVOLLE sous la référence G/CMLM à : RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



**Raymond Poulain Consultants**



# Le Monde

## CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



2 milliards de CA - 4 000 personnes - 7 usines

### DIVISION PNEUMATIQUES

## Ingénieurs Etudes et Développement

en site industriel

Vous êtes Ingénieur, de formation de base mécanique (issu d'une grande école, type Arts et Métiers) et avez de préférence 2 à 3 ans d'expérience. Des connaissances en CAO-DAO sont vivement souhaitées. Un débutant pourra être accepté.

L'anglais est indispensable : de nombreux contacts sont à prévoir au niveau international.

Votre personnalité vous permettra d'évoluer vers des postes de production ou d'engineering au niveau du groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. E/M à DUNLOP FRANCE - Direction du Personnel B.P. 41 - 92133 ISSY LES MOULINEAUX Cedex.

DUNLOP

## Horizons variés pour juriste d'affaires.

Nous recherchons pour notre Direction Juridique à Paris-La Défense

### UN JURISTE D'AFFAIRES H/F

Titulaire d'un diplôme de 3<sup>e</sup> cycle (DEA, DESS, DJCE). Vous avez acquis une expérience professionnelle d'environ deux ans dans le domaine du Droit des Affaires et notamment, du Droit de la Concurrence français et communautaire.

Vous pratiquez couramment l'anglais écrit et parlé. Une formation juridique complémentaire anglo-saxonne est vivement souhaitée.

Ce poste s'adresse à un candidat de haut niveau, capable d'évoluer en changeant régulièrement de domaine d'activité au sein de notre Direction Juridique.



Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature, C.V. et photo sous référence E 51 à IBM France Département Recrutement - 5, Place Vendôme - 75001 PARIS.



IBM

## KPMG Fiduciaire de France

recherche pour son département FIDORGA

### 2 CONSULTANTS MARKETING

#### ■ DEVELOPPEMENT COMMERCIAL ■

Vous assurerez la fonction de conseil stratégique et opérationnel ainsi que l'organisation commerciale, la formation de force de vente et les études de marché. (Rét. DC)

#### ■ EXPORT ■

Vous participerez à l'élaboration et à la définition de la politique export de nos clients dans le cadre du marché unique européen. (Rét. EX)

Vous bénéficierez d'un réseau international puissant et d'une implantation nationale dense.

Nous vous apportons un environnement de clientèle très varié et de contacts de haut niveau, un travail en équipe très stimulant.

Diplômé d'une grande école de commerce, vous possédez au moins 5 ans d'expérience dans l'un de ces postes (en Entreprise ou en Cabinet).

La rémunération liée à une prise de responsabilité rapide sera motivante.

Ces postes sont basés à PARIS avec de courts déplacements.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo à : KPMG FIDUCIAIRE DE FRANCE, Département FIDORGA, Madame CREMONT 18 bis, rue de Villiers 92300 LEVALLOIS-PERRET.

Notre groupe qui emploie

plusieurs milliers de

personnes développe une

politique de personnel qui

met l'accent sur la gestion

des Ressources Humaines.

Pour renforcer l'équipe de

Gestion des Cadres,

nous créons un

poste nouveau :

## RECRUTEMENT GESTION DES CARRIERES CADRES

Rattaché au responsable de la Gestion des Cadres, vous :

- assistez l'ensemble des secteurs opérationnels pour la sélection et le choix des cadres (domaines technico-commercial, gestion, informatique),
- conseillez nos cadres dans leurs projets de développement professionnel,
- assurez le suivi des relations avec les Ecoles et les Conseils Extérieurs,
- participez, avec l'équipe en place, aux réflexions d'ensemble de la Direction du Personnel concernant la Gestion des Ressources Humaines : notamment le développement et la mise en œuvre des outils de gestion prévisionnelle.

De formation supérieure, vous justifiez nécessairement d'une expérience de 2 ans de recrutement de cadres, acquise idéalement au sein d'une structure importante du tertiaire.

De vos nombreux contacts avec tous les secteurs de l'entreprise et avec les différents niveaux de la hiérarchie, vous acquerez rapidement une bonne connaissance de nos activités, vous permettant d'évoluer vers toute autre fonction au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 65018 à Média-System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

### FORMATION SUPERIEURE (BTS - DUT) + EXPERIENCE

## EN PROVINCE, UN ROLE CAPITAL : L'ADMINISTRATION DES VENTES ...

Depuis sa création, PRECILEC étudie, conçoit et réalise des matériels électromécaniques et électroniques à très forte valeur ajoutée technologique. 280 collaborateurs, 3 établissements à PARIS, COURTENAY et AUXERRE, 90 MF de C.A., ce sont les chiffres significatifs de notre entreprise.

Chez nous, l'administration des ventes est une fonction clé. En effet, elle est le véritable pivot entre le commercial, les études et la production.

Nous recherchons, aujourd'hui, LE PATRON DE CE DEPARTEMENT. A la tête d'une équipe de 3 personnes que vous animez, rattaché au Directeur Général, vous êtes l'interface dynamique de notre entreprise.

Esprit cadré et rigoureux, vous assurez la ges-

tion des commandes et le suivi du tableau de bord commercial. De plus, vous participez à l'implantation d'un logiciel de gestion commerciale adapté à nos ambitions de développement.

Pour réussir dans ce poste, à la mesure de votre talent d'organisateur et d'animateur, vous avez environ 35 ans et une expérience confirmée d'au moins 10 ans dans une fonction similaire en milieu industriel. Vous connaissez l'anglais et les procédures d'exportation.

Basé à AUXERRE, vous concilierez management et qualité de vie.

Ecrivez avec CV et prétentions à : J.-M. COMELISSANS, sous référence LM / 1311 à : PRECILEC - 41/47 rue Gaynemer - BP 239 89002 AUXERRE Cedex

PRECILEC

LE DYNAMISME TECHNOLOGIQUE

## INGENIEURS TECHNIICO-COMMERCIAUX

### Eclairage

La Compagnie Philips Eclairage, filiale française du n° 1 mondial de l'éclairage, détient, avec 3,5 milliards de CA, plus de 50% du marché national. Notre leadership commercial, appuyé par la formidable puissance technologique développée dans nos différents Centres Industriels à vocation internationale, se traduit aussi par la réalisation de projets prestigieux comme les éclairages de la cathédrale de Rouen, du stade de Bordeaux...

De formation supérieure (Ingénieur ou équivalent), vous négociez des contacts avec une clientèle professionnelle de distributeurs et de prescripteurs de haut niveau (bureau d'études, entreprises géné-

rales et ingénierie, DOE...). Chargé d'informer les clients et de leur proposer des solutions d'éclairage, vous serez un vecteur d'image pour notre marque.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence 67 à Compagnie Philips Eclairage, Etienne Court, Tour Vendôme, 204 Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.

Philips en France, c'est un C.A. de l'ordre de 24 milliards, plus de 25 000 personnes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique.



PHILIPS

PHILIPS, C'EST DÉJÀ DEMAIN

## INGÉNIEURS ! Pourquoi vous limiter ... A une seule Entreprise Industrielle ? ...

Vous êtes Ingénieurs expérimentés (5 à 15 ans) et exercez vos talents au sein d'une entreprise industrielle ; les structures hiérarchiques vous pèsent et vous ressentez le besoin de vous investir pleinement dans une activité qui vous permette à la fois de couvrir un champ beaucoup plus vaste (cf. toute l'industrie) et d'exprimer totalement, en plus de vos qualités techniques, vos potentialités personnelles : entente, capacité de dialogue, force de conviction. Nous vous offrons l'opportunité de nous rejoindre en qualité de

## DIRECTEURS de CLIENTELE

Nous, dont la vocation est de vivre en prise directe avec le monde industriel pour lui offrir le plus beau des services : l'aide au développement humain. Si vous pensez, comme nous, que le terme Recrutement est incapable de rendre compte de cette réalité, alors vous avez déjà fait le premier pas... à bientôt. René DAGIRAL, Directeur Général, recevra en toute confidentialité votre résumé de carrière sous la référence VING/LM - RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

## CHEF DE PERSONNEL

Sur notre site industriel pharmaceutique basé dans le pôle technologique de COMPIEGNE (80 km de Paris), vous développerez votre action en accord avec la politique de la DRH à laquelle vous serez étroitement associé en vue de :

- poursuivre la mise en place, le développement des procédures de groupe et des outils informatiques de pointe en matière de gestion du personnel dans le cadre de notre projet d'entreprise,
- prendre en charge le suivi des relations sociales
- assurer le recrutement, la formation, l'information
- assister notre DRH sur d'autres missions.

De formation supérieure (droit, DESS gestion de personnel...) vous possédez une expérience de 4 ans minimum soit comme n° 2 dans la fonction ou comme n° 1 dans une moindre structure.

Pour ce poste EVOLUTIF la connaissance de la langue anglaise est indispensable et la résidence sur le secteur est nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo et précisant la référence CP/LM à CARA CONSEIL - 36, avenue Hoche - 75008 PARIS, qui traitera votre dossier confidentiellement.



5521 من الاموال



صكنا من الاعمال

**Le Monde**  
CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3815 £M

**VILLE DE CONFLANS-EN-JARNISY**

(Mourthe-et-Moselle)  
située à 30 km de Metz

recherche

**DIRECTEUR ANIMATEUR  
POUR L'EDUCATION POPULAIRE ET LES LOISIRS**

**Définition de poste**

- Direction et animation d'une association communale ayant pour objectif de concevoir et de mettre en œuvre une politique globale d'éducation populaire et de loisirs pour les enfants, les jeunes, les familles et les retraités dans une ville de 3 000 habitants.
- Le poste requiert un important travail d'animation directe.

**Formation**

- Bac + 4, expérience professionnelle réussie (3 ans minimum).

**Profil du candidat recherché**

- Dynamique, créatif, rigoureux, désireux de s'investir dans un travail passionnant, attentif aux problèmes sociaux, convaincu de la nécessité de la formation, de la participation et de la responsabilisation des adhérents à travers la gestion de leurs activités.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à :

Monsieur le Maire de Conflans  
Hôtel de ville  
54800 CONFLANS-EN-JARNISY

VILLE DE ROUBAIX  
(100 000 habitants)

recherche d'urgence

**2 ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX**  
ayant vocation à être détachés sur un emploi fonctionnel de SGA (principale ville centre d'une communauté urbaine, classement + de 400 000 habitants)

**Direction générale de l'Éducation**

Le candidat retenu, de formation supérieure, sera un gestionnaire confirmé au sein d'une organisation publique, doté d'un esprit de synthèse et d'un pragmatisme aigu. Il sera chargé de proposer les axes de développement d'une politique municipale dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la jeunesse et de mettre en œuvre les axes retenus. Il évaluera et contrôlera l'action des structures concernées de la collectivité ; il veillera à l'optimisation des moyens humains et financiers engagés.

**Direction générale des Ressources Humaines**

Gestionnaire confirmé, bénéficiant d'une expérience significative dans le domaine des ressources humaines, le candidat retenu témoignera d'aptitudes relationnelles développées. Il sera apte à maîtriser rapidement les mécanismes de la Fonction Publique Territoriale. Son champ d'intervention couvrira l'ensemble de la fonction « personnel » et consistera en outre à impulser un processus dynamique d'évolution de l'organisation.

Adresser candidatures  
avec curriculum vitae et photo à :  
Monsieur le Sénateur-Maire de Roubaix  
B.P. 737  
59066 ROUBAIX CEDEX 1



recrute son

**DIRECTEUR DE L'ACTION CULTURELLE**

**Missions essentielles :**

1°) Diriger le Département Culture, dont les fonctions principales sont :

- La mise en œuvre de la politique culturelle et socio-culturelle de la Ville ;
- L'organisation de manifestations (Festival International du Court Métrage) ;
- Coordination des services, équipements et établissements culturels de la ville (Bibliothèque, Ecole Nationale de Musique, Ecole des Beaux-Arts, Musée, etc.) ;
- Participation à l'action culturelle dans les quartiers, établissements d'enseignements, etc.

2°) Participer à l'élaboration de propositions et d'actions dans le cadre d'un plan pluriannuel.

3°) Assurer les relations avec les partenaires institutionnels, économiques et financiers.

4°) Structurer et simplifier la gestion.

**Qualités requises :**

- Très bonne connaissance des secteurs professionnels, artistiques, culturels et de communication culturelle ;
- Aptitude à collaborer avec le milieu associatif, des partenaires économiques ;
- Sens développé des relations publiques ;
- Capacité à fonder en permanence son action sur un travail d'équipe ;
- Une expérience de gestionnaire serait appréciée.

Le poste sera pourvu soit dans les conditions statutaires (Directeur territorial...), soit à titre contractuel et sera rattaché directement au Secrétaire Général.

Adresser candidature et curriculum vitae détaillé à :  
Monsieur le MAIRE de la Ville de BREST  
B.P. 868 - 29279 BREST Cedex.  
Pour le 27 novembre 1989.

GFF recherche pour son service foncier

**CHARGE D'ETUDES**

Ecole de Commerce, Formation minimum Bac + 2 (Economie, Financière ou Juridique).

La mission : analyse d'opportunités d'acquisitions foncières et immobilières. Montages de projets, participation à la négociation foncière, relations architectes, assistance à la mise en place du financement.

Vous avez une première expérience dans l'immobilier ou produits rattachés à ce secteur.

Profil : rigueur, esprit de synthèse, disponibilité, bonne capacité de négociation, aisance relationnelle, esprit d'équipe.

La rémunération est motivante assortie d'un fixe et d'un intéressement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s'rif. CERZAU Service des Relations Humaines - Tour Franklin - Centre 11 - 92011 PARIS LA DEFENSE.



**Région Limousin. Entreprise Industrielle**  
**500 personnes, en expansion rapide,**  
**spécialisée dans le domaine métallurgique**

recherche son

**DIRECTEUR DU PERSONNEL**

(H/F)

**CE POSTE VOUS CONCERNE SI VOUS AVEZ :**

- une formation supérieure adaptée à la fonction ;
- une expérience réussie d'au moins cinq ans en milieu industriel ;
- l'habitude de conduire les réunions du comité d'entreprise, des délégués du personnel et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Homme ou femme, de rigueur et d'autorité, sous le contrôle de la direction générale, vous élaborerez et assurerez le suivi de la politique sociale de la société avec pour objectif la « qualité totale ». Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à :

M. Laurent CAPAZZA, FIDAL  
34, rue Ferdinand-Buisson, 87000 Limoges,  
qui transmettra.

Important organisme régional du logement très bien intégré dans le tissu socio-économique du Nord-Est de la France recherche son :

**RESPONSABLE DU SERVICE  
RELATIONS EXTERIEURES**

**Il aura pour mission :**

- d'organiser et d'animer les agences qui dépendront de son autorité,
- de renforcer les liens avec les entreprises adhérentes et promouvoir l'image de l'organisme auprès des autres entreprises,
- d'encadrer le service "gestion des prêts aux salariés",
- de contribuer à l'élaboration de la politique de communication, et pourra à terme, bénéficier d'évolutions significatives.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil : Développement et Management des Hommes et des Entreprises.



8, rue CHAUVEAU-LACARDE - 75003 PARIS



**SYNTEC - CONSEIL**  
COMITÉ RECRUTEMENT

et



**CSNCR** CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE  
DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

dans les Deuxièmes Journées Prospectives du Monde

350 consultations de mise au point de carrière ont été offertes les 18 et 19 octobre 1989 à Lyon

« Le Monde » remercie les 30 cabinets de conseil en recrutement, fédérés par la CSNCR et le Syntec, pour leur contribution à la réussite de ces Deuxièmes Journées Prospectives

**DEUXIÈMES JOURNÉES PROSPECTIVES**

**Le Monde**



UN STYLE DE COMMUNICATION  
POUR UN STYLE DE VILLE!

Notre ville, située dans l'Est de la France, développe depuis quelques années une politique cohérente de promotion globale - économique, sociale, culturelle, touristique. Bien sûr, nous possédons Technopole, universités, centres d'excellence, industries de pointe.

Et pour ne rien vous cacher, le consensus existe autour d'un leader qui communique sur ces atouts; ce qu'il faut avec l'accueil d'un leader du poste. Nous recherchons donc notre nouveau

## Directeur des Relations Extérieures

dont les missions principales seront :

- la coordination des stratégies de communication de la ville (supérieure à 100 000 hab.)
- la rédaction en chef des publications municipales
- la conception, le suivi et la mise en œuvre des opérations spécifiques
- le suivi de presse.

Il a à sa disposition un service et un budget.

Il faut être diplômé d'études supérieures (lettres, E.P.), avoir une expérience de journaliste, disposer d'une culture étendue et de bonnes connaissances en publicité.

Merci d'adresser en toute confidentialité (lettre, CV, photo, dossier) sous référence 64935 à Média-System, 6 Impasse des Deux-Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Confidentialité assurée.

LA LIGNE  
DE LA REUSSITE

COTEMA MANAGEMENT, filiale de la Compagnie Générale des Eaux, nous sommes spécialisés dans la gestion de projets (ingénierie, génie civil, grande informatique spécialisée). Notre rigueur et notre expérience de leader reposent sur 250 hommes et femmes, professionnels et dynamiques, qui sont nos meilleurs ambassadeurs.

Nous recherchons pour notre Division Management de Projets informatiques et industriels

## CONSULTANTS SENIORS

De formation supérieure (X, Centrale, Ponts et Chaussées, Arts et Métiers), vous possédez une expérience de 3 à 5 ans minimum dans un cabinet de consultants ou en grande entreprise. Aujourd'hui, vous commencez à vous sentir à l'étroit et souhaitez intégrer une société à la hauteur de vos ambitions. Avec votre sens des contacts, nous vous proposons d'assister certains de nos clients et de gérer leurs projets en partenariat.

Nous vous formerons à nos méthodes et vous garantissons de réelles perspectives d'évolution tant en France qu'à l'étranger.

## CONSULTANTS JEUNES DIPLOMES

Votre diplôme (X, Centrale, Ponts et Chaussées, Arts et Métiers...) et votre potentiel nous intéressent : vous travaillerez avec les Consultants seniors et serez formés à nos méthodes de travail. Vos preuves faites, vous évoluerez rapidement dans la hiérarchie.

Consultants seniors ou jeunes Diplômés, si vous êtes prêts à vous investir pour un groupe qui vous donnera les atouts de la réussite, adressez votre dossier de candidature à COTEMA MANAGEMENT - Direction Générale - 92-98, bd Victor Hugo - 92115 CLICHY

**Bahlsen**  
Du goût et des idées.

Le Directeur de notre usine de NOYON (OISE) recherche

### CHEF DE FABRICATION

Dans cette unité moderne, très automatisée, il aura la responsabilité de la fabrication des biscuits (8 lignes) et l'animation d'environ 40 opérateurs et agents de maîtrise, travaillant en 2 x 8.

Jeune Ingénieur AGRO-ALIMENTAIRE, ou professionnel de la biscuiterie, il a déjà exercé depuis au moins trois ans des responsabilités d'animation d'équipes en production et souhaite évoluer dans une entreprise qui a la passion de la qualité et offre de larges perspectives de développement.

Pour le poste, la connaissance de l'allemand est un atout supplémentaire.

Merci de nous adresser en prédisant votre rémunération actuelle et/ou 322/M à Denis JOUSSET - PLEIN EMPLOI 10, rue du Mail - 75002 PARIS.

**plein emploi**  
conseils en ressources humaines  
à l'écoute du talent

**Weatherall**  
Green & Smith

### Conseiller, concevoir, Réaliser... C'est votre programme

Conseil international en immobilier d'entreprises, nous intervenons sur des programmes dans les domaines du tertiaire, de l'industrie et de la distribution. Notre forte expansion implique l'intégration au sein de notre département Développement et Montage d'un RESPONSABLE D'OPERATIONS basé à Paris. Ingénieur ou diplômé de l'enseignement supérieur, votre expérience de 3 ans environ dans l'immobilier d'entreprises vous a permis d'acquies une connaissance des fonctions et opérations de ce secteur (maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, administrations, entreprises...). Outre l'aspect technique du montage des opérations, vous saurez assurer le suivi de la réalisation de programmes jusqu'à la livraison finale. Ouverture d'esprit, méthode et organisation associées à votre goût de la négociation feront de vous un collaborateur précieux et performant au sein d'une entreprise internationale. Pratique de l'anglais.

Nous accorderons toute notre attention et notre discrétion à votre dossier de candidature que vous pouvez faire parvenir à Laurent Bahlsen, WEATHERALL GREEN AND SMITH 64, rue de la Boétie 75008 PARIS.

## Responsable de projet

BAYONNE

Nous sommes une Société d'Équipement qui ETUDIE, CONSTRUIT, AMÉNAGE et GÈRE les réalisations des collectivités locales et des maîtres d'ouvrage privés.

Dans le cadre de la réalisation d'un CENTRE EUROPEEN DE FRET (distribution physique et stockage des marchandises + services complémentaires) et d'un Parc d'Activités Économiques, nous recherchons le responsable de la poursuite du projet, capable de prendre en charge, sous la responsabilité du Directeur d'Agence, la gestion des problèmes juridiques, techniques, financiers et commerciaux des réalisations à venir.

Votre formation de généraliste, associée à une expérience de ce type de responsabilités, vous permettra de réussir dans cette fonction qui réclame rigueur, autonomie, dynamisme et disponibilité.

Merci d'adresser les dossiers de candidatures (lettre manuscrite, C.V., prétentions) sous référence C 89-90, à J.P. ABRAMOVITCH - CAPFOR GRAND SUD-OUEST, Communica - 2, rue Emile-Pelletier 31082 TOULOUSE cedex. Informations Minitel : 3615 Code CAPFOR.

CAPFOR

PARIS - LYON - NANTES - BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - ANGERS - AUCH - TOULOUSE - BREST - NICE - NORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

FRANCHE-COMTE

### Important Organisme d'Enseignement Professionnel

Association Loi 1901, 10 ans de fonctionnement, recherche son

### DIRECTEUR

Homme de communication et de management, vous participerez activement à la définition de la stratégie et des politiques de l'organisme avec le Conseil d'Administration et en conduirez l'application avec une quarantaine d'enseignants permanents. Votre sens de l'organisation vous permettra d'optimiser le principe de l'alliance des formations dispensées au sein de l'établissement.

Excellent gestionnaire, vous donnerez ainsi un nouvel essor à cette structure régionale.

Si à 40 ans environ, de formation supérieure et après quelques années d'enseignement, vous faites valoir une solide expérience de la gestion administrative et financière, ce challenge sera le vôtre.

Rémunération intéressante + logement de fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. DOF, à notre Conseil : Cabinet Domier BP 2032, 25050 Besançon Cedex.

**Iui**

cherche son

### CHEF DE PUBLICITÉ (H-F)

- Vous avez au moins 3 ans d'expérience dans la publicité (agence ou support) ;
- Et vous connaissez de préférence les marchés masculins.

Alors écrivez ou, mieux, appelez-nous :

RÉGISCOPE - Gérard LEFEVRE ou Jocelyne SMADJA  
7, rue de Montessay, 75007 PARIS.  
Tel. : (1) 45-55-91-71.

JEUNE SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES, en rapide développement, recherche :

### JEUNES CONSULTANTS RECRUTEMENT

Vous serez entièrement responsable de vos missions de recherche de cadres jusqu'à l'intégration des candidats retenus par nos clients. Votre "esprit d'entrepreneur" vous permettra de développer votre portefeuille clients.

De formation supérieure, âgé de 25 ans environ, vous pouvez justifier d'une première expérience (2 ans minimum) dans la fonction recrutement en milieu industriel et/ou commercial. La pratique courante de l'anglais est exigée ; une deuxième langue européenne (espagnol, allemand, italien) serait appréciée. Vos qualités relationnelles et rédactionnelles sont les garants de votre professionnalisme.

Postes basés à PARIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions) sous réf. REC/89/M à :

**CREA**  
CONSULTANTS

CREA Resources for Europe  
Conseil en ressources humaines  
4, place Félix Eboué  
75583 PARIS CEDEX 12

### Consultant Senior

Cabinet spécialisé dans le recrutement de cadres par annonce et par approche directe, nous sommes associés à des sociétés de conseil reconnues pour leur savoir-faire. Le développement de nos activités nous amène à rechercher un consultant confirmé appelé à devenir "partenaire".

Agé de 35 à 40 ans et de formation supérieure (université, grande école), vous avez occupé des postes de responsabilité en entreprise et vous êtes aujourd'hui un consultant expérimenté en cabinet. Vous avez un tempérament d'entrepreneur, le souci du résultat et les capacités à développer et fidéliser une clientèle. Naturellement, vous avez de bonnes connaissances en anglais.

Nous vous proposons de rejoindre une petite structure très conviviale qui exerce son métier avec passion, sérieux et bonne humeur. Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + C.V. + photo) sous la référence IHC/SILM, à ARPE - 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS. Nous vous garantissons la plus grande confidentialité.

**arpe**

**ISAB**  
INSTITUT SUPÉRIEUR AGRICOLE DE BEAUVAIS

### IMPORTANTE ÉCOLE D'INGÉNIEURS

(500 élèves - située à Beauvais)

Offre à un **INGÉNIEUR**  
(de préférence agronome ou agro-alimentaire) ayant complété sa formation ou son expérience par un cycle de gestion (ISA - ESSEC - Doctorat de Gestion...)

Le poste de **DIRECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION CONTINUE**

Cette mission, en liaison étroite avec le Directeur Général, comporte d'importantes responsabilités dans les domaines de la gestion et du développement de l'enseignement ainsi que des relations extérieures avec les entreprises.

Une expérience de gestion et d'enseignement est souhaitée. Langue(s) étrangère(s) appréciée(s).

Adressez lettre manuscrite, CV et prétentions à :

ISAB - Monsieur BLANCHARD  
BP 313, rue Pierre Waguet, 60026 BEAUVAIS CEDEX.  
DISCRETION ASSURÉE.

### 2 journalistes

PARIS

Nous appartenons à un grand groupe de presse de notoriété. Nos publications touchent de près des secteurs tels que le tourisme, la restauration, l'hôtellerie...

Nous souhaitons renforcer nos équipes journalistiques déjà renommées pour leur grande qualité.

Vous avez 2 ans d'expérience minimum avec une formation économique ou financière.

Vous êtes actif, curieux, ambitieux et aussi précis et rigoureux.

La pratique de la saisie (informatisée) des textes serait souhaitable.

Vous parlez l'anglais couramment.

Alors rencontrez-nous ! Votre avenir au sein de notre groupe vous appartient...

Merci d'adresser votre dossier (C.V. + prétentions) à notre Conseil sous réf. PA 10 qui vous garantit la stricte confidentialité de votre candidature.

2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 18  
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

**COCEPLAN**

مكتبة الأمل



## Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3815 £ 34

### PRETEZ VOTRE PLUME A NOS PERFORMANCES TECHNIQUES

Groupe international de Conseil et d'Ingénierie Informatique (2500 personnes en France et à l'étranger), nous recherchons pour une de nos équipes de conception et de développement de Progiciels, deux

#### JEUNES CHARGES DE COMMUNICATION

Ils prendront en charge la rédaction des documents d'information et de communication (bulletins internes, articles de presse, rapports marketing, brochures et plaquettes de présentation, documentations destinées à des non informaticiens...).

Universitaire de bon niveau, vous êtes attiré par les hautes technologies. Vous souhaitez y exercer vos qualités d'écoute et votre don pour l'écriture.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence 5378, à AD'COM - 32, rue Pierret - 92200 NEUILLY-SEINE.

### Florian Mantione Institut

#### PROVENCE

GRUPE IMPORTANT, spécialisé dans la PREVOYANCE COLLECTIVE recherche pour son département MUTUELLE son :

### RESPONSABLE ADMINISTRATIF

250 KF +

30-40 ans environ, de formation supérieure en gestion d'entreprise (IAE, ICG, etc.) vous bénéficiez d'une expérience probante dans une activité comparable.

Véritable manager, votre charisme très relationnel s'exprime par un sens inné de l'organisation et un pragmatisme efficaces essentiellement orientés vers la performance.

Une définition de fonction détaillée sera envoyée à tous les candidats présélectionnés qui auront adressé lettre manuscrite + CV + photo sous référence PA 1189 E à notre Conseil :

François DURAND - FLORIAN MANTIONE INSTITUT - "Le Mercure B" - 21 d'Alx-en-Provence - 13163 LES MILLES CEDEX.

AIX - BAYONNE - BESANCON - BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - DIJON - GRENOBLE - LA ROCHELLE - LYON - MONTPELLIER - NANTES - PARIS - REIMS - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE.

### Pharma-Gummi France

#### CADRE COMMERCIAL,

#### VALORISEZ VOTRE PREMIERE EXPERIENCE

Filiale d'un groupe international, nous fabriquons des composants de conditionnement pour l'industrie pharmaceutique répondant aux exigences toujours plus grandes de notre clientèle.

Vous aurez à charge d'entretenir et de développer notre clientèle en France, au sein d'une structure légère vous laissant un bon degré d'autonomie.

De formation commerciale supérieure, vous avez une première expérience de vente de produits techniques à l'industrie et souhaitez évoluer vers un poste comportant des contacts et des négociations avec des interlocuteurs de haut niveau.

Disponible pour voyager 50 % du temps, vous avez une bonne connaissance de l'anglais.

Poste basé à Saint-Germain-en-Laye

Nous vous remercions d'envoyer votre candidature, avec C.V., photo, au siège de la société, à l'attention de C. Godart

PHARMA-GUMMI FRANCE

BP 26, 02170 Le Nouvion-en-Thiérache.

### VEZ REJOINDRE UNE EQUIPE JEUNE ET DYNAMIQUE

#### NOUS SOMMES UNE IMPORTANTE CAISSE DE RETRAITE A CARACTERE NATIONAL

#### SITUÉE A PARIS

#### ET RECHERCHONS

### LE RESPONSABLE DE NOTRE DEPARTEMENT ADHERENTS-COTISANTS

Le poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent) ou à une personne ayant déjà occupé une position opérationnelle de ce niveau (responsabilité d'une équipe d'une quarantaine de collaborateurs).

Il est demandé une expérience réussie de la gestion, dans un environnement technique évolué, et souhaité une bonne connaissance de la réglementation propre aux institutions de Retraite et de Prévoyance.

Adresser lettre, curriculum vitae et photo sous n° 8629 Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris

### CONSULTANTS Senior Recrutement PARIS HF

Emancipation de l'un des plus anciens cabinets de Paris, nous mettons en place une nouvelle structure avec le dynamisme qui caractérise les créateurs mais en s'appuyant sur une expérience de plus de 20 ans.

Très attachés à la qualité de nos prestations, nous privilégions la qualité du service tant auprès des entreprises clientes que des candidats.

Notre vocation est de rechercher des cadres confirmés et dirigeants par annonces et approche directe après une analyse approfondie du contexte de l'entreprise, une définition rigoureuse du poste à pourvoir et une information précise du candidat.

Nous cherchons à compléter notre équipe par l'engagement de deux professionnels du recrutement, autonomes et compétents, âgés de plus de 32 ans, spécialisés, l'un dans la recherche par annonces, l'autre dans l'approche directe pour le démarrage du département et la mise en place de l'outil de travail.

Transmettez votre dossier à CADRESSOR 14, rue Saint Anne 75001 PARIS ou téléphonez au 42.60.27.79

CADRESSOR

Filiale du Groupe Aussedat Rey, nous sommes le numéro 1 en France dans le domaine des panneaux décoratifs destinés à l'aménagement intérieur. Nous recherchons pour une de nos unités basée dans le Sud-Ouest notre :

### MATERIALS MANAGER

Vous êtes un spécialiste de la logistique et votre première étape sera de créer au sein de notre unité la fonction centralisant les achats, la gestion des stocks, la politique des transports, l'administration des ventes. Vous animerez et organiserez une équipe de 30 personnes.

Ce poste sera le tremplin de votre évolution dans notre Groupe ou dans notre Société.

Agé de 35 ans, vous êtes nécessairement de formation Ingénieur. Votre anglais courant est impératif pour les relations avec nos fournisseurs et clients étrangers.

Merci d'envoyer votre dossier (CV + prétentions) sous référence 1129/LM à notre Conseil

**YVES KERNEVEZ CONSULTANTS SA**  
6, avenue Franklin-Roosevelt - 75008 PARIS

### LE CONSEIL... ET PLUS D'AUTONOMIE

Après avoir travaillé dans un grand groupe, vous serez autonome dans votre structure. Vous piloterez des équipes d'ingénieurs et serez responsable de missions de conseil. Vous aurez notre soutien technique et financier.

#### CONSULTANTS

#### INGENIEURS EXPERIMENTES

Vous avez des compétences dans l'un des domaines suivants :

SECURITE QUALITE  
SCHEMA DIRECTEUR ORGANISATION  
METHODOLOGIE RESEAU

Adresser votre dossier (CV, photo et prétentions) sous référence 4136 M à JONCTION 32, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY-SUR-SEINE qui transmettra.

**APOGÉ**

### Recrutement

#### ASSISTANTE DE RECHERCHE

Un cabinet de conseil de direction à vocation européenne, spécialisé dans le développement des entreprises, souhaite intégrer à son département "recherche de cadres dirigeants" une jeune femme de formation supérieure ayant exercé la fonction dans un cabinet renommé. Elle disposera des moyens nécessaires, informatiques, documentation, mailing... pour mettre en œuvre une cellule performante à l'échelon européen. La pratique de l'allemand serait appréciée. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 4136 M à JONCTION 32, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY-SUR-SEINE qui transmettra.

### BANQUE SPECIALISEE DANS LES OPERATIONS INTERNATIONALES

recherche pour son Département Organisation

#### ORGANISATEUR HF

Rattaché au responsable de l'Organisation, il aura pour mission :

- conception, rédaction et mise en place des procédures,
- analyses fonctionnelles,
- études d'opportunité.

#### Profil :

- formation supérieure en Gestion/Finance,
- expérience 3 ans minimum dans l'organisation bancaire ou en Cabinet de Conseil,
- capacités d'analyse et de synthèse,
- réelles qualités de contact,
- pratique de l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo et prétentions s/réf. 6608 par fax : 49.10.95.72 ou à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier. Réponse et confidentialité vous sont assurées.

### WINDSOR, RICOL ET ASSOCIÉS ABC AUDIT

Cabinet d'audit à forte croissance, spécialisé dans les secteurs bancaire, assurance, société de services informatiques

recherche :

#### 2 ASSISTANTS CONFIRMES

2 ans d'expérience en cabinet d'audit

rémunération annuelle : 200 KF + prime

#### 2 CHEFS DE MISSION

4 ans d'expérience en cabinet d'audit

rémunération annuelle : 280 à 300 KF + prime

Adresser CV et photo à :

Cabinet WBA  
23, rue d'Anjou, 75008 PARIS.

### MEPLE

Filiale du premier groupe européen de matériaux d'étanchéité bitumineuse

recrute

#### 1. UN RESPONSABLE REGIONAL DES VENTES

pour les secteurs Nord et Normandie (domicilié à Rouen ou banlieue Nord-Ouest Paris)

#### 2. UN(E) ATTACHE(E) COMMERCIAL(E)

Sédatrice basée au siège social au nord de Paris. Aptitude à la négociation, sens de l'organisation, pugnacité, persévérance sont des qualités requises. La connaissance du second œuvre sera un plus apprécié, de préférence dans la couverture, étanchéité ou la négoce de matériaux.

Salaires fixes + intéressement. Frais remboursés plus avantages sociaux.

C.V. + lettre manuscrite à adresser à :

M. Guy Labbé, Meple SA  
1, rue du Piller, 93632 Aubervilliers Cedex.

### Groupe Industriel à vocation mondiale

Dans un contexte de croissance forte et soutenue, de diversification de nos gammes, d'extension de couverture commerciale et de proportion croissante de CA à l'export.

une

#### ASSISTANTE DE DIRECTION COMMERCIALE

méthodique, dynamique et expérimentée sera appelée à rassembler, distribuer et suivre tous les aspects de la Gestion Commerciale en assurant l'interface entre Direction, Commerciaux et autres services.

Le poste est à pourvoir en région parisienne.

Si ce défi est à votre mesure, si vous êtes au moins bilingue anglais (espagnol et/ou allemand appréciés), que vous justifiez d'au moins 5 années d'expérience comme Secrétaire de Direction et si vous êtes disponible à court terme, veuillez adresser CV, photo récente, lettre et prétentions à :

J. PLAYNER, 1, av. de la Libération, 54000 LUNEVILLE.

### HERCULES Leader mondial en spécialités chimiques pour la papeterie

#### Ingénieur qualité pour son usine proche Grenoble

HERCULES développe un plan mondial de Qualité totale que vous allez mettre en place dans notre usine de Voreppe (30 personnes, 33000 T/an, 30 spécialités renommées, naturelles ou de synthèse). Reportant directement au DU, vous êtes responsable du laboratoire Contrôle Qualité, vous assumez des responsabilités de méthode, d'organisation, formation et gestion dans le cadre du Système Qualité.

Jeune Ingénieur Chimiste, vous avez déjà une expérience de la Qualité dans l'industrie, la pratique de l'anglais, le goût de vous impliquer fortement à tous les niveaux dans l'entreprise, la volonté d'assumer d'emblée une responsabilité importante et de

Adresser lettre, CV, rémunération, photo sous réf. 441 à M.M. Bernié, Résonance, 80 Rue Talbot 75009 PARIS.

### Jeune directeur administratif et financier (H./F.) sachant lire et écrire

Nous sommes un petit groupe de presse professionnelle se développant en France et surtout dans les différents pays de la CEE par lancement de revues au travers de filiales nationales.

Vous avez suivi des études supérieures, maîtrisez l'anglais et peut-être l'allemand, vous avez une expérience de quelques années dans une fonction gestion ou finance.

Vous devrez prendre la responsabilité totale des fonctions gestion, finance, informatique, personnel.

Vous êtes précis et méthodique, très travailleur et avez un tempérament opérationnel.

Merci d'adresser c.v., photo et prétentions à :

Marie-Laure GUÉRIN - Société Moudiz  
54, rue Etienne-Marcel, 75002 Paris.



## Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

### SYNTON

#### Ingénierie conseil en Maintenance

Synton est le leader des sociétés d'ingénierie-conseil en maintenance et fait partie du groupe Jaakko Pöyry

Nous recherchons maintenant pour Synton S.A.R.L.,

#### UN EXPERT qui occupera les fonctions de DIRECTEUR GÉNÉRAL et CONSULTANT PRINCIPAL

Poste à pourvoir à Paris

##### Nous demandons :

- Une expérience de direction de services techniques ou de maintenance, de préférence dans l'industrie du bois, papier et carton,
- Un réel esprit commercial,
- Une bonne pratique de l'anglais,
- Une certaine disponibilité pour voyager.

##### Nous offrons :

- Un salaire intéressant avec avantages sociaux,
- Une assistance complète,
- Une formation en Finlande.

Les dossiers de candidature avec C.V. doivent être adressés à :

M. Jacques Guyon, Jaakko Pöyry S.A.  
Berkeley Building, cedex 19,  
92081 Paris La Défense

AFFIDIA : UNE NOUVELLE OFFRE DE CONSEIL EN GESTION DE PATRIMOINE QUI BENEFICIE DEJA D'UNE SOLIDE EXPERIENCE, CELLE D'AXA MIDL L'UN DES PREMIERS GROUPES FINANCIERS FRANCAIS.

## Directeurs d'agence

Ecouter, comprendre les objectifs de ses clients, informer, choisir avec eux les solutions les mieux adaptées à leurs projets : telle est la mission qu'AFFIDIA s'est donnée par le biais d'un réseau spécialisé de conseillers financiers s'adressant à une clientèle privilégiée d'investisseurs.

Une expérience commerciale réussie dans la Banque, le secteur financier ou le service, une formation supérieure (Ecole de Commerce ou de gestion, Sciences Eco...), de réelles qualités d'animateur vous permettront de prendre la responsabilité de l'une de nos agences.

Vos objectifs seront clairs : motiver vos conseillers financiers, gérer et développer efficacement votre agence tout

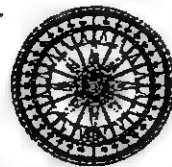
en étant le garant de notre image de marque dans votre région.

Une mission forte qui vous amènera à nouer et entretenir des relations durables fondées sur la confiance.

Nous saurons, alors, vous offrir une rémunération à la hauteur de votre potentiel (300 KF+).

Des opportunités vous sont proposées dans des grandes villes à fort potentiel des régions Ouest, Sud-Ouest, Nord-Est et Sud.

Pour nous rejoindre, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo), sous réf. DA/M01, en précisant la région choisie, à AFFIDIA, Direction du Personnel, 51 rue de Châteaudun, 75009 Paris.



## AFFIDIA

LE NOUVEAU CONSEIL EN GESTION DE PATRIMOINE



Nous sommes un organisme de formation spécialisé dans les Assurances et nous recherchons : notre FORMATEUR-CONSULTANT (Branche Vie).

Il aura pour missions la conception des contenus de formation, l'élaboration des outils pédagogiques ainsi que l'animation de stages destinés à des professionnels de l'Assurance. Il sera par ailleurs chargé d'actions de conseil en création de nouveaux produits "Assurances".

Justifiant d'une expérience de la fonction et d'une bonne connaissance des produits VIE, doté d'un esprit créatif et commercial, il devra mettre en oeuvre ses qualités d'animateur et de pédagogue.

Le poste basé à Paris implique de nombreux déplacements en Province.  
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 18855 à notre Conseil IMPACT DEVELOPPEMENT - 26, rue Brunel 75017 PARIS.



LE CONSEIL ET L'ACTION

## Déjà tout petit, vous saviez que votre avenir était dans l'air Hôtesse • Stewards

AIR INTER vous propose de rejoindre son équipe de navigants et d'assurer une mission commerciale primordiale.

Vous avez de 21 à moins de 30 ans, le niveau Bac et la maîtrise de l'anglais. Une seconde langue européenne est souhaitée. Vous avez une excellente présentation et avez acquis une première expérience professionnelle, de préférence commerciale. Vous êtes ressortissant de la CEE et pour les futurs stewards, dégagez des obligations militaires.

Adressez-nous votre lettre de motivation, CV avec mention de vos taille, poids et acuité visuelle sans correction, photo d'identité et photo en pied, sous réf. HS/M671, à Air Inter - Département emploi - DP/YR - 91551 Porsy-Vieille-Poste Cedex.



DESTINATION REUSSITE



Propose des postes de responsables d'études Nationales, Internationales (à des candidats bilingues Anglais Français)

#### DIRECTEUR D'ETUDES QUANTITATIVES

Réf : DE Diplômé d'une Grande Ecole, vous possédez une expérience de 10 ans minimum dans les études et le conseil aux entreprises.

#### CHARGE D'ETUDES QUANTITATIVES SENIOR

Réf : CE Vous avez une expérience dans un cabinet d'études.

#### CHARGE D'ETUDES QUANTITATIVES JUNIOR

Réf : CEJ Vous avez une expérience de 1 à 2 ans.

Envoyer lettre et CV en précisant la référence de l'annonce à GMV2 GROUPE, 100 avenue A. Bidart 92120 MONTROUGE.



L'AGENCE NATIONALE DE VALORISATION DE LA RECHERCHE recrute pour la DIRECTION DE LA COMMUNICATION ET DE L'ACTION INTERNATIONALE

#### CHARGE D'AFFAIRES H/F

Jeune agrégé ou jeune ingénieur, vous aimez écrire et êtes attiré par la communication. Vous serez chargé de réaliser un ensemble de publications, d'en assurer la mise en oeuvre et le suivi. Une expérience journalistique sera un plus. Merci d'adresser votre candidature : CV, lettre manuscrite et photo, au Service du Personnel - ANVAR - 43, rue de Charbon 75436 Paris Cedex 09.

Entreprise à caractère culturel, touristique et économique (budget 18 MF, 30 pers.) installée dans une architecture remarquable, à 2 heures de TGV de Paris recherche son (sa)

#### DIRECTEUR (TRICE)

gestionnaire confirmé(e), il (elle) portera un intérêt particulier à l'architecture et à l'Europe

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous n° 8630 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Monttessy, 75007 Paris.

### Mantes-la-Jolie, Le Val-Fourré Régie de quartier en création

recrute

#### SON FUTUR RESPONSABLE

M. (elle) aura pour missions :

- Animer et gérer l'association (activité : maintenance et entretien, avec les habitants, d'un quartier de logements sociaux).
- Impulser des projets locaux d'insertion et de développement social.
- Assurer la coordination des partenaires locaux.

M. (elle) a :

- Le bac minimum.
- Une expérience professionnelle en lien avec les secteurs du bâtiment ou du logement.
- Le sens du dialogue et les qualités d'un organisateur.

Rémunération : 120 000 F +

Envoyer C.V. et lettre manuscrite à : Agence Tremplin, 5, av. Franklin-Roosevelt, 78200 Mantec-la-Jolie.



Leader international de la protection des réseaux et équipements M.T. - Côté du Second Marché - recherche

#### INGENIEURS ELECTROTECHNICIENS

Débuteurs ou première expérience avec bonnes connaissances en électronique, ils seront chargés d'études de la protection des réseaux électriques. Anglais - Déplacements à prévoir.

CV manuscrit et prétentions adressés à M. BENZAKI seront traités confidentiellement - CEE - 1, Place Cléopâtre - 77100 MEAUX.

#### CONSULTANT FORMATEUR

Gestion des ressources humaines et de l'emploi

- Formation supérieure (université ou grande école).
- Expérience en entreprise et/ou de consultant réussie.
- Forte motivation et capacité commerciale.
- Poste basé à Lyon.

Envoyer C.V. et prétentions à :

ACEREP

6, rue Dansard, 69007 Lyon.

حكي من الاجل



حكايا من الالهم

**Le Monde**  
**CADRES**

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 1M

**ISOVER SAINT-GOBAIN**  
N°1 Français et Européen de l'isolation thermique et acoustique

Dans le cadre du développement de notre Direction Juridique, nous recherchons pour notre siège à PARIS - LA DEFENSE

**Un Juriste**

Rattaché au Directeur Juridique, vous serez en relation avec nos sociétés françaises et les filiales étrangères de la Branche Isolation du Groupe pour tous problèmes relatifs au droit des affaires.

De formation juridique, vous êtes titulaire d'un 3<sup>e</sup> cycle, spécialisation droit commercial, droit des affaires ou communautés européennes, et vous avez une première expérience de 3 à 6 ans dans un secteur industriel à vocation internationale.

Il est indispensable que vous parliez allemand couramment.

La connaissance des principes de base du droit allemand serait un atout supplémentaire.

La variété des affaires à traiter et les perspectives d'évolution constituent de réels attraits.

Si vous vous sentez concerné par cette opportunité, merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la réf. 9109 à notre Conseil qui vous garantira réponse et confidentialité.

 Madame Claude FAVEREAU - 56, Avenue de Suffren - 75015 PARIS

**SAINT-GOBAIN**

**BANQUE NATIONALE**  
RECRUTE

**UN EXPLOITANT COMMERCIAL**

CHARGE D'ASSURER LA RELATION GLOBALE AVEC UNE CLIENTELE D'INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS

Vous assurerez le suivi de la clientèle existante et rechercherez de nouvelles entrées en relation avec des institutionnels résidents et non résidents.

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure (grande Ecole Scientifique ou commerciale, universitaire) vous justifiez d'une bonne connaissance des marchés financiers.

Vous bénéficiez d'une expérience de 3 ans environ dans une fonction identique comportant, notamment, la vente de produits financiers.

Vous parlez et écrivez l'anglais couramment.

Si cette offre vous intéresse, envoyez lettre de candidature manuscrite, curriculum vitae et photo sous référence 4071 à SOURCES - 108, rue St Honoré - 75001 Paris, qui transmettra.

**UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHÉ.**

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (18 000 personnes, 32,8 milliards de C.A. consolidés dont près de 20 % d'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous releverons de nouveaux défis.

**Une fonction marketing alliant Etudes et opérationnel.**

Le secteur diversification de réseaux de notre DIRECTION VIE recherche un responsable marketing pour créer et animer notre distribution télématique.

Nous vous confierons :

- la conception et l'animation d'une gamme de produits et services adaptés à la distribution par minitel ou bornes interactives,
- la coordination de la mise en place et du lancement de ces produits.

Il étudiera en outre les évolutions dans le domaine de la télématique et de la vente à distance, en informera la direction et proposera des actions.

Pour ce poste très créatif, nous souhaitons rencontrer un candidat diplômé d'une grande école commerciale ou scientifique possédant une expérience de 2 à 3 ans dans un service marketing et passionné de télématique.

Votre connaissance des produits d'assurance et d'épargne constituerait un plus.

Si ces perspectives vous motivent, adressez votre candidature (lettre, C.V., rémunération actuelle) sous réf. M18 à Christine LABBE, Département des Ressources Humaines, AGF - 33, rue La Fayette - 75009 PARIS.

 AGF. L'ESPRIT OLYMPIQUE

**JEUNE CHARGE D'ETUDES**


AXA-MIDI. Groupe privé français d'assurances, réalise un C.A. de 42 milliards de francs dont 32 % à l'étranger et affirme sa volonté de devenir l'un des premiers Groupes internationaux dans son domaine.

Nous recherchons pour une de nos filiales, un chargé d'études.

Au sein du département Assurances Collectives, vous prendrez en charge la tarification des affaires, le suivi des résultats techniques et participerez à l'étude technique de nouveaux produits.

Vous êtes débutant, diplômé ISUP, ENSAE, maîtrise de mathématiques ou équivalent.

Si vous souhaitez intégrer un groupe qui, par sa taille, puisse vous offrir des opportunités d'évolution intéressantes, adressez lettre, CV, photo sous référence JCE à

 **FRANKLIN ASSURANCES**  
Tour Franklin  
100/101 Terrasse Boidieu  
92042 PARIS LA DEFENSE  
Cedex 11.

**ORGANISATEUR SENIOR**

**Chef de projet** - Au sein du groupe Caisse des Dépôts, la Caisse Nationale de Prévoyance se situe au tout premier rang de l'assurance-vie. Pour conforter sa position et développer la qualité de ses services, elle recherche un organisateur senior. Sa mission au sein du département organisation et système d'informations sera d'assister les différents services de l'entreprise dans l'analyse de leurs besoins en matière de méthodes, d'organisation et de moyens de traitement informatique. Animant et collaborant à des équipes pluridisciplinaires, il sera très impliqué dans la mise en œuvre et le suivi des solutions proposées. Ce poste s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (école d'ingénieurs ou de gestion, DESS...) disposant d'une expérience similaire de 5 ans minimum. La maîtrise de la conduite de projets est indispensable et la pratique de la méthode MERISE un atout supplémentaire. Des possibilités d'évolution sont envisagées. Ecrire à P. EVEN en précisant la référence A/D2102M PA Consulting Group - 3, rue des Graviers 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

 **CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE**

 **PA Consulting Group**  
HUMAN RESOURCES  
Creating Business Advantages

**BANQUE PRIVEE**  
recherche un

**UN DIRECTEUR INFORMATIQUE**

Rattaché à la Direction Générale, le titulaire du poste dirige un service informatique étendu comprenant des équipes système et développement de très bon niveau.

Il prépare les orientations de la politique informatique de la banque, optimise l'exploitation des moyens et applications existants et développe des applications nouvelles en liaison avec les utilisateurs.

Pour ce poste comprenant à la fois d'importantes responsabilités de management et de technique, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure (grande école souhaitée) ayant environ 35 ans et possédant une expérience réussie de management au sein d'un service informatique dans un environnement VAX/VMS. La pratique courante de l'anglais est souhaitée.

Nous vous offrons un environnement créatif et performant ainsi qu'une rémunération motivante.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite et votre C.V. avec photo à RSCG Carrières - 48, rue St-Ferdinand - 75017 PARIS sous la référence MD-JMD/MI qui transmettra.

Le CCME, filiale de la Compagnie Financière et Bancaire du BTP (800 personnes, 28 milliards d'engagements et 17 milliards de capitaux gérés), occupe une position de leader dans le financement des investissements des entreprises et maitres d'ouvrages de la profession, renforce ses structures commerciales et recrute


**JEUNES CADRES FINANCIERS**  
PARIS/ILE DE FRANCE (Rég. PF/1) - LYON (Rég. CF/2)

Rattachés à la Direction Réseau et disposant d'une gamme complète de produits, ils auront pour mission, après une période de formation, de développer leurs portefeuilles de clientèle, analyser les besoins des clients, monter les dossiers, promouvoir nos services et notre image auprès de nos partenaires (entreprises et maitres d'ouvrages, banques, organismes professionnels, etc.).

Les candidats devront nécessairement être diplômés d'une grande école de commerce ou de gestion: ils seront tout particulièrement retenus pour leur dynamisme commercial, leur aptitude à négocier à haut niveau et leur capacité à assumer, sur le terrain, une large délégation de responsabilités.

Une première expérience en entreprise, dans une banque ou un établissement financier sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser candidature motivée avec photo, prétentions sous réf. choisie à Jean RICHET, Direction des Ressources Humaines, CCME, 128 rue la Boétie 75008 PARIS.

 **CCME**

**MSD**  
MERCK  
SHARP  
DOHME  
CHIBRET

**JEUNE ADJOINT DE DRH AUJOURD'HUI...  
CRÉEZ VOTRE POSTE TREMPIN POUR DEMAIN**


Dans le cadre de notre expansion, nous créons une structure de 60 personnes basée à la Cote d'Ivoire et chargée du développement de l'activité export sur les zones Moyen-Orient et Afrique. Devenez son

**RESPONSABLE DU PERSONNEL**

Créer la fonction Personnel, la gérer dans la totalité de ses aspects et l'établir dans la durée en constituant une équipe opérationnelle représentative vos objectifs prioritaires. La diversité des personnes et des statuts du personnel en poste à l'étranger marquera l'ouverture internationale de votre fonction.

Vous êtes âgé d'environ 30 ans, et possédez une formation supérieure de qualité, quelle qu'en soit la nature (ressources humaines, scientifique...). Vous avez une expérience réussie dans la fonction (5 ans minimum) au cours de laquelle vous avez géré des effectifs aux statuts variés. Vous êtes reconnu comme étant bon stratège et apprécié pour vos qualités d'écoute et d'ouverture. Bien sûr vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Si cette opportunité est en accord avec vos aspirations, nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. FEL/PP/LM à RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

 **Raymond Poulain Consultants**







## CHRONOLOGIE

## ÉTRANGER

1<sup>re</sup>. - CHINE : La célébration officielle du quarantième anniversaire du régime ne suscite aucun enthousiasme populaire. Les cérémonies sont boycottées par la plus grande partie de la communauté internationale (1<sup>re</sup>, 2, 3, 7, 15-16 et 18).

3. - BELGIQUE : Joseph Wybrant, président du Comité de coordination des organisations juives, est assassiné à Bruxelles. Le meurtre, comme celui de l'imam Abdel el 29 mars, est revendiqué par les « Soldats du droit », une organisation extrémiste arabe (du 5 au 9).

3. - PANAMA : Une tentative de putsch contre le général Noriega échoue. Aux États-Unis, les autorités américaines sont critiquées pour ne pas avoir apporté un soutien efficace aux militaires rebelles (du 5 au 17, 19, 23 et 28).

3. - URSS : Les dirigeants nationalistes d'Azerbaïdjan menacent d'appeler à la grève générale et à la sécession de leur République si Moscou fait lever par la force le blocus ferroviaire qu'ils imposent depuis la fin août à l'Arménie (du 3 au 10, 13, 14, 26 et 27).

5. - FINANCES MONDIALES : La plupart des banques centrales européennes décident une hausse concertée de leurs taux directeurs pour tenter de freiner la progression du dollar et lutter contre les risques d'inflation et de surchauffe. Le taux passe à 6% (+1%) en RFA, à 13% (+1%) en Grande-Bretagne et à 9,5% (+0,75%) en France. Malgré le relèvement à 3,75% (+0,5%) du taux d'escompte japonais, le 11, ce n'est qu'après le mini-crash de la Bourse de New-York, le 13, que la hausse du dollar est vraiment stoppée (du 5 au 9, 12 au 19, 22-23 et 29-30).

5. - NORVÈGE : Le prix Nobel de la paix est attribué au dala-lama, chef spirituel du Tibet, qui vit en exil depuis 1959. Pékin, qui considère le Tibet comme « une partie indissoluble du territoire chinois », exprime son « indignation extrême » (du 5 au 9).

6-16. - VATICAN : Le pape Jean-Paul II se rend en Corée du Sud, en Indonésie et à l'île Maurice (6 et du 8 au 17).

7. - ARGENTINE : 213 militaires et 64 guérilleros sont assassinés par le président Carlos Menem, parisiens d'une « réconciliation nationale ». La grâce accordée aux militaires poursuivis pour des violations des droits de l'homme sous la dictature, de 1976 à 1983, est critiquée (10, 13 et 22-23).

## RDA : le « tournant »

Le 1<sup>er</sup>, plus de sept mille Allemands de l'Est, qui s'étaient réfugiés dans les ambassades de RFA à Varsovie, et surtout à Prague, gagnent la RFA à bord de trains est-allemands. Ils ont été autorisés à émigrer grâce aux efforts diplomatiques de M. Hans-Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères. Mais, dès le 2, les jardins de l'ambassade de RFA à Prague sont à nouveau envahis par des milliers de candidats à l'émigration, jeunes pour la plupart.

Le 2, comme tous les lundis depuis plusieurs semaines, une manifestation a lieu à Leipzig, à l'issue d'un service religieux protestant : cette fois, ils sont quinze mille à réclamer des réformes.

Le 3, les autorités est-allemandes acceptent de laisser partir vers la RFA les quelques dix mille nouveaux réfugiés de l'annexion de la République tchèque, mais décident en même temps de rétablir les visas entre la RDA et la Tchécoslovaquie. Jusqu'à la fin du mois, l'exode se poursuit, mais il ne s'agit plus que de quelques centaines par jour à pouvoir gagner la RFA après s'être réfugiés à l'ambassade de RFA à Varsovie ou être passés par la Hongrie.

Dans la nuit du 4 au 5, des milliers de candidats au départ tentent de prendre l'assaut des « trains de la liberté » venant de Prague lors de leur passage par la RDA. Des heurts violents se produisent avec la police, notamment à Dresde.

Les 6 et 7, M. Mikhail Gorbatchev est en RDA pour participer aux cérémonies du quarantième anniversaire du pays. Il réaffirme son attachement au statu quo en Europe, mais encourage les partisanes des réformes en RDA. Des manifestations ont lieu, les 7 et 8,

7. - HONGRIE : Un congrès extraordinaire du PC hongrois transforme le Parti socialiste ouvrier (PSOH) en Parti socialiste (PSH), mais la scission entre les principes du centralisme démocratique et de la dictature du prolétariat. M. Rezső Nyers est maintenu, le 9, à la présidence du nouveau parti. M. Karoly Grosz, ex-secrétaire général du PSOH, refuse d'adhérer au PSH, mais la scission entre les différents courants réformateurs est évitée. Du 18 au 20, les députés, dont plus des trois quarts sont des élus de l'ancien PSOH, adoptent à la quasi-unanimité une série de lois qui modifient profondément la Constitution et ouvrent la voie aux premières élections libres et multipartites depuis 1947. Le 23, jour anniversaire du début du soulèvement de 1956, est proclamée à Budapest, dans la lice, la IV<sup>e</sup> République, qui remplace la République populaire instaurée en 1949 par les communistes (du 6 au 12, 20 et du 22 au 25/X, 1<sup>re</sup> et 2/XI).

9. - URSS : Une loi adoptée par le Soviet suprême réglemente le droit de grève, interdisant dans les secteurs-clés de l'économie (4, 5 et 11).

9-12. - AMÉRIQUE LATINE : M. François Mitterrand se rend en visite officielle au Venezuela, les 9 et 10, et en Équateur, les 11 et 12. Dans ces deux pays, comme lors de l'escorte improvisée à Bogota (Colombie), le 12, il établit un lien direct entre sous-développement et drogue (du 11 au 14).

10. - PROCHE-ORIENT : Alors que le gouvernement israélien a rejeté, le 6, le « plan Mobarak », M. James Baker, secrétaire d'État américain, présente un plan en cinq points destiné à faciliter l'ouverture d'un dialogue israélo-palestinien sur l'organisation d'élections dans les territoires occupés (4, 6, 8-9, 10, 12, 14, 18, 20, 26 et 28/X, 2 et 3/XI).

12. - SUÈDE : Christer Pettersson, condamné le 27 juillet à la prison à vie pour le meurtre d'Olaf Palme, le 28 juillet 1986, est acquitté par la cour d'appel de Stockholm (13 et 14).

13. - FINANCES MONDIALES : La Bourse de New-York enregistre sa plus forte baisse depuis le « lundi noir » du 19 octobre 1987 : l'indice Dow Jones, qui avait atteint, le 9, le cours record de 2 711, perd 190 points (-6,9%). Le 16, les places européennes et asiatiques chutent à leur tour, de 1,8% (Tokyo) à 13,5% (Francfort) ; à Paris, où l'indice CAC était, le 11, à 561,6, son plus haut niveau, la baisse est de 6,9%.

dans les principales villes de RDA : à Berlin-Est elles sont sévèrement réprimées. Le 9, alors que des responsables du parti appellent au dialogue, les forces de l'ordre n'interviennent pas lors de la manifestation du lundi à Leipzig : ils sont 70 000, le 9, à réclamer plus de démocratie, puis 150 000, le 16.

Le 18, M. Erich Honecker, secrétaire général du parti communiste (SED) depuis mai 1971, est remplacé par M. Egon Krenz, son dauphin désigné. Suscitant le scepticisme de l'opposition, M. Krenz exprime à la télévision sa volonté de changements dans la continuité. Les jours suivants, il s'efforce de donner des gages d'ouverture tandis que, dans tout le pays, s'engage un dialogue sans complaisance entre la population et les autorités qui célèbrent le « tournant » (*Wende*) par la RDA.

Le 23, des centaines de milliers de personnes défilent dans la plupart des grandes villes : à Leipzig, ils sont 300 000.

Le 24, le Parlement n'est pas unanime à élire M. Krenz à la présidence du conseil d'État : 26 députés sur 500 votent contre et 26 s'abstiennent. Tandis que les rassemblements, en présence de représentants du pouvoir, deviennent quotidiens, une amnistie est annoncée, le 27, pour les émigrants et les manifestants arrêtés.

Le 30, 500 000 personnes sont de nouveau dans les rues réclamant de plus en plus ouvertement des élections libres et de la démocratie, maintenant à M. Krenz, avant de partir pour Moscou, le 31, n'en réaffirme pas moins que « le futur de la RDA repose sur le socialisme » (à partir du 3).

## Octobre 1989 dans le monde

La chronologie paraît normalement le deuxième dimanche de chaque mois. L'abondance de l'actualité nous a contraint à différer sa publication à ce jour. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

Les jours suivants, les marchés boursiers restent nerveux mais se redressent, recouvrant une partie de leurs pertes (du 15 au 24 et 26/X, 3/XI).

15. - AFRIQUE DU SUD : Huit dirigeants nationalistes, dont Walter Sisulu, compagnon de Nelson Mandela, sont libérés après vingt-cinq ans passés en prison. Les sept membres de l'ANC libérés participent, le 29, au premier rassemblement autorisé par le régime depuis 1960, qui réunit soixante mille personnes dans le stade de Soweto (4, 12, 13, 17, 19, du 21 au 26 et 31).

16. - NORVÈGE : M. Jan Syse, chef du Parti conservateur, devient premier ministre après la démission, le 13, de Mme Gro Harlem Brundtland. La coalition tripartite de centre-droit qu'il dirige n'a obtenu que 62 des 165 sièges du Parlement aux élections du 11 septembre (4, 8-9 et 15-16).

16-17. - ÉGYPTE-LIBYE : Le président Mubarak et le colonel Kadhafi se rencontrent à Marsa Matruh (Égypte), le 16, puis à Tobrouk (Libye), le 17. Selon le rais, les relations égypto-libyennes, rompues en 1977, « reviennent à la normale » (du 14 au 19).

17. - ÉTATS-UNIS : Un violent séisme secoue la région de San-Francisco. Malgré sa forte magnitude (7,1), il ne provoque que soixante-deux morts, dont cinquante automobilistes tués par l'effondrement d'un pont autoroutier. Le montant des dégâts est estimé à 7,1 milliards de dollars (du 19 au 24, 27 et 29-30/X, 1<sup>re</sup> et 3/XI).

18. - ESPACE : La navette américaine Atlantis largue la sonde Galileo qui doit atteindre Jupiter en juillet 1995 (12, 19, 20, 22-23 et 25).

19. - GRANDE-BRETAGNE : Trois Irlandais du Nord et une Anglaise, condamnés en 1975 à la réclusion perpétuelle pour deux attentats à la bombe, sont libérés après avoir été reconnus innocents par la cour d'appel de Londres (19 et 21).

20. - ANTARCTIQUE : Les pays signataires du traité sur l'Antarctique, réunis à Paris depuis le 9, acceptent la proposition franco-australienne d'organiser, en 1990, une réunion spéciale sur la préservation du sixième continent. M. Rocard avait souhaité, dans son discours d'ouverture, que l'Antarctique devienne une « réserve naturelle » (10, 11, 22-23 et 24).

20. - SUISSE : L'interdiction totale du commerce de l'ivoire est décidée à Lausanne, lors de la réunion des cent trois pays signataires de la convention sur le commerce international d'espèces menacées, afin de tenter de sauver les derniers éléphants d'Afrique décimés par le braconnage (10, 18 et 22-23).

22. - COMMONWEALTH : Les pays du Commonwealth, réunis depuis le 18 à Kuala Lumpur (Malaisie) pour leur sommet biennal, précoisent, à l'exception de la Grande-Bretagne, un renforcement des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud (du 18 au 25).

22. - LIBAN : Les députés libanais, réunis à Taef (Arabie saoudite) depuis le 30 septembre, acceptent un document d'entente du système politique mais ne prévoit pas de calendrier de retrait de l'armée syrienne. L'accord de Taef reçoit un appui international quasi général mais est rejeté par le général Michel Aoun, chef du gouvernement chrétien, comme une « légalisation du crime de l'occupation syrienne du Liban » (3, 5, 6, 7, 10, 12, du 14 au 17 et à partir du 20).

23. - CAMBODGE : Alors que plusieurs offensives ont été lancées par les opposants au régime dans l'Ouest et le Nord-Ouest, les Khmers rouges s'emparent de Pailin, ville minière de l'ouest du pays (4, 15-16, 24, 25, 26, 28 et du 31/X au 4/XI).

25. - CEE : M. Mitterrand, président en exercice du Conseil européen, prononce un discours devant le Parlement européen à Strasbourg. Il plaide pour le soutien à M. Gorbatchev et affirme que la seule réponse aux transformations en cours dans les pays de l'Est est la construction de l'Europe politique (26, 27 et 31).

25. - FRANCE-POLOGNE : Le gouvernement français décide un accroissement des aides à la

Pologne, qui s'élèveront à près de 4 milliards de francs (24, 27 et 28).

26. - GRANDE-BRETAGNE : La démission de M. Nigel Lawson, chancelier de l'Échiquier depuis juin 1983, accentue l'affaiblissement de la livre, alors que la cote de popularité de Mme Margaret Thatcher a atteint son niveau le plus bas dans les sondages (du 11 au 16, 26 et du 28/X au 2/XI).

27-28. - AMÉRIQUE : Un sommet pour célébrer la démocratie rassemble à San-José-Costa-Rica seize chefs d'État du continent, dont M. George Bush. Alors que le Nicaragua apparaît isolé, le Canada annonce son adhésion à l'OEA, dont il deviendra le trente-deuxième membre (29-30 et 31).

28. - TCHÉCOSLOVAQUIE : Prés de dix mille manifestants célèbrent, à Prague, aux cris de « Liberté », le sixième et centième anniversaire de la République (14, 20, 21, du 27/X au 1<sup>re</sup> et 4/XI).

29. - ESPAGNE : Aux élections législatives anticipées, le Parti socialiste (PSOE) de M. Felipe Gonzalez, premier ministre depuis 1982, conserve de justesse la majorité absolue avec 176 (-4) des 350 sièges. Le Parti populaire (conservateur) se maintient avec 106 sièges (+1). La coalition Gauche unie, dirigée par le Parti communiste, progresse de 7 à 17 sièges (18, 21, 25, 26, 28 et 31/X, 1<sup>re</sup>/XI).

31. - ÉTATS-UNIS-URSS : Moscou et Washington annoncent qu'une « rencontre informelle » entre MM. Bush et Gorbatchev aura lieu les 2 et 3 décembre à bord de navires américain et soviétique au large de l'île de Malte (du 1<sup>er</sup> au 4/XI).

31. - ISRAËL : L'armée lève le blocus imposé depuis le 21 septembre à Beit-Sahour. Dans cette petite ville de Cisjordanie, où le mot d'ordre de grève des impôts lancé par la direction du soulèvement palestinien est particulièrement suivi, les soldats ont procédé à des saisies massives de biens chez les habitants (1<sup>re</sup>, 2, 5, 10 et 29-30/X, 2/XI).

31. - SALVADOR : Un attentat à la voiture piégée contre l'une des principales centrales syndicales fait dix morts à San-Salvador. La guérilla accuse l'armée et décide de suspendre le dialogue engagé le 15 septembre avec le gouvernement (20/X, 2 et 4/XI).

31. - TURQUIE : M. Turgut Ozal, premier ministre depuis décembre 1983, est élu président de la République par le Parlement. L'opposition, estimant l'Assemblée « non représentative » de l'électorat, a boycotté le scrutin. En succédant, le 9 novembre, au général Kenan Evren, M. Ozal devient le premier civil à la tête de l'État depuis 1960 (19, 21, 22-23 et 26/X, 2 et 3/XI).

## CULTURE

2. - Le projet proposé par M. Mitterrand d'un Euréka audiovisuel est lancé officiellement par vingt-six pays européens à l'issue d'Assises européennes de l'audiovisuel, réunies depuis le 30 septembre à Paris (du 30/X au 4/XI).

3. - Les ministres de la CEE adoptent la directive sur la « télévision sans frontières » qui invite les États membres à diffuser « une proportion majoritaire » d'œuvres européennes « chaque fois que c'est possible ». Les États-Unis protestent contre cette mesure « protectionniste et discriminatoire » (du 1<sup>er</sup> au 7, du 12 au 17, 21 et 26).

4. - Pour célébrer le cent cinquantième anniversaire de la découverte de la photographie, plusieurs expositions sont organisées dont une au Musée d'Orsay et une autre, à partir du 12, au Centre Georges-Pompidou (12/X et 4/XI).

5. - Mort de l'actrice américaine Bette Davis (8-9).

6. - Mort du cinéaste Jacques Doniol-Valcroze (7 et 8-9).

9. - Le prix Nobel de médecine est attribué à Michael Bishop et Harold Varmus (États-Unis) pour leurs travaux sur les oncogènes ou gènes du cancer. Le professeur Ugo Dominik Stihelin, qui a contribué à cette découverte, estime « injuste » de ne pas avoir été primé lui aussi (du 10 au 13).

## FRANCE

1<sup>re</sup>. - La championne cycliste Jeannie Longo améliore, sur la piste en plein air de Mexico, son propre record de l'heure en couvrant 46.352 kilomètres. Avant de mettre un terme à sa carrière, elle bat plusieurs autres records en salle (27 et 29/X, 3, 7, 19, 21 et 31/X).

2. - Bull, en rachetant pour 4 milliards de francs l'activité micro-informatique du groupe américain Zenith, devient le sixième constructeur mondial d'ordinateurs (3 et 4).

3. - M. Alain Fohrer, président du Sénat depuis 1968, est réélu au troisième tour de scrutin grâce au soutien du RPR et à la division des centristes. Ces derniers avaient décidé de présenter un candidat contre M. Fohrer, bien que ce dernier soit issu de leurs rangs (du 26/X au 7/X).

4. - Le gouvernement engage sa responsabilité pour faire approuver par l'Assemblée nationale le projet de programmation militaire 1990-1993. L'opposition se divise sur la question de censure que le RPR dépose le 5, sans l'accord de l'UDF ni de l'UDC, et qui ne recueille, le 9, que 159 voix (du 4 au 7 et 11).

4. - Les surveillants de prison interrompent leur mouvement, à l'appel de FO, le syndicat majoritaire. Le 16, toutes les révolutions décidées par la chancellerie sont levées (du 1<sup>er</sup> au 7, 11 et 18).

7. - Les députés votent en première lecture les deux projets de loi sur le financement des partis et des campagnes électorales après avoir supprimé l'article prévoyant l'amnistie des infractions commises avant le 15 juin 1989 (du 5 au 10).

7-8. - Neuf contributions générales sont présentées devant le comité directeur du PS pour qu'elles soient soumises aux militants socialistes avant le congrès de Rennes en mars 1990 (1<sup>re</sup>, du 5 au 10, du 13 au 19, 21, 24, 29-30 et 31).

9. - M. Mitterrand, en route pour le Venezuela, fait escale à la Guadeloupe où il souhaite une acclébration de la reconstruction après le passage du cyclone Hugo, le 17 septembre (5, 11, 19 et 20).

9. - Le secrétaire général d'un groupe néo-nazi, le Parti nationaliste français et européen, et celui d'un syndicat de policiers d'extrême droite sont inculpés et écroués dans l'enquête sur les attentats racistes commis en 1988 contre des foyers d'immigrés (26/X, du 4 au 9, 11 et 20/X).

10. - M. Michel Rocard souhaite, dans un entretien au Monde, que la police devienne le « laboratoire de la modernisation du service public ». D'autre part, les revendications salariales des syndicats de policiers sont satisfaites (1<sup>re</sup>, 2, 11, 14, 18, 22-23 et 25).

11. - Le gouvernement annonce l'ouverture, dès décembre, de négociations sur une « rénovation profonde » de la grille salariale de la fonction publique. Les syndicats réagissent favorablement (13, 14 et 28).

11. - Mort du professeur Robert Merle d'Amboise, spécialiste réputé de la chirurgie réparatrice (17).

13. - M. Rocard présente au conseil des ministres le plan d'urgence pour l'Île-de-France, qui prévoit de doubler les logements sociaux à Paris et en proche banlieue (7, 14, 15-16 et 21/X, 2/XI).

11. - Le prix Nobel d'économie est attribué à Tyrone Havens (Norvège), considéré comme le père de l'économie moderne (12, 13 et 24).

12. - Le prix Nobel de physique est attribué à Wolfgang Pauli (RFA), Norman Ramsey et Hans Dehmelt (États-Unis), dont les travaux ont permis le développement de la spectroscopie atomique de précision. Le prix Nobel de chimie récompense Sidney Altman (Canada) et Thomas Cech (États-Unis) pour leur découverte des propriétés catalytiques de l'acide ribonucléique (13 et 14).

19. - Le prix Nobel de littérature est attribué à Camilo José Cela, poète et romancier espagnol (20 et 21).

21-22. - La première Fête du livre, organisée à l'initiative du ministère de la culture sur le thème de la « fleur de lire », rencontre un large écho (6, 20 et 24).

25. - Mort de la romancière américaine Mary McCarthy (27).

26. - Jacqueline de Romilly, repue à l'Académie française par Alain Peyrefitte, prononce l'éloge d'André Roussin (26, 28 et 29-30).

28. - Mort de l'écrivain algérien Kateb Yacine (29-30 et 31/X, 3/XI).

29. - Plus de deux cent cinquante tableaux et dessins de David sont exposés au Musée du Louvre et au château de Versailles (29-30).

13. - Les députés adoptent en première lecture le projet de loi réformant le livre I du code pénal (12, 13 et 14).

13. - M. Charles Fiterman, dans une déclaration critique lue devant le comité central du PCF, propose une autre politique que celle de M. Georges Marchais. Cette attitude est violemment dénoncée par la direction du PCF (du 13 au 21, 26 et 31/X, 1<sup>re</sup> et 3/XI).

17. - Le PS obtient quelques concessions du gouvernement sur le projet de budget, à l'issue d'une réunion à l'hôtel Matignon. Plusieurs députés socialistes insistent depuis des semaines pour « une meilleure redistribution par le biais de la fiscalité » (3, du 8 au 14, 18 et 19).

17. - Les groupes RPR, UDF et UDC, réunis pour la première fois en assemblée plénière, définissent le statut et les pouvoirs de leur intergroupe (12, 18, 19, 20 et 26).

28. - Le Conseil d'État accepte de faire prévaloir les traités sur les lois postérieures qui les contredisent. Ce revirement de jurisprudence est applaudi par les partisans de l'Europe (15-16, 18, 21 et 29-30/X, 3/XI).

20. - Les syndicats des agents des finances estiment insuffisantes les dernières concessions annoncées par M. Bérégovoy qui affirme être allé « au-delà du possible » en proposant une prime mensuelle de 315 F. Cependant, les jours suivants, l'ampleur de la grève diminue après un conflit de cinq mois qui a désorganisé les services des impôts et des douanes (à partir du 4).

21. - M. Rocard engage la responsabilité du gouvernement sur la première partie (recettes) du projet de budget, le PC ayant décidé de voter contre. Le motion de censure déposée par le RPR, l'UDF et l'UDC n'obtient, le 23, que 240 voix, alors que la majorité absolue est de 288 voix. M. Barre, invité, le 29, de « 7 sur 7 » sur TF1, justifie son abstention en affirmant que, s'il avait censuré M. Bérégovoy, il se serait censuré lui-même (du 19 au 23, 25 et 31).

23. - Les grévistes de l'usine Peugeot de Mulhouse, puis ceux de Sochaux, le 24, reprennent le travail à l'appel des syndicats, sauf la CGT. Après la nomination d'un médiateur par le gouvernement, le 5, et l'ouverture, le 13, de négociations avec la direction, des concessions sur les bas salaires et sur l'interdiction ont pu être obtenues (du 1<sup>er</sup> au 25).

23. - Paribas lance une OPA sur la Compagnie de navigation mixte. Cette dernière contre-attaque en acquérant en Bourse une part importante du capital de Paribas et reçoit le soutien d'Alliance, numéro un ouest-allemand de l'assurance, qui a racheté, le 2, 50 % des actifs d'assurance de la Mixte (1<sup>re</sup>, 2, 4, 6, 12, 13, 14, 19, 20 et du 24 au 31).

24. - Mort d'Eugène Claudius-Petit, compagnon de la Libération, ancien ministre (26).

25. - M. Lionel Jospin prend position dans la polémique sur le port du foulard islamique à l'école. Depuis le début du mois, un large débat sur ce sujet s'est instauré, tant au sein de l'éducation nationale que de la classe politique, après qu'il eut été interdit à trois adolescentes musulmanes du collège de Creil d'assister au cours la tête couverte. M. Jospin souhaite le respect de la laïcité mais aussi celui de la tolérance : en cas d'échec du dialogue, il demande qu'aucune élève ne soit exclue, l'école étant « faite pour éduquer, pour intégrer, pas pour séparer ».

Cette déclaration n'apaise pas la controverse : à gauche, certains reprochent au ministre de l'Éducation sa « capitulation » devant les intégristes, tandis qu'à droite, la politique d'immigration du gouvernement est mise en cause (6, 7, 10, du 14 au 17 et à partir du 21).

25. - Le conseil des ministres approuve un projet de loi qui étend aux crimes de sang l'amnistie prévue par le référendum du 6 novembre 1988 sur la Nouvelle-Calédonie (du 7 au 11, 18, 20 et 25 au 28).

25. - Le décret instaurant une prime de croissance de 1 200 F pour les fonctionnaires est approuvé en conseil des ministres (du 4 au 7, 12, 26 et 27).

25. - En septembre, le nombre des obituaires s'est accru de 0,1 % et les prix ont augmenté de 0,2 % (25, 26 et 27/X, 2/XI).

26. - Un accord de partenariat est conclu entre Thomson-CSF et le Crédit lyonnais : la banque nationalisée acquiert la majorité de la filiale financière du groupe industriel contrôlé par l'État, Thomson recevant en échange 14 % du capital du Crédit lyonnais (du 27/X au 2/XI).

## Le kra

Le kra... (text illegible)

Le kra... (text illegible)

Le kra... (text illegible)

Le kra... (text illegible)

Le kra... (text illegible)

Le kra... (text illegible)

Le kra... (text illegible)

Le kra... (text illegible)

Le kra... (text illegible)

Le kra... (text illegible)

Le kra... (text illegible)

Le kra... (text illegible)

Le kra... (text illegible)

Le kra... (text illegible)

Le kra... (text illegible)

Le kra... (text illegible)

Le kra... (text illegible)

Le kra... (text illegible)

Le kra... (text illegible)



## ÉCONOMIE

# Le krach, la sortie de « crise » et les conflits sociaux

Un entretien avec M. Michel Aglietta, professeur d'économie

« Un krach il y a deux ans, mi-octobre 1987, comment expliquer cette instabilité boursière alors que les différents pays développés semblent retrouver une croissance assez certaine du moins plus calme ? »

« Les Bourses sont sensibles aux perspectives de profit et à l'évolution des taux d'intérêt nominaux. Les fortes augmentations des taux d'intérêt à long terme depuis le début de l'été 1987 avaient été le facteur décisif du krach d'octobre ; la baisse des taux dès novembre 1987 redonna de la vigueur aux marchés boursiers, lorsqu'il apparut que la récession n'était pas à craindre. Cette influence est moins nette à l'automne 1989. Certes, la désagréable impression d'une surchauffe à la hausse entre les banques centrales se fait sentir. Mais elle ne s'est pas répercutée sur les taux longs, dont l'évolution future est incertaine. »

« Cependant, il faut compter avec les facteurs spéculatifs et avec les effets de contagion sur des marchés où la formation des cours est souvent le fruit de la psychologie collective. Wall Street est animé par un jeu étrange d'OPA et de contre-OPA. Au lieu de servir à augmenter les fonds propres en permettant l'émission d'actions nouvelles, les cours montent grâce à des opérations qui réduisent les fonds propres et augmentent les dettes sous la forme d'obligations dites « de pacotille » (junk bonds). Cet endettement très risqué s'est excessivement développé et le doute s'est installé sur la solvabilité de ces créances. Il n'en fallait pas plus pour que l'inquiétude s'empare de Wall Street. Quant à la répercussion sur les autres places, qui ne sont pas affectées par les mêmes phénomènes, quel

► M. Michel Aglietta est professeur d'économie à Paris-X-Nanterre.

bel exemple de comportement moutonnier !

« La retour de la croissance — près de 4 % attendus pour la France et la RFA en 1989 — est-il à votre avis le signe d'un rebond conjoncturel ou bien celui d'une sortie de crise, l'économie mondiale ayant résolu ses problèmes structurels ? »

« Il y a deux ans on s'interrogeait sur le déclin, aujourd'hui on discute de la sortie de la crise. Ça va vite ! Je ne sais pas d'où vient ces soubresauts de perception subjectives, mais en tout cas elles prouvent que l'analyse de la situation mondiale est complexe. Le mieux est donc de rester prudent. »

« Personnellement, je ne crois pas que quiconque puisse clamer qu'une croissance durable est désormais établie, tout comme je n'aurais pas accepté l'idée du déclin il y a deux ans. On avait, à l'épo-

sition est perçue par les chefs d'entreprise comme devant durer ; ce qui est fondamental dans leurs décisions. »

« Deuxième élément : l'investissement relancé a créé de nouvelles capacités de production tout en incorporant un progrès technique. Le vieillissement du stock de capital a été inversé. »

« Troisième facteur évidemment positif : le contre-choc pétrolier, qui a tardé à faire sentir ses effets mais qui finalement a compté beaucoup. Or, là encore, les perspectives apparaissent bonnes : la reprise ne semble pas devoir entraîner de tensions excessives sur le marché des matières premières et sur les prix du pétrole, comme ce fut le cas après la récession de 1974-1975, lors de la reprise qui suivit et qui conduisit au deuxième choc de 1979. Il est vrai que l'économie des matières premières, plus généralement

ils savent que c'est la seule façon de sauvegarder leurs parts de marché, voire de redéployer leurs gammes de produits sur des marchés à la croissance prometteuse. J'y vois un facteur lourd, qui dépasse la bonne ou la mauvaise conjoncture et qui, en retour, contribue à la stabiliser. Rappelez-vous que le même phénomène s'était produit au début des années 80 après la signature du traité de Rome : personne n'y croyait au départ, parmi les économistes puis, on avait dû réviser le IV<sup>e</sup> Plan à la hausse, en établissant un Plan intermédiaire. »

« Quels sont, en revanche, les facteurs défavorables ? »

« Les plus connus sont la permanence des déséquilibres des marchés monétaires et financiers et la dette du tiers-monde. Grâce aux progrès faits, je crois que la dette a perdu de son importance et qu'on a dépassé le risque de récession sévère provoqué par une crise financière. Les banques internationales ont consolidé leurs créances douteuses en rééchelonnant et en provisionnant. Le pire, c'est-à-dire une faillite bancaire jetant la suspicion sur la solidité du système financier international, a pu être évité. Mais il reste que les pays du tiers-monde doivent dégager des excédents beaucoup trop lourds pour servir leur dette ; ce qui bloque leur développement et freine la croissance mondiale. On est encore loin de ce qu'il faudrait : une inversion des transferts financiers qui vont actuellement des pauvres aux riches. »

### Une coordination incertaine

« Et les déséquilibres financiers ? »

« Le déficit américain provoque toujours une grande instabilité des changes. Les dérapages incontrôlés ont sans doute pu être évités,

mais il faut constater que la coordination des autorités monétaires des sept grands pays, le G7, est encore bien incertaine : les gouvernements ne maîtrisent pas le phénomène de globalisation financière. Néanmoins, on peut s'interroger, là encore, sur la gravité de cette carence. Car les nouvelles techni-

Etats-Unis il ne faille provoquer un fort ralentissement de la conjoncture pour la juguler. Et, comme en Europe chaque gouvernement réagit individuellement, il sera impossible de faire bloc pour affirmer notre autonomie. Tout risquerait malheureusement de se passer comme en 1982, avec une conta-

### France : il faut contractualiser les relations sociales sur plusieurs années

ques financières du secteur privé (les swaps, les marchés à terme...) autorisent une redistribution des risques ; ce qui, en fin de compte, diminue l'effet néfaste des variations des taux de change. Cependant, cet effet néfaste ne peut être annulé. Car les taux de change entre les grandes devises ne sont pas seulement volatils, ils entraînent des distorsions dans le système des prix internationaux qui ralentissent beaucoup la correction des déséquilibres dans les balances des paiements. »

« Cette extrême fragilité des marchés monétaires et — on l'a vu — boursiers fait qu'on ne peut écarteler avec certitude tout risque de récession mondiale. Les économistes demeurent inquiets devant une résurgence inflationniste, en particulier aux Etats-Unis, qui pourrait engendrer un cercle vicieux : l'inflation nourrissant le déséquilibre commercial, qui entrainerait une perte de confiance dans le dollar, qui à son tour alimenterait l'inflation. Or, et c'est là tout le problème, pour casser la menace inflationniste, les autorités monétaires n'ont plus à leur disposition que l'arme des taux d'intérêt, qui est imprécise. Elles ne peuvent pas grand-chose sur les taux longs, alors que c'est leur incertitude qui fait sentir ses effets aujourd'hui sur la Bourse. »

« Je crains donc que si l'inflation persistait sérieusement aux

Etats-Unis il ne faille provoquer un fort ralentissement de la conjoncture pour la juguler. Et, comme en Europe chaque gouvernement réagit individuellement, il sera impossible de faire bloc pour affirmer notre autonomie. Tout risquerait malheureusement de se passer comme en 1982, avec une conta-

### Un stop-and-go mondial

« Mais d'où vient l'inflation selon vous ? »

« D'abord de goulots d'étranglement localisés dans les capacités de production qui devraient disparaître progressivement d'eux-mêmes, à condition que l'investissement se poursuive en capital matériel et surtout en capital humain. Mais essentiellement du manque de dynamisme de la productivité. Malgré la modernisation, les ordinateurs, les robots... les gains de productivité du travail demeurent deux à trois fois plus faibles que pendant la période d'avant crise : 2 % l'an contre 4,7 % entre 1960 et 1973 en France par exemple. C'est un phénomène commun aux pays de l'OCDE, fort mal expliqué mais qui conditionne la stabilité de la nouvelle croissance. »

Propos recueillis par ERIC LE BOUCHER  
Lire la suite page 40

### Monde : les gouvernements ne maîtrisent pas la globalisation financière

que, simplement publié que la France avait pris du retard dans son adaptation à la concurrence internationale au début des années 80, et forcément les résultats tardaient. »

« Aujourd'hui, la conjoncture est de retour. Qu'en conclure ? »

« Je vois quatre raisons à cette reprise. D'abord la structure des coûts des entreprises redevenue favorable à l'investissement. Leurs bilans financiers étaient très dégradés. La désinflation avait encore allongé la charge de l'endettement dans une première phase. Il a donc fallu accumuler des fonds propres et réduire les dettes avant de penser à investir. Mais, depuis deux ans, les conditions de l'offre sont telles que l'investissement est à nouveau rentable. En outre, cette

l'importance grandissante des facteurs intellectuels sur les facteurs matériels dans la production, sont les fruits de l'investissement de ces dernières années. »

### 1993 donne un horizon

« Dernière raison, enfin, internationale elle aussi : l'Europe. Les conséquences du grand marché de 1993 sont difficiles à quantifier, car elles sont encore essentiellement d'ordre micro-économique et largement potentielles plutôt que réalisées. Mais, avec des incertitudes keynésiennes, on peut dire que le projet 1993 — donne un horizon de long terme aux investisseurs. Leur scepticisme de départ s'est mué en une sorte d'obligation d'investir :

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Compagnie Générale d'Électricité

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours des neuf premiers mois de 1989 par le Groupe de la Compagnie Générale d'Électricité s'est élevé à 100,7 milliards de francs et marque une augmentation de 18 % par rapport à celui des neuf premiers mois de 1988. Le troisième trimestre a pris en compte en particulier le transfert de propriété de la centrale à neutrons rapides Superphénix. Hors incidence de Superphénix, la progression à structures et méthodes comparables est de 10 %.

Ces évolutions tiennent compte des modifications de structures intervenues au cours des douze derniers mois dont les plus significatives sont :

- la création de GEC ALSTHOM NV par CGE et GEC (Grande-Bretagne) ;
- la prise de contrôle des activités réductions de mesure et relais de Schlumberger (Groupe Battau), d'Air Industrie Systèmes, de Kiepe Elektrik, d'Acce Energie et d'Acce Transport par Alsthom ;
- le rachat des sociétés Bundy et Spuriau par Framatome ;
- le rachat de CMP (Chloride Motive Power) par le Ceac ;
- la prise de participation majoritaire de Câbles de Lyon dans le Groupe Manuli et dans les Câbleries de Dour ainsi que

l'acquisition de l'activité « câbles » d'Ericsson aux Etats-Unis ;

— la vente par Alcatel NV des sociétés Cume et Alcatel Information Systems aux Etats-Unis.

La répartition par secteur d'activité du chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 1988 et de 1989 est la suivante :

(en millions de francs)	1989	1988
Energie et transport	19 433 (7)	18 445
Nucléaire (2)	6 331	6 864
Entreprise électrique et contrôle industriel	8 569	8 256
Accumulateurs	3 408	2 662
Télécommunications, communication		
d'entreprise, câbles	62 007 (3)	54 060
Activités diverses (4)	3 558	3 554
Cessions entre secteurs	-2 834	-2 385
TOTAL	100 670	86 456

Les commandes consolidées s'élèvent à 104,0 milliards de francs en progression de 13 % par rapport à celles des neuf premiers mois de 1988.

- (1) Facturation calculée à l'avancement en 1988. Le chiffre d'affaires d'Alsthom et ses filiales est retenu par intégration globale pour le premier trimestre. A partir du deuxième trimestre, le chiffre d'affaires de GEC ALSTHOM NV et ses filiales est retenu par intégration proportionnelle à 50 %.
- (2) Chiffre d'affaires de Framatome et ses filiales retenu par intégration proportionnelle à 40 %.
- (3) Dont Télécommunications publiques : 37 %, Communication d'entreprise : 22 %, Câbles : 28 %, Electronique et divers : 13 %.
- (4) Le chiffre d'affaires du Groupe n'intègre pas celui de la Générale Occidentale qui fait l'objet d'une consolidation par mises en équivalence.

LA CGE EN DIRECT  
• MONTEL : 36.15 code CGE  
• Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561



# Electricité de France

Emprunt novembre 1989

1 MILLIARD DE FRANCS A TAUX FIXE

avec au choix du souscripteur :

Emprunt EDF 9,20% novembre 1989  
Taux actuariel 9,39%

Souscription : 98,72% soit 4 938 F par titre. Intérêt annuel : 9,20%, soit 460 F payable en une seule fois le 27 novembre de chaque année, et pour la première fois le 27 novembre 1990.

OU

Assimilation à l'emprunt EDF 8,60% octobre 1988  
Taux actuariel 9,38%

Souscription : 95,12% soit 4 756 F par titre. Intérêt annuel : 8,60% soit 430 F payable le 15 février de chaque année, et pour la première fois le 15 février 1990 au taux de 1,90% soit 95 F par titre.

Une note d'information (voir COB n° 89-481 du 6 novembre 1989) peut être obtenue sans frais auprès de la CNE et des établissements chargés du placement. Le Caïsre National de l'Énergie est chargé du service des titres. B.A.L.O. du 13 novembre 1989.

EDF - Direction des Services Financiers et Juridiques - 2 rue Louis Murat, 75008 Paris. Tél. (1) 40 42 22 22



CNE - Service des titres 18 bis rue de Berri, 75008 Paris - Tél. (1) 43 59 48 48

INVESTISSEZ DANS UN COURANT PORTEUR

هكذا من الاصل



صحة من الالهي

**CNM.C.C.A.**  
CONFEDERATION NATIONALE  
■ Mutualité Agricole,  
■ Coopération Agricole,  
■ Crédit Agricole.  
C.N.M.C.C.A.  
129, bd. Saint-Germain  
75006 Paris

**GSA**  
GROUPEMENT DES ASSURANCES  
A CARACTÈRE MUTUEL  
■ 13 MUTUELLES  
D'ASSURANCES  
■ 10 MILLIONS  
DE SOCIÉTAIRES  
GSACM  
8, rue de Léningrad  
75008 Paris  
Tél.: (1) 43 87 45 89

**MUTUALITÉ FRANÇAISE**  
6 000 MUTUELLES,  
DES ENTREPRISES DE VIE.  
Mutualité française  
255, rue de Valenciennes  
75719 Paris Cédex 15  
Tél.: (1) 40 43 30 30

**MUTUELLE**  
LA MUTUELLE  
DE L'ÉDUCATION,  
DE LA RECHERCHE  
ET DE LA CULTURE.  
MGEN  
Siège social:  
34, place Raoul Dautry  
75748 Paris Cédex 15

**ICOSI**  
L'ECONOMIE SOCIALE A  
L'ÉCHELLE INTERNATIONALE:  
■ partenariat économique;  
■ coopérations  
transfrontalières...  
Institut de Coopération  
Sociale Internationale  
4, avenue du Colonel Bonnet  
75016 Paris  
Tél.: (1) 45 25 68 83

**Crédit Mutuel**  
4 500 ADRESSES  
POUR CEUX  
QUI FONT  
L'ECONOMIE SOCIALE

**coop**  
FEDERATION NATIONALE  
DES COOPERATIVES  
DE CONSOMMATEURS  
ORGANISATION  
DE CONSOMMATEURS.  
LA FNCC REGROUPE  
LES SOCIÉTÉS COOPERATIVES.  
F.N.C.C.  
Tour Matif  
207, rue de Bercy  
75012 Paris  
Tél.: (1) 43 45 45 42

**MAE**  
LES MUTUELLES  
ASSURANCES ELEVES  
5 600 000 ADHERENTS.  
LES SPECIALISTES  
DE LA PROTECTION  
DES JEUNES.  
15, place du Général Catroux  
75017 Paris  
Tél.: (1) 47 66 04 30

**La solution coopérative**  
LES COOPERATIVES HLM:  
DES PROFESSIONNELS  
DE L'HABITAT AU SERVICE  
DES COLLECTIVITES  
ET DE LEURS HABITANTS.  
Fédération Nationale des  
Sociétés Coopératives H.L.M.  
14, rue Lord Byron  
75008 Paris  
Tél.: (1) 40 75 79 50

**Uni**  
GROUPE UNI-MUTUALITE  
LA REUSSITE DE  
L'ENTREPRISE MUTUALISTE  
ET DU PARTENARIAT  
EN ECONOMIE SOCIALE  
Délégation  
des relations extérieures  
22, rue d'Aumale  
75009 Paris  
Tél.: (1) 42 80 69 22

**Groupe Acacias**  
■ ACACIAS DEVELOPPEMENT  
■ CHEQUE DE JEUNER-CCR  
■ RESTOCOP  
■ C.C.R. SERVICES  
■ ACACIAS TRAITEURS  
■ SOCIÉTÉ EUROPÉENNE  
DE RESTAURATION (SER)  
46, rue des Acacias  
75017 Paris  
Tél.: (1) 47 66 04 56

**CREDIT COOPERATIF**  
LE BANQUE POUR L'ENTREPRISE SOCIALE  
UN GROUPE BANCAIRE  
COMPLET ET DIVERSIFIÉ.  
UNE VOCATION SPECIFIQUE:  
LES ENTREPRISES DE  
L'ECONOMIE SOCIALE:  
coopératives,  
associations, mutuelles...  
et leurs adhérents,  
ses associés clients.  
Parc de la Défense - BP 211  
92002 Nanterre cédex  
Minitel: 36 14 code COOPA.

**CREF**  
LE COMPLEMENT RETRAITE N°1  
DE LA FONCTION PUBLIQUE  
C'EST MUTUELLEMENT  
QUE NOUS CONSTRUISONS  
NOTRE AVENIR  
MIRIFEN  
N° vert: 05 08 20 00  
Minitel 36 14 code CREF.

**BANQUE POPULAIRE**  
■ 33 BANQUES  
■ 1 855 GUICHETS  
■ 1 800 000 SOCIÉTAIRES  
Chambre Syndicale  
des Banques Populaires  
Le Pontant de Paris  
5, rue Lablanc  
75511 Paris Cédex 15

**MATMUT**  
ASSURANCES  
FILIALE DE FAIT  
DE LA F.N.M.F.  
Siège social:  
66, rue de Solleville  
76100 Rouen  
Minitel: 36.16 MATMUT

**MNEF**  
PREMIERE  
MUTUELLE  
ETUDIANTE  
MNEF  
16, avenue Raspail  
94252 Gentilly cedex  
Tél.: (1) 46 64 19 55

**La lettre de  
l'Economie Sociale**  
L'HEBDOMADAIRE  
DES RESPONSABLES  
DES SECTEURS  
■ Mutualistes  
■ Coopératifs  
■ Associatifs.  
22, rue d'Aumale  
75009 Paris  
Tél.: (1) 42 81 02 06

## ÉCONOMIE

### Le krach, la sortie de « crise » et les conflits sociaux

Suite de la page 39

Car cela signifie que, jusqu'à présent, le changement de structure des coûts en faveur des profits a été obtenu essentiellement par pression sur les salaires. Mais le retour de la croissance provoque des revendications, on le voit aujourd'hui, qui n'ont pas été gérées par des progrès de productivité suffisants, souffrent sur les brades de l'inflation. C'est pourquoi je pense que nous ne sommes pas sortis de la crise. Nous n'avons pas retrouvé un chemin vertueux de croissance tel qu'il devrait être: l'investissement apporte des gains de productivité qui autorisent une distribution de salaires réels non inflationniste; ce qui crée une demande qui, à son tour, entraîne des investissements, etc. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas; la croissance bute sur l'inflation et le risque de caler; on risque d'assister à un stop-and-go mondial alternant, comme en Grande-Bretagne dans les années 60, reprise et récession. La clé manquante, c'est la productivité.

#### Caisse de résonance

Comment éviter que les salaires ne redéfinissent une norme d'inflation?

— Au début des années 80, la flexibilité était un concept avancé par les chefs d'entreprise et largement repris par les gouvernements et les organisations internationales pour lutter contre les rigidités du marché du travail qui étaient censées entraîner une répartition trop favorable aux salaires. Aujourd'hui, les salaires réels sont plutôt à la traîne, mais la productivité n'embraye pas. Il faut donc s'interroger et regarder de près le pays qui a le plus fait pour cette flexibilité: la Grande-Bretagne.

On y observe que le marché rétablit un rôle, en effet, mais de telle façon que les tensions sont devenues favorables aux salariés, ce qui crée de l'inflation. Il n'y a plus de garde-fou, parce que la détermination des salaires sur un marché du travail concurrentiel, répercuté intégralement les déséquilibres conjoncturels qui traversent l'économie. L'instabilité des prix en est fortement accrue.

— Les économies contemporaines, qui ont libéré les marchés, ont besoin d'institutions adéquates pour leur permettre de bien fonctionner. C'est particulièrement le cas du marché du travail. Pour de nombreuses raisons, il ne peut être assimilé à un marché « parfait ». Si on laisse les salaires se déterminer de manière exclusivement décentralisée, en décaissant toutes les formes collectives de médiation, ils ne prendront pas en compte d'une manière optimale pour tous les partenaires sociaux les répercussions prévisibles des chocs subis par l'économie.

— Il y a une mauvaise flexibilité, c'est celle qui fait du marché du

travail la caisse de résonance des conflits sociaux. Il y a une bonne flexibilité, c'est celle qui contractualise les relations sociales dans des compromis négociés qui font autorité pour plusieurs années et qui incorporent l'état de santé de l'économie globale. C'est pourquoi les négociations centralisées peuvent être les plus flexibles, car des syndicats unifiés et puissants, comme dans les pays scandinaves, échappent au corporatisme ou à la rivalité stérile entre centrales. Mais ce n'est pas le seul modèle comme le montre l'exemple du Japon, où les négociations salariales au sein des grands groupes industriels ont été capables d'absorber le second choc pétrolier avec une perte minimale d'emplois. En outre, l'exemple de l'Allemagne montre que la contractualisation des relations sociales n'est pas le consensus. Les négociations peuvent donner lieu à des affrontements forts durs. Mais elles aboutissent à des compromis qui sont des repères collectifs.

— Dans une économie comme celle de l'Allemagne, où les partenaires sociaux ont tissé des relations contractuelles permanentes, l'autorité responsable des équilibres macroéconomiques peut exercer une influence sur les négociations à venir par ses effets d'annonce. Ainsi la Bundesbank multiplie-t-elle depuis quelque temps des signaux d'alarme à l'égard de l'inflation, en élevant délibérément et d'une manière spectaculaire les taux d'intérêt à court terme. Ce faisant, elle cherche à dessiner le cadre macroéconomique que devront prendre en compte les partenaires sociaux dans les prochaines négociations salariales.

— A contrario, on saisit la principale faiblesse actuelle de l'économie française. La France est sortie du dirigisme, mais elle n'a pas encore fait l'apprentissage d'un ordre contractuel.

— Ce que vous dites est une critique de la méthode du coup par coup adoptée par le gouvernement?

— Oui, car l'individualisation des salaires fait partie de la mauvaise flexibilité. Mais le gouvernement l'a compris lui-même. L'idée de contrat de croissance est bonne. Encore qu'il faille que le « partage » ne se limite pas à l'argent mais soit élargi à la formation, à la durée du travail, aux qualifications... bref, il faut créer ce qu'on pourrait appeler une démocratie salariale. Mais le réajustement de cette nécessité un patronat qui accepte de négocier, et le conflit de Peugeot montre que ce n'est pas le cas, et des syndicats unis et forts, ce qui n'est pas le cas non plus. La France a pourtant besoin de bâtir patiemment les institutions d'une gestion démocratique de l'économie.

Propos recueillis par  
ERIC LE BOUCHER

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### IMS

#### CHIFFRE D'AFFAIRES TRIMESTRIEL

Chiffres consolidés (en millions de francs)	1988	1989	Variation en %
Premier trimestre	543 082	733 477	+ 35,1 %
Deuxième trimestre	598 985	712 790	+ 19,0 %
Troisième trimestre	527 740	633 841	+ 20,1 %
Total des 3 trimestres	1 669 807	2 080 108	+ 24,6 %

Le chiffre d'affaires consolidé pour les trois premiers trimestres de l'exercice 1989 ressort à 2 080 millions de francs, en augmentation de 24,6 % par rapport à la même période de l'année 1988. A taux de change et périmètre constants, la progression est de 21,5 %.

Conformément aux prévisions avancées lors de l'assemblée générale du 25 mai dernier, le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1989 devrait enregistrer une progression supérieure à 20 % par rapport à 1988.

#### GEREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

#### LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de  
vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

#### BOURSE

36.15 LE MONDE



Complexe et chère

# La photo magnétique suscite le scepticisme

Créés par Sony en 1981, relancés par Canon le mois dernier, les appareils à photo magnétique, dans lesquels une diapositive remplace la pellicule traditionnelle, se voient déjà concurrencés par les appareils électroniques à carte à puce. Ce qui n'empêche pas la bonne vieille technique du film argentique de continuer à se perfectionner.

A la fin du mois, Canon lancera en France l'Ion RC 251, premier appareil de photo magnétique destiné au grand public. Dans son boîtier léger et compact (420 g et 14 x 11 x 3 cm environ), la pellicule est remplacée par une diapositive souple de 47 mm de diamètre, tournant à 3 600 tours par minute. Cinquante images fixes peuvent y être enregistrées ou effacées à volonté par deux têtes magnétiques, comme cela se passe sur la cassette vidéo d'un magnétoscope (voir schéma). Cette annonce, faite au dernier salon photo-vidéo de Paris, en octobre, est tombée dans l'indifférence générale ou presque. Rien de comparable, en effet, à la fièvre qui s'était emparée des grands moyens d'information au lendemain du 21 août 1981, lorsque Sony présenta le Mavica, premier prototype d'appareil magnétique (on dit aussi de photo-vidéo) : New York, Paris, Londres, comme Tokyo, annoncèrent alors la mort de la photo conventionnelle sur film argentique, tandis que la Bourse enregistrerait une chute spectaculaire des actions de Kodak et de Fuji.

Aujourd'hui, Sony, qui a pourtant présenté au Japon un appareil similaire à l'Ion de Canon, se refuse toujours à le commercialiser. Le plus célèbre des firmes du marché audio-vidéo n'est d'ailleurs pas seule dans l'expectative. Ces dernières années, d'autres constructeurs avaient présenté des appareils magnétiques compacts (Konica, Fuji), le plus ancien étant le Panasonic Photovision 3100 de Matsushita, annoncé dès 1984 avec un poids de 580 g. Mais aucun de ces constructeurs ne s'est lancé dans une production de masse. Est-ce à dire que la photo magnétique serait sans avenir ?

## Un marché très hésitant

La question se pose d'autant plus que l'an dernier deux géants de l'industrie japonaise, Toshiba et Fuji, s'engageaient sur une autre voie, celle de la photo électronique numérisée sur carte à puce. Mise au point conjointement par les deux firmes (mais également étudiée par Sony et Matsushita), cette technique a conduit Fuji à présenter un premier appareil à la Photokina de Cologne (RFA), le Fujix DS-1P. Celui-ci est plus compact que l'Ion de Canon (400 g et 10 x 8 x 5 cm), plus simple (absence de mécanique, car il n'y a pas de diapositive à faire tourner), mieux adapté aux technologies futures de l'image vidéo, qui seront numériques (alors que la diapositive magnétique reste analogique) et moins cher aussi (de l'ordre de 3 000 F au lieu de 6 000 F). Bien entendu, la carte à puce est enregistrable et effaçable comme la diapositive. Celle-ci, toutefois, bénéficie d'un important atout : elle est normalisée internationalement depuis 1984, alors que la carte à mémoire est seulement proposée à la normalisation et qu'une production industrielle ne pourra donc commencer qu'après 1992.

Il n'en reste pas moins que l'arrivée de la photo numérique sur carte trouble le marché déjà très hésitant de la photo magnétique. Une situation qui n'est pas sans rappeler celle du vidéodisque (dont la photo magnétique n'est d'ailleurs qu'une application), qui, durant un quart de siècle, jusqu'à l'arrivée du disque compact vidéo, n'a jamais réussi à trouver un marché grand

public. La photo magnétique reste en effet une technique lourde et excessivement coûteuse, ce qui lui interdit pour l'instant tout débouché de masse.

Premier handicap, l'appareil de prise de vues est tout aussi complexe qu'un caméscope, car il en possède tous les éléments : objectif, capteur d'image, circuits de codage NTSC ou SECAM, têtes magnétiques, tourne-disque miniature (à la place de l'entraînement de bande). Il est donc aussi cher. Tous les modèles actuels coûtent environ 20 000 F. Seul l'Ion RC 251, que Canon destine aux amateurs, est maintenant proposé à 6 000 F. C'est un progrès, mais l'Ion est encore bien loin des appareils populaires de la photo argentique, ces 24 x 36 compacts dont les prix varient de 2 000 à 4 000 F, voire moins de 1 000 F avec les appareils à jeter de Kodak et de Fuji.

## De sérieux inconvénients

De même, le tirage d'une photo conventionnelle sur papier coûte aujourd'hui moins de 5 F, film compris, ce qui n'est pas le cas en photo magnétique, où il faut compter plus de 10 F. Certes, la photo conventionnelle oblige à un développement chimique en laboratoire (aujourd'hui obtenu en quelques heures), alors que la photo magnétique autorise le passage immédiat des images sur un téléviseur. C'est en particulier ce qui permet l'Ion RC 251 branché sur un récepteur couleur. Mais la simplicité s'arrête là.

La plupart des systèmes de photo magnétique, en fait, sont rarement utilisables directement : ils exigent au minimum un adaptateur (système Fujix ES par exemple). Plus souvent, la diapositive doit être passée sur un lecteur spécifique (prix de 20 000 à 30 000 francs selon les modèles).

Si l'on souhaite un tirage sur papier, une imprimante spéciale est nécessaire. Tous les constructeurs en proposent (Bauer, Canon, Fuji, Hitachi, Kodak, Konica, Mitsubishi, Nikon, Sony, Toshiba...). Leurs prix débutent à plus de 30 000 francs. La photo sur diapositive magnétique peut aussi se transmettre téléphoniquement par lecture sur un émetteur spécial (modèles Canon, Kodak, Nikon). Ces appareils sont particulièrement coûteux, dépassant parfois les 100 000 francs.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le chiffre d'affaires global du Groupe, pour le troisième trimestre 1989 est de 7 172 millions de francs hors taxes (7 593 millions de francs toutes taxes comprises), en augmentation de 18 % sur le trimestre correspondant de l'année précédente.

Sa répartition est la suivante :

- BTP : 2 545 millions hors taxes.
- Immobilier : 186 millions hors taxes.
- Distribution : 3 832 millions hors taxes.
- Nucleaire, électricité et divers : 609 millions hors taxes.

Les facturations des trois premiers trimestres représentent globalement 20 492 millions de francs hors taxes.

Les travaux commandés et restant à exécuter en BTP au 1<sup>er</sup> octobre 1989 correspondent à 13,7 milliards de francs. Ce montant ne comprend pas le barrage de Du-Hast dont le contrat est entré en vigueur en octobre 1989.

Vendredi 1<sup>er</sup> décembre : 12 h à 19 h  
Samedi 2<sup>e</sup> - Dimanche 3<sup>e</sup> : 10 h à 19 h  
EXPOSITION INTERNATIONALE  
VENTE - ECHANGE

## MINÉRAUX

FOSSILES  
PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX  
HOTEL PULLMAN St-JACQUES  
17, bd St-Jacques, 75014 PARIS  
Métro Saint-Jacques

Si ces divers appareils sont chers et encombrants, ils ont par contre l'avantage de faciliter la diffusion d'image. C'est ainsi que la photo magnétique a surtout été proposée jusqu'ici pour des applications professionnelles. La presse, d'abord, pour la transmission immédiate d'images d'actualité par téléphone. Ensuite et surtout pour l'archivage et l'information : un peu comme des photocopies, les tirages de photos magnétiques sont pratiques pour l'incorporation de documents dans des dossiers ou pour leur expédition dans des services éloignés, des filiales ou chez des clients.

Pour les amateurs, par contre, la photo magnétique présente encore de sérieux inconvénients. Nous avons déjà évoqué l'encombrement et le prix. Il y a aussi la qualité des images, qui reste limitée. Elle est fonction à la fois du capteur d'analyse et du standard vidéo. Aujourd'hui, les analyseurs atteignent couramment 400 000 pixels (c'est le cas sur le Canon RC 251 ou le Fujix ES-20). Fuji a même réalisé un prototype, le FV-X, avec un capteur à 800 000 pixels.

Le standard vidéo lui-même vient d'être amélioré avec le Hi-band (déjà adopté pour les caméscopes 8 mm) : il évite certaines interférences entre les composantes du signal vidéo, réduisant ainsi les pertes.

Malgré ces progrès, la photo magnétique ne sépare aujourd'hui que quelque 400 000 points, contre plus de 20 millions pour une photo en couleurs classique 24 x 36 mm. D'autres progrès sont possibles, mais les performances seront toujours limitées par les standards de télévision et par la capacité des écrans des téléviseurs. Elles ne pourront donc pas dépasser celles de la télévision à haute définition, qui séparera environ 2 millions de points. Celle-ci, toutefois, n'entrera en service qu'en 1995. D'ici là, le

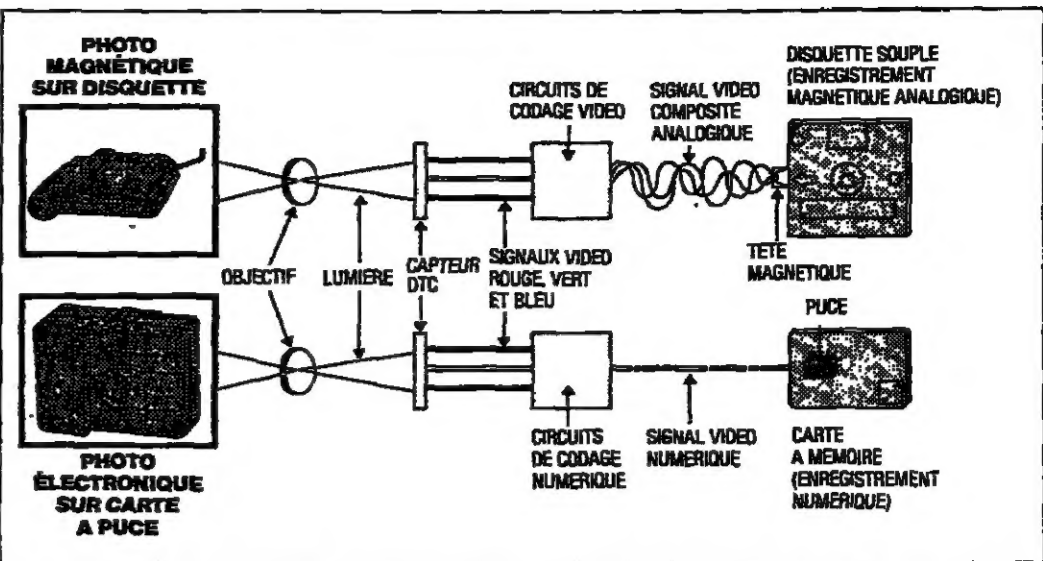
film creusera encore le fossé qualitatif séparant l'image argentique de l'image magnétique. C'est ainsi que le Dr Popp, l'un des experts de la division des technologies microélectroniques du laboratoire de recherches de Kodak à Rochester (Etats-Unis) vient d'annoncer le lancement prochain d'un film en couleurs de sensibilité 6 400 ISO, donnant une qualité d'image identique à celle d'une pellicule seize fois moins sensible, la Gold 400.

Ce progrès est le fruit d'une optimisation par ordinateur de la taille et des zones de sensibilité des grains d'halogénures d'argent. Autant dire que, dans les toutes prochaines années, la finesse de la photo en couleurs conventionnelle va de nouveau doubler.

Concurrencée par la photo argentique sur le terrain des prix et de la qualité, menacée par l'annonce de la photo numérique sur carte à puce, la photo magnétique est-elle dès maintenant

condamnée ? Nous nous gardons d'une telle prévision, qui serait tout aussi imprudente que celle de la mort de la photo argentique faite voilà près de dix ans. Il est plus probable que chacune des trois technologies trouvera des applications propres et que, comme cela se produit déjà aujourd'hui, des images seront souvent obtenues par des technologies hybrides, argentiques et électroniques.

ROGER BELLONE

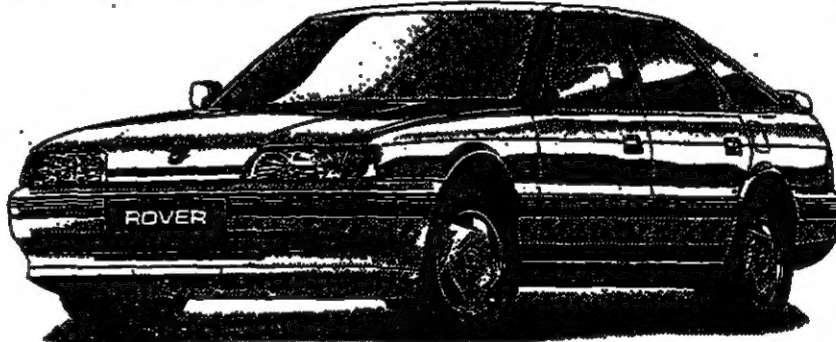


Dans un appareil de photo électronique, tout comme un caméscope, l'objectif forme l'image lumineuse sur un capteur DTC (dispositif à transfert de charges, souvent appelé CCD, de l'anglais charge coupled device). Celui-ci est constitué d'un tapis de cellules photo-sensibles (plusieurs centaines de milliers). Chaque cellule analyse ainsi un « point » de lumière de l'image (pixel). Ce qui revient à transformer l'énergie lumineuse reçue sur ce « point d'image » en énergie électrique. Chaque cellule produit donc une charge électrique proportionnelle à l'intensité lumineuse reçue. Ces charges forment ensuite le signal vidéo représentant chaque photo. Pour transmettre le signal, le tapis de cellules est revêtu d'une microscopique mosaïque de filtres verts, rouges et bleus. Ainsi, un tiers des cellules analysent l'image du rouge, un tiers celle du vert et le dernier tiers celle du bleu. A la sortie, ce sont donc en fait trois signaux vidéo correspondant respectivement

aux images du rouge, du vert et du bleu qui sont recueillies. Ils sont codés numériquement, donc selon un système binaire (0 et 1) de la même manière que les images traitées dans un ordinateur. Ce signal numérique est mémorisé dans un circuit intégré (la puce) inséré dans une carte à mémoire.

Dans un appareil photo magnétique, les images étant destinées à être regardées sur un téléviseur, les trois signaux vidéo sont codés dans un système classique de télévision en couleurs : N.T.S.C. au Japon et aux Etats-Unis, SECAM ou PAL en Europe (en fait, seul le PAL a été proposé à ce jour, ce qui oblige à utiliser un récepteur PAL/SECAM en France). Ce signal composite est enfin dirigé sur deux têtes magnétiques réalisant l'enregistrement sur deux pistes de la diapositive. Le principe est ici le même que sur un magnétoscope, l'enregistrement étant mémorisé en mode analogique sur une diapositive au lieu d'une bande magnétique.

## L.O.A. "FORMULE" ROVER DES AVANTAGES RENOUVELÉS



JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 89 FINANCEMENT EXCEPTIONNEL  
SUR TOUS LES MODÈLES ROVER SÉRIE 800  
(Prolongation de l'offre du 16 Octobre au 11 Novembre 1989)

### AVANTAGE

n° 1

### AVANTAGE

n° 2

### AVANTAGE

n° 3

### 0 F LA PREMIÈRE ANNÉE

Jusqu'au 31 Décembre 1989, ROVER reprend votre voiture aux conditions générales ARGUS. Si sa valeur couvre le 1<sup>er</sup> versement de votre location avec Option d'Achat, vous partirez au volant de la ROVER 800 de votre choix sans rien payer de plus pendant 1 an.

Location avec Option d'Achat sur 60 mois :

1<sup>er</sup> versement : 50 % (\*) du prix TTC de votre ROVER 800 (Dépôt de Garantie 15 % + 1<sup>er</sup> loyer 85 %) pouvant être représenté en totalité ou en partie par la reprise de votre voiture, ensuite 0 F pendant 1 an, puis 47 loyers de 1,58 % du prix TTC de votre ROVER 800 (hors assurances).

### COÛT TOTAL EN CAS D'ACQUISITION SUR 5 ANS SEULEMENT 12,51 % DE PLUS QUE LE PRIX COMPTANT

Au bout des 60 Mois, vous pourrez devenir propriétaire de votre ROVER 800 sans rien déboursier. L'option d'achat étant couverte par le dépôt de garantie déjà versé.

Votre ROVER 800 ne vous aura coûté que 112,51 % du prix comptant TTC (hors assurances).

### OPTION D'ACHAT EXCEPTIONNELLE A LA FIN DU 13<sup>e</sup> MOIS

Si vous ne résistez pas à l'envie de devenir propriétaire plus tôt de votre ROVER 800, achetez-la au bout du 13<sup>e</sup> mois. L'option d'achat à verser, déduction faite du dépôt de garantie initial ne sera alors que de 50 % du prix comptant TTC de votre ROVER 800.

1<sup>er</sup> versement de 50 % à la livraison + 0 F la 1<sup>re</sup> année + option d'achat de 50 % à la fin du 13<sup>e</sup> mois : vous ne paierez que 100 % du prix comptant de votre ROVER 800 malgré les 13 mois écoulés.

Cette offre est valable jusqu'au 31 Décembre 89, chez les concessionnaires ROVER agréés. L'option d'achat, sur tous les modèles de la série 800 et sous réserve d'acceptation de votre dossier par ROVER FINANCEMENT, département de LOUVECIERES, 81 Bd des Dunes, 12053 Marseille, SA au capital de 22 000 000 F RCS Marseille 81 071 000 120.



(\*) D'autres propositions de L.O.A. avec apport initial de 30 % ou 40 % peuvent aussi vous être proposées. ROVER Série 800, une gamme de 5 modèles Berline et Fastback à partir de 117 000 F TTC Taxe Cte en plus en 20000 (Modèle 800).

## ROVER SÉRIE 800

VERS UNE AUTRE CONDUITE



Pour connaître votre concessionnaire, téléphonez au 05 102 102 (appel gratuit) ou composez sur votre minitel le 36-15 ROVER.

سكزا من الامم



## MARCHÉS FINANCIERS

## Les actionnaires de la Mixte

Actionnaires	Au 31-12-1988		Au 7-11-1989	
	% du capital	% des droits de vote	% du capital	% des droits de vote
Crédit agricole (SICAV)...	9	8,45	4,71	4,48
Fransolone (CERE)...	5	4,70	6,86	6,52
Crédit lyonnais (Cininvest)...	5	7,45	6,33	8,07
Groupe Victoire...	5,01	4,72	4,31	4,57
Société générale (General)...	4,23	3,98	5,16	4,90
Louis Dreyfus holding...	2,41	2,27	1,78	1,69
AGF...	3,61	3,40	7,43	7,06
Paribas...			18,39	17,46
Allianz...			8,61	8,18
Soiss de Ré...	2,47	2,33		
Mercury (groupe Warburg)...	5,89	5,54		
Autocollants Via Vie-Via Participations...	0,41		4,18	

Sources : notice d'information de la Mixte, comité des établissements de crédit.

Tous les actionnaires importants de la Mixte sont ici répertoriés compte tenu du fait que les statuts obligent toute personne physique ou morale détenant plus de 2,5 % du capital à se déclarer. Ces pourcentages sont calculés sur 12,75 millions de titres. Compte tenu des options et des obligations convertibles, 1,14 million de titres sont susceptibles d'être créés. En outre, Fransolone et le Crédit agricole possèdent respectivement 48 764 et 25 000 obligations convertibles. Des divergences existent sur le nombre de titres en circulation puisque le Conseil des Bourses de valeur (CBV), dans son communiqué du 13 novembre dernier, estime le capital total à la date du 7 novembre à 12,64 millions de titres, soit 100 000 de moins que les chiffres de la Mixte.

Ce tableau indique également clairement que le Crédit lyonnais, Allianz, Fransolone, la Société générale ont augmenté leur participation dans la Mixte au point de représenter aujourd'hui ensemble 27,6 % des droits de vote. Ces quatre actionnaires sont considérés comme hostiles à l'OPA. Il est à noter que Victoire et Louis Dreyfus Holding, tous deux membres du conseil d'administration de la Mixte (et donc ayant voté contre l'OPA), ont réduit leur participation de moitié pour le premier et de 0,15 % pour le second. Le Conseil des Bourses de valeur a estimé, lundi 13 novembre, que les achats de certains des actionnaires de la Mixte n'étaient pas « constitutifs d'une action de concert » telle que la définit la réglementation.

Y. M.

## En rachetant l'américain Combustion Engineering

## ABB creuse l'écart avec GEC-Alsthom

Mauvaise nouvelle pour le tandem franco-britannique GEC-Alsthom : son grand rival, Asea Brown Boveri (ABB), vient d'annoncer qu'il lançait une offre publique d'achat sur l'entreprise américaine Combustion Engineering (3,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires, soit une vingtaine de milliards de francs).

Cette annonce est mauvaise pour GEC-Alsthom (45 milliards de chiffre d'affaires) à plus d'un titre : d'abord, elle permet à ABB — qui pèse déjà 20 milliards de dollars de chiffre d'affaires, c'est-à-dire 125 milliards de francs — de faire un pas de plus dans la course à la taille qui se déroule dans l'électronique.

Ensuite, elle permet au numéro 1 mondial, d'essence européenne (il est né au cours de l'été 1987 du mariage du suisse Brown Boveri et du suédois Asea) d'opérer une avancée décisive aux Etats-Unis et d'y porter son chiffre d'affaires de 3 à 7 milliards de dollars, ce qui en fait le principal rival de l'américain General Electric sur le propre territoire de celui-ci.

Assurance-maladie complémentaire : les Mutuelles de France condamnées. — La cour d'appel de Paris a confirmé, par un jugement en date du 6 novembre, la décision du tribunal de grande instance condamnant la Fédération des mutuelles de France (FMF) pour avoir procédé à une campagne de publicité agressive et provocante, assimilant l'assuré à une « bégote ». Cette condamnation des sociétés d'assurance-maladie. Les juges ont estimé que la campagne en question constituait une « volonté manifeste de dénigrement des sociétés d'assurance dans le domaine de la protection sociale complémentaire, d'une part en passant sous silence les services qu'elles dispensent, d'autre part en leur attribuant comme motivation non pas l'intérêt de l'assuré mais la recherche du profit ». La Fédération française des sociétés d'assurance et la Fédération nationale des syndicats d'agents généraux d'assurances ont obtenu le franc symbolique de dommages et intérêts et la publication du jugement condamnant la FMF.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration de la COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE s'est réuni le 10 novembre 1989.

Il a pris acte de la modification apportée par la COMPAGNIE FINANCIÈRE de PARIS à son offre qui, étendant celle-ci à la totalité du capital, écarte le risque de réduction qui avait été souligné par le dernier conseil du 25 octobre 1989.

Il a constaté en revanche que cette modification des termes de l'offre ne correspondait toujours pas aux préoccupations qu'il avait exprimées lors de cette même réunion. Cette modification, en effet, ne prend pas en compte les conséquences financières de la valorisation des actifs conduits jusqu'à présent par la COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE.

En conséquence, le conseil unanime considère que les intérêts de la société et de ses actionnaires lui commandent de maintenir l'opinion qu'il a exprimée à l'issue de la séance du 25 octobre dernier.

Cette position a été adoptée à l'unanimité. Tous les membres du conseil étaient présents ou représentés.

Le Dr SCHIEFER, directeur général d'ALLIANZ, retenu à l'étranger, a adopté cette décision et l'a assortie du commentaire suivant : « En ce qui le concerne, l'ALLIANZ confirme et demeure fidèle à l'attitude qu'elle a adoptée dès fin septembre de cette année. Soucieuse de conforter sa position dans son secteur d'activité, celle de l'assurance, dans lequel elle est associée, la COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE, l'ALLIANZ n'entend pas renoncer à la participation qu'à cet effet elle détient dans cette société, qui fait d'elle un de ses tout premiers actionnaires et à laquelle elle demeure donc liée. »

## NEW-YORK, 13 novembre

## Soutenance

La tendance a été très irrégulière lundi à la Bourse de New-York, qui a néanmoins terminé la séance sur un gain de 0,82 point pour l'indice Dow Jones à 2 626,43 points. Quelque 141 millions de titres ont été échangés. Le nombre de valeurs en hausse a dépassé celui des baisses : 806 contre 661. Les cours de 479 titres sont restés inchangés. Les investisseurs espèrent toujours un assouplissement graduel de la politique de crédit de la Réserve fédérale, qui préviendrait tout risque de récession. Les analystes estiment également que le marché bénéficierait de l'ouverture des frontières de l'Allemagne de l'Est. Les titres de sociétés ayant des intérêts en RFA ont notamment été recherchés. Des prises de bénéfices ont, toutefois, tempéré le mouvement de hausse stimulé par des OPA. Combustion Engineering, qui fait l'objet d'une OPA de ABB Asea Brown Boveri, a gagné 13 1/2 points à 39. Dallas Corp. fait également l'objet d'une OPA de Bessemer Corp. Ce titre a gagné 9,5 points, à 23 5/8. Baisses de Merck et de Motorola.

VALEURS	Cours du 10 nov.	Cours du 13 nov.
Alcoa	88 1/8	88 1/4
AT&T	96 1/8	96 1/4
Bausch	56 1/8	56 1/4
Boeing	96 1/8	96 1/4
Chemical Bank	36 5/8	36 1/2
Du Pont de Nemours	112 1/8	112 1/4
Eastman Kodak	41 7/8	42 5/8
Exxon	46 1/4	46 3/4
Ford	54 5/8	54 7/8
General Motors	44 1/4	44 1/8
Goodyear	46 5/8	46 1/8
IBM	123 1/4	123 1/8
ITT	88 1/4	87 3/4
Johnson & Johnson	55 3/4	55 3/4
Kimberly-Clark	41 1/8	41 3/8
McDonald's	51 7/8	52 3/8
Merck	58 1/4	57 1/4
Motorola	23 7/8	23 3/8
U.S. Steel	34 5/8	34 3/8
Westinghouse	58 1/4	57 1/4
Weyerhaeuser	56 1/4	56 3/8

## LONDRES, 13 novembre

## Revirement à la baisse

Après un début de séance en nette hausse, les cours des valeurs ont reviré à la baisse pour terminer sur une note décevante, lundi au Stock Exchange, dans le sillage des pertes enregistrées à Wall Street à l'ouverture. L'indice Footsie des cent valeurs a cédé 3,5 points à 2 152,2, après avoir gagné 12,4 points à midi. Le marché est resté peu actif, les investisseurs se montrant nerveux dans l'attente de la publication au cours de la semaine d'importantes statistiques économiques, de nombreux résultats de sociétés et avant le discours d'automne, mercredi, du nouveau chancelier de l'Échiquier, M. John Major. Le volume des transactions était peu élevé avec à peine 283,3 millions de titres échangés. De nombreux secteurs ont terminé sur une note irrégulière, notamment les alimentaires, les magasins, les textiles et les assurances. En revanche, les électroniques et les pharmaceutiques ont terminé sur une note particulièrement ferme. Lundi matin, les amateurs de « fish and chips », le plat national anglais, se sont arrachés les actions du fameux restaurant Harry Ramsden, le maître incontesté de la spécialité. L'offre était déjà sur souscrite en milieu de matinée.

F. V.

## FAITS ET RÉSULTATS

La CEE adopte une législation sur les débits d'initiales. — Les ministres de l'économie des Douze ont adopté, lundi 13 novembre, une législation visant à combattre les débits d'initiales dans la CEE (le Monde du 13 octobre). La directive interdit à toute personne, dont l'activité professionnelle lui permet, de détenir des informations confidentielles, de les utiliser pour acheter ou vendre des actions, ainsi que de les communiquer à d'autres personnes. La législation doit entrer en vigueur avant le 1<sup>er</sup> juin 1992.

La COB épingle la CFTI. — La Commission des opérations de Bourse (COB) épingle la Compagnie française d'investissement et de transport, holding de la société de remorquage Progamar, qui n'a pas respecté la clause du maintien de cours. En 1988, la CFTI, qui détient aujourd'hui 97 % de Progamar, a acquis à des prix différents, en dépit du maintien de cours, des actions de Progamar, société cotée à Marseille. Des accords passés entre certains vendeurs et la CFTI ont conduit cette dernière à acquiescer des titres Progamar à des cours très nettement supérieurs, au prix de 165 F, correspondant au maintien de cours entre le 25 janvier

## PARIS, 13 novembre

## Incertitude

Pour la Bourse, c'est le temps des incertitudes après les brèches ouvertes pendant le week-end dans le mur de Berlin. Quelles vont être les conséquences de cet événement historique sur les économies occidentales ? C'est, en substance, la question lancinante que se posent les milieux d'affaires sans parvenir à apporter une réponse satisfaisante. Or, on le sait, la Bourse s'arme pas le feu. Lundi, elle a donc hésité pendant une grande partie de la séance. L'indice CAC 40, après une ouverture en repli de 0,40 %, a renoué avec la hausse vers midi. Mais, en clôture, cet indice affichait un repli symbolique de 0,05 %.

Sans pouvoir calculer les conséquences de l'ouverture des frontières en RDA, les analystes estimaient toutefois que ces événements éloignaient la perspective d'une détente des taux d'intérêt en Europe. En effet, l'économie allemande est actuellement proche de la surchauffe, et une expansion économique ne pourrait qu'entraîner les autorités monétaires, soucieuses d'éviter un dérapage de l'inflation, à resserrer encore sa politique monétaire. Une perspective qui a évidemment été mal perçue par les marchés obligataires. A Paris, les taux à long terme se sont tendus.

D'autre part, les opérateurs attendant pour cette semaine une série de statistiques américaines : mardi les prix à la consommation et jeudi les chiffres de la balance commerciale. La prudence était donc de bon aloi. Les investisseurs se sont néanmoins intéressés à quelques secteurs qui pourraient être concernés par une demande Euro-Quest : les BTP ou les produits de grande consommation comme le petit électro-ménager. SEB, qui a racheté il y a quelques mois l'Allemand Rowenta, a gagné 5 % à 594 F. Moulinex a également pris 2,2 %. Hausse sensible des valeurs allemandes au compartiment des étrangers.

## TOKYO, 14 nov.

## Nouveau record

Bien que le marché ait manqué de conviction, la Bourse de Tokyo a terminé la séance de mardi sur un nouveau record.

L'indice Nikkei a pris 18,52 points, soit 0,1 % à 35 768,64 points. Les valeurs ont fluctué dans une fourchette très étroite, reflétant ainsi, selon les professionnels, l'hésitation des investisseurs qui cherchent des motifs pour prendre des initiatives sérieuses.

Les compartiments de la construction mécanique et de la métallurgie ont été fermes.

VALEURS	Cours du 13 nov.	Cours du 14 nov.
Alstom	770	770
Bois	1 780	1 780
Chemical	3 210	3 220
Exxon	1 840	1 840
General Motors	1 140	1 140
IBM	2 200	2 200
Merck	2 200	2 200

## PARIS:

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Assurances	124	124	Mass Communication	188 50	170 20
Assurances	124	124	Mass Communication	188 50	170 20
Assurances	124	124	Mass Communication	188 50	170 20
Assurances	124	124	Mass Communication	188 50	170 20
Assurances	124	124	Mass Communication	188 50	170 20
Assurances	124	124	Mass Communication	188 50	170 20
Assurances	124	124	Mass Communication	188 50	170 20
Assurances	124	124	Mass Communication	188 50	170 20
Assurances	124	124	Mass Communication	188 50	170 20
Assurances	124	124	Mass Communication	188 50	170 20

LA BOURSE SUR MINTEL 36-15 TAPEZ LE MONDE

## Marché des options négociables le 13 novembre 1989

Nombre de contrats : 15 496.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Accor	880	33,50	-
Banque	760	5	20
BOC	480	16	23
EN-Agences	480	23	44
Euromat SA-PLC	50	7	1,30
Lafarge-Coppée	1 400	81	30
Michelin	132	18,50	25
Midi	1 400	30	94
Paribas	680	37,50	30
Paribas-Ricard	1 600	14	55
Pengout	850	24,10	56
Saint-Gobain	640	28	52
Sources Perrier	1 900	95	174
Société générale	480	20	22
Suez Financière	360	42	4
Thomson-CSF	180	9	17,50

## MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 13 novembre 1989

Nombre de contrats : 82 891.

COURS	Déc. 89	Jan. 90	Mar. 90	Jun. 90
Dernier	104,92	104,96	105,22	105,22
Précédent	105,70	105,74	105,74	105,92

Options sur notional

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente



## BOURSE DU 13 NOVEMBRE

[illegible]

Comptant (selection)

SICAV (selection)

13/11

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net
<b>Obligations</b>						<b>Étrangères</b>						<b>Étrangères</b>						<b>Étrangères</b>					
Exp. 100 5/77	122 50	4 185	Chaque 100	152 90	147 0	Magnolia Unipol	152 60	152 60	Vent	168	168	A.A.A.	1026 90	1052 32	France-Gabon	268 48	267 85	Paribas Opposable	122 44	117 45			
9,95 10/76	101 15	3 328	C.C.F. France	227 80	227 80	Magnolia S.A.	81 81	81 81	Wattman S.A.	231 75	231 75	Autiz	108 12	121 75	France-Indes. Slav	100 60	105 95	Paribas Patrimoine	550 52	528 89			
10,80 5/79/84	102 20	2 071	C.C.F. Maritime	708	708	Maritima Part.	889	889	Brass. du Merne	558 82	548 22	Activa France	558 82	548 22	France-Indes. Slav	450 84	438 94	Paribas Revue	89 80	89 81			
12,25 5/80/80	101 90	5 917	Chaux 100	1200	1200	Chaux 100	115 50	115 50		854 05	830 41	Activa sélectionnée	854 05	830 41	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
16,20 5/82/90	100 95	13 493	Cedex 100	360	360	Navig. Inter. del	210 30	210 30		846 85	840 85	Activa	846 85	840 85	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
18 5/84/82	100 10	10 930	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
18 10/80/80	100 10	10 930	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
12,40 5/82/83	112 82	12 005	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
12,40 5/82/83	112 82	12 005	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
11 5/84/85	119 30	7 916	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			
10,28 5/82/83	102 95	6 085	Comptex	356	356	Comptex	418	418		800 65	800 65	Activa	800 65	800 65	France-Indes. Slav	450 84	454 25	Paribas Revue	177 62	174 04			



